

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS

2003

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS**

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE.

AVRIL 2002

Québec 

APR 19 1952

2 APR 19 1952

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

TABLE DES MATIÈRES

Handwritten notes in the top right corner, possibly a list or index, including numbers and symbols.

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
1.	La liste des dirigeants de la Sûreté, leur direction et leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues.	13
2.	La liste des dépenses pour la période 2001-2002 et le budget pour la prochaine année, ventilés par directions de la Sûreté.	15
3.	Le nombre de véhicules de la Sûreté répartis par catégories (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères) et par districts au 31 mars 2002.	17
4.	L'investissement pour la période 2001-2002 en véhicules, par catégories (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères) et par districts.	19
5.	L'investissement pour la période 2001-2002 en équipements spécialisés, par catégories et par districts.	21
6.	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2002, répartis par districts et par quarts de travail.	23
7.	La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2002.	25
8.	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2002.	27
9.	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2001-2002.	29
10.	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégories de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogues, autres) sur le territoire de la Sûreté et celui des services de police municipaux pour la période 2001-2002.	31
11.	Le nombre d'interventions techniques de la Sûreté du Québec sur le territoire des services de police municipaux et sur son territoire pour la période 2001-2002.	33
12.	La répartition au 31 mars 2002 des membres des Escouades régionales mixtes ainsi que le budget accordé, par lieux d'affectation.	35
13.	Le nombre d'heures et les coûts par postes du temps supplémentaire effectué à la Sûreté du Québec, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2001-2002.	37
14.	La liste des nouveaux officiers et agents de la Sûreté du Québec et de ceux qui ont fait l'objet d'une promotion, par postes, pour l'année 2001-2001 avec, dans le cas des nouveaux agents, leur profil de formation.	39
15.	Les coûts reliés au Système d'analyse des liens de violence aux crimes (SALVAC), ventilés par catégories pour la période 2001-2002.	41
16.	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2001-2002.	43
17.	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtres, viols, vols, drogues, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2002.	47
18.	Description de l'utilisation des fonds locaux et du fonds central pour les activités de la population carcérale pour la période 2001-2002.	51

6

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
19.	La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	61
20.	Les délais moyens, minimum et maximum pour l'enregistrement des délits dans le système DACOR depuis l'admission des détenus.	77
21.	Le nombre d'admissions de détenus et prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002.	81
22.	La durée moyenne des peines et des séjours effectifs (durée de la peine moins la durée des absences temporaires et des libérations conditionnelles) par catégorie de délits pour chaque centre de détention pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002.	85
23.	Le nombre d'organismes communautaires ayant fait l'objet d'une demande d'accréditation auprès du ministère de la Sécurité publique et résultat de la demande, pour la période 2001-2002 et le montant alloué, le cas échéant.	89
24.	Les effectifs (par catégories d'emploi) ainsi que la masse salariale, par centres de détention et par quarts de travail pour la période 2001-2002.	93
25.	Le ratio heures de travail par détenus pour la surveillance des détenus, pour chaque centre de détention pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002.	97
26.	Le nombre d'absences temporaires accordées aux détenus, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et de réinsertion sociale) pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002.	101
27.	Le nombre moyen d'absences temporaires accordées par détenus, par centres de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et de réinsertion sociale) pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002.	105
28.	La fréquence des absences temporaires aux détenus qui ont bénéficié de plus d'une absence (par semaine, par mois ou par trimestre) pour chaque centre de détention et par programmes (suivi intensif, alternative de courte sentence et sentence de moins de trente jours).	109
29.	Le nombre d'heures et les coûts par postes du temps supplémentaire effectué par les agents de correction pour chaque centre de détention, pour la période 2001-2002.	113
30.	Le ratio heures de travail par activités d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002.	117
31.	Le ratio heures de travail par activités d'intervention en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002.	121
32.	Les effectifs de la direction des services correctionnels, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2000-2001 et 2001-2002.	125
33.	Le nombre de délinquants suivis en milieu ouvert pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002.	129

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
34.	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis et les effectifs (policiers/civils, temps plein, temps partiel).	133
35.	La liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégories (rémunération, transport et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.).	143
36.	La liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police, municipal ou intermunicipal au 31 mars 2002, incluant la date de réception de la demande, la date de la réponse du ministère, le territoire visé, le nombre de policiers visés, la population desservie, l'estimation du budget ainsi qu'une copie de la réponse du ministre pour chaque demande.	153
37.	La liste des corps policiers qui ont été dissous pour la période 2001-2002, la date de dissolution et le corps de police qui en assure la protection dorénavant.	157
38.	La liste des municipalités qui ont exprimé leur intention d'abolir leur corps de police au profit de la Sûreté du Québec mais dont la démarche n'est pas encore terminée et la raison pour laquelle cette démarche n'est pas terminée (attente d'une résolution du conseil municipal, négociations non terminés, etc.).	163
39.	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, l'année de formation, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	167
40.	La liste des ententes tripartites concernant les corps de police autochtone, la description des communautés et de la population desservie, ainsi que le numéro de décret autorisant l'entente.	173
41.	Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 et les prévisions pour 2002 ventilés par catégories d'intervention.	175
42.	La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile, avec un bilan par programmes, incluant le budget du programme, ses effectifs, l'état de ses dépenses, le nombre et la nature des réclamations demandées et les résultats de chaque réclamation.	211
43.	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	217
44.	La liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état d'avancement.	221
45.	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions pour des organismes communautaires, des projets locaux ou des projets-pilotes, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2001-2002.	225
46.	Pour chaque programme de financement ou de subvention, la liste des organismes communautaires ou des projets qui se sont vu refuser un financement ainsi que les motifs de refus pour la période 2001-2002.	231

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

8

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
47.	La liste des sommes dépensées en vertu du programme de partenariat ainsi que le projet qui en a bénéficié pour la période 2001-2002.	235
48.	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, leur rémunération pour la période 2001-2002, ainsi que les augmentations prévues.	239
49.	Ventilation des budgets accordés pour combattre les jeux de hasard illégaux.	241
50.	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 1997.	245
51.	Pour 2002-2003, indiquer les sommes prévues pour la mise en œuvre de la politique, particulièrement à l'égard de l'intervention et du traitement des agresseurs.	249
52.	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2001-2002, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	251
53.	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2000-2001 et 2001-2002.	289
54.	La liste des coroners-investigateurs et des coroners-enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues.	293
55.	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès en 2001 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	297
56.	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2002 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le coroner enquêteur, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	301
57.	Les effectifs de bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2000-2001 et 2001-2002.	305
58.	La liste des dirigeants de la Commission, leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues.	309
59.	Les frais remboursables pour la période 2001-2002 répartis par conciliations et enquêtes.	313
60.	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policiers et constables spéciaux pour la période 2001-2002 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause).	317
61.	La répartition des dossiers selon décisions prises à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2001-2002 (conciliation/enquête/refus/désistement) ou si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise (à l'étude, en attente de renseignements ou autres).	321
62.	La répartition des enquêtes effectuées ou en cours, par corps de police.	325

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
63.	La répartition des dossiers selon les décisions prises suite à une enquête par le Commissaire pour la période 2001-2002 (citation du policier/conciliation/rejet/désistement) ou si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise (à l'étude, en attente de renseignements ou autres).	329
64.	Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec pour la période 2001-2002, par corps de police ainsi que la provenance des appels inscrits pour la période 2001-2002 (Commissaire ou policiers).	333
65.	La répartition des dossiers en conciliations obligatoires (sans opposition, malgré opposition, après demande de révision accueillie, suite à un rejet initial de la plainte) pour la période 2001-2002.	337
66.	Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2000-2001 et 2001-2002.	341
67.	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues.	345
68.	Le nombre de dossiers reçus pour la période 2001-2002, par catégorie (citations/révisions) et par origines (SQ, SPCUM, corps municipaux).	349
69.	Le nombre de décisions rendues par catégories (dérogatoires, non dérogatoires, acceptées ou rejetées) et par origines (SQ, SPCUM, corps municipaux), durant la période 2001-2002.	353
70.	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2002, par catégories et par origines.	357
71.	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	361
72.	Les effectifs de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période pour 2000-2001 et 2001-2002.	365
73.	La liste des dirigeants de la Commission, leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues.	369
74.	La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2001-2002 (libérations conditionnelles avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	373
75.	La répartition territoriale, par établissements de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2001-2002.	377
76.	La répartition des décisions sur les appels en matière d'absence temporaire pour la période 2001-2002.	381
77.	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2001-2002.	385
78.	La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues.	389

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
79.	Les effectifs de la Régie des alcools, des courses et des jeux, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2001 et 2001-2002.	393
80.	La liste des dirigeants de la Régie, leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues.	397
81.	L'état du compte en fidéicomis au 31 mars 2002, réparti par catégories (bingos, tirages, concours publicitaires).	401
82.	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la Régie et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2001-2002.	405
83.	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour la période 2001-2002, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	409
84.	Le nombre de licences et de vignettes délivrées pour les appareils d'amusement au 31 mars 2002.	413
85.	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo, d'immatriculations, d'autorisations et de certifications au 31 mars 2002.	417
86.	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées pour la période 2001-2002, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	421
87.	Le nombre d'activités accordées, avec ou sans conditions, et refusées relativement à la délivrance de licences d'appareils de loterie vidéo pour la période 2001-2002.	433
88.	Le nombre d'événements de bingos et de licences, selon la catégorie, pour la période 2001-2002.	437
89.	Le nombre d'activités de contrôle des machines à sous et des tables de jeu, pour chacun des casinos d'état pour la période 2001-2002.	441
90.	Le nombre de licences de courses, de pistes de courses, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2001-2002.	445
91.	Le nombre d'activités de contrôle relatives aux courses pour la période 2001-2002.	449
92.	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2001-2002 ainsi que le résultat de la décision.	453
93.	Le nombre d'affaires entendues, réparties par territoires et par catégories d'activité (alcool, jeux, courses) pour la période 2001-2002.	457
94.	Le nombre de recours devant le Tribunal administratif du Québec par secteurs d'activité pour la période 2001-2002.	461
95.	Le nombre de plaintes écrites reçues et traitées par le service des plaintes par catégories (alcool casinos, bingos, etc.) pour la période 2001-2002.	465
96.	Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec.	469

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
97.	La liste de toutes les sociétés sans but lucratif (OSBL) créées par le ministère ou par un ou des employés du ministère ou d'un organisme relevant du ministère pour les cinq dernières années.	473
98.	Les dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information : a) téléphonie; b) matériel informatique; c) logiciels; d) programmation; e) formation.	477
99.	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2,1).	481

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 1. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE LA SÛRETÉ, LEUR DIRECTION ET LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE
POUR LA PÉRIODE 2001-2002 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES**

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

2. LA LISTE DES DÉPENSES POUR LA PÉRIODE 2001-2002 ET LE BUDGET POUR LA PROCHAINE ANNÉE VENTILÉS PAR DIRECTIONS DE LA SÛRETÉ

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

3. LE NOMBRE DE VÉHICULES DE LA SÛRETÉ RÉPARTIS PAR CATÉGORIES
(AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES,
HÉLICOPTÈRES) ET PAR DISTRICTS AU 31 MARS 2002

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

4. L'INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2001-2002 EN VÉHICULES, PAR CATÉGORIES (AUTOMOBILES, CAMIONS, MINIBUS, MOTOCYCLETTES, HÉLICOPTÈRES) ET PAR DISTRICTS

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

5. L'INVESTISSEMENT POUR LA PÉRIODE 2001-2002 EN ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS, PAR CATÉGORIES ET PAR DISTRICTS

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

6. LE NOMBRE D'EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS) AU 31 MARS 2002, RÉPARTIS PAR DISTRICTS ET PAR QUARTS DE TRAVAIL

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

7. LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIES (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC. POUR LES POLICIERS ET CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, ETC., POUR LES CIVILS) AU 31 MARS 2002

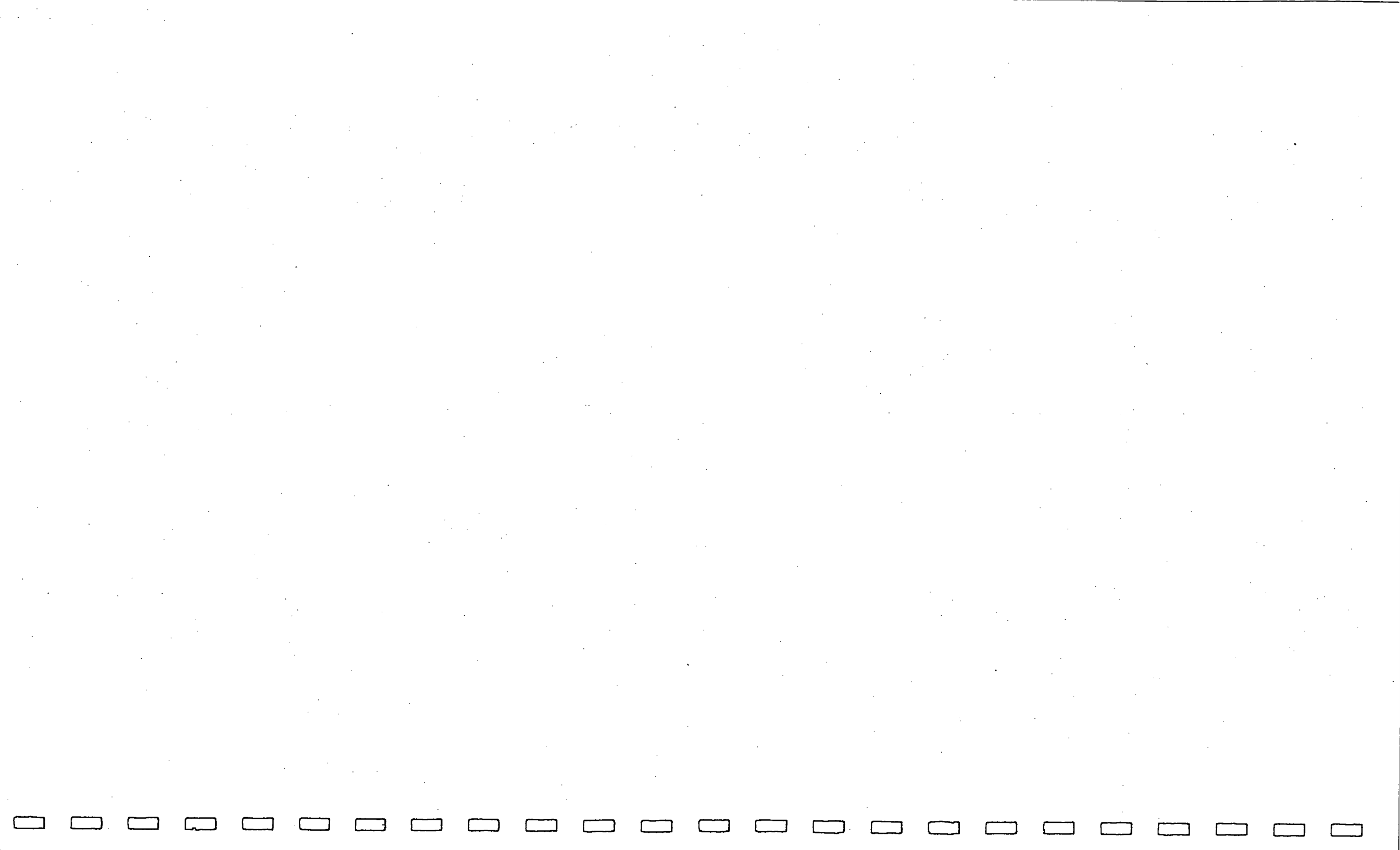
(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

8. LES PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU 31 MARS 2002

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

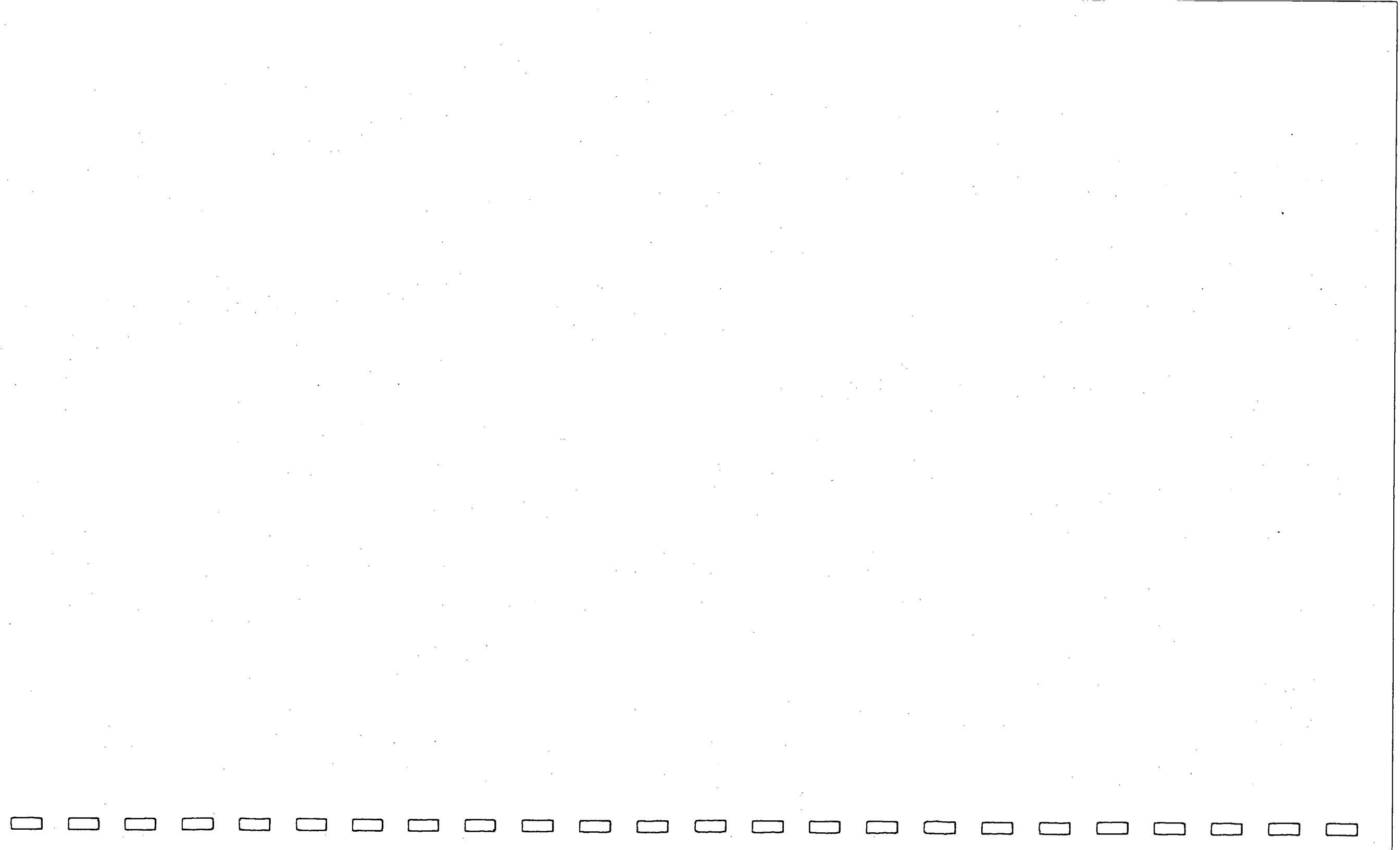


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

9. LA RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION, VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.)
POUR LA PÉRIODE 2001-2002

(Voir le Cahier de la sûreté du Québec)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

10. LE NOMBRE DE CRIMES RAPPORTÉS ET SOLUTIONNÉS, PAR CATÉGORIES DE CRIMES (CONTRE LA PERSONNE, CONTRE LA PROPRIÉTÉ, DROGUES, AUTRES) SUR LE TERRITOIRE DE LA SÛRETÉ ET CELUI DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2001-2002

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**11. LE NOMBRE D'INTERVENTIONS TECHNIQUES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
SUR LE TERRITOIRE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX
ET SUR SON TERRITOIRE POUR LA PÉRIODE 2001-2002**

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**12. LA RÉPARTITION AU 31 MARS 2002 DES MEMBRES DES ESCOUADES
RÉGIONALES MIXTES AINSI QUE LE BUDGET ACCORDÉ,
PAR LIEUX D'AFFECTATION**

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)

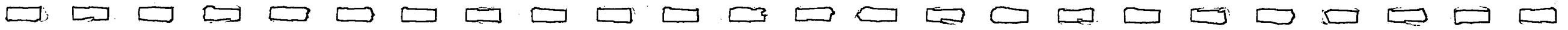


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 13. LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS PAR POSTES DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ
À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT LE TYPE D'ACTIVITÉ AUQUEL EST RELIÉ
LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE POUR LA PÉRIODE 2001-2002**

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 14. LA LISTE DES NOUVEAUX OFFICIERS ET AGENTS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DE CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROMOTION, PAR POSTES, POUR L'ANNÉE 2001-2002 AVEC, DANS LE CAS DES NOUVEAUX AGENTS, LEUR PROFIL DE FORMATION.**

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**15. LES COÛTS RELIÉS AU SYSTÈME D'ANALYSE DES LIENS DE VIOLENCE AUX CRIMES (SALVAC),
VENTILÉS PAR CATÉGORIES POUR LA PÉRIODE 2001-2002**

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 16. LA CAPACITÉ D'ACCUEIL, LE TAUX D'OCCUPATION, LES COÛTS PER DIEM, LES DÉPENSES
ET LES CRÉDITS ALLOUÉS POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION
POUR LA PÉRIODE 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02

Question 16: La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2001-2002					
Centres de détention	Capacité (places)	Taux d'occupation	Dépenses (k\$)	Per diem	Crédits (k\$)
	2001-2002	2001-2002	2001-2002	2001-2002	2001-2002
GROUPE A					
Détention Montréal(Bordeaux)	1 107	0,82	42 876,5 \$	129 \$	17 604,0 \$
CDQ	618	0,97	31 114,4 \$	142 \$	15 855,5 \$
Rivière des prairies	500	0,91	35 092,4 \$	212 \$	18 766,9 \$
GROUPE B					
Maison Tanguay	116	0,91	7 645,0 \$	197 \$	4 649,9 \$
St-Jérôme	377	0,97	19 884,6 \$	149 \$	10 675,3 \$
Sherbrooke	171	1,01	10 233,2 \$	163 \$	5 225,5 \$
Trois-Rivières	165	1,00	8 591,6 \$	143 \$	4 722,7 \$
Hull	187	0,90	10 339,5 \$	168 \$	5 443,4 \$
GROUPE C					
Amos et Grand Nord	84	0,98	5 951,1 \$	199 \$	3 372,0 \$
Baie-Comeau	78	0,88	3 520,5 \$	140 \$	1 946,5 \$
Chicoutimi	66	0,86	3 238,9 \$	156 \$	2 068,1 \$
Roberval	51	0,98	2 354,9 \$	129 \$	1 552,6 \$
Sorel	66	0,95	5 236,0 \$	227 \$	2 577,9 \$
GROUPE D					
New-Carlisle et Havre Aubert	82	0,80	4 273,1 \$	177 \$	2 391,9 \$
Rimouski	104	0,92	5 452,3 \$	156 \$	2 490,4 \$
Valleyfield	54	1,00	2 420,3 \$	123 \$	1 569,1 \$
Sept-Iles	23	0,91	2 079,2 \$	276 \$	1 366,8 \$
Total	3 849	0,91	200 303,7 \$	157 \$	102 278,5 \$

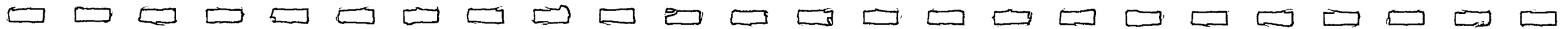
Note :

Les dépenses par Établissement comprennent les dépenses centrales relatives à la CSST et aux achats regroupés (télécommunication, véhicules, vêtements, informatique, déménagements, loyers et aménagements)

Les crédits 2001-2002 n'incluent pas les dépenses regroupées centralement (Loyers, télécommunications, et les immobilisations)

Per diem = Dép. / Nb de jrs-séjrs

Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**17. LA RÉPARTITION DE LA POPULATION CARCÉRALE PAR CATÉGORIE DE CRIMES
(MEURTRES, VIOLS, VOLS, DROGUES, ETC.)
POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION AU 31 MARS 2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Services correctionnels - 01-02

QUESTION 17 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes pour chaque centre de détention au 31 mars 2002 ¹

Répartition des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction du délit principal - année 2000-2001

Sous-classe du délit principal	AMO	BCO	BOI	BOR	CDF	CDQ	CHI	EPB	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR	VLY	TOTAL
Infractions contre l'État	2			38	4	7	2			31	1	41	1	4	2	7	15	3	11	8	9	186
Homicides												1										1
Homicides involontaires																		1				1
Tentatives de meurtre												3										3
Infractions sexuelles	22	1	8	19	1	44	9			13	2	16	4	3		15	17	13		10	9	206
Voies de fait	55	29	27	130	7	169	20			45	17	114	38	6	25	30	82	33	40	64	35	966
Vols qualifiés	6	2	2	58	3	50	6			18	1	86	5	5	1	24	38	14	6	14	14	353
Autres infractions contre la personne	8	10	6	36	3	59	12			22	12	58	16	2	4	19	35	14	3	17	23	359
Introductions par effraction	48	19	30	137	10	205	42			72	14	151	28	12	15	82	147	51	18	67	34	1 182
Extorsions			2	5		9				3		9	2	1		5	1			3	2	42
Vols simples	19	5	29	300	27	150	27			83	13	164	22	7	3	57	133	25	97	45	36	1 242
Méfais, incendies, dommages	15	14	12	119	7	69	18			37	7	127	13	7	15	15	34	12	8	19	21	569
recels	2		9	23	2	23				21		25	3			12	32	4	3	8	5	172
Autres infractions contre la propriété	1		2	10		12	1			2		11	2			1	4	2		2		50
Armes à feu			2	16		3	8			3	3	25	5	1		3	13	3	1	5	6	97
Fraudes, corruptions, escroqueries	3			21	4	21	1			14	1	22	4	1		19	18	5	12	7	14	167
Paris, prostitutions, moeurs				5	5	2				5		4	1			1	1	1	14	3		42
Outrages	1															1						2
Complots, complicités, tentatives	1	2	11	52	4	32	3			16		51	5	2	1	13	32	6	11	27	7	276
Évasions	11	2	24	178	11	95	13			40	8	210	8	7	15	55	78	30	45	35	23	888
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	58	14	144	199	9	220	67		5	99	53	48	80	57	12	153	187	67	20	88	75	1 655
Autres délits au Code criminel	24	10	21	105	19	111	16			77	17	87	19	6	7	32	89	22	50	21	24	757
Stupéfiants	26	12	82	188	27	227	11		1	79	27	137	32	8	9	58	139	32	37	92	34	1 258
Aliments et drogues							19							1					2			22
Immigration												5				2	1	3				11
Assurance-chômage						1				3												4
Loi sur les Indiens						1														1	2	4
Autres infractions aux statuts fédéraux			1	3		6	1			1		8		1	1	1	7	2	1	1	5	39
Chasse et pêche						2	3			6				2								13
Conservation de la faune	1									2						4	2	1				10
Transport						4								1		1						6
Main-d'oeuvre				8		2	3			3						4	11		2		1	34
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	31	26		1218	39	241	52	1	2	262	10	109	22	21	10	224	439	10	78	18	128	2 941
Autres infractions aux lois québécoises	3			41	2	18	1			5	4	1	5	2	5	13	19	2	3	12	5	141
Infractions municipales (Circulation)	22	2		547	22	78	35		1	189	11	48	37	13	20	220	108	85	128	117	71	1 754
Autres infractions aux règlements municipaux	5			619	47	189	21			148	2	48	15	10	33	15	104	21	182	56	9	1 524
Total	364	148	412	4 075	253	2 050	391	1	9	1 299	203	1 609	367	180	178	1 086	1 786	462	772	740	592	16 977

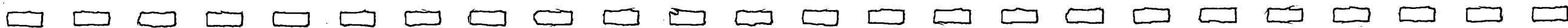
¹ Ce type de données exige une extraction spécifique des données de DACOR. En raison des délais de production, cette extraction n'est pas disponible pour l'année 2001-2002, la répartition pour l'année 2000-2001 est présentée..



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 18. DESCRIPTION DE L'UTILISATION DES FONDS LOCAUX ET DU FONDS CENTRAL
POUR LES ACTIVITÉS DE LA POPULATION CARCÉRALE
POUR LA PÉRIODE 2001-2002**



LE CADRE LÉGAL DU FONDS CENTRAL

Constitué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, le Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées est une corporation ayant pour fonctions :

- de soutenir un Fonds constitué dans un établissement de détention financièrement dans le besoin et, à cette fin, il peut lui faire un don ou lui accorder un prêt avec ou sans intérêt ;
- d'élaborer des politiques relatives aux programmes d'activités et de conseiller le gouvernement sur la réglementation à adopter ;
- d'approuver les programmes d'activités établis par les Fonds constitués dans les établissements de détention.

Les articles 22.0.28 à 22.0.32 de la Loi sur les services correctionnels déterminent les grands paramètres qui régissent le Fonds central.

L'ORGANISATION INTERNE DU FONDS CENTRAL

Le Fonds central est administré par un conseil d'administration composé de sept membres nommés par le ministre de la Sécurité publique ; trois membres sont choisis parmi les administratrices ou administrateurs des établissements de détention, deux membres parmi les fonctionnaires des services correctionnels et deux membres parmi d'autres personnes intéressées à la réinsertion sociale des personnes incarcérées dont une représentant le milieu des affaires (art. 22.0.31.).

Les affaires courantes sont assumées par deux personnes engagées par le Fonds central. Une personne relevant des services correctionnels apporte son support et son expertise dans la coordination et le suivi des activités de formation destinées aux personnes incarcérées en regard du protocole d'entente entre le ministère de la Sécurité publique et le ministère de l'Éducation.

Ces personnes exercent des fonctions administratives et de support auprès des dirigeants des Fonds constitués dans les établissements de détention pour l'application de la loi et du règlement sur les programmes d'activités ainsi que pour développer et maintenir de bonnes relations entre les Fonds et les partenaires communautaires et gouvernementaux.

LE DÉVELOPPEMENT ET L'EMPLOYABILITÉ

LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS:

Depuis la création des corporations en 1988, tous les établissements de détention ont misé sur le développement d'activités de travail et de formation.

COMITÉ AVISEUR POUR LA CLIENTÈLE JUDICIAIRISÉE ADULTE:

Le Fonds central participe au comité aviseur, à l'origine, mis sur pied par la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre. Ce comité a été formé pour étudier et proposer des orientations susceptibles de favoriser la réinsertion sociale des personnes contrevenantes. Le comité est essentiellement composé de représentants d'organismes oeuvrant auprès de cette clientèle. Il compte également des représentants du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du Service correctionnel du Canada, du Fonds central et du ministère de la Sécurité publique. Dans cette perspective, l'employabilité devient un enjeu et un défi pour la réinsertion sociale de la personne contrevenante.

COMMENTAIRES SUR LES RAPPORTS D'ACTIVITÉS ET LES RÉSULTATS FINANCIERS DES FONDS POUR L'EXERCICE FINANCIER 2000

➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT D'AMOS

Le Fonds de cet établissement a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités rémunérées et des activités récréatives.

➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE BAIE-COMEAU

Le Fonds de cet établissement a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE CHICOUTIMI

Le Fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE HULL

Le Fonds de cet établissement a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE MONTRÉAL - BORDEAUX

Le Fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

Au chapitre de la formation, le Fonds de Bordeaux offre un programme varié de cours dispensés majoritairement par des enseignants payés par le Fonds. Des efforts sont consentis pour négocier une entente globale avec une commission scolaire incluant la formation d'insertion sociale qui est présentement dispensé par le privé et ainsi réduire le budget affecté à la formation.

Les activités rémunérées se résument au travail à la buanderie et aux contrats de services avec le ministère de la Sécurité publique et la Société immobilière du Québec.

➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE MONTRÉAL - MAISON TANGUAY

Le Fonds de cet établissement a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE NEW-CARLISLE

Le Fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

➤ FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN

Le Fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

Le programme de formation offre une gamme variée de cours allant de l'académique au professionnel en passant par les attestations du travail en atelier.

Les ateliers offrent une multitude d'apprentissages dans des domaines spécialisés tels que la buanderie, la menuiserie, la métallurgie, l'imprimerie, l'aménagement de véhicules ainsi que dans des créneaux de services. La commission scolaire participe au programme d'attestation professionnelle et le Fonds défraie une partie des honoraires du formateur.

➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ**

Le Fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives. Pour les deux derniers volets, le Fonds du secteur féminin bénéficie, en partie ou en tout, des installations du secteur masculin.

Tout en maintenant une stabilité dans ses revenus et ses dépenses, le Fonds a mis en place une variété et une qualité intéressantes d'activités de formation et d'apprentissage au travail. Plusieurs contrevenantes ont participé au travail en atelier du Fonds du secteur masculin.

➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE RIMOUSKI**

Le Fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES**

Le Fonds de cet établissement a réalisé des activités de formation, des activités sportives, socioculturelles et de loisir. On remarque également que l'assistance financière auprès des personnes démunies est un élément important à cet établissement.

➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE ROBERVAL**

Le Fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE SAINT-JÉRÔME**

Le Fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE SEPT-ÎLES**

Le Fonds de l'établissement a réalisé quelques activités de travail rémunérées et non rémunérées ainsi que des activités sportives à l'extérieur de l'établissement.

➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE SHERBROOKE**

Le Fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

La commission scolaire de la Région de Sherbrooke offre des cours en formation d'insertion sociale, sensibilisation au marché du travail, en sexualité, habilité de travail, utilisation des ressources communautaires et initiation à la démarche de formation.

Depuis le mois de septembre 2000, le cours d'intégration sociale est donné sur une période d'un mois en deux volets. D'autres cours tels que le français, les mathématiques et l'informatique ont démarré à l'automne 2000. L'équipement est fourni par la commission scolaire.

➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE SOREL**

Le Fonds de cet établissement a réalisé quelques activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, une activité de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE TROIS-RIVIÈRES**

Le Fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

Le Fonds offre à la clientèle une gamme très variée de cours en formation générale et d'insertion sociale: plan d'action, gestion du stress, bilan et choix de carrière, confiance en soi, recherche d'emploi, communication et résolution de conflits. La commission scolaire du Chemin du Roy offre depuis quelques années un programme d'attestation en formation professionnelle.

➤ **FONDS DE L'ÉTABLISSEMENT DE VALLEYFIELD**

Le Fonds a réalisé des activités dans les trois volets prévus par le Règlement soit: des activités de formation, des activités de travail rémunéré ou non et des activités récréatives.

Résultats financiers 2000

FONDS CENTRAL POUR LE BÉNÉFICE DES PERSONNES INCARCÉRÉES

TABLEAU DES RÉSULTATS DES FONDS

Pour l'exercice financier de l'année 2000

Catégories	Amos. Résultats 2000	Bale Gomeau Résultats 2000	Ghinculium Résultats 2000	Hull Résultats 2000	Mde Bordeaux Résultats 2000	Mil. Hingway Résultats 2000
PRODUITS						
Revenus divers:						
Prélèvement 10%	5 909 \$	3 699 \$	1 667 \$	9 045 \$	28 168\$	10 651\$
Prélèvement 5%	733 \$	101 \$			0\$	0\$
Ristournes - Débitel	7 262 \$	9 066 \$	3 100 \$	10 091 \$	29 528\$	10 713\$
Intérêts sur placements	12 735 \$	786 \$	5 551 \$	14 544 \$	47 024\$	9 678\$
Dons			900 \$	400 \$		
Autres revenus	1 542 \$	1 052 \$	2 225 \$	663 \$	9 285\$	1 147\$
Total:	28 181 \$	14 704 \$	13 443 \$	34 742 \$	114 005\$	32 189\$
Activités rémunérées:						
Revenus bruts	79 769 \$	49 593 \$	32 806 \$	196 240 \$	820 903\$	307 923\$
Revenus nets	-13 982 \$	15 985 \$	14 324 \$	32 895 \$	191 938\$	7 364\$
Plus: rém. des pers. inc.	54 645 \$	29 740 \$	16 239 \$	86 911 \$	287 136\$	92 285\$
Produit net - act. rém.	40 663 \$	45 725 \$	30 564 \$	119 806 \$	479 074\$	99 649\$
Cantine:						
Revenus bruts	85 667 \$	80 454 \$	72 298 \$	244 109 \$	797 519\$	180 493\$
Revenus nets	15 731 \$	9 615 \$	11 767 \$	42 927 \$	198 038\$	28 503\$
Plus: rém. des pers. inc.				4 158 \$	0\$	3 203\$
Produit net - cantine	15 731 \$	9 615 \$	11 767 \$	47 085 \$	198 038\$	31 706\$
TOTAL DES PRODUITS:	84 575 \$	70 044 \$	55 774 \$	201 632 \$	791 117\$	163 544\$
CHARGES						
Dépenses:						
Rémunération des pers. inc.	54 645 \$	29 740 \$	16 239 \$	91 069 \$	287 136\$	95 488\$
Dépenses d'administration	6 277 \$	2 475 \$	6 393 \$	10 034 \$	69 170\$	31 484\$
Total des dépenses:	60 922 \$	32 215 \$	22 632 \$	101 102 \$	356 306\$	126 972\$
Déboursés:						
Immobilisation (-1000\$ l'unité)	3 308 \$				6 508\$	0\$
Hon. Commission scolaire		4 100 \$	951 \$	13 779 \$	20 506\$	12 859\$
Hon. Enseignants privés					119 694\$	5 640\$
Allocations - formation			1 975 \$	6 367 \$	22 200\$	8 557\$
Autres déboursés -formation	664 \$	441 \$	488 \$	268 \$	22 251\$	5 620\$
Allocations trav. non rém.		10 210 \$	10 064 \$		61 569\$	7 012\$
Déboursés trav. non rém.						997\$
Déboursés - act. Sport. Loisir	10 370 \$	12 561 \$	9 828 \$	23 342 \$	169 188\$	11 531\$
Assistance financière	12 045 \$	231 \$	61 \$	1 327 \$	70 757\$	5 696\$
Autres déboursés pour p.i.	6 610 \$	513 \$	1 539 \$			
Total des déboursés:	32 997 \$	28 056 \$	24 906 \$	45 082 \$	492 673\$	57 912\$
TOTAL DES CHARGES:	93 919 \$	60 271 \$	47 538 \$	146 185 \$	848 979\$	184 884\$
RÉSULTAT NET:	-9 344 \$	9 773 \$	8 236 \$	55 448 \$	-57 862\$	-21 340\$
Cotisation - Fonds central	0 \$	489 \$	412 \$	2 772 \$	0\$	0\$
SOLDE VERSÉ AU FONDS	-9 344 \$	9 284 \$	7 824 \$	52 675 \$	-57 862\$	-21 340\$

Résultats financiers 2000

FONDS CENTRAL POUR LE BÉNÉFICE DES PERSONNES INCARCÉRÉES

TABLEAU DES RÉSULTATS DES FONDS

Pour l'exercice financier de l'année 2000

Catégories	New/Capitale Résultats 2000	Québec/masse Résultats 2000	Québec/ém. Résultats 2000	Rimouski Résultats 2000	R.D.P. Résultats 2000	Roberval Résultats 2000
PRODUITS						
Revenus divers:						
Prélèvement 10%	2 953 \$	24 552 \$	2 889 \$	3 229 \$		4 373 \$
Prélèvement 5%	1 115 \$	0 \$				
Ristournes - Débitiel	12 095 \$	34 961 \$	4 298 \$	10 447 \$	31 886 \$	4 587 \$
Intérêts sur placements	1 941 \$	83 150 \$	15 973 \$	10 348 \$	17 555 \$	2 828 \$
Dons	1 270 \$					
Autres revenus	2 787 \$	436 \$	2 509 \$	1 844 \$	1 298 \$	475 \$
Total:	22 162 \$	143 099 \$	25 669 \$	25 868 \$	50 739 \$	12 264 \$
Activités rémunérées:						
Revenus bruts	47 203 \$	4 445 912 \$	169 282 \$	64 348 \$	0 \$	62 720 \$
Revenus nets	13 582 \$	414 325 \$	43 685 \$	20 412 \$	0 \$	13 672 \$
Plus: rém. des pers. inc.	29 069 \$	305 687 \$	30 926 \$	32 196 \$	0 \$	44 179 \$
Produit net - act. rém.	42 651 \$	720 012 \$	74 611 \$	52 608 \$	0 \$	57 851 \$
Cantine:						
Revenus bruts	92 211 \$	718 002 \$	11 108 \$	95 159 \$	458 978 \$	53 231 \$
Revenus nets	16 190 \$	91 938 \$	11 108 \$	20 482 \$	107 975 \$	8 448 \$
Plus: rém. des pers. inc.		0 \$			0 \$	
Produit net - cantine	16 190 \$	91 938 \$	11 108 \$	20 482 \$	107 975 \$	8 448 \$
TOTAL DES PRODUITS:	81 003 \$	955 049 \$	111 388 \$	98 958 \$	158 715 \$	78 563 \$
CHARGES						
Dépenses:						
Rémunération des pers. inc.	29 069 \$	305 687 \$	30 926 \$	32 196 \$	0 \$	44 179 \$
Dépenses d'administration	2 776 \$	251 670 \$	40 931 \$	2 485 \$	4 146 \$	10 155 \$
Total des dépenses:	31 845 \$	557 357 \$	71 857 \$	34 681 \$	4 146 \$	54 334 \$
Déboursés:						
Immobilisation (-1000\$ l'unité)		3 918 \$	200 \$		0 \$	
Hon. Commission scolaire	10 924 \$	58 420 \$	7 220 \$	12 680 \$	6 936 \$	2 968 \$
Hon. Enseignants privés		52 794 \$	5 490 \$		0 \$	
Allocations - formation	5 364 \$	62 927 \$	5 970 \$	4 802 \$	0 \$	3 093 \$
Autres déboursés - formation	308 \$	27 145 \$	2 419 \$		4 270 \$	60 \$
Allocations trav. non rém.		21 156 \$	4 006 \$			1 191 \$
Déboursés trav. non rém.		0 \$				
Déboursés - act. Sport. Loisir	19 513 \$	56 763 \$	1 469 \$	4 544 \$	82 428 \$	8 147 \$
Assistance financière	8 258 \$	4 696 \$	952 \$	1 009 \$	63 787 \$	1 562 \$
Autres déboursés pour p.i.	2 145 \$	4 197 \$	196 \$	52 \$	0 \$	955 \$
Total des déboursés:	46 512 \$	292 016 \$	27 922 \$	23 087 \$	157 420 \$	17 976 \$
TOTAL DES CHARGES:	78 357 \$	849 373 \$	99 779 \$	57 768 \$	161 566 \$	72 310 \$
RÉSULTAT NET:	2 646 \$	105 676 \$	11 609 \$	41 190 \$	-2 851 \$	6 253 \$
Cotisation - Fonds central	132 \$	5 284 \$	580 \$	2 060 \$	0 \$	313 \$
SOLDE VERSÉ AU FONDS	2 514 \$	100 392 \$	11 029 \$	39 131 \$	-2 851 \$	5 940 \$

Résultats financiers 2000

FONDS CENTRAL POUR LE BÉNÉFICE DES PERSONNES INCARCÉRÉES

TABEAU DES RÉSULTATS DES FONDS

Pour l'exercice financier de l'année 2000

Catégories	St-Jérôme Résultats 2000	Sépéville Résultats 2000	Shenbrooke Résultats 2000	Sorel Résultats 2000	Ttes. Rivières Résultats 2000	Valleyfield Résultats 2000
PRODUITS						
Revenus divers:						
Prélèvement 10%	20 610\$	0\$	10 144 \$	475\$	14 424\$	1 787 \$
Prélèvement 5%	0\$	1 152\$		0\$		0\$
Ristournes - Débitel	48 169\$	4 537\$	17 729 \$	12 546\$	11 760\$	8 254 \$
Intérêts sur placements	88 889\$	868\$	4 510 \$	4 470\$	5 936\$	11 266 \$
Dons	0\$	158\$		0\$	8 918\$	
Autres revenus	0\$		383 \$	294\$	12 464\$	512 \$
Total:	157 668\$	6 715\$	32 765 \$	17 785\$	53 502\$	21 819 \$
Activités rémunérées:						
Revenus bruts	611 080\$	7 880\$	321 983 \$	6 738\$	496 698\$	35 648 \$
Revenus nets	17 957\$	-274\$	22 866 \$	1 538\$	47 011\$	15 481 \$
Plus: rém. des pers. inc.	200 121\$	6 104\$	90 441 \$	5 200\$	145 887\$	17 907 \$
Produit net - act. rém.	218 078\$	5 830\$	113 307 \$	6 738\$	192 898\$	33 388 \$
Cantine:						
Revenus bruts	466 814\$	26 797\$	207 792 \$	62 057\$	249 403\$	64 998 \$
Revenus nets	105 553\$	1 719\$	21 027 \$	-1 297\$	46 916\$	17 073 \$
Plus: rém. des pers. inc.	5 980\$	0\$	3 697 \$	0\$		0\$
Produit net - cantine	111 533\$	1 719\$	24 724 \$	-1 297\$	46 916\$	17 073 \$
TOTAL DES PRODUITS:	487 279\$	14 264\$	170 797 \$	23 226\$	293 316\$	72 281 \$
CHARGES						
Dépenses:						
Rémunération des pers. inc.	206 101\$	6 104\$	94 138 \$	5 200\$	145 887\$	17 907 \$
Dépenses d'administration	3 500\$	2 933\$	63 178 \$	4 663\$	105 603\$	9 569 \$
Total des dépenses:	209 601\$	9 037\$	157 316 \$	9 863\$	251 490\$	27 476 \$
Déboursés:						
Immobilisation (-1000\$ l'unité)	0\$	0\$		0\$		0\$
Hon. Commission scolaire	36 000\$	0\$	12 000 \$	5 000\$	9 971\$	
Hon. Enseignants privés	93 650\$	0\$	2 200 \$	0\$	6 000\$	1 568 \$
Allocations - formation	30 000\$	0\$	10 645 \$	0\$	11 231\$	
Autres déboursés -formation	25 719\$	0\$	2 520 \$	31\$	2 787\$	534 \$
Allocations trav. non rém.	25 334\$	1 204\$	4 749 \$	2 524\$	10 723\$	
Déboursés trav. non rém.	0\$	0\$		0\$		689 \$
Déboursés - act. Sport. Loisir	44 223\$	4 957\$	14 077 \$	10 177\$	18 089\$	12 339 \$
Assistance financière	4 723\$	574\$	6 256 \$	1 158\$		647 \$
Autres déboursés pour p.i.	965\$	743\$		667\$	0\$	2 158 \$
Total des déboursés:	260 614\$	7 478\$	52 446 \$	19 557\$	58 800\$	17 934 \$
TOTAL DES CHARGES:	470 215\$	16 515\$	209 762 \$	29 420\$	310 290\$	45 409 \$
RÉSULTAT NET:	17 064\$	-2 251\$	-38 965 \$	-6 194\$	-16 974\$	26 872 \$
Cotisation - Fonds central	853\$	0\$	0 \$	0\$	0\$	1 344 \$
SOLDE VERSÉ AU FONDS	16 211\$	-2 251\$	-38 965 \$	-6 194\$	-16 974\$	25 528 \$

Résultats financiers 2000

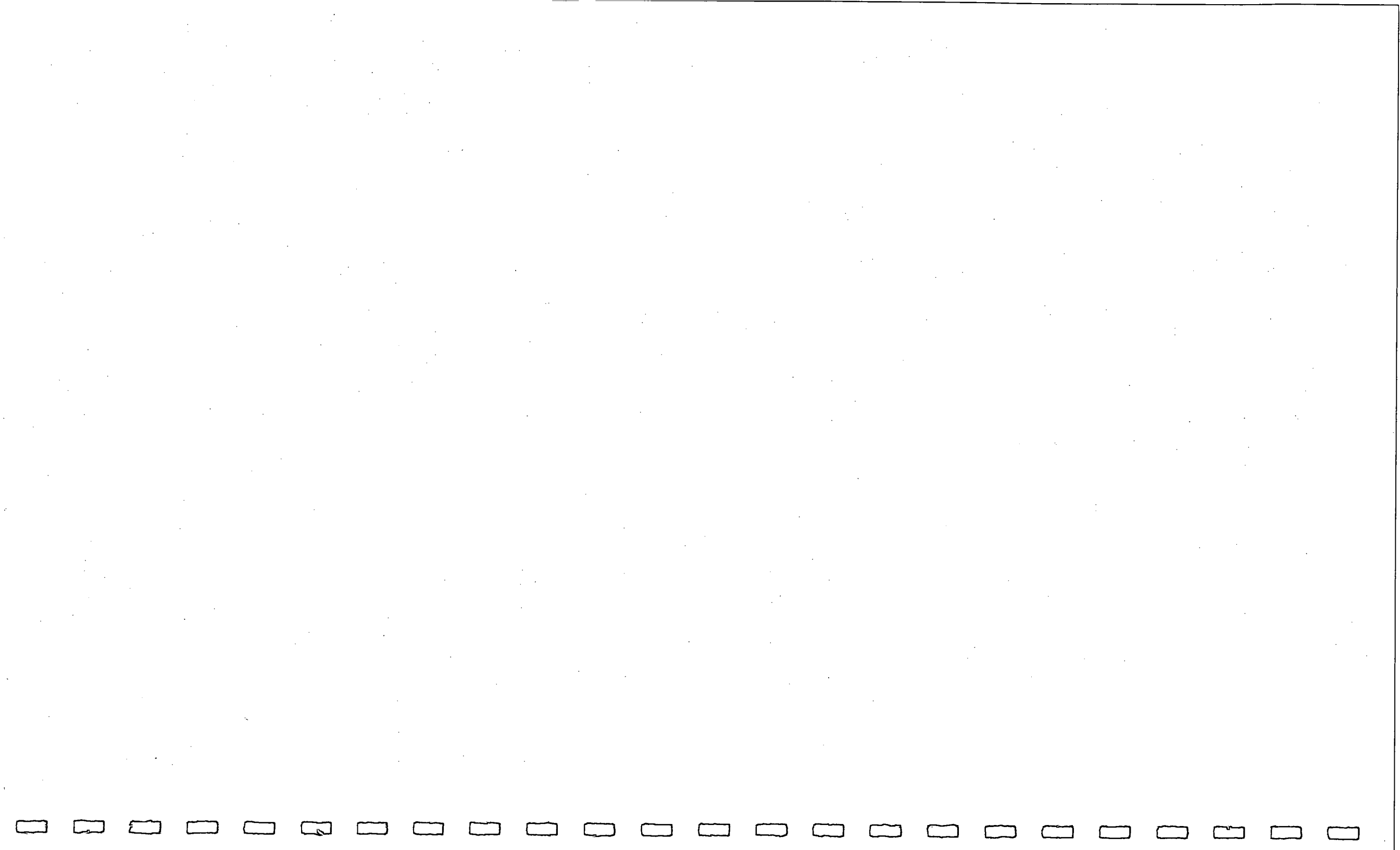
FONDS CENTRAL POUR LE BÉNÉFICE DES PERSONNES INCARCÉRÉES
TABLEAU DES RÉSULTATS DES FONDs
Pour l'exercice financier de l'année 2000

Catégories	Total réseau 2000		%	Commentaires
PRODUITS				
Revenus divers:				
Prélèvement 10%	144 575 \$	17,91%	Pourcentage sur l'ensemble des revenus divers	
Prélèvement 5%	3 101 \$	0,38%	Idem	
Ristournes - Débitel	271 029 \$	33,57%	Idem	
Intérêts sur placements	338 053 \$	41,87%	Idem	
Dons	11 646 \$	1,44%	Idem	
Autres revenus	38 916 \$	4,82%	Idem	
Total:	807 319 \$	20,64%	Pourcentage sur le total des produits	
Activités rémunérées:				
Revenus bruts	7 756 726 \$	100,00%		
Revenus nets	858 780 \$	11,07%	Les coûts de production représentent 88,57%	
Plus: rém. des pers. inc.	1 474 672 \$	19,01%		
Produit net - cantine	770 752 \$	19,70%	Pourcentage sur le total des produits	
TOTAL DES PRODUITS:	3 911 524 \$	100,00%		
CHARGES				
Dépenses:				
Rémunération des pers. inc.	1 491 711 \$	70,39%	Pourcentage sur le total des dépenses	
Dépenses d'administration	627 441 \$	29,61%	Idem	
Total des dépenses:	2 119 151 \$	56,02%	Pourcentage des dépenses sur l'ensemble des charges	
Déboursés:				
Immobilisation (-1000\$ l'unité)	13 934 \$	0,84%	Pourcentage sur le total des déboursés	
Hon. Commission scolaire	214 314 \$	12,88%	Idem	
Hon. Enseignants privés	287 036 \$	17,26%	Idem	
Allocations - formation	173 131 \$	10,41%	Idem	
Autres déboursés -formation	95 525 \$	5,74%	Idem	
Allocations trav. non rém.	159 742 \$	9,60%	Idem	
Déboursés trav. non rém.	1 686 \$	0,10%	Idem	
Déboursés - act. Sport. Loisir	513 545 \$	30,87%	Idem	
Assistance financière	183 738 \$	11,05%	Idem	
Autres déboursés pour p.i.	20 740 \$	1,25%	Idem	
Total des déboursés:	1 663 389 \$	43,98%	Pourcentage des déboursés sur l'ensemble des charges	
TOTAL DES CHARGES:	3 782 540 \$	96,70%	Pourcentage des charges sur les produits	
RÉSULTAT NET:	128 983 \$	3,30%	Pourcentage du résultat sur les produits	
Cotisation - Fonds central	14 239 \$			
SOLDE VERSÉ AU FONDS	114 745 \$	2,93%	Pourcentage du solde sur les produits	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

19. LA LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES AVEC QUI LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE A SIGNÉ UNE ENTENTE, LE TYPE D'ENTENTE (PER DIEM OU PROGRAMME), LE MONTANT GLOBAL DE L'ENTENTE ET UNE BRÈVE DESCRIPTION DES SERVICES ATTENDUS DE L'ORGANISME COMMUNAUTAIRE



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

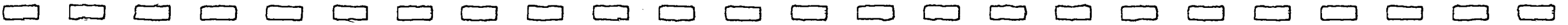
Foyer d'accueil & Coordination des foyers Service d'hébergement	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002
Piaule d'amos - Accueil Harvey Bibeau		75,0	2 028,00 \$	27,04 \$
Maison Soleil Levant R.N.		40,0	1 081,60 \$	27,04 \$
Piaule de Val d'Or		40,0	1 081,60 \$	27,04 \$
Maison Compagnon V.Marie		20,0	540,80 \$	27,04 \$
Manoir du Chemin inc.		20,0	540,80 \$	27,04 \$
Maison Compagnon La Sarre		20,0	540,80 \$	27,04 \$
Foyer Jean Bériau	3,0	1095,0	32 893,80 \$	30,04 \$
Transition pour elles inc.	0,5	183,0	4 948,32 \$	27,04 \$
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau	1,2	438,0	11 843,52 \$	27,04 \$
Hébergement Urgence Lanaudière	0,5	182,5	4 934,80 \$	27,04 \$
Fondation Mitou	2,5	913,0	24 687,52 \$	27,04 \$
Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield	1,0	365,0	9 869,60 \$	27,04 \$
Francine Vandal	5,0	1825,0	54 823,00 \$	30,04 \$
Manoir Gaulin	1,0	365,0	9 869,60 \$	27,04 \$
France Lemay	2,0	730,0	21 929,20 \$	30,04 \$
Margot Michel	2,0	730,0	21 929,20 \$	30,04 \$
Diane Marceau	2,0	730,0	21 929,20 \$	30,04 \$
Diane Trépanier	2,0	730,0	21 929,20 \$	30,04 \$
Marc Rhéaume	2,0	730,0	21 929,20 \$	30,04 \$
Expansion-Femmes - Coordination des foyers	13,0	4745,0	59 075,25 \$	12,45 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centre d'hébergement communautaire (C.H.C.) Service d'hébergement	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002
Répit du Passant		45,0	2 282,85 \$	50,73 \$
Auberge sous mon toit	2,4	876,0	44 439,48 \$	50,73 \$
Maison Radisson	3,3	1190,0	60 106,90 \$	50,51 \$
C.H.C. La Relève	10,1	3687,0	187 041,51 \$	50,73 \$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.				
Centre résidentiel communautaire (C.R.C.) Service d'hébergement	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002
CRC Amos	16,00	5840,0	388 418,40 \$	66,51 \$
Arc-en-soi	8,64	3154,0	223 429,36 \$	70,84 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Région de l'Estrie	7,00	2555,0	172 411,40 \$	67,48 \$
CRC La Traversée - Services d'aide Bruno Dandenault	12,50	4563,0	291 986,37 \$	63,99 \$
Reno-Vie	10,00	3650,0	310 396,00 \$	85,04 \$
CRC Curé Labelle	27,00	9855,0	633 183,75 \$	64,25 \$
Maison Waseskun	8,50	3102,5	229 553,98 \$	73,99 \$
CRC de Joliette	13,50	4927,5	344 875,73 \$	69,99 \$
Maison Radisson	18,60	6789,0	413 857,44 \$	60,96 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Région de la Montérégie	5,00	1825,0	123 151,00 \$	67,48 \$
CRC L'Espadrille (YMCA)		360,0	22 518,00 \$	62,55 \$
Maison St-Laurent - Maisons de transition de Montréal	25,99	9486,0	617 918,04 \$	65,14 \$
Société Élisabeth Fry	15,04	5490,0	384 849,00 \$	70,10 \$
L'Issue - Transition Centre-Sud du 1er avril au 30 juin 2001	15,99	1729,0	130 314,73 \$	75,37 \$
L'Issue - Transition Centre-Sud du 1er juillet au 31 mars 2002	24,00	6576,0	425 532,96 \$	64,71 \$
		8305,0	555 847,69 \$	
Maison Charlemagne	24,50	8943,0	602 758,20 \$	67,40 \$
Agence sociale spécialisée de l'Outaouais (L'Arche)	19,50	7118,0	469 218,56 \$	65,92 \$
Expansion-Femmes	8,99	3281,0	229 899,67 \$	70,07 \$
Maison Painchaud	14,48	5285,0	341 516,70 \$	64,62 \$
CRC Le Pavillon	24,08	8789,0	564 693,25 \$	64,25 \$
Réhabilitation Beauce	20,00	7300,0	460 995,00 \$	63,15 \$
CRC de Roberval	15,68	5723,0	385 215,13 \$	67,31 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002
Maison de l'Espoir	0,5	183,0	5 005,05 \$	27,35 \$
Accueil Blanche Goulet	1,3	474,0	12 963,90 \$	27,35 \$
Maison à Damas		189,0	5 169,15 \$	27,35 \$
Centre Accalmie	1,0	365,0	9 982,75 \$	27,35 \$
L'Éclaircie	1,5	547,0	14 960,45 \$	27,35 \$
Reine Beauchamp	1,0	365,0	9 982,75 \$	27,35 \$
Arthur Mayer	4,0	1460,0	39 931,00 \$	27,35 \$
Carole Champagne		27,0	738,45 \$	27,35 \$
Résidence Lafleur	6,0	2190,0	59 896,50 \$	27,35 \$
Foyer Aurel Michaud	8,0	2920,0	79 862,00 \$	27,35 \$
Maison du Havre	2,5	913,0	24 970,55 \$	27,35 \$
Le Hamac		110,0	3 008,50 \$	27,35 \$
Résidence Fleurie	1,0	365,0	9 982,75 \$	27,35 \$
Maison l'Intervalle	10,0	3650,0	99 827,50 \$	27,35 \$
Centre d'hébergement Entre-Toit	10,0	3650,0	99 827,50 \$	27,35 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

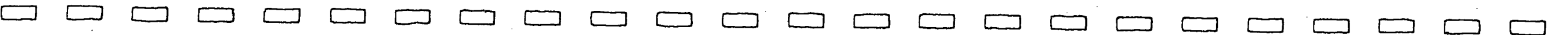
Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002
L'Arrimage	3,00	1095,0	29 948,25 \$	27,35 \$
Centre régional ADH Le Tremplin	2,00	730,0	19 965,50 \$	27,35 \$
Auberge du cœur le Transit	1,00	365,0	9 982,75 \$	27,35 \$
Point de rencontre	2,00	730,0	19 965,50 \$	27,35 \$
Centre l'Étape - Services d'aide Bruno Dandenault	2,00	730,0	13 505,00 \$	18,50 \$
Centre de référence pour alcooliques et toxicomanes	20,00	7300,0	190 311,00 \$	26,07 \$
Centre d'accueil le Portage	10,10	3685,5	61 879,55 \$	16,79 \$
Maison Carignan	3,00	1095,0	18 691,65 \$	17,07 \$
Maison Jean Lepage	2,00	730,0	12 461,10 \$	17,07 \$
La Source des Monts		23,0	231,15 \$	10,05 \$
Centre sur l'autre rive	2,00	730,0	12 446,50 \$	17,05 \$
Maison André Bessette	5,33	1309,0	22 344,63 \$	17,07 \$
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel	1,00	365,0	6 230,55 \$	17,07 \$
Maison de Job	4,00	1460,0	24 922,20 \$	17,07 \$
Maison d'entraide pour toxicomanes Le Rucher	4,00	1460,0	24 922,20 \$	17,07 \$
Résidence le Portail	2,00	730,0	12 461,10 \$	17,07 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Violence conjugale <i>Hébergement dans une ressource spécialisée en violence conjugale</i>	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002
Après-coup		486,0	8 296,02 \$	17,07 \$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS RÉQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Sentences intermittentes	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002
Piaule d'amos - Accueil Harvey Bibeau		65,0	956,15 \$	14,71 \$
Maison Soleil Levant R.N.		75,0	1 103,25 \$	14,71 \$
Piaule de Val d'Or		75,0	1 103,25 \$	14,71 \$
Maison Compagnon V.Marie		45,0	661,95 \$	14,71 \$
Manoir du Chemin inc.		45,0	661,95 \$	14,71 \$
Maison Compagnon La Sarre		45,0	661,95 \$	14,71 \$
Arc-en-soi		370,0	5 442,70 \$	14,71 \$
Auberge sous mon toit		468,0	6 884,28 \$	14,71 \$
Transition pour elles inc.		104,0	1 529,84 \$	14,71 \$
Maison à Damas		40,0	588,40 \$	14,71 \$
Unité Point de départ		405,0	5 957,55 \$	14,71 \$
CRC Curé Labelle		572,0	8 414,12 \$	14,71 \$
Maison Radisson		203,9	3 000,00 \$	14,71 \$
CHC La Relève		193,0	2 839,03 \$	14,71 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002	Titre du programme
CRC Amos	15 651,20 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (16 dossiers)
CRC Amos	15 000,00 \$		Programme d'intervention auprès de conjoints violents - Amos, Val D'Or & Rouyn Noranda
CRC Amos	57 441,56 \$		Services de transition Inuits
Makitautik Center	19 950,00 \$	*	On the land program (enseigner la chasse, la pêche, la survie, etc. aux Inuits)
Arc-en-soi	31 302,40 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
L'Arrimage	31 302,40 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
Arc-en-soi	10 000,00 \$		Programme d'aide aux agresseurs sexuels
Unité Domrémy de Baie-Comeau	27 448,00 \$	2,35 \$	Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	27 448,00 \$	2,35 \$	Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
L'Étincelle de Baie-Comeau	4 288,75 \$	2,35 \$	Surveillance en milieu ouvert (5 dossiers)
Société Élisabeth Fry	55 000,00 \$		Centre de service en justice pénale pour les femmes
Civas Estrie	30 000,00 \$		Programme d'intervention auprès d'hommes abuseurs sexuels
Centre d'entraide la Boussole inc.	10 000,00 \$		Traitements et références en toxicomanie et alcoolisme
Fondation des œuvres du Père St-Laurent	24 808,00 \$		Médiation victime - personne contrevenante
Services d'aide Bruno Dandenault	43 500,00 \$		Appartements supervisés
Centre d'accueil le Joins-toi	31 302,40 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
Reno-Vie	15 651,20 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (16 dossiers)
CRC La Traverse - Services d'aide Bruno Dandenault	15 651,20 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (16 dossiers)
Centre Accalmie	3 000,00 \$		Support et accompagnement dans la réinsertion sociale
Accueil Blanche Goulet	3 000,00 \$		Support et accompagnement dans la réinsertion sociale
Maison à Damas	3 000,00 \$		Support et accompagnement dans la réinsertion sociale
L'Éclaircie	13 000,00 \$		Aide en santé mentale
Auberge chez mon père	5 000,00 \$		Session de formation sur le comportement humain (ateliers d'information)
Auberge chez mon père	18 000,00 \$		Soutien et accompagnement et parrainage des personnes contrevenantes en milieu ouvert
Auberge chez mon père	17 000,00 \$		Sensibilisation de la communauté à la réalité carcérale et correctionnelle
Interface Baie-des-Chaleurs	21 000,00 \$		Consolidation et développement d'un programme d'aide aux hommes aux prises avec des problèmes de violence conjugale

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002	Titre du programme
Pavillon Chaleurs	20 000,00 \$		Étude en vue de développer une thérapie répondant aux besoins de la clientèle contrevenante de la région Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine
Maison de thérapie l'Entre-temps	6 900,00 \$		Accompagnement de la clientèle correctionnelle féminine
Unité Point de départ	765,00 \$		Sentences intermittentes après avoir complété le 1/6 de la sentence
CRC Curé Labelle	1 530,00 \$		Sentences intermittentes après avoir complété le 1/6 de la sentence
Centre de référence pour alcooliques et toxicomanes (C.R.A.T.)	22 000,00 \$		Conscientisation
Centre d'aide pour hommes oppresseurs (C.A.H.O.)	12 775,00 \$		1er volet - La violence, j'y renonce 2e volet - Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par C.A.H.O.
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	20 000,00 \$		Offrir des services professionnels auprès des abuseurs sexuels en groupe ou individuel
Centre pour hommes opprimants et colériques inc. (C.H.O.C.)	17 925,00 \$		La violence, j'y renonce
Parents unis Laurentides	14 500,00 \$		Programme de rencontres d'accueil, d'évaluation et de référence des délinquants sexuels
Parents unis Laurentides	15 000,00 \$		Programme de sensibilisation (pré-traitement)
CRC Curé Labelle	62 604,80 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Maison Radisson	14 900,00 \$		Gestion et traitement de la déviance sexuelle (G.T.D.S.)
Maison Radisson	9 300,00 \$		Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (P.A.I.C.)
Maison Radisson	62 604,80 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Accord Mauricie	7 000,00 \$		Thérapie pour conjoints violents
Société Élisabeth Fry	56 000,00 \$		Centre de services en justice pénale pour femmes
Après-coup inc.	14 000,00 \$		Programme d'intervention auprès des conjoints violents
Centre d'accueil le Joins-toi	50 855,68 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (1er avril au 30 juin - 32 dossiers) (du 1er juillet au 30 sept. - 48 dossiers & du 1er oct. Au 31 mars 2002 - 64 dossiers)
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	10 800,00 \$		Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus
Maison Cliche	12 000,00 \$		Accompagnement de la clientèle correctionnelle
Toxi-Co-Gites	4 000,00 \$		Accompagnement de la clientèle correctionnelle
Maison de réhabilitation l'Exode inc.	3 000,00 \$		Accompagnement de la clientèle correctionnelle
Maison de réinsertion l'envolée	5 000,00 \$		Accompagnement de la clientèle correctionnelle

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002	Titre du programme
Bénédicte Deschamps	3 150,00 \$		Ateliers d'expression par les arts
Radio communautaire C.I.B.L.	5 000,00 \$		Site des souverains anonymes
Continuité famille auprès des détenus	38 000,00 \$		Objectif : Maintenir et améliorer la relation existant entre la mère incarcérée et son enfant afin de faciliter la transition du milieu carcéral au milieu naturel lors de la libération conditionnelle
Groupe de support et de réhabilitation Amorce	15 000,00 \$		Objectif : Aider les hommes pédophiles en leur permettant de briser l'isolement social et de partager en groupe leurs expériences de vie et leurs difficultés
Maison de transition de Mtl (St-Laurent) - action vol.	3 000,00 \$		Objectif : Supporter une partie du salaire de la personne responsable d'Action volontaire St-Laurent qui travaille au niveau de l'implication des bénévoles offrant du support à la clientèle contrevenante
Société Élisabeth Fry - EVE	47 500,00 \$		Programme d'entraide vol à l'étalage
Société Élisabeth Fry - Tanguay	35 000,00 \$		Programme de services à la Maison Tanguay
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	28 000,00 \$		Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus
Diogène	10 000,00 \$		Suivi communautaire intensif et accompagnement court terme
Résidence l'autre toi inc. (Détox)	8 000,00 \$		Programme pour favoriser le sevrage et la prise en charge des individus aux prises avec une problématique de toxicomanie
Euréka	5 000,00 \$		Régularisation judiciaire
Le Mûrier (Le Jalon)	45 000,00 \$		Entente de prestation de services et d'échanges professionnels en matière de services résidentiels en psychiatrie-justice
Société Elisabeth Fry	48 910,00 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (50 dossiers)
C.R.C. Transition Centre-Sud (Maison l'Issue)	62 604,80 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Maison Charlemagne	62 604,80 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Maison St-Laurent	62 604,80 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
CRC L'Espadrille	62 604,80 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Centre de jour l'espadrille - YMCA Mtl - développement	60 000,00 \$		Centre de jour - développement
Centre de jour l'espadrille - YMCA Mtl - programme	383 286,00 \$		Centre de jour - programme
Société Élisabeth Fry - Gestion de la colère	1 830,00 \$		Gestion de la colère
Maisons de transition de Mtl	13 000,00 \$		Projet de mobilisation plus
Maison Charlemagne	30 000,00 \$		Intégration de la clientèle anglophone
C.R.C. Transition Centre-Sud	10 000,00 \$		Implantation de huit places supplémentaires

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

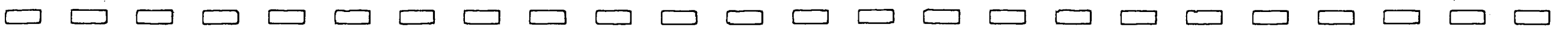
QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002	Titre du programme
Clinique de déviance sexuelle du centre hospitalier Robert Giffard (60 évaluations * 850 \$)	51 000,00 \$		Tenir des expertises et fournir des évaluations psychiatriques, sexologiques, psychologiques et criminologiques à l'égard de la clientèle référée à ces fins
Expansion-Femmes - Surveillance externe	62 604,80 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Maison Painchaud - Surveillance externe	62 604,80 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
C.R.C. Le Pavillon - Surveillance externe	62 604,80 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Réhabilitation Beauce - Surveillance externe	62 604,80 \$	2,68 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Centre Femmes aux 3-A	2 000,00 \$		Explor'Action
Centre Femmes aux 3-A - C.I.R.C.Q.	24 000,00 \$		Réinsertion sociale
Association des foyers d'accueil	2 000,00 \$		CIRCQ'ulaire & diners-rencontres
Centre d'action bénévole de Québec inc.	5 000,00 \$		Programme de formation pour les foyers d'accueil et fonds de dépannage
	50 000,00 \$		Service de support et d'accompagnement réalisé par des bénévoles pour la clientèle correctionnelle contrevenante adulte
Expansion-Femmes	10 000,00 \$		Groupe rencontres-interventions
Expansion-Femmes	23 000,00 \$		Vol à l'étalage
CKRL MF 89,1 inc.	3 800,00 \$		Émissions radiophoniques - Souverains anonymes
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.)	57 250,00 \$		Suivi communautaire intensif
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.)	20 000,00 \$		Alternative à la judiciarisation de la clientèle Santé mentale - Justice
C.R.C. le Pavillon	12 600,00 \$		Ateliers toxicomanie
Expansion-Femmes	6 707,52 \$		Pouvoir d'agir
Au Bercaïl	7 200,00 \$		Programme de mesures alternatives pour contrevenants
Expansion-Femmes - Fais-toi un cadeau	10 000,00 \$		Fais-toi un cadeau
C.R.C. Le Pavillon	1 674,00 \$		Programme de sensibilisation en violence conjugale
Maison Painchaud - Départ-Vi	5 400,00 \$		Départ - Vi (violence et impulsivité)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Achat de programmes	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002	Titre du programme
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille	14 100,00 \$		Thérapie pour hommes abuseurs sexuels
Prévention spécialisée en toxicomanie	18 000,00 \$		Références pour la clientèle ayant une problématique en toxicomanie ou en alcoolisme
Société Elizabeth Fry	55 000,00 \$		Centre de services en justice pénale pour les femmes de l'Outaouais
Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	31 302,40 \$		Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille	5 500,00 \$		Programme de groupe pour la prévention de la récidive auprès des hommes qui ont abusé sexuellement d'un enfant
Portes ouvertes de l'Outaouais inc.	12 000,00 \$		Soutien moral et accompagnement des contrevenants dans leur démarche de réinsertion sociale
Prévention spécialisée en toxicomanie	14 000,00 \$		Développement de deux points de service pour suivi externe et accompagnement de la clientèle correctionnelle aux prises avec une problématique toxicologique (Maniwauki & Campbell's Bay)
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille	5 000,00 \$		Programme de groupe pour la prévention de la récidive auprès des hommes qui ont abusé sexuellement d'un enfant
Société Elizabeth Fry	5 000,00 \$		Centre de services en justice pénale pour les femmes de l'Outaouais
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	30 000,00 \$		Macadam
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	89 300,00 \$		Ressac
C.H.C. La Relève	9 000,00 \$		Bacchus - prévention de la récidive
C.H.C. La Relève	3 000,00 \$		Envolé - diminuer la récidive au niveau du vol à l'étalage
CRC de Roberval	31 302,40 \$		Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
C.H.C. La Relève	31 302,40 \$		Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
C.H.C. La Relève	24 000,00 \$		Programme d'évaluation et de traitement pour agresseurs sexuels (volet formation)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels 01-02

QUESTION 19 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

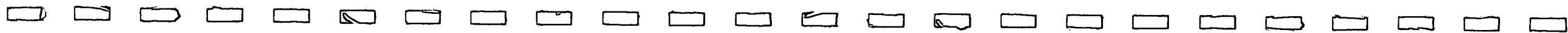
Achat de programmes	Contrat 2001-2002	Per diem 2001-2002	Titre du programme
Association des résidences communautaires du Québec (A.R.C.Q.)	12 500,00 \$		Soutien direct à la vie associative - Mission globale - Programme général
Association des ressources intervenant auprès des hommes violentes (A.R.I.H.V.)	17 000,00 \$		Concertation québécoise - Soutien à la vie associative
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	54 000,00 \$ 2 000,00 \$		Programme général - Mission globale - Vie associative Sondage et évaluation " Programme de bénévolat "
Conseil des églises pour la justice et la criminologie (C.E.J.C.)	10 000,00 \$		Programme général de sensibilisation et de concertation - Mission globale
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	42 000,00 \$		Maintien d'un secrétariat permanent - Programme général - Mission globale
Vidéo Femmes	10 000,00 \$		Production d'un vidéo " Sous la peur "
Regroupement des organismes communautaires référents du Québec (R.O.C.R.Q.)	34 500,00 \$ 4 375,00 \$		Programme général - Mission globale Dépliant " Organismes de références du programme de travaux compensatoires
Prix du Ministre	2 000,00 \$		Prix du Ministre de la Sécurité publique à un étudiant présentant un travail en lien avec l'intervention de la clientèle correctionnelle



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

20. LES DÉLAIS MOYENS, MINIMUM ET MAXIMUM POUR L'ENREGISTREMENT DES DÉLITS
DANS LE SYSTÈME DACOR DEPUIS L'ADMISSION DES DÉTENUS



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

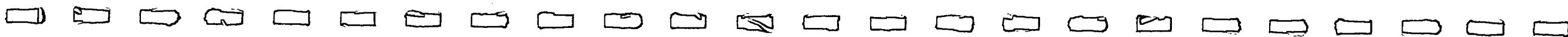
TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels – 01.02

QUESTION 20 : Les délais moyens, minimum et maximum pour l'enregistrements des délits dans le système DACOR depuis l'admission des détenus

Suite à un sondage interne auprès de quelques établissements de détention répartis à travers le Québec, voici les conclusions auxquelles nous en sommes arrivés en rapport avec les délais pour l'enregistrement des délits dans le système DACOR depuis l'admission des détenus. Il semble y avoir une certaine uniformité parmi les établissements.

- Tout d'abord, lorsque l'admission a lieu de soir et sur semaine, l'enregistrement des délits est reporté au lendemain matin.
- Si l'admission est faite le vendredi soir ou la fin de semaine, alors l'enregistrement des délits se fait le lundi matin, sauf en quelques occasions.
- Par contre, dans les cas les plus courants, c'est-à-dire pour les admissions de jour et sur semaine, l'enregistrement des délits se fera dans les minutes qui suivent pour un petit établissement, mais peut aller jusqu'à deux heures dans un grand établissement.

En résumé, les délais minimum sont presque inexistants, les délais maximum peuvent aller jusqu'à 60 heures (soit du vendredi soir au lundi matin) et les délais moyens pourraient être calculés comme étant d'environ 8 heures.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 21. LE NOMBRE D'ADMISSION DE DÉTENUS ET PRÉVENUS POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION
POUR LES PÉRIODES 2000-2001 ET 2001-2002**



RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: Services correctionnels - 01.01

QUESTION 21 : Le nombre d'admissions de détenus et prévenus, pour chaque centre, pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002

Répartition des admissions des personnes condamnées et des personnes prévenues par établissement de détention - année 2000-2001

ÉTABLISSEMENTS		STATUT DE LA PERSONNE CONTREVENANTE À SON ADMISSION		
		CONDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
AMO	Amos	265	443	708
BCO	Baie-Comeau	65	409	474
CHI	Chicoutimi	256	853	1109
HAV	Havre-Aubert	4	45	49
BOI	Henri-Bourassa	238	0	238
HUL	Hull	1092	1840	2932
BOR	Montréal	6203	1124	7327
NEW	New-carlisle	32	538	570
CDF	Québec(Femmes)	202	528	730
CDQ	Québec(Hommes)	1522	2903	4425
RIM	Rimouski	214	478	692
RDP	Rivières-des-Prairies	270	9032	9302
ROB	Roberval	148	311	459
SEP	Sept-Îles	134	535	669
SHE	Sherbrooke	861	1835	2696
SOR	Sorel	433	718	1151
SJE	St-Jérôme	1254	4486	5740
TAN	Tanguay	883	850	1733
TRR	Trois-Rivières	426	1112	1538
VLY	Valleyfield	459	910	1369
	TOTAL	14 961	28 950	43 911

¹ Il est important de comprendre qu'une personne passant du statut de prévenu au statut de condamné correspond à une seule admission puisqu'elle n'est pas libérée à la fin de son incarcération préventive.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: Services correctionnels - 01.01

QUESTION 21 : Le nombre d'admissions de détenus et prévenus, pour chaque centre, pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002 ¹

Répartition des admissions des personnes condamnées et des personnes prévenues par établissement de détention - année 2001-2002 ²

ÉTABLISSEMENTS		STATUT DE LA PERSONNE CONTREVENANTE À SON ADMISSION		
		CONDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
AMO	Amos	285	533	818
BCO	Baie-Comeau	72	411	483
CHI	Chicoutimi	199	794	993
HAV	Havre-Aubert	2	58	60
BOI	Henri-Bourassa	208	0	208
HUL	Hull	992	1953	2945
BOR	Montréal	5503	947	6450
NEW	New-carlisle	37	442	479
CDF	Québec(Femmes)	266	518	784
CDQ	Québec(Hommes)	1856	3238	5094
RIM	Rimouski	221	507	728
RDP	Rivières-des-Prairies	455	9843	10298
ROB	Roberval	147	406	553
SEP	Sept-Îles	117	590	707
SHE	Sherbrooke	742	1920	2662
SOR	Sorel	404	741	1145
SJE	St-Jérôme	1034	4610	5644
TAN	Tanguay	817	965	1782
TRR	Trois-Rivières	470	1132	1602
VLY	Valleyfield	416	864	1280
	TOTAL	14 243	30 472	44 715

¹ Il est important de comprendre qu'une personne passant du statut de prévenu au statut de condamné correspond à une seule admission puisqu'elle n'est pas libérée à la fin de son incarcération préventive.

² Seules les données d'avril 2001 à février 2002 étaient disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**22. LA DURÉE MOYENNE DES PEINES ET DES SÉJOURS EFFECTIFS (DURÉE DE LA PEINE
MOINS LA DURÉE DES ABSENCES TEMPORAIRES ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES)
PAR CATÉGORIE DE DÉLITS POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION
POUR LES PÉRIODES 2000-2001 ET 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT: Services correctionnels - 01.02

QUESTION 22 : La durée des peines et des séjours effectifs par catégorie de délits, pour chaque centre de détention, pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002 ¹

Répartition des durées moyennes des peines d'emprisonnement provinciale en fonction du délit commis par établissement de détention- année 2000-2001 ²

Sous-classe du délit	AMO	BCO	BOI	BOR	CDF	CDQ	CHI	EPB	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR	VLV
Infractions contre l'État	87	104	51	52	177	145	116	0	0	68	204	69	131	63	97	133	82	67	37	201	124
Homicides	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	411	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides involontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	455	0	0	0
Tentatives de meurtre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	386	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infractions sexuelles	340	364	67	430	729	379	323	0	0	337	351	243	490	455	255	291	353	257	532	373	277
Voies de fait	167	164	62	117	173	203	162	0	0	130	225	113	211	122	135	135	142	99	53	242	115
Vois qualifiés	422	365	90	281	517	424	497	0	0	260	547	360	403	583	729	496	400	334	215	417	416
Autres infractions contre la personne	164	193	61	117	155	231	132	0	0	112	159	126	229	191	149	128	148	126	67	232	119
Introductions par effraction	176	241	74	261	404	355	309	0	59	272	306	277	387	263	240	242	275	242	129	363	244
Extorsions	0	0	80	183	0	340	0	0	0	101	0	206	669	21	0	218	89	0	0	365	150
Vois simples	99	119	76	116	134	218	232	0	0	144	209	133	280	144	96	202	139	146	90	207	111
Méfaits, incendies, dommages	94	86	62	97	231	195	122	0	0	104	141	97	170	129	69	178	116	101	150	164	122
recels	137	140	70	155	161	232	342	0	0	140	227	157	238	228	278	245	173	202	148	226	161
Autres infractions contre la propriété	245	91	87	219	121	267	316	0	0	226	45	225	287	229	410	319	221	237	365	365	280
Armes à feu	178	47	79	220	0	265	289	0	0	166	186	267	259	83	170	329	213	198	92	178	176
Fraudes, corruptions, escroqueries	236	172	30	200	314	253	162	0	0	172	107	219	256	127	91	245	183	189	158	276	131
Paris, prostitutions, mœurs	1	41	0	87	49	211	166	0	0	82	45	111	95	0	41	122	50	125	44	112	21
Outrages	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30	0	0	0	0	0
Complots, complicités, tentatives	274	182	89	256	193	302	259	0	0	171	0	230	443	273	184	326	251	217	143	342	221
Évasions, manquements	67	84	31	37	87	97	95	0	31	44	78	39	108	73	78	67	56	63	44	127	76
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	144	90	43	71	144	130	141	0	120	76	115	121	145	74	87	95	80	105	76	139	103
Autres délits au Code criminel	83	76	49	76	122	121	173	0	46	57	109	63	113	66	87	111	79	113	50	145	66
Stupéfiants	126	183	81	167	159	233	251	0	457	178	301	135	264	175	145	174	153	202	135	242	158
Aliments et drogues	15	0	0	0	31	0	217	0	0	0	0	0	259	15	0	182	0	0	26	0	0
Immigration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70	0	0	0	5	15	40	0	0	0
Assurance-chômage	0	52	0	0	0	7	0	0	0	87	0	0	0	0	0	0	0	0	0	92	390
Loi sur les Indiens	0	0	0	0	0	365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres infractions aux statuts fédéraux	35	97	35	59	85	56	131	0	0	60	0	22	92	140	16	125	68	61	25	74	201
Chasse et pêche	0	0	0	0	0	32	12	0	0	18	0	0	0	0	31	50	17	76	0	0	0
Conservation de la faune	81	0	0	17	0	0	0	0	0	28	0	0	0	0	19	0	20	0	0	0	0
Transport	0	0	0	0	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0	19	0	20	0	0	0	0
Main-d'oeuvre	0	0	0	14	0	14	13	0	0	22	0	0	0	0	0	15	14	0	11	0	6
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	13	13	18	17	15	17	18	17	11	16	17	17	15	17	7	18	20	15	15	16	19
Autres infractions aux lois québécoises	426	0	0	21	32	31	6	0	0	33	14	42	43	7	12	24	21	24	23	13	78
Infractions municipales (Circulation)	12	12	11	9	13	13	13	0	28	7	14	9	16	12	12	15	9	17	13	15	10
Autres infractions aux règlements municipaux	21	85	8	13	11	11	19	0	0	12	32	14	22	16	12	14	12	12	11	16	21

¹ Les données pour la période 2001-2002 ne sont pas disponibles à ce moment-ci.

² Chaque peine est répartie à l'établissement responsable du contrevenant à la date de début de la peine. Toutefois, le contrevenant a pu être transféré à un autre établissement par la suite.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT: Services correctionnels - 01.02

QUESTION 22 : La durée des peines et des séjours effectifs par catégorie de délits, pour chaque centre de détention, pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002 ¹

Répartition des durées moyennes de séjour en fonction du délit principal commis par établissement de détention- année 2000-2001 ²

Sous-classe du délit principal	AMO	BCO	BOI	BOR	CDF	CDQ	CHI	EPB	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR	VLY
Infractions contre l'État	2	277	1	34	63	69	77	0	0	14	0	15	39	51	11	92	19	3	30	78	22
Homicides	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides involontaires	0	0	0	337	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	57	465	0	0	0	0
Tentatives de meurtre	92	0	0	182	0	0	0	0	0	440	0	13	0	0	0	0	14	0	0	0	329
Infractions sexuelles	108	213	2	190	0	151	0	0	0	180	234	18	295	188	304	96	153	137	0	106	93
Voies de fait	57	110	3	67	101	85	72	0	0	79	95	35	86	122	99	83	89	44	41	92	32
Vols qualifiés	200	380	4	185	0	170	264	0	0	200	288	77	227	238	87	168	168	82	191	256	129
Autres infractions contre la personne	78	67	2	73	24	90	28	0	0	44	59	19	72	51	77	38	65	28	29	67	12
Introductions par effraction	139	170	3	174	110	167	174	0	0	185	144	82	143	194	147	128	171	112	91	159	64
Extorsions	0	0	2	179	0	120	30	0	0	114	132	49	90	58	0	92	262	0	0	0	158
Vols simples	52	140	6	40	57	68	34	35	0	46	165	32	78	99	43	59	50	28	44	56	38
Méfaits, incendies, dommages	70	155	3	86	171	100	82	0	0	52	76	33	109	59	101	84	76	30	89	75	30
recels	43	0	4	88	30	105	0	30	0	19	0	51	32	154	0	57	55	22	63	55	11
Autres infractions contre la propriété	0	0	10	47	0	91	208	0	0	14	0	12	0	0	102	2	16	19	0	120	210
Armes à feu	107	2	2	101	0	160	45	0	0	72	55	52	186	121	1	20	133	0	1	105	29
Fraudes, corruptions, escroqueries	198	132	8	44	133	39	53	0	0	8	107	31	37	263	9	53	45	114	69	55	8
Paris, prostitutions, moeurs	1	0	1	40	23	54	0	0	0	1	16	0	2	0	0	1	14	0	20	45	0
Outrages	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0	23	0	0	0
Complots, complicités, tentatives	58	0	1	106	58	96	107	70	0	125	204	80	140	234	214	117	105	61	57	162	94
Évasions, manquements	23	30	1	11	38	18	15	0	3	9	53	6	20	4	19	9	18	11	12	15	8
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	28	34	1	20	51	34	24	0	9	18	31	17	31	21	32	14	23	18	25	29	14
Autres délits au Code criminel	32	63	4	25	41	36	40	0	1	23	34	14	41	92	10	46	31	15	16	40	14
Stupéfiants	83	156	3	91	49	84	73	0	0	77	100	43	98	89	67	106	67	43	47	101	32
Aliments et drogues	0	244	0	0	0	7	52	0	0	0	0	0	1	33	0	0	0	0	1	0	20
Immigration	0	0	0	27	0	0	0	0	0	0	0	45	0	0	0	0	10	7	0	0	0
Assurance-chômage	0	0	0	0	0	5	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Loi sur les Indiens	0	0	8	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30	0	0	0	0
Autres infractions aux statuts fédéraux	3	0	2	18	0	6	27	0	0	24	0	12	0	0	1	4	7	1	11	10	7
Chasse et pêche	0	0	0	0	0	2	2	0	0	2	0	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0
Conservation de la faune	13	0	0	0	0	1	0	0	0	4	0	0	6	0	0	6	3	13	0	0	0
Transport	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	4	0	8	0	3	0	0	0	0	0
Main-d'oeuvre	0	0	0	4	0	4	2	0	0	2	0	0	0	0	0	5	9	0	2	0	1
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	6	9	11	7	5	8	6	1	4	7	21	11	8	9	3	7	9	12	5	6	7
Autres infractions aux lois québécoises	46	35	0	8	9	6	2	0	0	8	6	22	20	9	9	8	14	12	3	5	2
Infractions municipales (Circulation)	7	4	0	9	5	9	7	0	4	7	9	14	9	9	4	9	11	10	7	7	5
Autres infractions aux règlements municipaux	3	4	0	6	11	10	5	0	0	6	2	6	8	6	6	4	7	8	6	4	3

¹ Les données pour la période 2001-2002 ne sont pas disponibles à ce moment-ci.

² Chaque durée de séjour est répartie à l'établissement responsable du contrevenant à la date de libération. Toutefois, le contrevenant a pu séjourner dans un autre établissement au cours de son incarcération.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

23. LE NOMBRE D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE
D'ACCRÉDITATION AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ET RÉSULTAT DE LA DEMANDE, POUR LA PÉRIODE 2001-2002
ET LE MONTANT ALLOUÉ, LE CAS ÉCHÉANT



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels – 01.02

QUESTION 23 - Le nombre d'organismes communautaires ayant fait l'objet d'une demande d'accréditation auprès du ministère de la Sécurité publique et résultats de la demande pour la période 2001-2002 et le montant alloué, le cas échéant.

Aucun organisme communautaire n'a fait l'objet de demande d'accréditation auprès de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) pour la période 2001-2002.

Définition d'une demande d'accréditation :

Une demande d'accréditation est présentée par le promoteur au Comité d'agrément composé d'un ou deux représentants, soit un de la DGSC et un du Service correctionnel du Canada. Ces derniers étudient la demande d'accréditation et vérifient si l'organisme répond aux normes d'agrément définies par le Comité régional mixte (provincial-fédéral).

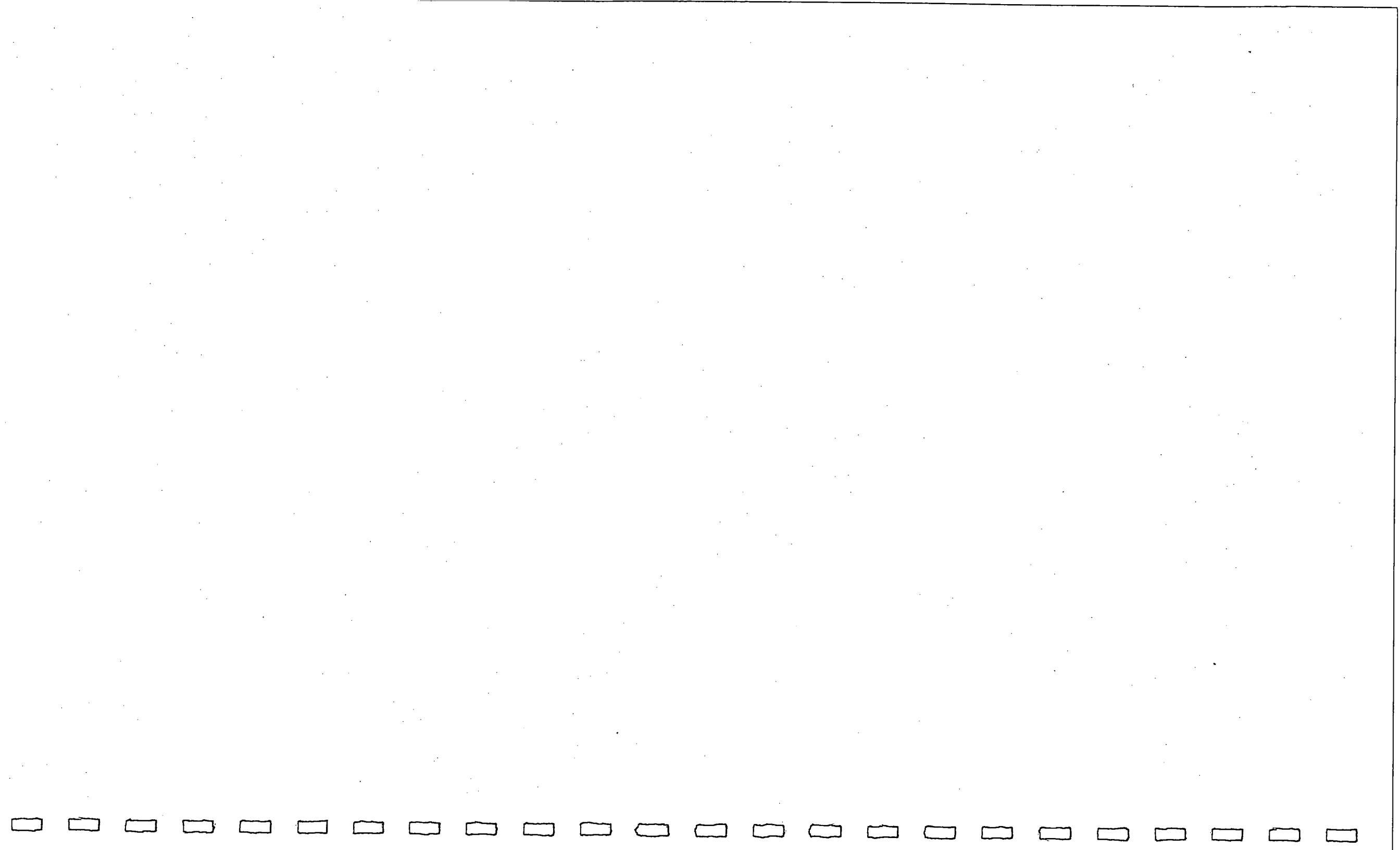
Les recommandations de ce Comité d'agrément sont alors soumises au Comité régional mixte formé de gestionnaires ministériels provenant des deux paliers de gouvernement qui doivent décider s'ils peuvent accréditer cet organisme.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 24. LES EFFECTIFS (PAR CATÉGORIES D'EMPLOI) AINSI QUE LA MASSE SALARIALE,
PAR CENTRES DE DÉTENTION ET PAR QUARTS DE TRAVAIL
POUR LA PÉRIODE 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02

Question # 24 : Les effectifs (par catégorie d'emploi) ainsi que la masse salariale, par centre de détention et par quarts de travail pour la période 2001-2002 (données en k\$)													
C/R	Établissement de détention	Cat. Corps	Dépenses salariales 2001-02					Répartition dépense (ASC) par quart de travail				Dépense non répartie par quart de travail *	
			Cadres [08 & 10] [630& 650]	Prof. [cat. 03] [100 à 199]	PBTA [cat. 04] [200 à 299]	ASC-T.complet &partiel [cat. 05] [307]	Ouvriers [cat. 07] [400 à 499]	Total	Jour	Soir	Nuit		Total réparti
3211	Hull		487,6	40,2	0,0	4 192,8	306,7	5 027,3	2 348,0	1 341,7	503,1	4 192,8	834,5
3221	St-Jérôme		965,5	114,7	525,8	7 485,4	468,5	9 559,9	4 640,9	2 095,9	748,6	7 485,4	2 074,5
3231	Sherbrooke		536,8	0,0	0,0	4 154,6	326,1	5 017,5	2 575,9	1 163,3	415,4	4 154,6	862,9
3241	Sorel		180,4	0,0	0,0	1 987,1	175,7	2 343,2	1 073,0	596,1	318,0	1 987,1	356,1
3242	Valleyfield		69,6	0,0	0,0	1 234,0	164,5	1 468,1	567,6	394,9	271,5	1 234,0	234,1
3251	Amos		69,6	0,0	0,0	2 132,7	176,6	2 378,9	1 066,4	703,8	362,5	2 132,7	246,2
3313	Riv.-des-Prairies		1 753,6	305,8	1 386,6	15 884,4	1 060,3	20 390,7	9 054,1	5 559,5	1 270,8	15 884,4	4 506,3
3327	Tanguay		355,7	64,1	200,2	3 208,6	315,8	4 144,4	1 732,6	1 026,8	449,2	3 208,6	935,8
3350	Étab. de Montréal (BOR)		2 166,8	851,3	2 296,7	19 135,9	850,8	25 301,5	9 568,0	6 888,9	2 679,0	19 135,9	6 165,6
3511	Étab. de Québec (EDQ)		1 748,3	344,3	1 579,9	13 255,2	766,9	17 694,6	7 953,1	4 109,1	1 193,0	13 255,2	4 439,4
3521	Chicoutimi		184,8	0,0	0,0	1 720,9	119,2	2 024,9	1 032,5	430,2	258,2	1 720,9	304,0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

96

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02

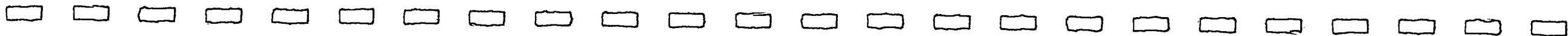
Question # 24 : Les effectifs (par catégorie d'emploi) ainsi que la masse salariale, par centre de détention et par quarts de travail pour la période 2001-2002 (données en k\$)													
C/R	Établissement de détention	Cat. Corps	Dépenses salariales 2001-02					Répartition dépense (ASC) par quart de travail				Dépense non répartie par quart de travail *	
			Cadres [08 & 10] [630& 650]	Prof. [cat. 03] [100 à 199]	PBTA [cat. 04] [200 à 299]	ASC-T.complet &partiel [cat. 05] [307]	Ouvriers [cat. 07] [400 à 499]	Total	Jour	Soir	Nuit		Total réparti
3522	Roberval		179,8	0,0	0,0	1 139,8	112,6	1 432,2	547,1	330,5	262,2	1 139,8	292,4
3531	Rimouski		238,2	0,0	0,0	1 857,7	152,7	2 248,6	1 058,9	538,7	260,1	1 857,7	390,9
3541	Trois-Rivières		455,7	44,2	0,0	3 502,1	277,1	4 279,1	1 961,2	1 015,6	525,3	3 502,1	777,0
3551	Baie-Comeau		326,7	0,0	0,0	1 437,9	219,3	1 983,9	704,6	460,1	273,2	1 437,9	546,0
3552	Sept-Iles		243,2	0,0	0,0	1 022,8	0,0	1 266,0	368,2	358,0	296,6	1 022,8	243,2
3561	New-Carlisle		327,3	0,0	0,0	1 704,4	157,3	2 189,0	886,3	562,5	255,6	1 704,4	484,6
Dép. totales 2001-02			10 289,6	1 764,6	5 989,2	85 056,3	5 650,1	108 749,8	47 138,4	27 575,6	10 342,3	85 056,3	23 693,5

* : Les données par quart de travail ne sont pas disponibles

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

25. LE RATIO HEURES DE TRAVAIL PAR DÉTENU POUR LA SURVEILLANCE DES DÉTENU, POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION POUR LES PÉRIODES 2000-2001 ET 2002-2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

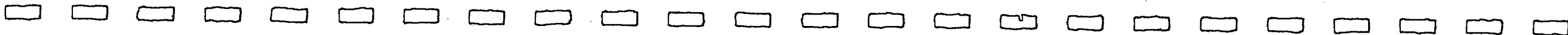
TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02

Question 25: Le ratio heures de travail par détenu pour la surveillance des détenu, pour chaque centre de détention pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002

	2000-2001	2001-2002
Centres de détention	Moyenne des hres de surveillance par détenu sur une base annuelle	Moyenne des hres de surveillance par détenu sur une base annuelle
GROUPE A		
Détention Montréal(Bordeaux)	961	1039
EDQ	1 092	922
Rivière des prairies	1 461	1 506
GROUPE B		
Maison Tanguay	1 432	1 311
St-Jérôme	892	854
Sherbrooke	1 180	850
Trois-Rivières	1 040	901
Hull	1 319	1 112
GROUPE C		
Amos et Grand Nord	1 080	1 012
Baie-Comeau	1 026	889
Chicoutimi	1 247	1 187
Roberval	1 128	940
Sorel	1 436	1 204
GROUPE D		
New-Carlisle et Havre Aubert	1 209	1 039
Rimouski	925	832
Valleyfield	1 027	907
Sept-Iles	1 664	1 916
Total	1 126	1 054

Note : 1)- Les détenus sont sous surveillance 24 hres par jour soit lors de leurs activités au gymnase ,aux ateliers de travail, aux comparutions, au parloir, durant leur sommeil et pour tout déplacement à l'intérieur de l'établissement

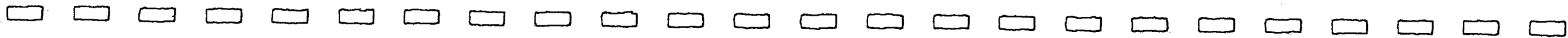
2)- Les agents correctionnels travaillent 8 hres par jour à raison de trois (3) quarts de travail



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

26. LE NOMBRE D'ABSENCES TEMPORAIRES ACCORDÉES AUX DÉTENUS, PAR CENTRES DE DÉTENTION
ET PAR CATÉGORIE (CONGÉ MÉDICAL, HUMANITAIRE ET RÉINSERTION SOCIALE
POUR LES PÉRIODES 2000-2001 ET 2001-2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : Le nombre d'absences temporaires accordées aux détenus, pour chaque centre, pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002

Répartition des octrois d'absences temporaires par établissement de détention - année 2000-2001

ÉTABLISSEMENTS	CATÉGORIES D'ABSENCE TEMPORAIRE			TOTAL
	HUMANITAIRE:	MEDICAL:	REINSERTION SOCIALE:	
AMOS	246	63	182	491
BAIE-COMEAU	186	131	31	348
CENT. HENRI BOURASSA	829	1	485	1 315
CHICOUTIMI	289	110	266	665
DETENTION MONTREAL	1720	85	4934	6 739
DETENTION QUEBEC FEM	99	8	213	320
DETENTION QUEBEC HOM	622	46	1530	2 198
EDIF. PIERRE-BERTRAND	3	0	4	7
HAVRE-AUBERT	4	0	7	11
HULL	416	215	1121	1 752
MAISON TANGUAY	295	199	776	1 270
NEW CARLISLE	508	148	199	855
RIMOUSKI	190	205	217	612
RIVIERE DES PRAIRIES	202	502	613	1 317
ROBERVAL	361	74	111	546
SEPT-ILES	602	161	79	842
SHERBROOKE	541	258	904	1 703
SOREL	235	108	236	579
ST-JEROME	676	258	1499	2 433
TROIS-RIVIERES	783	182	460	1 425
VALLEYFIELD	192	45	462	699
TOTAL	8 999	2 799	14 329	26 127

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : Le nombre d'absences temporaires accordées aux détenus, pour chaque centre, pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002

Répartition des octrois d'absences temporaires par établissement de détention - année 2001-2002 ¹

ÉTABLISSEMENTS	CATÉGORIES D'ABSENCE TEMPORAIRE			
	HUMANITAIRE:	MEDICAL:	REINSERTION SOCIALE:	TOTAL
AMOS	332	68	149	549
BAIE-COMEAU	171	92	34	297
CENT. HENRI BOURASSA	719	3	420	1 142
CHICOUTIMI	266	68	230	564
DETENTION MONTREAL	941	52	4 055	5 048
DETENTION QUEBEC FEM	87	4	243	334
DETENTION QUEBEC HOM	365	51	1 802	2 218
EDIF. PIERRE-BERTRAND	0	0	0	0
HAVRE-AUBERT	1	3	2	6
HULL	392	205	932	1 529
MAISON TANGUAY	187	199	745	1 131
NEW CARLISLE	531	141	134	806
RIMOUSKI	176	214	147	537
RIVIERE DES PRAIRIES	148	458	500	1 106
ROBERVAL	303	64	113	480
SEPT-ILES	487	132	16	635
SHERBROOKE	532	439	692	1 663
SOREL	137	108	245	490
ST-JEROME	607	236	1 129	1 972
TROIS-RIVIERES	698	215	449	1 362
VALLEYFIELD	180	58	401	639
TOTAL	7 260	2 810	12 438	22 508

¹ Ces données sont basées sur le nombre d'octrois en absence temporaire d'avril 2001 à février 2002 et en effectuant une extrapolation pour le mois de mars 2002 afin d'avoir une estimation valable du total de l'année 2001-2002.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

27. LE NOMBRE MOYEN D'ABSENCES TEMPORAIRES ACCORDÉES PAR DÉTENUS, PAR CENTRES DE DÉTENTION ET PAR CATÉGORIE (CONGÉ MÉDICAL, HUMANITAIRE ET DE RÉINSERTION SOCIALE)
POUR LES PÉRIODES 2000-2001 ET 2001-2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 27 : Le nombre moyen d'absences temporaires accordées par détenu, pour chaque centre, pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002

Répartition de la population moyenne quotidienne en absence temporaire par établissement et par catégorie d'absence temporaire - année 2000-2001 ¹

ÉTABLISSEMENTS	CATÉGORIES D'ABSENCE TEMPORAIRE			
	HUMANITAIRE:	MEDICAL:	REINSERTION SOCIALE:	TOTAL
AMOS	4,0	2,0	20,3	26,4
BAIE-COMEAU	1,0	0,2	3,0	4,2
CENT. HENRI BOURASSA	6,6	0,0	12,7	19,3
CHICOUTIMI	3,9	1,7	17,9	23,5
DETENTION MONTREAL	19,4	1,7	226,5	247,6
DETENTION QUEBEC FEM	1,4	0,2	12,4	14,0
DETENTION QUEBEC HOM	12,4	1,5	105,4	119,2
EDIF. PIERRE-BERTRAND	0,1	0,0	4,6	4,7
HAVRE-AUBERT	0,0	0,0	0,5	0,5
HULL	7,4	3,5	64,9	75,9
MAISON TANGUAY	4,1	5,6	28,2	37,9
NEW CARLISLE	4,7	1,0	15,3	20,9
RIMOUSKI	1,8	1,9	17,8	21,6
RIVIERE DES PRAIRIES	3,7	18,7	27,6	50,0
ROBERVAL	4,4	0,5	9,9	14,8
SEPT-ILES	0,9	0,5	2,4	3,8
SHERBROOKE	6,9	3,7	54,7	65,3
SOREL	4,7	1,7	76,4	82,8
ST-JEROME	7,9	2,0	137,6	147,5
TROIS-RIVIERES	10,9	4,5	42,4	57,8
VALLEYFIELD	1,7	1,2	28,4	31,3
TOTAL	108,0	52,2	909,0	1 069,2

¹ La question 27 vise à obtenir le nombre moyen d'absences temporaires accordées par détenu. Cette donnée n'étant pas disponible à court terme, nous avons compilé à la place le nombre moyen de personnes en absence temporaire par jour, ce qui constitue une donnée plus précise au niveau du poids occasionné par cette population spécifique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 27 : Le nombre moyen d'absences temporaires accordées par détenu, pour chaque centre, pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002

Répartition de la population moyenne quotidienne en absence temporaire par établissement et par catégorie d'absence temporaire - année 2001-2002 ¹

ÉTABLISSEMENTS	CATÉGORIES D'ABSENCE TEMPORAIRE			
	HUMANITAIRE:	MEDICAL:	REINSERTION SOCIALE:	TOTAL
AMOS	4,0	1,6	17,6	23,2
BAIE-COMEAU	1,0	0,4	3,0	4,4
CENT. HENRI BOURASSA	2,9	2,0	16,7	21,6
CHICOUTIMI	0,0	0,0	0,5	0,5
DETENTION MONTREAL	5,0	0,1	12,3	17,4
DETENTION QUEBEC FEM	8,2	3,0	53,2	64,4
DETENTION QUEBEC HOM	6,9	1,7	179,0	187,6
EDIF. PIERRE-BERTRAND	5,0	0,4	9,9	15,3
HAVRE-AUBERT	0,0	0,0	0,8	0,8
HULL	1,0	0,2	10,9	12,1
MAISON TANGUAY	5,5	2,3	100,7	108,5
NEW CARLISLE	1,2	2,3	13,9	17,4
RIMOUSKI	3,3	19,2	20,8	43,3
RIVIERE DES PRAIRIES	3,1	0,2	9,1	12,4
ROBERVAL	0,6	0,7	0,6	1,9
SEPT-ILES	6,7	5,5	42,1	54,3
SHERBROOKE	2,3	2,7	65,3	70,3
SOREL	7,1	1,9	105,6	114,6
ST-JEROME	2,7	7,0	23,3	33,0
TROIS-RIVIERES	7,2	7,6	33,9	48,7
VALLEYFIELD	1,9	0,8	24,0	26,7
TOTAL	75,6	59,6	743,2	878,4

¹ La question 27 vise à obtenir le nombre moyen d'absences temporaires accordées par détenu. Cette donnée n'étant pas disponible à court terme, nous avons compilé à la place le nombre moyen de personnes en absence temporaire par jour, ce qui constitue une donnée plus précise au niveau du poids occasionné par cette population spécifique.

² Ces données sont basées sur la population moyenne quotidienne en absence temporaire d'avril 2001 à février 2002, les données n'étant pas disponibles à ce moment-ci pour le mois de mars 2002.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

28. LA FRÉQUENCE DES ABSENCES TEMPORAIRES AUX DÉTENUS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PLUS D'UNE ABSENCE
(PAR SEMAINE, PAR MOIS OU PAR TRIMESTRE) POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION
ET PAR PROGRAMME (SUIVI INTENSIF, ALTERNATIVE DE COURTE SENTENCE
ET SENTENCE DE MOINS DE TRENTÉ JOURS)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

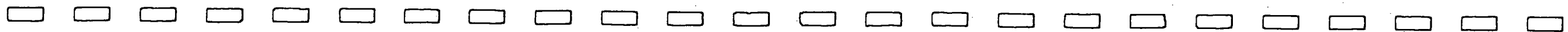
QUESTION 28 : La fréquence des absences temporaires aux détenus qui ont bénéficié de plus d'une absence, (par semaine, par mois, par trimestre) pour chaque centre de détention et par programme (suivi intensif, alternative de courte sentence et sentence de moins de 30 jours).

Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par établissement - année 2000-2001 ¹

ÉTABLISSEMENTS	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	92,9%	5,7%	1,2%	0,1%	100,0%
Baie-Comeau	91,2%	3,1%	3,1%	2,5%	100,0%
Chicoutimi	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Havre-Aubert	96,3%	3,4%	0,1%	0,2%	100,0%
Henri-Bourassa	69,2%	12,8%	10,3%	7,7%	100,0%
Hull	58,7%	15,0%	13,3%	12,9%	100,0%
Montréal	91,5%	6,6%	1,6%	0,2%	100,0%
New-carlisle	50,0%	33,3%	16,7%	0,0%	100,0%
Pierre-Bertrand	86,7%	6,7%	6,7%	0,0%	100,0%
Québec(Femmes)	93,1%	6,3%	0,6%	0,0%	100,0%
Québec(Hommes)	88,0%	3,9%	2,5%	5,6%	100,0%
Rimouski	84,5%	11,0%	3,0%	1,4%	100,0%
Rivières-des-Prairies	66,4%	13,9%	12,2%	7,5%	100,0%
Roberval	93,2%	5,4%	0,6%	0,8%	100,0%
Sept-les	98,1%	1,2%	0,7%	0,0%	100,0%
Sherbrooke	67,6%	17,7%	9,4%	5,4%	100,0%
Sorel	94,8%	4,4%	0,5%	0,3%	100,0%
St-Jérôme	81,2%	13,0%	5,1%	0,6%	100,0%
Tanguay	92,9%	6,3%	0,6%	0,2%	100,0%
Trois-Rivières	84,0%	6,0%	4,0%	6,1%	100,0%
Valleyfield	95,2%	4,2%	0,5%	0,0%	100,0%
TOTAL	86,0%	7,4%	3,6%	3,0%	100,0%

¹ La question 28 nous demande la fréquence des absences temporaires aux détenus qui ont bénéficié de plus d'une demande. Cette donnée n'étant pas disponible à court terme, nous avons produit comme alternative un tableau présentant la répartition des absences temporaires en fonction de la durée en jours des octrois.

² Ce type de données exige une extraction spécifique des données de DACOR. Cette extraction n'étant pas disponible pour l'année 2001-2002, nous vous présentons la répartition pour l'année 2000-2001.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

29. LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS PAR POSTES DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ PAR LES AGENTS DE CORRECTION POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION, POUR LA PÉRIODE 2001-2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Service correctionnels - 01.02

Question 29: Le nombre d'heures et les coûts par postes du temps supplémentaire effectué par les agents de
correction pour chaque centre de détention, pour la période 2001-2002

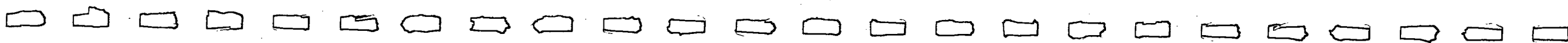
Nom de l'établissement	Total	
	Nombre d'heures	Coût
Hull	17 902	501 078
St-Jérôme	21 990	652 783
Quartier cell. Joliette	2 531	71 410
Quartier cell. Laval	2 269	59 581
Sherbrooke	16 204	471 256
Sorel	6 922	208 480
Valleyfield	5 018	140 139
Amos	13 998	421 115
Rivière-des-Prairies	70 812	2 110 882
Maison Tanguay	16 801	503 762
Bordeaux	124 239	3 605 124
Québec	62 378	1 867 553
Chicoutimi	3 714	104 255
Roberval	2 926	80 477
Rimouski	5 915	168 494
Trois-Rivières	9 656	282 166
Baie-Comeau	2 659	73 816
Sept-Iles	3 896	108 499
New-Carlisle	4 510	126 218
Havre-Aubert		
Total	394 340	11 557 087



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**30. LE RATIO HEURES DE TRAVAIL PAR ACTIVITÉS D'ÉVALUATION
EN MILIEU OUVERT ET EN MILIEU FERMÉ POUR CHAQUE RÉGION ADMINISTRATIVE
POUR LES PÉRIODES 2000-2001 ET 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 30 : Le ratio heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative, pour les périodes 2000-2001 et 2000-2002 ¹

Répartition des rapports présentenciels et des rapports spécifiques produits - année 2000-2001

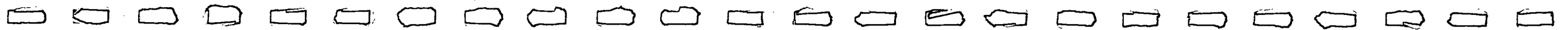
Régions correctionnelles	Rapports présentenciels produits	Rapports spécifiques produits	TOTAL
ABITIBI-TÉMISC.-NORD-DU-QUÉBEC	112	41	153
OUTAOUAIS	206	71	277
LAVAL-LANAUDIÈRE-LAURENTIDES	483	41	524
MONTREAL	870	38	908
MONTÉRÉGIE	496	118	614
ESTRIE	251	50	301
MAURICIE	285	26	311
QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES	558	85	643
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	286	14	300
BAS-ST-LAURENT	101	0	101
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	60	1	61
CÔTE-NORD	59	18	77
TOTAL	3 767	503	4 270

Répartition des rapports présentenciels et des rapports spécifiques produits - année 2001-2002 ²

Régions correctionnelles	Rapports présentenciels produits	Rapports spécifiques produits	TOTAL
ABITIBI-TÉMISC.-NORD-DU-QUÉBEC	125	23	148
OUTAOUAIS	214	85	299
LAVAL-LANAUDIÈRE-LAURENTIDES	475	29	504
MONTREAL	879	20	899
MONTÉRÉGIE	419	89	508
ESTRIE	219	36	255
MAURICIE	291	34	325
QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES	574	63	637
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	254	29	283
BAS-ST-LAURENT	99	1	100
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	45	0	45
CÔTE-NORD	60	16	76
TOTAL	3 654	425	4 079

¹ Suite à une phase expérimentale, les standards ont été établis à 11 heures de travail pour les rapports présentenciels réguliers et 4 heures pour les rapports spécifiques.

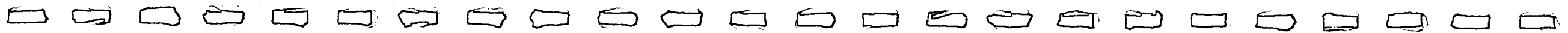
² Étant donné que seules les données d'avril 2001 à février 2002 étaient disponibles, nous avons fait une extrapolation du mois de mars 2002 pour avoir une estimation du total de l'année



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**31. LE RATIO HEURES DE TRAVAIL PAR ACTIVITÉS D'INTERVENTION
EN MILIEU OUVERT ET EN MILIEU FERMÉ POUR CHAQUE RÉGION ADMINISTRATIVE
POUR LES PÉRIODES 2000-2001 ET 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 31 : Le ratio heures de travail par activité d'intervention en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative, pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002

Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance - année 2000-2001

Régions correctionnelles	Suivi probation avec surveillance	Suivi Libération conditionnelle	Suivi emprisonnement avec sursis	Suivi travaux communautaires
ABITIBI-TÉMISC.-NORD-DU-QUÉBEC	559	32	100	161
OUTAOUAIS	610	40	117	137
LAVAL-LANAUDIÈRE-LAURENTIDES	829	121	459	287
MONTRÉAL	1491	222	726	473
MONTÉRÉGIE	1056	105	399	300
ESTRIE	507	52	157	181
MAURICIE	318	60	229	90
QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES	1357	169	387	312
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	316	34	133	80
BAS-ST-LAURENT	338	26	66	105
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	135	15	28	48
CÔTE-NORD	297	10	81	129
		17	1	
TOTAL	7 813	903	2 883	2 303

QUESTION 31 : Le ratio heures de travail par activité d'intervention en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative, pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002

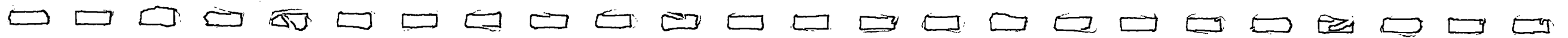
Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance - année 2001-2002

Régions correctionnelles	Suivi probation avec surveillance	Suivi Libération conditionnelle	Suivi emprisonnement avec sursis	Suivi travaux communautaires
ABITIBI-TÉMISC.-NORD-DU-QUÉBEC	629	27	100	167
OUTAOUAIS	597	33	129	129
LAVAL-LANAUDIÈRE-LAURENTIDES	907	85	506	270
MONTRÉAL	1 611	154	793	506
MONTÉRÉGIE	1 191	83	445	315
ESTRIE	558	44	186	196
MAURICIE	356	50	243	108
QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES	1 453	120	437	330
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	315	25	139	85
BAS-ST-LAURENT	310	15	69	96
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	143	9	39	39
CÔTE-NORD	300	9	90	132
AUTRES	1	18	0	0
TOTAL	8 371	672	3 176	2 375

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

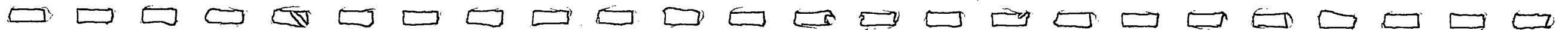
- 32. LES EFFECTIFS DE LA DIRECTION DES SERVICES CORRECTIONNELS, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHAQUE CATÉGORIE POUR LA PÉRIODE 2000-2001 ET 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02

Question32: Les effectifs de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale (k\$) pour chaque catégorie pour la période 2000-2001 et 2001-2002						
	Cadres	Prof.	PBTA	T.complet & partiel	Ouvriers	Total
Exercice 2001-2002 :						
ETC autorisés :	302,0	413,0	304,0	1 601,0	125,0	2 745,0
Dépenses estimées 2001-02(En milliers \$):						
Dép. excluant CSST :	14 882,1 \$	22 041,1 \$	10 961,6 \$	87 986,6 \$	5 432,1 \$	141 303,5 \$
Plus : CSST						6 700,0 \$
Dép. totales estimées 2001-02 :	14 882,1 \$	22 041,1 \$	10 961,6 \$	87 986,6 \$	5 432,1 \$	148 003,5 \$
Exercice 2000-2001 :						
ETC autorisés :	260,0	409,0	302,0	1 608,0	125,0	2 704,0
Dépenses finales 2000-01(En milliers \$):						
Dép. excluant CSST :	13 931,3 \$	21 520,6 \$	10 901,6 \$	77 517,9 \$	5 299,6 \$	129 171,0\$
Plus : CSST						6 702,3\$
Dép. totales finales 2000-01 :	13 931,3 \$	21 520,6 \$	10 901,6 \$	77 517,9 \$	5 299,6 \$	135 873,3\$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**33. LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS SUIVI EN MILIEU OUVERT
POUR LES PÉRIODES 2000-2001 ET 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

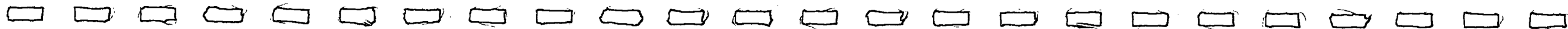
TITRE DU PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 33 : Le nombre de délinquants suivis en milieu ouvert pour les périodes 2000-2001 et 2001-2002

Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance - années 2000-2001 et 2001-2002 ¹

Années budgétaires	Suivi probation avec surveillance	Suivi Libération conditionnelle	Suivi emprisonnement avec sursis	Suivi travaux communautaires
2000-2001	7 813	903	2 883	2 303
2001-2002	8 371	672	3 176	2 375

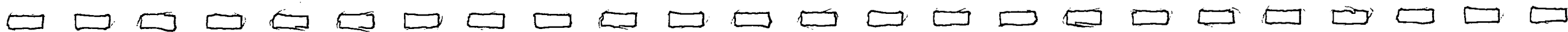
¹ Nous n'avons pas à ce moment-ci les extractions de DACOR permettant de compiler le nombre exact de contrevenants suivis en milieu ouvert.
 À la place, nous vous fournissons, la moyenne mensuelle de personnes suivies en milieu ouvert par type de surveillance.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

34. LA LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX, LA DESCRIPTION DU TERRITOIRE QU'ILS COUVRENT,
LA POPULATION DESSERVIE ET LE NIVEAU DE SERVICES REQUIS ET LES EFFECTIFS
(POLICIERS/CIVILS, TEMPS PLEIN, TEMPS PARTIEL)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (mars 2002)

A - Corps de police municipaux à desserte unique				60	
	Population Décret 1445-2001	Niveau de services *		Population Décret 1445-2001	Niveau de services *
Alma	30 601	1	Montréal	1 837 072	5
Baie-Corneau	24 201	1	Mont-Tremblant	8 371	1
Blainville	37 111	2	Morin-Heights	3 001	1
Boisbriand	27 473	2	Rimouski	41 950	1
Bromont	5 473	1	Rivière-du-Loup	18 065	1
Carignan	5 976	2	Rosemère	13 940	2
Chambly	20 938	2	Rouyn-Noranda	41 394	1
Coaticook	9 042	1	Saguenay	148 109	2
Cowansville	12 171	1	Saint-Adolphe-d'Howard	2 804	1
Farnham	7 986	1	Saint-Basile-le-Grand	12 748	2
Fermont	3 119	1	Saint-Césaire	4 870	1
Gatineau	228 062	3	Saint-Donat	3 609	1
Granby	45 556	1	Saint-Eustache	41 295	2
Granby (canton)	11 781	1	Saint-Félicien	10 887	1
Hudson	4 811	1	Saint-Georges	28 854	1
La Prairie	19 482	2	Saint-Hyacinthe	51 489	1
La Tuque	11 687	1	Saint-Jean-sur-Richelieu	81 339	1
Lac-Brome	5 151	1	Saint-Jérôme	60 764	1
Lac-Mégantic	6 065	1	Saint-Sauveur-des-Monts	3 328	1
L'Assomption	16 051	2	Sainte-Adèle	10 126	1
Laval	352 402	3	Sainte-Agathe-des-Monts	8 125	1
Lévis	124 569	2	Sainte-Marie	11 704	1
Longueuil	385 690	3	Sainte-Thérèse	24 603	2
Lorraine	9 683	2	Sherbrooke	139 938	2
Marieville	7 906	1	Thetford Mines	26 785	1
Mascouche	29 871	2	Trois-Rivières	126 438	2
Matane	15 134	1	Val-d'Or	32 376	1
Mercier	9 883	2	Varennes	20 720	2
Mont-Joli	6 749	1	Vaudreuil-Dorion	20 650	2
Montmagny	12 029	1	Victoriaville	39 828	1

*Ce niveau est requis selon la loi à compter du 1^{er} juin 2002 sauf si la municipalité a demandé l'abolition de son corps de police ou si la municipalité est issue d'un regroupement de plus de 100 000 habitants, auquel cas, ce niveau est requis pour le 1^{er} janvier 2003.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (mars 2002)

B - Corps de police municipaux à desserte multiple				23
Corps de police	Décret 1445-2001	Niveau de services *	Municipalités desservies	Décret 1445-2001
Châteauguay	44 467	2	Châteauguay Léry	42 097 2 370
Des Riverains (régie)	51 046	2	Beauharnois (membre de la régie) Grande-Île (membre de la régie) Saint-Timothée (membre de la régie) Salaberry-de-Valleyfield (membre de la régie)	11 686 4 874 8 018 26 468
Des Seigneuries (régie)	26 715	2	Coteau-du-Lac (membre de la régie) Les Cèdres (membre de la régie) Saint-Clet (membre de la régie) Saint-Lazare (membre de la régie)	5 684 5 465 1 613 13 953
Drummondville	57 283	1	Drummondville Saint-Nicéphore	47 019 10 264
Lachute	18 132	1	Brownsburg-Chatnam Lachute	6 885 11 247
La Malbaie	12 475	1	Clermont La Malbaie	3 072 9 403
L'Île-Perrot	18 340	2	L'Île-Perrot Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	9 603 8 737
Memphrémagog (régie)	29 125	1	Austin (membre de la régie) Magog (membre de la régie) Magog (canton) (membre de la régie) Ormerville (membre de la régie) Orford (membre de la régie) Sainte-Catherine-de-Halley (membre de la régie)	1 231 14 987 5 822 2 596 2 310 2 179
Mirabel	45 024	2	Mirabel Saint-Colomban Sainte-Sophie	28 010 7 486 9 528
Montcalm (régie)	25 174	1	Saint-Calixte (membre de la régie) Saint-Lin—Laurentides (membre de la régie) Sainte-Julienne (membre de la régie)	5 087 12 893 7 194
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	36 353	2	Cantley Chealsea L'Ange-Gardien La Pêche Notre-Dame-de-la-Salette Pontiac Val-des-Monts	5 901 6 344 3 993 6 265 706 4 722 8 422
Pincourt	12 216	2	Pincourt Terrasse-Vaudreuil	10 155 2 061

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ETUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (mars 2002)

B - Corps de police municipaux à desserte multiple					23
Corps de police	Décret 1445-2001	Niveau de services *	Municipalités desservies		Décret 1445-2001
Québec	544 800	4	Boischatel		4362
			Fossambault-sur-le-Lac		1 005
			Lac-Beauport		5 565
			Lac-Croche		0
			Lac-Delage		400
			Lac-Saint-Joseph		95
			Québec		513 397
			Saint-Gabriel-de-Valcartier		2 443
			Sainte-Brigitte-de-Laval		3 497
			Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier		4 879
			Shannon		3 840
			Stoneham et Tewkesbury		5 317
Région de Deux-Montagne:	37 085	2	Deux-Montagnes		17 578
			Pointe-Calumet		5 872
			Saint-Joseph-du-Lac		4 976
			Sainte-Marthe-sur-le-Lac		8 659
Région de Joliette (régie)	54 925	1	Crabtree (membre de la régie)		3 436
			Joliette (membre de la régie)		18 004
			Notre-Dame-de-Lourdes (membre de la régie)		2 271
			Notre-Dame-des-Prairies (membre de la régie)		7 378
			Saint-Ambroise-de-Kildare (membre de la régie)		3 457
			Saint-Charles-Borromée (membre de la régie)		10 731
			Saint-Paul (membre de la régie)		3 647
			Saint-Pierre (membre de la régie)		350
			Saint-Thomas (membre de la régie)		2 984
			Sainte-Mélanie (membre de la régie)		2 667
Région de Roussillon (régie)	59 710	2	Candiac (membre de la régie)		12 969
			Delson (membre de la régie)		7 265
			Saint-Constant (membre de la régie)		23 270
			Sainte-Catherine (membre de la régie)		16 206
Région de Vallée-du-Richel	46 613	2	Beloeil		19 655
			Mc Masterville		4 077
			Mont-Saint-Hilaire		14 710
			Otterburn Park		8 171
Repentigny	80 087	2	Charlemagne		5 922
			Repentigny		74 165
Rivière-du-Nord (régie)	22 145	1	Piedmont (membre de la régie)		2 261
			Prévost (membre de la régie)		8 405
			Saint-Hippolyte		6 178
			Sainte-Anne-des-Lacs (membre de la régie)		2 720
			Sainte-Marguerite—Estérel		2 581
Sainte-Julie	45 947	2	Calixa-Lavallé		488
			Contrecoeur		5 301
			Saint-Amable		7 590
			Sainte-Julie		27 670
			Verchères		4 898

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (mars 2002)

B - Corps de police municipaux à desserte multiple					23
Corps de police	Décret 1445-2001	Niveau de services *	Municipalités desservies		Décret 1445-2001
Shawinigan	65 852	1	Charrette		971
			Lac-des-Cinq		0
			Lac-Mapizagonke		0
			Notre-Dame-du-Mont-Carmel		5 050
			Saint-Boniface-de-Shawinigan		4 071
			Saint-Élie		1 499
			Saint-Mathieu-du-Parc		1 219
			Shawinigan		53 042
Sorel-Tracy	36 565	1	Saint-Joseph-de-Sorel		1 730
			Sorel-Tracy		34 835
Terrebonne	104 871	2	Bois-des-Filion		7 868
			Sainte-Anne-des-Plaines		13 346
			Terrebonne		83 657

*Ce niveau est requis selon la loi à compter du 1^{er} juin 2002 sauf si la municipalité a demandé l'abolition de son corps de police ou si la municipalité est issue d'un regroupement de plus de 100 000 habitants, auquel cas, ce niveau est requis pour le 1^{er} janvier 2003.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 34: La liste des corps policiers municipaux et les effectifs (policiers/civils, temps plein, temps partiel)					Nombre de postes autorisés en 2000				
NM_ORG_12		Total police			Total civil		Total police/civil		
ALMA		35	12	47					
AMOS		18	8	26					
ASBESTOS		10	2	12					
AYLMER		45	21	66					
BAIE-COMEAU		37	15	52					
BELOEIL		26	15	41					
BLAINVILLE		28	19	47					
BOISBRIAND		25	11	36					
BOUCHERVILLE		43	18	61					
BROMONT		7	1	8					
BROSSARD		88	31	119					
CAP-DE-LA-MADELEINE		52	27	79					
CARIGNAN		5	1	6					
CHAMBLY		22	16	38					
CHARLESBOURG		80	48	128					
CHATEAUGUAY		52	21	73					
CHAUDIERE-ETCHEMIN		76	28	104					
CHICOUTIMI		74	53	127					
COATICOOK		12	0	12					
COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTREAL		4157	990	5147					
COWANSVILLE		13	7	20					
DES RIVERAINS		69	11	80					
DES SEIGNEURIES		21	8	29					
DEUX-MONTAGNES		38	15	53					
DOLBEAU-MISTASSINI		20	9	29					
DONNACONA		9	2	11					
DRUMMONDVILLE		66	41	107					
EAST ANGUS		8	1	9					
FARNHAM		10	7	17					
FERMONT		7	1	8					
GATINEAU-METRO		139	69	208					
GRANBY		55	22	77					
GRANBY CANTON		15	2	17					
GRAND-MERE		20	1	21					
GREENFIELD PARK		28	12	40					
HAUTE-SAINT-CHARLES		49	7	56					
HAUT-RICHELIEU		68	27	95					
HUDSON		9	1	10					
HULL		122	80	202					
JONQUIERE		67	45	112					
LA BAIE		30	12	42					
LA MALBAIE		17	1	18					
LA PLAINE		14	8	22					
LA PRAIRIE		20	8	28					
LA TUQUE		17	7	24					
LAC-BROME		7	0	7					
LACHENAIE		20	14	34					
LACHUTE BROWNSBURG		25	10	35					
LAC-MEGANTIC		8	4	12					
LASSOMPTION		15	8	23					
LAVAL		436	197	633					
LE GARDEUR CHARLEMAGNE		24	12	36					
LEVIS		54	34	88					
L'ILE-PERROT		20	10	30					
LONGUEUIL		184	125	309					
LORRAINE		6	6	12					

Note : Seules les données statistiques au 31 décembre 2000 sur l'effectif des corps de police sont présentement disponibles. Depuis cette date, un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2001, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 34 : La liste des corps policiers municipaux et les effectifs (policiers/civils, temps plein, temps partiel)		Nombre de postes autorisés en 2000	
NM	ORG	Total policiers	Total civils
MARIEVILLE	12	10	8
MASCOUCHE		29	21
MATANE		19	6
MEMPHREMAGOG		33	9
MERCIER		10	4
MIRABEL		41	16
MONT TREMBLANT		5	3
MONTCALM		25	11
MONT-JOLI		9	1
MONTMAGNY		14	1
MONT-SAINT-HILAIRE		15	9
MORIN-HEIGHTS		6	1
MRC LES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS		33	147
NICOLET		7	1
NORMANDIN		5	4
OTTERBURN PARK		7	3
PINCOURT ET TERRASSE-VAUDREUIL		14	7
PLESSISVILLE		8	2
PORT-CARTIER		14	5
PRINCEVILLE		6	3
QUEBEC		451	108
REGION DE JOLIETTE		55	11
REGION SHERBROOKEISE		160	15
REPENTIGNY		52	32
RICHMOND		5	1
RIMOUSKI		41	26
RIVIERE-DU-LOUP		21	14
RIVIERE-DU-NORD		23	7
ROBERVAL		13	5
ROSEMERE		17	7
ROUSSILLON		56	17
ROUYN-NORANDA		41	31
SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD		8	1
SAINT-BASILE-LE-GRAND		11	5
SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE		29	16
SAINT-CESAIRE		7	3
SAINT-DONAT		7	1
SAINT-ADELE		13	7
SAINT-AGATHE-DES-MONTS		12	9
SAINT-FOY		128	62
SAINT-JULIE		48	22
SAINT-MARIE		10	5
SAINTE-THERESE		37	24
SAINT-EUSTACHE		45	33
SAINT-FELICIEN		14	3
SAINT-GEORGES		23	8
SAINT-HUBERT LEMOYNE		100	51
SAINT-HYACINTHE		55	36
SAINT-JEROME METROPOLITAIN		70	67
SAINT-LAMBERT		32	25
SAINT-LUC		18	7
SAINT-REMI		9	5

Note : Seules les données statistiques au 31 décembre 2000 sur l'effectif des corps de police sont présentement disponibles. Depuis cette date, un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2001, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 34. La liste des corps policiers municipaux et les effectifs (policiers civils, temps plein, temps partiel)				
Nombre de postes autorisés en 2000				
NM ORG IL2	Total policiers	Total civil	Total policier et civil	
SAINT-SAUVEUR-DES-MONTS	5	8	13	
SEPT-ÎLES	45	20	65	
SHAWINIGAN	46	17	63	
SHAWINIGAN-SUD	15	8	23	
SILLERY	17	18	35	
SOREL-TRACY	53	14	67	
TERREBONNE	60	22	82	
THETFORD MINES	30	11	41	
TROIS-RIVIERES	87	60	147	
TROIS-RIVIERES-OUEST	29	22	51	
VAL-BELAIR	23	23	46	
VALCOURT	7	1	8	
VAL-D'OR	29	19	48	
VARENNES	15	18	33	
VAUDREUIL-DORION	21	13	34	
VICTORIAVILLE	44	25	69	
WINDSOR	7	4	11	

Note : Seules les données statistiques au 31 décembre 2000 sur l'effectif des corps de police sont présentement disponibles. Depuis cette date, un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2001, nous sommes en attente du retour des questionnaires complets par les corps de police.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**35. LA LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPaux ET LEURS COûTS D'OPÉRATION VENTILÉS PAR CATÉGORIES
(RÉMUNÉRATION, TRANSPORT ET COMMUNICATION, LOCATION, SERVICES PROFESSIONNELS
ET ADMINISTRATIFS, ENTRETIEN ET RÉPARATION, BIENS NON DURABLES, ETC.)**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002 2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 35 : Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégories (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)
Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police, 2000

Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Alma*	2 177 118	395 086	48 284	228 763	72 375	293 690	185 010	25 111
Amos	1 246 119	286 852	13 488	22 721	69 139	64 268	1 026	12 699
Asbestos	758 662	134 935	32 489	11 973	3 981	43 143	0	7 079
Aylmer	3 837 158	721 316	39 877	72 502	223 497	158 192	45 215	37 596
Baie-Comeau	3 274 012	857 435	125 800	108 341	267 325	191 099	0	51 147
Beloeil (M)	2 274 853	371 179	22 662	83 834	54 323	144 495	14 619	4 156
Blainville	2 551 816	578 972	39 134	70 398	353 464	190 600	27 165	25 179
Boisbriand	1 990 818	363 329	22 700	42 967	191 554	98 776	66 011	15 942
Boucherville	3 482 085	664 156	38 278	24 835	179 446	221 310	30 995	31 399
Bromont*	531 386	89 781	43 923	3 919	30 346	41 695	551	5 670
Brossard	6 720 601	1 038 709	49 715	56 313	280 019	228 372	0	59 667
Cap-de-la-Madeleine* (M)	4 584 915	1 052 253	47 221	30 604	199 004	401 570	92 027	36 473
Carignan	488 763	75 128	20 885	17 771	82 981	50 691	0	25 805
Chambly	1 943 541	396 133	42 751	18 118	67 914	100 449	0	99 251
Charlesbourg	6 164 529	1 007 553	45 838	133 493	180 823	319 477	154 327	60 339
Châteauguay (M)	3 266 584	819 229	17 903	14 741	234 278	143 731	37 748	183 797
Chaudière-Etchemin (M)	4 846 911	1 019 684	166 559	260 178	607 493	322 013	99 920	51 288

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2000 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2001, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police..

Voir notes à la fin du tableau.

146

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002 2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 35 : Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégories (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)
Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police, 2000

Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Chicoutimi (M)	6 185 685	1 310 806	69 502	579 035	326 015	773 868	27 938	65 051
Coaticook	682 085	118 697	74 421	45 636	88 892	35 842	43 443	4 349
Communauté urbaine de Montréal (M)	304 643 757	29 802 889	3 644 900	5 509 600	17 393 500	8 665 700	5 339 000	4 432 300
Cowansville*	1 135 524	223 420	30 781	26 183	49 025	102 829	1 765	11 842
Des Riverains* (M)	4 966 372	1 195 391	81 223	851 023	297 206	292 929	95 966	56 736
Des Seigneuries (M)	1 743 504	250 713	45 582	245 470	334 949	126 812	240	66 114
Dolbeau-Mistassini*	1 380 683	247 956	26 662	42 795	26 899	150 920	21 222	23 074
Donnacona (M)	580 793	126 525	30 399	78 748	22 960	46 516	0	6 813
Drummondville* (M)	4 829 529	970 901	48 024	70 622	244 531	267 238	127 816	59 099
East Angus (M)	465 135	95 335	10 429	20 873	48 446	41 592	1 129	4 492
Farnham	720 925	164 426	8 902	5 248	48 014	61 873	26 416	39 394
Fermont*	590 727	172 837	42 037	30 339	26 002	72 621	946	5 865
Gatineau-Métro (M)	10 587 671	2 404 459	58 382	176 273	199 399	568 139	703 354	143 885
Granby*	3 571 056	638 228	22 232	180 167	231 284	170 961	0	42 339
Granby (canton)	1 144 703	192 325	17 024	66 872	91 642	70 663	0	36 497
Grand-Mère	1 577 619	180 518	14 677	70 650	92 001	78 650	20 978	17 764
Greenfield Park	2 717 775	431 295	22 745	152 042	108 463	135 513	0	25 893

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2000 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2001, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police.

Voir notes à la fin du tableau.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002 2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 35 : Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégories (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)
Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police, 2000

Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Haute-Saint-Charles (M)	3 455 506	618 515	41 884	67 205	258 466	244 307	155 492	66 155
Haut-Richelieu (M)	4 791 348	1 000 752	64 818	112 835	171 381	668 433	0	22 251
Hudson	688 543	127 726	61 718	21 799	48 409	47 228	0	5 749
Hull	10 917 196	1 386 785	188 005	180 135	367 985	700 646	21	121 959
Jonquière*	5 296 225	1 051 968	11 764	20 902	57 948	173 324	132 908	0
La Baie*	2 505 906	490 213	25 638	53 052	96 466	210 169	40 762	30 730
Lac-Brome	514 099	94 221	4 919	18 425	37 832	35 057	0	7 500
Lachenaie	2 081 858	336 835	32 664	287 324	174 039	154 129	27 764	10 914
Lachute (M)	1 572 519	300 038	44 027	40 265	72 307	116 778	167 067	1 870
Lac-Mégantic*	646 639	111 741	7 110	34 252	12 369	33 130	0	0
La Malbaie (M)	693 824	124 812	15 674	8 398	59 920	158 455	0	6 079
La Plaine	1 217 302	236 756	13 424	110 525	72 093	82 821	0	8 106
La Prairie	1 521 473	289 227	20 682	229 107	163 481	136 606	1 692	12 067
L'Assomption	1 193 483	240 360	19 126	35 386	126 871	81 255	0	11 822
La Tuque*	1 107 861	185 336	32 200	107 502	102 070	83 051	27 534	14 003
Laval	37 132 636	8 977 578	609 848	1 906 280	1 938 361	2 006 231	217 564	393 892
Le Gardeur (M)	2 338 596	440 746	19 132	283 271	207 842	129 658	14 415	22 821

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2000 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2001, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police..

Voir notes à la fin du tableau.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002 2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 35 : Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégories (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)
Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police, 2000

Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Lévis* (M)	4 706 064	837 802	64 774	46 090	477 650	197 556	170 477	62 943
L'Île-Perrot (M)	1 603 661	315 019	16 108	69 436	75 877	86 874	133 321	13 831
Longueuil	15 225 915	3 275 133	301 095	292 770	848 467	819 506	213 129	176 645
Lorraine	722 104	125 527	7 636	35 272	46 725	60 922	27 386	6 899
Marieville	674 465	119 358	12 252	18 872	67 635	49 800	0	4 074
Mascouche	2 864 706	639 534	21 448	38 031	78 496	158 672	46 686	30 367
Matane*	1 516 550	275 645	26 374	242 140	104 573	68 290	9 691	137 577
Memphrémagog (M)	2 976 350	525 036	51 159	370 508	327 375	160 592	0	23 275
Mercier	743 970	143 903	8 392	6 892	58 454	48 975	0	8 644
Mirabel (M)	3 834 483	838 737	43 131	81 839	334 967	320 926	0	45 556
Montcalm (M)	1 976 459	296 204	122 254	304 936	186 788	275 668	141 074	16 559
Mont-Joli*	648 133	131 064	10 472	7 331	15 554	39 764	0	6 352
Montmagny*	958 662	219 679	36 563	17 010	41 679	69 951	0	36 741
Mont-Saint-Hilaire	1 599 659	312 408	28 111	27 743	65 260	90 284	0	21 487
Mont-Tremblant	478 393	68 508	12 129	11 672	78 448	54 213	0	52 345
Morin-Heights	372 590	53 314	4 637	90 569	32 712	27 104	15 042	2 381
MRC Les-Collines-de-l'Outaouais (M)	2 203 574	399 198	45 176	48 817	218 760	270 072	178 088	28 676

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2000 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2001, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police.

Voir notes à la fin du tableau.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002 2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 35 : Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégories (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)
Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police, 2000

Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Nicolet	536 578	63 703	12 880	6 094	17 136	32 155	0	18 065
Normandin*	295 717	53 523	7 374	3 995	17 723	23 737	0	3 701
Otterburn Park	542 327	109 139	14 870	20 974	58 343	56 499	5 719	13 431
Pincourt (M)	1 248 003	306 379	13 176	48 564	78 983	51 242	16 812	11 014
Plessisville	646 635	75 344	10 389	3 727	80 350	32 541	1 741	7 724
Port-Cartier*	1 155 064	192 678	20 858	22 094	29 374	52 129	0	13 592
Princeville	429 948	59 482	13 283	91 763	9 512	39 003	2 706	5 526
Québec (M)	34 341 529	9 628 613	356 712	245 745	3 120 271	655 253	0	411 522
Région de Deux-Montagnes (M)	2 972 649	672 496	23 729	52 654	132 459	172 724	264 000	25 584
Région de Joliette (M)	3 468 110	930 628	76 536	187 349	281 195	265 279	12 459	39 264
Région de Roussillon (M)	4 730 682	976 650	76 474	214 255	357 320	269 028	684	48 076
Région de Shawinigan* (M)	3 703 985	481 964	87 908	14 011	217 463	157 062	387	39 600
Région Sherbrookoise (M)	11 293 454	2 752 130	160 912	1 123 874	1 562 531	599 740	1 028	477 597
Repentigny	4 349 371	692 399	76 807	342 891	274 208	204 610	7 314	42 197
Richmond	321 965	46 033	20 516	47 897	6 445	31 862	0	2 948
Rimouski	3 340 575	596 361	48 116	32 909	114 003	208 381	0	32 207
Rivière-du-Loup*	1 688 246	333 032	25 143	84 445	55 946	104 604	0	16 667

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2000 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2001, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police..

Voir notes à la fin du tableau.

150

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002 2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 35 : Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégories (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)
Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police, 2000

Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Rivière-du-Nord (M)	1 364 759	218 785	26 434	277 668	86 849	151 096	59 419	11 649
Roberval*	1 072 483	235 904	20 916	11 854	97 279	40 031	0	10 808
Rosemère	1 354 606	261 614	21 061	76 849	65 980	108 817	0	14 421
Rouyn-Noranda	3 077 000	518 726	59 120	261 594	116 546	162 584	0	35 265
Saint-Adolphe-d'Howard	303 802	71 031	36 703	88 228	43 689	34 906	0	2 652
Saint-Basile-le-Grand	940 843	174 893	38 934	3 422	27 706	55 544	0	30 332
Saint-Bruno-de-Montarville	2 475 127	436 226	27 468	50 052	171 907	124 091	0	26 020
Saint-Césaire	450 981	76 486	19 093	5 777	20 409	54 877	0	16 449
Saint-Donat	442 679	69 506	34 014	8 997	58 406	40 642	12 085	2 405
Saint-Eustache	3 763 460	818 045	43 499	95 089	84 874	163 532	13 899	32 460
Saint-Félicien*	1 134 526	200 962	16 195	40 604	91 645	99 288	38 371	16 235
Saint-Georges	2 080 980	397 760	171 054	71 242	142 264	101 866	11 531	52 467
Saint-Hubert (M)	7 956 922	1 747 989	25 649	15 782	50 421	226 412	27 520	63 012
Saint-Hyacinthe*	4 192 132	844 346	121 748	42 782	282 934	180 299	41 417	2 500
Saint-Jérôme métropolitain (M)	5 864 810	1 065 171	99 749	73 506	454 277	308 019	20 776	67 504
Saint-Lambert	2 515 801	634 244	43 799	43 344	284 714	72 006	32 591	0
Saint-Luc	1 272 015	215 169	23 627	9 578	85 435	111 454	0	11 372

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2000 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2001, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police.

Voir notes à la fin du tableau.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002 2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 35 : Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégories (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)
Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police, 2000

Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Saint-Rémi	780 817	145 452	12 720	57 397	69 501	67 152	0	8 527
Saint-Sauveur-des-Monts*	400 357	74 595	13 132	28 166	15 551	33 234	2 881	8 399
Sainte-Adèle	1 414 528	232 055	30 883	49 388	20 306	64 042	0	19 186
Sainte-Agathe-des-Monts	1 203 362	200 472	42 908	65 702	44 936	63 257	0	10 595
Sainte-Foy (M)	10 289 087	1 425 505	239 906	335 179	196 806	907 856	809 016	119 069
Sainte-Julie (M)	3 630 234	797 100	78 850	193 398	132 132	301 691	36 911	27 942
Sainte-Marie*	851 974	165 350	27 740	27 730	60 220	54 750	0	8 590
Sainte-Thérèse	3 040 630	482 940	47 864	50 077	86 142	225 113	0	31 758
Sept-Îles*	3 607 648	457 887	62 839	12 109	285 453	70 804	0	39 270
Shawinigan-Sud*	1 073 512	190 745	23 356	34 031	123 869	28 976	0	11 509
Sillery*	1 117 157	300 656	35 914	39 967	59 075	65 561	20 000	14 767
Sorel-Tracy* (M)	4 201 215	1 123 521	44 540	27 662	152 182	166 429	0	51 383
Terrebonne (M)	4 648 277	913 532	47 007	169 046	265 618	383 224	46 800	42 223
Thetford Mines* (M)	1 711 100	620 426	15 255	165 589	28 489	92 835	0	13 563
Trois-Rivières*	5 448 347	1 064 401	69 537	315 621	84 512	397 684	118 894	79 412
Trois-Rivières-Ouest* (M)	2 583 459	506 322	23 197	112 914	68 550	134 088	0	10 630
Val-Bélair	1 692 213	387 147	38 334	128 795	189 840	189 610	59 386	16 828

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2000 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2001, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police..

Voir notes à la fin du tableau.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002 2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

152

Question 35 : Liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégories (rémunération, transports et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.)
Coût du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police, 2000

Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Autres objets
Valcourt	410 643	66 676	8 038	13 289	21 708	21 405	2 163	4 029
Val-d'Or	2 204 863	407 066	61 414	32 473	87 074	141 768	36 482	23 060
Varenes	1 472 260	298 445	9 725	358 397	52 715	91 946	0	14 860
Vaudreuil-Dorion	2 072 522	479 018	36 084	39 904	87 358	101 996	2 058	18 097
Victoriaville	3 991 181	826 753	40 812	154 600	132 200	216 846	0	37 195
Windsor	445 960	81 788	31 871	13 462	69 891	48 450	0	0
Total : 125	692 063 276	110 193 392	10 006 445	20 724 143	40 667 175	31 396 714	10 589 990	9 399 533
	74,8%	11,9%	1,1%	2,2%	4,4%	3,4%	1,1%	1,0%

N.B. Seules les données statistiques au 31 décembre 2000 sur les coûts des corps sont présentement disponibles. Depuis cette date un certain nombre de corps de police ont été abolis ou fusionnés à d'autres. En ce qui a trait aux données 2001, nous sommes en attente du retour des questionnaires complétés par les corps de police.

1. Les mentions suivantes à la suite du nom du corps de police indiquent que :
 * : le corps de police assure également la protection contre les incendies.

(M) : le corps de police dessert plus d'une municipalité.

Les données proviennent de l'enquête annuelle effectuée auprès des corps de police.

Les chiffres en italique sont les données de 1999.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

36. LA LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT DEMANDÉ LEUR PROPRE CORPS DE POLICE, MUNICIPAL OU INTERMUNICIPAL AU 31 MARS 2002, INCLUANT LA DATE DE RÉCEPTION DE LA DEMANDE, LA DATE DE LA RÉPONSE DU MINISTÈRE, LE TERRITOIRE VISÉ, LE NOMBRE DE POLICIERS VISÉS, LA POPULATION DESSERVIE, L'ESTIMATION DU BUDGET AINSI QU'UNE COPIE DE LA RÉPONSE DU MINISTRE POUR CHAQUE DEMANDE



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité – protection – 01.04

QUESTION 36 : Liste des municipalités qui ont demandé leur propre corps de police, municipal ou intermunicipal au 31 mars 2002, incluant la date de réception de la demande, la date de la réponse du ministre, le territoire visé, le nombre de policiers visés, la population desservie, l'estimation du budget ainsi qu'une copie de la réponse du ministre pour chaque demande.						
Municipalité (s)	Réception de la demande	Réponse du MSP	Territoire visé	Nombre de policiers visés	Population desservie	Budget estimé
- Entente intervenue entre les villes de Repentigny, Charlemagne et Le Gardeur relativement à la fourniture de services policiers	2001/06/20	Approuvée le 2001/07/26	Repentigny Charlemagne Le Gardeur	76 pol.	80 746 hab.	9 368,1 k\$
- Entente intervenue entre les villes de Drummondville et Saint-Nicéphore relativement à la fourniture de services policiers	2001/12/13	Approuvée le 2001/12/19	Drummondville Saint-Nicéphore	65 pol.	57 327 hab.	6 829,0 k\$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 37. LA LISTE DES CORPS POLICIERS QUI ONT ÉTÉ DISSOUS POUR LA PÉRIODE 2001-2002, LA DATE DE DISSOLUTION ET LE CORPS DE POLICE QUI EN ASSURE LA PROTECTION DORÉNAVANT**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité – protection – 01.04

QUESTION 37: Liste des corps de police qui ont été dissous pour la période 2001-2002, la date de la dissolution et le corps de police qui en assure la protection dorénavant.

Date de la dissolution	Corps de police dissous	Corps de police qui assure la protection dorénavant	
2002/01/28	Amos	MRC Abitibi	SQ
2002/02/08	Asbestos	MRC Asbestos	SQ
2002/03/14	Dolbeau-Mistassini	MRC Maria-Chapdeleine	SQ
2001/11/30	Donncona	MRC de Portneuf	SQ
2001/06/28	East Angus	MRC Le Haut-Saint-François	SQ
2002/03/21	Plessisville	MRC de l'Érable	SQ
2001/12/19	Port-Cartier	MRC Sept-Rivières	SQ
2001/10/05	Richmond	MRC Le Val Saint-François	SQ
2002/01/01	Roberval	MRC Le Domaine-du-Roy	SQ
2002/02/04	Saint-Rémi	MRC Les Jardins-de-Napierville	SQ
2001/12/19	Sept-Iles	MRC Sept-Rivières	SQ
2001/12/07	Windsor	MRC Le Val Saint-François	SQ
2002/01/01	Québec	Corps de police de la nouvelle ville de Québec	CPM
2002/01/01	Charlesbourg	Corps de police de la nouvelle ville de Québec	CPM
2002/01/01	Régie de la Haute-Saint-Charles	Corps de police de la nouvelle ville de Québec	CPM
2002/01/01	Sainte-Foy	Corps de police de la nouvelle ville de Québec	CPM
2002/01/01	Sillery	Corps de police de la nouvelle ville de Québec	CPM
2002/01/01	Val-Bélair	Corps de police de la nouvelle ville de Québec	CPM
2002/01/01	Lévis	Corps de police de la nouvelle ville de Lévis	CPM

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité – protection – 01.04

QUESTION 37 : Liste des corps de police qui ont été dissous pour la période 2001-2002; la date de la dissolution et le corps de police qui en assure la protection dorénavant.

Date de la dissolution	Corps de police dissous	Corps de police qui assure la protection dorénavant	
2002/01/01	Régie Chaudière-Etchemin	Corps de police de la nouvelle ville de Lévis	CPM
2002/01/01	Cap-de-la-Madeleine	Corps de police de la nouvelle ville de Trois-Rivières	CPM
2002/01/01	Trois-Rivières	Corps de police de la nouvelle ville de Trois-Rivières	CPM
2002/01/01	Trois-Rivières-Ouest	Corps de police de la nouvelle ville de Trois-Rivières	CPM
2002/01/01	Régie intermunicipale de police de la Région de Sherbrooke	Corps de police de la nouvelle ville de Sherbrooke	CPM
2002/01/01	Boucherville	Corps de police de la nouvelle ville de Longueuil	CPM
2002/01/01	Brossard	Corps de police de la nouvelle ville de Longueuil	CPM
2002/01/01	Greenfield Park	Corps de police de la nouvelle ville de Longueuil	CPM
2002/01/01	Longueuil	Corps de police de la nouvelle ville de Longueuil	CPM
2002/01/01	Saint-Bruno-de-Montardville	Corps de police de la nouvelle ville de Longueuil	CPM
2002/01/01	Saint-Lambert	Corps de police de la nouvelle ville de Longueuil	CPM
2002/01/01	Saint-Hubert/Lemoyne	Corps de police de la nouvelle ville de Longueuil	CPM
2001/07/26	Charlemagne/Le Gardeur	Corps de police de Repentigny	CPM
2002/01/01	Aylmer	Corps de police de la nouvelle ville de Gatineau	CPM
2002/01/01	Gatineau	Corps de police de la nouvelle ville de Gatineau	CPM
2002/01/01	Hull	Corps de police de la nouvelle ville de Gatineau	CPM
2002/02/18	Chicoutimi	Corps de police de la nouvelle ville de Saguenay	CPM
2002/02/18	Jonquière	Corps de police de la nouvelle ville de Saguenay	CPM

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité – protection – 01.04

QUESTION 37 : Liste des corps de police qui ont été dissous pour la période 2001-2002, la date de la dissolution et le corps de police qui en assure la protection dorénavant.			
Date de la dissolution		Corps de police dissous	
		Corps de police qui assure la protection dorénavant	
2002/02/18		La Baie	Corps de police de la nouvelle ville de Saguenay
			CPM



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

38. LA LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT EXPRIMÉ LEUR INTENTION D'ABOLIR LEUR CORPS DE POLICE
AU PROFIT DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC MAIS DONT LA DÉMARCHE N'EST PAS ENCORE TERMINÉE
ET LA RAISON POUR LAQUELLE CETTE DÉMARCHE N'EST PAS TERMINÉE
(ATTENTE D'UNE RÉOLUTION DU CONSEIL MUNICIPAL, NÉGOCIATIONS NON TERMINÉES, ETC.)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité – protection – 01.04

QUESTION 38 : Liste des municipalités qui ont exprimé leur intention d'abolir leur corps de police au profit de la Sûreté du Québec mais dont la démarche n'est pas encore terminée et la raison pour laquelle cette démarche n'est pas terminée (attente de résolution du conseil municipal, négociations non terminées, etc.)					
MUNICIPALITÉS	RÉSOLUTION D'ABOLITION			DÉBUT DE LA CONSULTATION	REMARQUES
	DATE D'ADOPTION	SANS CONDITION	AVEC CONDITION		
Alma	17/12/2001		✓		Conditionnelle à l'adoption de la nouvelle grille tarifaire établissant à 30¢/100\$ RFU le taux maximal pour les municipalités de plus de 5 400 habitants. Obligation de conclure une entente avec la CARRA concernant le transfert des régimes de retraite des employés avant de procéder à l'abolition (article 353.5 de la <i>Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)</i>).
Baie-Comeau	18/02/2002	✓			Consultation à venir. Obligation de conclure une entente avec la CARRA.
Coaticook	11/02/2002	✓		26/02/2002	Consultation entreprise. Obligation de conclure une entente avec la CARRA.
Cowansville	02/10/2001		✓		Conditionnelle à l'adoption de la nouvelle grille tarifaire. Obligation de conclure une entente avec la CARRA.
Drummondville	20/08/2001		✓		Conditionnelle à l'adoption de la nouvelle grille tarifaire. Obligation de conclure une entente avec la CARRA.
Farnham	17/09/2001	✓		03/10/2001	Consultation entreprise. Obligation de conclure une entente avec la CARRA.
Fermont	12/09/2001	✓		29/03/2001	Autorisée par le ministre le 03/12/2001. Comité de reclassement en cours et intégration possible pour le 1 ^{er} juin 2002.
Lachute	01/10/2001		✓		Conditionnelle à l'adoption de la nouvelle grille tarifaire. Autre éléments à négocier (cours municipale, tarification, etc)
Lac-Mégantic	17/12/2001	✓		06/03/2002	Consultation en cours.
La Tuque	20/08/2001	✓		26/09/2001	Période de consultation terminée. Obligation de conclure une entente avec la CARRA concernant le transfert des régimes de retraite des employés avant de procéder à l'abolition.
Marieville	01/10/2001	✓		16/11/2001	Période de consultation terminée. En négociation avec la SQ concernant le niveau d'effectif prévu pour la MRC de Rouville.
Matane	20/08/2001	✓		26/09/2001	Période de consultation terminée. Obligation de conclure une entente avec la CARRA concernant le transfert des régimes de retraite des employés avant de procéder à l'abolition.
Mont-Joli	15/10/2001	✓		03/12/2001	Période de consultation terminée. Obligation de conclure une entente avec la CARRA concernant le transfert des régimes de retraite des employés avant de procéder à l'abolition.
Montmagny	04/02/2002	✓		06/03/2002	Consultation en cours.
Morin Heights	21/11/2001	✓		16/01/2002	Autorisée par le ministre le 07/03/2002. Comité de reclassement en cours.
Régie de Montcalm	05/09/2001	✓		08/11/2001	Autorisée par le ministre le 06/03/2002. Comité de reclassement en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité – protection – 01.04

QUESTION 38 : Liste des municipalités qui ont exprimé leur intention d'abolir leur corps de police au profit de la Sûreté du Québec mais dont la démarche n'est pas encore terminée et la raison pour laquelle cette démarche n'est pas terminée (attente de résolution du conseil municipal, négociations non terminées, etc.)					
MUNICIPALITÉS	RÉSOLUTION D'ABOLITION			DÉBUT DE LA CONSULTATION	REMARQUES
	DATE D'ADOPTION	SANS CONDITION	AVEC CONDITION		
Régie des Riverains	04/07/2001	✓		12/09/2001	Période de consultation terminée. Obligation de conclure une entente avec la CARRA concernant le transfert des régimes de retraite des employés avant de procéder à l'abolition.
Rimouski	04/03/2002		✓		Conditionnelle à l'adoption de la nouvelle grille tarifaire. Obligation de conclure une entente avec la CARRA.
Rouyn-Noranda	01/10/2001		✓		Conditionnelle à l'adoption de la nouvelle grille tarifaire. Obligation de conclure une entente avec la CARRA.
Saint-Adolphe d'Howard	24/09/2001	✓		07/11/2001	Autorisée par le ministre le 07/03/2002. Comité de reclassement en cours.
Saint-Césaire	27/09/2001	✓		07/11/2001	Période de consultation terminée. En négociation avec la SQ concernant le niveau d'effectif prévu pour la MRC de Rouville.
Saint-Félicien	06/08/2001	✓		12/03/2002	Consultation en cours.
Saint-Hyacinthe	10/10/2001		✓		Conditionnelle à l'adoption de la nouvelle grille tarifaire. Obligation de conclure une entente avec la CARRA.
Saint-Sauveur-des-Monts	17/12/2001	✓		22/02/2002	Consultation en cours.
Shawinigan	11/02/2002		✓		Conditionnelle à l'adoption de la nouvelle grille tarifaire. Obligation de conclure une entente avec la CARRA.
Sorel-Tracy	06/12/2001	✓		16/01/2002	Consultation en cours. Obligation de conclure une entente avec la CARRA.
Val-d'Or	26/09/2001	✓		07/11/2001	Consultation en cours. Obligation de conclure une entente avec la CARRA.
Victoriaville	04/09/2001	✓		06/03/2002	Consultation en cours. Obligation de conclure une entente avec la CARRA.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

39. LA LISTE DES CORPS POLICIERS AUTOCHTONES, EN PRÉCISANT LA COMMUNAUTÉ
DESSERVIE, LA NATION, LE STATUT, LE NOMBRE DE POLICIERS,
LA POPULATION DESSERVIE, L'ANNÉE DE FORMATION,
LE COÛT ANNUEL AINSI QUE LES DISTRICTS COUVERTS



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 39 et 40: Liste des corps policiers autochtones en précisant la nation, la communauté desservie, le statut, le décret, le nombre de policiers, la population desservie, l'année de formation, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Décret	Nombre de policiers	Population desservie	Coût annuel	Formation	District couvert
Abénaquis	Odanak	Service ²	(335-2000)	2	308	115 200 \$	1996	04
Abénaquis	Wôlinak	Service	(604-98) ¹	1	64	86 400 \$	1995	04
Algonquins	Eagle Village	Corps	(294-2000)	2	234	125 952 \$	1997	08
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps ⁴	(455-98)	6	1 436	247 680 \$	1992	07
Algonquins	Lac Barrière	Service	(290-2000)	2	447	140 000 \$	2000	07
Algonquins	Lac Simon	Service	(928-99) ³	4	1 104	189 120 \$	1993	08
Algonquins	Longue-Pointe	Service	(1289-99) ³	2	335	192 000 \$	1996	08
Algonquins	Pikogan	Corps	(1434-2001)	4	527	141 600 \$	1996	08
Algonquins	Timiskaming	Service	(295-2000) ³	4	536	175 800 \$	1996	08
Atikamekw	Manawan	Service	(1002-2001) ³	6	1 685	340 040 \$	1996	06
Atikamekw	Obedjiwan	Service	(1000-2001) ³	7	1 755	432 000 \$	1993	02
Atikamekw	Wemotaci	Service	(1001-2001) ³	3	1 052	251 732 \$	1996	04

¹ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48% du coût annuel.

² Service : regroupement composé de constables spéciaux chargés de dispenser l'ensemble des services policiers sur le territoire et dans la communauté.

³ Entente tripartite sur le point d'être approuvée par le gouvernement.

⁴ Le corps de police a été créé en 1995 avec l'adoption de la Loi de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 39 et 40: Liste des corps policiers autochtones en précisant la nation, la communauté desservie, le statut, le décret, le nombre de policiers, la population desservie, l'année de formation, le coût annuel¹ ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Décret	Nombre de policiers	Population desservie	Coût annuel	Formation	District couvert
Cris	Baie-James	Corps ⁴	(1382-98)	43	12 388	2 925 442 \$	1994	08
Wendat-Huron	Wendake	Corps	(491-99)	6	1 220	247 680 \$	1996	03
Inuit	Kativik	Corps	(456-98)	43	9 397	792 485 \$	1995	08
Micmac	Gesgapegiag	Service	(931-99) ³	2	508	136 000 \$	1996	01
Micmac	Listuguj	Corps	(408-98) ³	8	1 911	364 000 \$	1998	01
Mohawk	Akwesasne	Corps ⁴	(932-99) ³	12	4 658	660 000 \$	1990	10
Mohawk	Kahnawake	Corps	(290-99)	26	7 140	1 472 000 \$	1995	10
Mohawk	Kanesatake	Corps	(932-99)	12	1 321	624 000 \$	1996	06
Montagnais	Betsiamites	Corps ⁴	(292-2000)	8	2 521	311 040 \$	1991	09
Montagnais	Essipit	Corps	(1435-2001)	2	182	105 600 \$	1996	09
Montagnais	La Romaine	Service	(295-2000) ³	3	861	192 999,84 \$	1996	09
Montagnais	Mashteuiatsh	Corps	(490-99)	7	1 960	353 280 \$	1996	02

¹ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48% du coût annuel.

² Service : regroupement composé de constables spéciaux chargés de dispenser l'ensemble des services policiers sur le territoire et dans la communauté.

³ Entente tripartite sur le point d'être approuvée par le gouvernement.

⁴ Le corps de police a été créé en 1995 avec l'adoption de la Loi de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 39 et 40 : Liste des corps policiers autochtones en précisant la nation, la communauté desservie, le statut, le décret, le nombre de policiers, la population desservie, l'année de formation, le coût annuel¹ ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Décret	Nombre de policiers	Population desservie	Coût annuel	Formation	District couvert
Montagnais	Matimekosh	Service	(295-2000) ³	3	700	174 600 \$	1996	09
Montagnais	Mingan	Service	(295-2000) ³	2	449	111 600 \$	1996	09
Montagnais	Natashquan	Service	(929-99)	3	759	196 800 \$	1996	09
Montagnais	Pakua Shipi	Service	(295-2000) ³	2	257	138 000 \$	1996	09
Montagnais	Uashat	Corps ⁴	(1288-99)	12	2 600	488 400 \$	1993	09
Naskapis	Kawawachikamach	Corps ⁴	(435-97) (CT-197070)	3	734	204 400 \$	1994	09

¹ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48% du coût annuel.

² Service : regroupement composé de constables spéciaux chargés de dispenser l'ensemble des services policiers sur le territoire et dans la communauté.

³ Entente tripartite sur le point d'être approuvée par le gouvernement.

⁴ Le corps de police a été créé en 1995 avec l'adoption de la Loi de police.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

40. LA LISTE DES ENTENTES TRIPARTITES CONCERNANT LES CORPS DE POLICE AUTOCHTONE,
LA DESCRIPTION DES COMMUNAUTÉS ET DE LA POPULATION DESSERVIE,
AINSI QUE LE NUMÉRO DE DÉCRET AUTORISANT L'ENTENTE

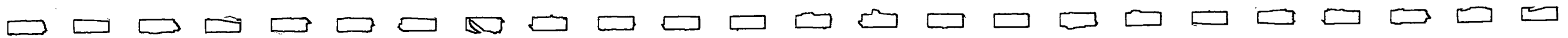
(VOIR LA QUESTION 39)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 41. LES FACTURES DES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR CHACUNE DES MUNICIPALITÉS
EN 2001 ET LES PRÉVISIONS POUR 2002 VENTILÉES PAR CATÉGORIES D'INTERVENTION**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Abercorn	VL	333	26 433 377 \$	47 580 \$
Abitibi	TR	270	6 906 784 \$	12 432 \$
Abitibi-Ouest	TR	107	931 592 \$	1 677 \$
Acton-Vale	M	7 589	257 697 558 \$	621 672 \$
Aguanish	M	371	4 175 073 \$	7 515 \$
Albanel	M	2 587	55 500 876 \$	99 902 \$
Albertville	M	365	8 014 243 \$	14 426 \$
Alleyn-et-Cawood	CU	186	18 616 700 \$	33 510 \$
Amherst	CT	1 256	88 305 350 \$	158 950 \$
Amqui	V	6 771	206 871 585 \$	564 253 \$
Ange-Gardien	M	1 983	120 117 473 \$	216 211 \$
Angliers	VL	339	9 586 931 \$	17 256 \$
Antoine-Labelle	TR	10	21 918 915 \$	39 454 \$
Armagh	M	1 583	44 026 828 \$	79 248 \$
Armfield	M	436	18 621 698 \$	33 519 \$
Arundel	CT	460	31 335 350 \$	56 404 \$
Ascot Corner	M	2 667	74 729 460 \$	68 546 \$
Aston-Jonction	M	431	12 313 900 \$	22 157 \$
Aubert-Gallion	M	2 536	76 910 894 \$	138 440 \$
Aucclair	M	564	13 094 950 \$	23 571 \$
Audet	M	763	25 550 778 \$	45 991 \$
Aumond	CT	665	24 034 790 \$	43 263 \$
Authier	M	305	5 142 062 \$	9 256 \$
Authier-Nord	M	350	6 112 350 \$	11 002 \$
Avignon	TR	0	162 947 \$	293 \$
Ayer's Cliff	VL	999	51 254 790 \$	92 259 \$
Baie-des-Sables	M	639	15 160 176 \$	27 288 \$
Baie-du-Febvre	M	1 239	52 157 878 \$	93 884 \$
Baie-James	M	2 191	257 081 106 \$	462 746 \$
Baie-Johan-Beetz	M	76	2 028 338 \$	3 651 \$
Baie-Sainte-Catherine	M	286	10 086 083 \$	18 155 \$
Baie-Saint-Paul	V	7 453	304 664 760 \$	437 407 \$
Baie-Trinité	VL	641	18 082 569 \$	32 549 \$
Barkmere	V	41	16 609 300 \$	29 897 \$
Barnston-Ouest	M	582	32 798 730 \$	59 038 \$
Barrute	M	2 141	47 745 525 \$	85 942 \$
Batiscan	M	869	36 626 507 \$	65 928 \$
Béarn	M	962	24 631 925 \$	44 337 \$
Beauceville	V	6 465	206 707 019 \$	435 671 \$
Beaudry	M	1 284	27 986 825 \$	50 376 \$
Beaulac-Garhby	M	804	49 605 431 \$	89 290 \$
Beaupré	V	2 798	226 870 328 \$	408 367 \$
Beaux-Rivages	M	1 220	45 865 500 \$	82 558 \$
Bécancour	V	11 602	845 579 363 \$	1 500 000 \$
Bedford	CT	803	34 075 784 \$	61 336 \$
Bedford	V	2 774	93 762 872 \$	168 773 \$
Bégin	M	945	18 308 725 \$	32 956 \$
Belcourt	M	279	4 086 448 \$	7 356 \$
Bellecombe	M	786	20 035 937 \$	36 065 \$
Belleterre	V	405	8 366 323 \$	15 059 \$
Berry	M	508	10 855 820 \$	19 540 \$
Berthier-sur-Mer	P	1 277	60 229 113 \$	108 412 \$
Berthierville	V	4 199	145 526 057 \$	359 449 \$
Béthanie	M	350	15 009 786 \$	27 018 \$
Blencourt	M	627	14 917 959 \$	26 852 \$
Bianc-Sablon	M	1 286	40 158 772 \$	72 286 \$
Blue Sea	M	703	55 199 153 \$	99 358 \$
Boileau	M	217	23 361 876 \$	42 051 \$
Bois-Franc	M	479	25 666 800 \$	46 200 \$
Bolton-Est	M	668	56 189 362 \$	101 141 \$
Bolton-Ouest	M	600	75 162 775 \$	135 293 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Bonaventure	V	2 885	91 275 692 \$	164 296 \$
Bonaventure	TR	0	2 186 970 \$	3 937 \$
Bonne-Espérance	M	927	12 244 562 \$	22 040 \$
Bonsecours	M	516	26 196 750 \$	47 154 \$
Boucher	M	450	32 111 200 \$	57 800 \$
Bouchette	M	765	46 524 555 \$	83 744 \$
Bowman	M	500	51 799 539 \$	93 239 \$
Brébeuf	P	791	28 296 087 \$	50 933 \$
Brigham	M	2 488	93 718 420 \$	168 693 \$
Bristol	CT	1 081	76 135 677 \$	137 044 \$
Brome	VL	277	14 344 554 \$	25 820 \$
Bryson	VL	742	20 316 496 \$	36 570 \$
Buckingham	V	11 563	407 799 453 \$	1 427 298 \$
Bury	M	1 203	47 722 890 \$	85 901 \$
Cabano	V	3 179	102 170 202 \$	195 145 \$
Cadillac	V	952	24 767 969 \$	44 582 \$
Calumet	VL	548	14 408 458 \$	25 935 \$
Campbell's Bay	VL	864	22 314 103 \$	40 165 \$
Cap-aux-Meules	VL	1 594	86 601 414 \$	155 883 \$
Cap-Chat	M	3 035	64 634 715 \$	116 342 \$
Caplan	M	2 171	49 616 942 \$	89 310 \$
Cap-Saint-Ignace	M	3 156	101 791 375 \$	194 422 \$
Carleton-Saint-Omer	V	4 296	133 953 849 \$	241 116 \$
Cascapédia-Saint-Jules	M	682	19 617 030 \$	35 311 \$
Causapascal	V	2 675	61 262 370 \$	110 272 \$
Cayamant	M	775	45 606 995 \$	82 093 \$
Chambord	M	1 657	76 672 913 \$	138 011 \$
Champlain	M	1 517	69 332 599 \$	124 799 \$
Champneuf	M	150	4 169 300 \$	7 505 \$
Chandler	V	3 312	146 729 475 \$	300 795 \$
Chapais	V	1 921	33 146 780 \$	59 664 \$
Charlevoix	TR	0	7 250 985 \$	13 052 \$
Charlevoix-Est	TR	180	21 366 014 \$	38 459 \$
Charlevoix-Est	M	380	24 380 825 \$	43 885 \$
Châteauguay	V	3 576	110 431 147 \$	239 636 \$
Chazel	M	391	6 201 218 \$	11 162 \$
Chénéville	M	796	26 282 669 \$	47 309 \$
Chertsey	M	4 089	212 236 829 \$	513 269 \$
Chester-Est	CT	304	14 116 596 \$	25 410 \$
Chesterville	M	768	33 568 001 \$	60 422 \$
Chibougamau	V	8 503	249 817 299 \$	874 361 \$
Chichester	CT	452	13 990 302 \$	25 183 \$
Chute-aux-Outardes	VL	2 097	43 014 025 \$	77 425 \$
Chute-Saint-Philippe	M	844	38 852 742 \$	69 935 \$
Clarendon	CT	1 428	73 252 296 \$	131 854 \$
Clermont	CT	654	10 375 872 \$	18 677 \$
Clerval	M	353	8 471 040 \$	15 248 \$
Cleveland	CT	1 592	54 947 430 \$	98 905 \$
Cloridorme	CT	1 050	15 243 526 \$	27 438 \$
Cloutier	M	370	7 776 648 \$	13 998 \$
Colombier	M	948	16 367 745 \$	29 462 \$
Colombourg	M	712	17 104 355 \$	30 788 \$
Compton	M	3 003	121 635 224 \$	223 809 \$
Cookshire	V	1 498	47 933 341 \$	86 280 \$
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	1 243	22 730 795 \$	40 915 \$
Courcelles	P	972	35 656 182 \$	64 181 \$
D'Alembert	M	958	28 030 975 \$	50 456 \$
Danville	V	4 520	125 825 873 \$	226 486 \$
Daveluyville	V	1 048	30 894 108 \$	55 609 \$
Dégelis	V	3 490	94 409 009 \$	199 203 \$
Délagé	M	2 183	57 035 553 \$	102 664 \$
Deisle	M	4 285	99 012 359 \$	248 521 \$
Denholm	CT	560	37 986 282 \$	68 375 \$
Denis-Riverin	TR	201	10 406 737 \$	18 732 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 : A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Des Ruisseaux	M	5 669	171 615 124 \$	533 723 \$
Desbiens	V	1 173	28 802 956 \$	51 845 \$
Deschailions-sur-Saint-Laurent	M	1 074	39 335 109 \$	70 803 \$
Deschambault	M	1 260	245 407 193 \$	441 733 \$
Destor	M	488	13 149 600 \$	23 669 \$
Disraeli	P	1 062	43 376 256 \$	78 077 \$
Disraeli	V	2 661	69 146 635 \$	124 464 \$
Dixville	M	746	31 859 928 \$	57 348 \$
Donnacona	V	5 651	243 131 674 \$	66 292 \$
Dosquet	M	962	25 599 321 \$	46 079 \$
Dubuisson	M	1 592	62 047 842 \$	111 686 \$
Dudswell	M	1 594	79 373 096 \$	142 872 \$
Duhamel	M	354	64 221 221 \$	115 598 \$
Duhamel-Ouest	M	687	38 625 205 \$	69 525 \$
Dundee	CT	393	28 815 256 \$	51 867 \$
Dunham	V	3 580	171 520 525 \$	372 200 \$
Duparquet	V	707	20 470 181 \$	36 846 \$
Dupuy	M	1 048	19 578 574 \$	35 241 \$
Durham-Sud	M	975	34 559 896 \$	62 208 \$
East Angus	V	3 746	103 999 057 \$	120 833 \$
East Broughton	M	2 479	53 896 702 \$	97 014 \$
East Farnham	VL	676	19 044 883 \$	34 281 \$
East Hereford	M	314	14 314 680 \$	25 766 \$
Eastman	VL	828	45 200 104 \$	81 360 \$
Eaton	CT	3 036	117 394 978 \$	216 007 \$
Egan-Sud	M	621	20 480 235 \$	36 864 \$
Elgin	CT	454	21 231 832 \$	38 217 \$
Entrelacs	M	773	72 653 452 \$	130 776 \$
Escuminac	M	668	15 538 011 \$	27 968 \$
Esprit-Saint	M	459	8 441 401 \$	15 195 \$
Évain	M	3 919	113 450 548 \$	270 012 \$
Fassett	M	519	19 194 848 \$	34 551 \$
Fatima	M	2 788	59 433 928 \$	106 981 \$
Ferland-et-Boilleau	M	639	17 041 217 \$	30 674 \$
Ferme-Neuve	M	3 119	94 891 924 \$	159 186 \$
Forestville	V	3 870	103 782 130 \$	241 812 \$
Fort-Coulonge	VL	1 831	32 980 150 \$	59 364 \$
Fortierville	M	732	18 673 212 \$	33 612 \$
Frampton	M	1 268	57 632 045 \$	103 738 \$
Franklin	M	1 674	77 721 505 \$	139 899 \$
Franquelin	M	414	9 985 394 \$	17 974 \$
Freilighsburg	M	1 063	74 153 793 \$	133 477 \$
Frontenac	M	1 463	79 137 793 \$	142 448 \$
Fugèreville	M	390	10 088 243 \$	18 159 \$
Gallichan	M	493	9 792 522 \$	17 627 \$
Gallix	M	704	21 293 234 \$	38 328 \$
Gaspé	V	16 071	500 902 183 \$	1 500 000 \$
Girardville	M	1 364	32 100 073 \$	57 780 \$
Godbout	VL	368	13 441 281 \$	24 194 \$
Godmanchester	CT	1 537	68 927 986 \$	124 070 \$
Gore	CT	1 235	88 563 460 \$	159 414 \$
Gracefield	VL	727	23 423 378 \$	42 162 \$
Grand-Calumet	CT	738	29 548 508 \$	53 187 \$
Grande-Entrée	M	646	10 626 437 \$	19 128 \$
Grande-Rivière	V	3 846	90 213 613 \$	210 198 \$
Grandes-Piles	VL	358	20 498 657 \$	36 898 \$
Grande-Vallee	P	1 451	29 536 867 \$	53 166 \$
Grand-Métis	M	266	9 563 800 \$	17 215 \$
Grand-Remous	CT	1 336	40 794 296 \$	73 430 \$
Grand-Saint-Esprit	M	503	19 036 048 \$	34 265 \$
Grenville	CT	1 970	120 729 550 \$	217 313 \$
Grenville	VL	1 409	49 212 143 \$	88 582 \$
Grondines	M	746	27 559 941 \$	49 608 \$
Gros-Mécatina	M	619	13 287 805 \$	23 918 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ETUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités
en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Grosse-Ile	M	556	24 241 672 \$	43 635 \$
Grosses-Roches	M	463	9 931 658 \$	17 877 \$
Guérin	CT	303	8 526 615 \$	15 348 \$
Ham-Nord	CT	930	31 982 444 \$	57 568 \$
Hampden	CT	158	8 821 100 \$	15 878 \$
Harrington	CT	820	80 416 150 \$	144 749 \$
Hatley	M	698	55 272 050 \$	99 490 \$
Hatley	CT	1 525	91 064 994 \$	163 917 \$
Havelock	CT	875	40 560 885 \$	73 010 \$
Have-aux-Maisons	M	2 148	47 854 905 \$	86 139 \$
Have-Saint-Pierre	M	3 390	123 303 400 \$	252 772 \$
Hébertville	M	2 482	76 067 797 \$	136 922 \$
Hébertville-Station	VL	1 367	28 886 688 \$	51 996 \$
Hemmingford	CT	1 698	102 280 896 \$	184 106 \$
Hemmingford	VL	724	25 801 325 \$	46 442 \$
Henryville	M	1 501	68 758 706 \$	123 766 \$
Héraultville	P	1 347	36 828 400 \$	66 291 \$
Hinchinbrooke	CT	2 502	90 819 175 \$	163 475 \$
Honfleur	M	873	43 365 663 \$	78 058 \$
Hope	CT	777	14 284 851 \$	25 713 \$
Hope Town	M	341	9 221 672 \$	16 599 \$
Howick	VL	636	18 909 975 \$	34 038 \$
Huberdeau	M	957	32 444 189 \$	58 400 \$
Huntingdon	V	2 635	81 837 603 \$	147 308 \$
Inverness	M	838	39 420 121 \$	70 954 \$
Irlande	M	929	35 548 524 \$	63 987 \$
Ivry-sur-le-Lac	M	373	72 898 895 \$	131 218 \$
Kamouraska	M	701	29 688 272 \$	53 439 \$
Kamouraska	TR	0	1 999 400 \$	3 599 \$
Kazabazua	M	766	53 037 925 \$	95 468 \$
Kiamika	M	760	30 939 346 \$	55 691 \$
Kingsbury	VL	157	3 506 000 \$	6 311 \$
Kingsey	CT	1 494	53 527 716 \$	96 350 \$
Kingsey Falls	V	2 054	114 101 585 \$	205 383 \$
Kinnear's Mills	M	352	19 101 400 \$	34 383 \$
Kipawa	M	632	27 455 418 \$	49 420 \$
La Bostonnais	M	535	18 308 615 \$	32 956 \$
La Conception	M	1 147	79 353 872 \$	142 837 \$
La Corne	M	637	16 595 222 \$	29 871 \$
La Côte-de-Beaupré	TR	0	46 572 970 \$	83 831 \$
La Côte-de-Gaspé	TR	0	1 029 710 \$	1 853 \$
La Croche	M	534	15 573 075 \$	28 032 \$
La Doré	P	1 645	40 892 774 \$	73 607 \$
La Durantaye	P	750	24 148 201 \$	43 467 \$
La Guadeloupe	VL	1 724	51 077 957 \$	91 940 \$
La Haute-Côte-Nord	TR	3	18 281 202 \$	32 906 \$
La Jacques-Cartier	TR	0	1 611 980 \$	2 902 \$
La Macaza	M	1 021	71 921 474 \$	129 459 \$
La Martre	M	292	3 809 518 \$	6 857 \$
La Matapédia	TR	28	32 996 220 \$	59 393 \$
La Minerve	M	1 026	105 631 027 \$	190 136 \$
La Mitis	TR	0	10 632 504 \$	19 139 \$
La Morandière	M	268	4 747 505 \$	8 546 \$
La Motte	M	416	10 321 777 \$	18 579 \$
La Patrie	M	833	38 935 336 \$	70 084 \$
La Pocatière	V	5 033	206 370 545 \$	575 774 \$
La Présentation	P	1 950	102 767 194 \$	184 981 \$
La Rédemption	P	576	9 514 425 \$	17 126 \$
La Reine	M	433	5 553 365 \$	9 996 \$
La Sarre	V	8 346	270 301 061 \$	946 054 \$
La Trinité-des-Monts	P	276	6 863 546 \$	12 354 \$
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	0	10 402 326 \$	18 724 \$
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	591	21 537 200 \$	38 767 \$
La Visitation-de-Yamaska	M	392	24 289 551 \$	43 721 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 : A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Labelle	M	2 365	110 300 866 \$	198 542 \$
Labrecque	M	1 316	28 124 185 \$	50 624 \$
Lac-au-Saumon	M	1 582	38 431 884 \$	69 177 \$
Lac-aux-Sables	P	1 483	62 254 690 \$	112 058 \$
Lac-Bouchette	M	1 351	41 596 287 \$	74 873 \$
Lac-des-Aigles	M	643	13 788 698 \$	24 820 \$
Lac-des-Écorces	VL	1 069	21 567 022 \$	38 821 \$
Lac-des-Plages	M	397	37 311 516 \$	67 161 \$
Lac-des-Seize-illes	M	191	27 262 500 \$	49 073 \$
Lac-Drolet	M	1 176	44 209 221 \$	79 577 \$
Lac-du-Cerf	M	441	26 999 016 \$	48 598 \$
Lac-Édouard	M	153	8 955 000 \$	16 119 \$
Lac-Étchemin	V	2 453	81 008 585 \$	145 815 \$
Lac-Frontière	M	170	5 896 467 \$	10 614 \$
Lac-Kénogami	M	1 499	72 902 125 \$	131 224 \$
Lacolle	VL	1 507	48 277 911 \$	86 900 \$
Lac-Poulin	VL	63	17 396 300 \$	31 313 \$
Lac-Saguy	VL	362	19 217 700 \$	34 592 \$
Lac-Sainte-Marie	M	541	80 628 867 \$	145 132 \$
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	3 597 264 \$	6 475 \$
Lac-Saint-Paul	M	438	19 781 063 \$	35 606 \$
Lac-Sergent	V	193	23 245 088 \$	41 841 \$
Lac-Simon	M	732	104 825 000 \$	188 685 \$
Lac-Supérieur	M	1 327	124 628 690 \$	224 332 \$
Lac-Tremblant-Nord	M	4	26 223 764 \$	47 203 \$
Laforce	M	494	2 704 148 \$	4 867 \$
Lamarche	M	554	9 451 615 \$	17 013 \$
Lambton	M	1 492	91 775 585 \$	165 196 \$
Landrienne	CT	1 030	24 293 958 \$	43 729 \$
L'Ange-Gardien	P	2 866	105 350 172 \$	189 630 \$
L'Annonciation	VL	2 209	70 865 980 \$	127 559 \$
Lanoraie	M	3 910	154 445 740 \$	278 002 \$
L'Anse-Saint-Jean	M	1 269	34 291 298 \$	61 724 \$
Lanier	M	682	67 234 185 \$	121 022 \$
Larouche	M	1 099	29 091 050 \$	52 364 \$
L'Ascension	M	826	35 791 736 \$	64 425 \$
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	1 953	46 520 907 \$	83 738 \$
L'Ascension-de-Patapédia	M	262	4 830 930 \$	8 696 \$
Latulipe-et-Gaboury	CU	362	10 445 453 \$	18 802 \$
Launay	CT	254	8 059 029 \$	14 506 \$
Laurier-Station	VL	2 566	95 128 245 \$	171 231 \$
Lauriville	M	1 539	50 519 205 \$	90 800 \$
Lavallée	VL	6 559	170 373 973 \$	596 309 \$
L'Avenir	M	1 303	42 757 103 \$	76 963 \$
Laverlochère	P	827	23 710 162 \$	42 678 \$
Lawrenceville	VL	744	18 791 561 \$	33 825 \$
Le Bic	M	2 915	93 898 685 \$	169 018 \$
Le Domaine-du-Roy	TR	0	29 955 768 \$	53 920 \$
Le Fjord-du-Saguenay	TR	2	161 957 253 \$	291 523 \$
Le Haut-Saint-Maurice	TR	256	113 364 400 \$	204 056 \$
Lebel-sur-Quévillon	VL	3 337	185 714 220 \$	380 714 \$
Leclercville	M	616	22 066 439 \$	39 720 \$
Lefebvre	M	803	22 964 567 \$	41 336 \$
Lejeune	M	371	8 629 481 \$	15 533 \$
Lemieux	M	342	10 536 335 \$	18 965 \$
L'Épiphanie	P	2 877	98 280 540 \$	176 905 \$
L'Épiphanie	V	4 246	108 813 230 \$	273 121 \$
Les Basques	TR	0	191 597 \$	345 \$
Les Bergeronnes	M	752	23 039 800 \$	41 472 \$
Les Boules	M	414	9 710 094 \$	17 478 \$
Les Coteaux	M	3 159	92 933 323 \$	177 499 \$
Les Éboulements	M	1 064	53 494 708 \$	96 290 \$
Les Escoumins	M	2 147	59 855 480 \$	107 740 \$
Les Hauteurs	M	656	12 390 262 \$	22 302 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 : A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Les Méchins	M	1 234	32 069 810 \$	57 726 \$
Leslie-Clapham-et-Huddersfield	CU	957	52 181 732 \$	93 927 \$
L'Étang-du-Nord	M	3 047	84 067 445 \$	154 684 \$
L'Île-Cadieux	V	125	20 793 663 \$	37 429 \$
L'Île-d'Anticosti	M	281	25 775 268 \$	46 395 \$
L'Île-du-Havre-Aubert	M	2 516	60 029 397 \$	108 053 \$
Lingwick	CT	456	31 214 262 \$	56 186 \$
L'Isle-aux-Allumettes	M	1 448	86 843 224 \$	156 318 \$
L'Isle-aux-Coudres	M	1 352	59 018 485 \$	106 233 \$
L'Islet	M	3 885	123 499 214 \$	222 221 \$
L'Isle-Verte	M	1 485	49 663 422 \$	89 394 \$
Litchfield	CT	483	80 599 808 \$	145 080 \$
Lochaber	CT	509	20 027 629 \$	36 050 \$
Lochaber-Partie-Ouest	CT	475	27 826 920 \$	50 088 \$
Longue-Pointe-de-Mingan	M	530	10 137 697 \$	18 248 \$
Longue-Rive	M	1 423	20 262 340 \$	36 452 \$
Lorrainville	M	1 497	42 468 143 \$	76 443 \$
Lotbinière	M	935	37 595 154 \$	67 671 \$
Louiseville	V	8 057	268 383 098 \$	939 341 \$
Low	CT	815	57 591 629 \$	103 665 \$
Luceville	VL	1 385	35 916 146 \$	64 649 \$
Lyster	M	1 541	52 585 892 \$	94 655 \$
Lytton	CT	256	11 670 624 \$	21 007 \$
Macamic	P	511	11 366 389 \$	20 459 \$
Macamic	V	1 644	40 661 481 \$	73 191 \$
Maddington	CT	437	9 661 113 \$	17 390 \$
Malartic	V	4 035	102 660 558 \$	248 439 \$
Manicouagan	TR	55	31 962 186 \$	57 532 \$
Maniwaki	V	4 491	136 973 650 \$	353 392 \$
Manseau	M	947	27 357 238 \$	49 243 \$
Mansfield-et-Pontefract	CU	2 245	83 731 014 \$	150 716 \$
Maple Grove	V	2 625	85 439 031 \$	153 790 \$
Marchand	M	1 512	74 826 328 \$	134 687 \$
Maria	M	2 670	89 803 883 \$	161 647 \$
Maria-Chapelaine	TR	210	40 594 122 \$	73 069 \$
Maricourt	M	506	19 005 296 \$	34 210 \$
Marsoui	VL	420	6 202 955 \$	11 165 \$
Marston	CT	640	29 370 497 \$	52 867 \$
Martinville	M	478	16 770 648 \$	30 187 \$
Maskinongé	VL	1 069	28 399 250 \$	51 119 \$
Massueville	VL	597	15 347 203 \$	27 625 \$
Matagami	V	2 063	56 700 409 \$	102 061 \$
Matane	TR	0	1 470 400 \$	2 647 \$
Matapédia	P	699	29 506 821 \$	53 112 \$
Matawinie	TR	98	20 441 979 \$	36 796 \$
Mayo	M	397	29 478 870 \$	53 062 \$
McWatters	M	2 058	62 424 875 \$	112 365 \$
Mékinac	TR	1	20 402 961 \$	36 725 \$
Melbourne	CT	998	43 880 775 \$	78 985 \$
Messines	M	1 595	77 955 025 \$	140 319 \$
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	4 418	136 252 415 \$	351 531 \$
Métis-sur-Mer	VL	204	18 933 924 \$	34 081 \$
Milan	M	316	14 932 850 \$	26 879 \$
Mille-Isles	M	1 294	61 012 032 \$	109 822 \$
Moffet	M	244	6 275 000 \$	11 295 \$
Moisie	V	1 003	22 360 698 \$	40 249 \$
Montbeillard	M	801	23 313 376 \$	41 964 \$
Mont-Brun	M	552	11 245 857 \$	20 243 \$
Montcalm	M	486	40 826 200 \$	73 487 \$
Mont-Carmel	M	1 242	33 774 023 \$	60 793 \$
Montcerf	M	476	9 507 959 \$	17 114 \$
Montebello	VL	1 124	59 215 212 \$	106 587 \$
Mont-Laurier	V	8 090	289 380 330 \$	1 012 831 \$
Mont-Label	M	361	8 688 768 \$	15 640 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 : A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités
en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Montpellier	M	879	43 539 450 \$	78 371 \$
Mont-Saint-Grégoire	M	3 189	132 150 420 \$	242 722 \$
Mont-Saint-Michel	M	611	21 617 568 \$	38 912 \$
Mont-Saint-Pierre	VL	279	5 439 250 \$	9 791 \$
Mont-Tremblant	M	1 247	662 257 060 \$	1 192 063 \$
Mulgrave-et-Derry	CU	258	37 295 775 \$	67 132 \$
Murdochville	V	1 297	58 566 939 \$	105 420 \$
N.-D.-de-Bon-Secours-Pite-Nord	P	288	30 389 123 \$	54 700 \$
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	811	25 814 901 \$	46 467 \$
Namur	M	581	16 347 326 \$	29 425 \$
Nantes	M	1 489	42 839 650 \$	77 111 \$
Napierville	VL	3 054	105 164 050 \$	193 502 \$
Natashquan	CT	377	5 105 846 \$	9 191 \$
N.-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	837	27 436 173 \$	49 385 \$
Nédélec	CT	470	8 930 880 \$	16 076 \$
Neuville	V	3 590	136 477 158 \$	252 677 \$
New Carlisle	M	1 478	42 608 396 \$	76 695 \$
New Richmond	V	3 951	162 380 293 \$	386 465 \$
Newport	M	1 964	39 461 122 \$	71 030 \$
Newport	CT	719	44 438 656 \$	79 990 \$
Nicolet	V	8 242	296 024 666 \$	438 810 \$
Nicolet-sud	M	321	29 592 585 \$	53 267 \$
Norminingue	M	2 125	137 061 601 \$	246 711 \$
Norbertville	VL	257	7 118 472 \$	12 813 \$
Normandin	V	3 698	107 913 491 \$	181 309 \$
Normétal	M	1 079	13 882 475 \$	24 988 \$
North Hatley	VL	825	63 234 592 \$	113 822 \$
Northfield	M	526	75 188 059 \$	135 339 \$
Notre-Dame-de-Ham	M	364	9 648 792 \$	17 368 \$
Notre-Dame-de-la-Merci	M	820	77 755 840 \$	139 961 \$
Notre-Dame-de-la-Paix	P	690	27 396 429 \$	49 314 \$
Notre-Dame-de-Lorette	M	231	3 812 913 \$	6 863 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	P	715	21 041 139 \$	37 874 \$
Notre-Dame-de-Montauban	M	906	34 421 267 \$	61 958 \$
Notre-Dame-de-Pierreville	P	880	23 407 600 \$	42 134 \$
Notre-Dame-de-Pontmain	M	602	34 907 345 \$	62 833 \$
Notre-Dame-de-Portneuf	P	1 689	51 438 247 \$	92 589 \$
Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe	P	878	49 525 884 \$	89 147 \$
Notre-Dame-des-Bois	M	730	29 790 480 \$	53 623 \$
Notre-Dame-des-Monts	M	932	18 394 096 \$	33 109 \$
Notre-Dame-des-Neiges	M	1 352	51 391 522 \$	92 505 \$
Notre-Dame-des-Pins	P	1 027	33 991 497 \$	61 185 \$
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	39	5 559 684 \$	10 007 \$
Notre-Dame-de-Stanbridge	P	797	34 391 400 \$	61 905 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	971	39 819 308 \$	71 675 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	1 371	46 507 406 \$	83 713 \$
Notre-Dame-du-Lac	V	2 152	71 148 776 \$	128 068 \$
Notre-Dame-du-Laus	M	1 499	89 896 886 \$	161 814 \$
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	M	906	55 465 428 \$	99 838 \$
Notre-Dame-du-Nord	P	1 248	33 328 680 \$	59 992 \$
Notre-Dame-du-Portage	M	1 307	72 267 352 \$	130 081 \$
Notre-Dame-du-Rosaire	P	404	13 492 900 \$	24 287 \$
Nouvelle	M	2 075	53 465 084 \$	96 237 \$
Noyan	M	1 063	55 050 930 \$	99 092 \$
Ogden	M	752	73 427 869 \$	132 170 \$
Oka	M	4 250	187 538 351 \$	337 568 \$
Ornstown	M	3 832	137 599 269 \$	247 726 \$
Pabok	TR	0	365 328 \$	658 \$
Pabos	M	1 440	37 044 285 \$	66 680 \$
Pabos Mills	M	1 617	30 332 932 \$	54 599 \$
Packington	P	647	16 230 291 \$	29 215 \$
Padoue	M	289	5 886 406 \$	10 596 \$
Palmarolle	M	1 553	38 408 832 \$	69 136 \$
Papineau	TR	0	12 852 \$	23 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Papineauville	M	2 327	95 072 293 \$	171 130 \$
Parent	VL	407	9 297 356 \$	16 735 \$
Parisville	P	558	20 832 872 \$	37 499 \$
Paspébiac	M	3 532	93 450 763 \$	168 211 \$
Percé	V	3 771	96 040 372 \$	218 972 \$
Pérignonka	M	562	35 351 228 \$	63 632 \$
Petite-Rivière-Saint-François	M	712	40 538 867 \$	72 970 \$
Petite-Vallée	M	229	3 984 442 \$	7 172 \$
Petit-Matane	M	1 380	37 909 628 \$	68 237 \$
Petit-Saguenay	M	904	16 127 950 \$	29 030 \$
Pierreville	VL	998	26 079 961 \$	46 944 \$
Piopolis	M	328	27 192 900 \$	48 947 \$
Plaisance	M	1 014	30 919 150 \$	55 654 \$
Plessisville	P	2 636	88 738 852 \$	159 730 \$
Pohénégamook	V	3 230	88 591 380 \$	175 411 \$
Pointe-à-la-Croix	M	1 660	33 488 184 \$	60 279 \$
Pointe-au-Père	V	4 316	123 760 085 \$	314 351 \$
Pointe-aux-Outardes	VL	1 538	76 498 249 \$	137 697 \$
Pointe-des-Cascades	VL	956	31 375 555 \$	56 476 \$
Pointe-Fortune	VL	429	17 071 299 \$	30 728 \$
Pointe-Lebel	VL	2 066	66 687 296 \$	120 037 \$
Pontbriand	M	844	26 260 425 \$	47 269 \$
Pontiac	TR	0	6 964 920 \$	12 537 \$
Port-Rouge	V	7 136	218 510 074 \$	430 544 \$
Portage-du-Fort	VL	280	6 355 924 \$	11 441 \$
Port-Cartier	V	7067	410 320 999 \$	51 150 \$
Port-Daniel	M	1 670	30 785 475 \$	55 414 \$
Portneuf	V	1 429	57 718 919 \$	103 894 \$
Portneuf	TR	0	11 235 038 \$	20 223 \$
Potton	CT	1 765	205 280 250 \$	369 504 \$
Pouliaries	M	726	13 278 300 \$	23 901 \$
Preissac	M	686	54 818 975 \$	98 674 \$
Price	VL	1 851	34 646 905 \$	62 364 \$
Princeville	V	6 287	183 279 210 \$	384 480 \$
Racine	M	1 179	62 208 274 \$	111 975 \$
Ragueneau	P	1 599	38 269 689 \$	68 885 \$
Rapide-Danseau	M	258	5 950 583 \$	10 711 \$
Rapides-des-Joachims	M	178	6 057 271 \$	10 903 \$
Rawdon	M	9 152	346 140 808 \$	845 695 \$
Rémigny	M	339	8 853 571 \$	15 936 \$
Richelleu	M	4 965	190 653 956 \$	372 362 \$
Richmond	V	3 650	95 068 587 \$	51 113 \$
Rigaud	M	6 181	308 366 553 \$	507 763 \$
Rimouski-Est	VL	2 105	60 424 615 \$	108 764 \$
Ripon	M	1 347	55 243 969 \$	99 439 \$
Ristigouche-Parie-Sud-Est	CT	144	4 692 696 \$	8 447 \$
Rivière-à-Claude	M	184	3 886 470 \$	6 996 \$
Rivière-à-Pierre	M	725	33 530 605 \$	60 355 \$
Rivière-au-Tonnerre	M	453	9 107 378 \$	16 393 \$
Rivière-Beaudette	M	1 455	70 831 283 \$	127 496 \$
Rivière-Bleue	M	1 527	36 126 230 \$	65 027 \$
Rivière-Eternité	M	555	12 282 533 \$	22 109 \$
Rivière-Héva	M	1 065	30 438 592 \$	54 789 \$
Rivière-Ouelle	M	1 230	44 728 660 \$	80 512 \$
Rivière-Pentecôte	M	601	13 030 276 \$	23 454 \$
Rivière-Saint-Jean	M	315	4 069 862 \$	7 326 \$
Robertsonville	VL	1 731	51 826 443 \$	93 288 \$
Rochebaucourt	M	191	2 486 200 \$	4 475 \$
Rollet	M	406	8 393 240 \$	15 108 \$
Roquemaure	M	438	7 909 905 \$	14 238 \$
Rougemont	M	2 710	136 470 442 \$	245 647 \$
Rouyn-Noranda	TR	7	1 571 232 \$	2 828 \$
Roxton	CT	1 109	48 249 613 \$	86 849 \$
Roxton Falls	VL	1 335	39 345 925 \$	70 823 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 : A) Les factures des services de la Sûreté du Québec du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Roxton Pond	M	3 411	154 643 895 \$	296 641 \$
Sacré-Coeur	M	2 117	52 122 044 \$	93 820 \$
Sacré-Coeur-de-Isus	P	589	25 075 232 \$	45 135 \$
Sacré-Coeur-de-Marie-Pie-Sud	P	708	26 495 925 \$	47 693 \$
Saint-Adalbert	M	695	18 780 993 \$	33 806 \$
Saint-Adelme	P	547	11 505 480 \$	20 710 \$
Saint-Adelphe	P	1 011	36 332 425 \$	65 398 \$
Saint-Adrien	M	565	16 080 300 \$	28 945 \$
Saint-Adrien-d'Irlande	M	359	16 267 843 \$	29 282 \$
Saint-Agapit	M	3 016	92 054 150 \$	169 380 \$
Saint-Aimé	P	565	33 665 452 \$	60 598 \$
Saint-Aimé-des-Isles	M	958	36 906 388 \$	66 431 \$
Saint-Aimé-du-Lac-des-Isles	M	822	36 135 600 \$	65 044 \$
Saint-Alban	M	1 138	41 405 547 \$	74 530 \$
Saint-Albert	M	1 545	51 977 554 \$	93 560 \$
Saint-Alexandre	M	2 440	102 778 200 \$	185 001 \$
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	1 865	49 476 674 \$	89 058 \$
Saint-Alexis	P	361	5 630 092 \$	10 134 \$
Saint-Alexis	P	801	34 968 624 \$	62 944 \$
Saint-Alexis-de-Notre-Dame	P	533	17 316 273 \$	31 169 \$
Saint-Alexis-de-Notre-Dame	P	685	14 540 897 \$	26 174 \$
Saint-Alexis-de-Notre-Dame	P	2 861	114 550 781 \$	206 191 \$
Saint-Alfred	M	419	15 150 404 \$	27 271 \$
Saint-Alphonse	M	827	19 873 460 \$	35 772 \$
Saint-Alphonse	P	2 926	121 308 809 \$	218 356 \$
Saint-Alphonse-de-Notre-Dame	M	2 661	131 791 450 \$	237 225 \$
Saint-Ambroise	M	3 663	79 174 282 \$	176 559 \$
Saint-Anaclet-de-Notre-Dame	P	2 580	72 218 326 \$	129 993 \$
Saint-André	M	658	19 462 382 \$	35 032 \$
Saint-André-Ave	M	3 558	116 880 861 \$	230 574 \$
Saint-André-de-Notre-Dame	M	2 889	120 239 533 \$	216 431 \$
Saint-André-de-Notre-Dame	M	200	4 854 450 \$	8 738 \$
Saint-André-de-Notre-Dame	VL	560	12 671 208 \$	22 808 \$
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	P	2 617	157 325 750 \$	283 186 \$
Saint-Anicet	M	3 326	132 458 662 \$	246 740 \$
Saint-Anselme	P	169	13 131 936 \$	23 637 \$
Saint-Antoine/Ilis	P	4 936	196 162 251 \$	539 446 \$
Saint-Antoine-de-Notre-Dame	M	1 444	78 480 959 \$	141 266 \$
Saint-Antoine-de-Notre-Dame	M	1 550	74 851 518 \$	134 733 \$
Saint-Antoine-sur-Richelieu	P	3 426	100 356 285 \$	211 752 \$
Saint-Antoine	M	3 947	145 506 629 \$	346 306 \$
Saint-Apollinaire	P	1 139	34 684 182 \$	62 432 \$
Saint-Arsène	M	367	7 003 989 \$	12 607 \$
Saint-Athanase	M	1 420	60 627 000 \$	109 129 \$
Saint-Aubert	M	850	16 766 090 \$	30 179 \$
Saint-Augustin	P	486	9 653 853 \$	17 377 \$
Saint-Augustin	P	744	31 740 971 \$	57 134 \$
Saint-Augustin-de-Woburn	P	1 359	39 813 774 \$	71 665 \$
Saint-Barnabé	M	952	55 311 493 \$	99 561 \$
Saint-Barnabé-Sud	P	2 118	74 751 438 \$	134 553 \$
Saint-Barthélemy	M	2 655	98 229 020 \$	176 812 \$
Saint-Basile	M	877	24 409 112 \$	43 936 \$
Saint-Benjamin	M	1 598	61 532 600 \$	110 759 \$
Saint-Benoît-Labre	M	2 052	114 340 015 \$	205 812 \$
Saint-Bernard	P	1 560	94 337 180 \$	169 807 \$
Saint-Bernard-de-Lacolle	M	574	32 432 674 \$	58 379 \$
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	2 146	90 374 315 \$	162 674 \$
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	1 036	44 379 950 \$	79 884 \$
Saint-Bonaventure	M	2 375	63 946 365 \$	115 103 \$
Saint-Bruno	M	1 198	35 786 464 \$	64 416 \$
Saint-Bruno-de-Guigues	M	550	18 720 400 \$	33 697 \$
Saint-Bruno-de-Kamouraska	CT	459	18 289 460 \$	32 921 \$
Saint-Camille	P	936	28 494 068 \$	51 289 \$
Saint-Camille-de-Lellis	M	1 644	48 468 593 \$	87 243 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités
en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Saint-Célestin	M	686	29 402 615 \$	52 925 \$
Saint-Célestin	VL	776	21 198 098 \$	38 157 \$
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	2 238	87 860 938 \$	158 150 \$
Saint-Charles-de-Bourget	M	700	17 554 931 \$	31 599 \$
Saint-Charles-de-Drummond	M	5 727	180 916 060 \$	571 695 \$
Saint-Charles-de-Mandeville	M	1 908	82 475 026 \$	148 455 \$
Saint-Charles-Garnier	P	340	5 761 073 \$	10 370 \$
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	1 805	100 900 008 \$	181 620 \$
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	2 425	71 959 239 \$	129 527 \$
Saint-Chrysostome	M	2 633	89 716 949 \$	161 491 \$
Saint-Claude	M	1 043	38 694 817 \$	69 651 \$
Saint-Clément	P	560	10 435 289 \$	18 784 \$
Saint-Cléophas	P	412	7 407 360 \$	13 333 \$
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	308	8 957 387 \$	16 123 \$
Saint-Côme	P	1 977	103 855 205 \$	186 939 \$
Saint-Côme-Linière	M	3 249	96 044 486 \$	171 317 \$
Saint-Cuthbert	M	2 055	75 727 068 \$	136 309 \$
Saint-Cyprien	M	1 225	36 530 480 \$	65 755 \$
Saint-Cyprien	P	602	18 454 365 \$	33 218 \$
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	805	25 147 356 \$	45 265 \$
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	3 879	111 874 983 \$	260 669 \$
Saint-Damase	P	465	12 145 497 \$	21 862 \$
Saint-Damase	VL	1 113	69 859 029 \$	125 746 \$
Saint-Damase-de-L'Islet	M	1 323	56 764 475 \$	102 176 \$
Saint-Damien	M	640	19 186 752 \$	34 536 \$
Saint-Damien-de-Buckland	P	2 077	91 847 195 \$	165 325 \$
Saint-David	P	2 233	74 196 138 \$	133 553 \$
Saint-David-de-Falardeau	M	835	48 483 915 \$	87 271 \$
Saint-Denis	M	2 312	173 855 327 \$	312 940 \$
Saint-Denis-de-Brompton	P	477	21 222 981 \$	38 201 \$
Saint-Denis-de-Richelieu	M	2 458	126 608 056 \$	227 895 \$
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	2 177	115 112 900 \$	207 203 \$
Saint-Didace	P	630	36 071 894 \$	64 929 \$
Saint-Dominique	M	2 306	100 316 670 \$	180 570 \$
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	493	9 072 365 \$	16 330 \$
Saint-Donat	P	813	27 137 136 \$	48 847 \$
Sainte-Agathe	M	1 193	46 978 200 \$	84 561 \$
Sainte-Agathe-Nord	M	1 564	117 188 200 \$	210 939 \$
Sainte-Angèle-de-Méridi	M	1 129	24 888 853 \$	44 800 \$
Sainte-Angèle-de-Monnoir	P	1 548	57 165 745 \$	102 898 \$
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	616	19 412 334 \$	34 942 \$
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	3 042	108 412 749 \$	199 479 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	2 156	68 954 680 \$	124 118 \$
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	1 923	58 066 152 \$	104 519 \$
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	636	24 892 816 \$	44 807 \$
Sainte-Anne-de-Portneuf	M	960	16 011 722 \$	28 821 \$
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	1 992	78 686 190 \$	141 635 \$
Sainte-Anne-de-Sorel	P	2 772	96 957 177 \$	174 523 \$
Sainte-Anne-du-Lac	M	610	24 494 391 \$	44 090 \$
Sainte-Anne-du-Lac	VL	73	22 503 955 \$	40 507 \$
Sainte-Anne-du-Sault	M	1 397	37 698 515 \$	67 857 \$
Sainte-Apolline-de-Patton	P	668	17 809 980 \$	32 058 \$
Sainte-Auréli	M	897	28 974 200 \$	52 154 \$
Sainte-Barbe	P	1 306	75 077 400 \$	135 139 \$
Sainte-Béatrix	M	1 653	72 563 980 \$	130 615 \$
Sainte-Blandine	P	2 164	52 770 288 \$	94 987 \$
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	1 250	73 211 112 \$	131 780 \$
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	700	30 417 147 \$	54 751 \$
Sainte-Cécile-de-Lévard	P	438	12 836 326 \$	23 105 \$
Sainte-Cécile-de-Milton	CT	2 035	76 484 220 \$	137 672 \$
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	828	34 381 095 \$	61 886 \$
Sainte-Christine	P	824	32 719 480 \$	58 895 \$
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	359	24 964 000 \$	44 935 \$
Sainte-Claire	M	3 200	124 612 045 \$	238 009 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Sainte-Clothilde-de-Beauce	M	592	23 521 725 \$	42 339 \$
Sainte-Clothilde-de-Châteauguay	P	1 603	74 701 200 \$	134 462 \$
Sainte-Clothilde-de-Horton	M	1 487	47 050 183 \$	84 495 \$
Sainte-Croix	P	838	38 905 693 \$	70 030 \$
Sainte-Croix	VL	1 655	60 347 841 \$	108 626 \$
Saint-Edmond	M	562	9 731 248 \$	17 516 \$
Saint-Edmond-de-Grantham	P	598	23 698 788 \$	42 658 \$
Saint-Édouard	P	1 286	57 674 650 \$	103 814 \$
Saint-Édouard-de-Fabre	P	744	23 134 939 \$	41 643 \$
Saint-Édouard-de-Lothbinière	P	1 328	46 363 250 \$	83 454 \$
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	712	21 932 075 \$	39 478 \$
Sainte-Édwidge-de-Clifton	CT	558	27 561 240 \$	49 610 \$
Sainte-Élisabeth	P	1 482	66 599 525 \$	119 879 \$
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	P	478	17 730 700 \$	31 915 \$
Sainte-Émérie-de-l'Énergie	M	1 611	62 592 020 \$	112 666 \$
Sainte-Eulalie	M	953	32 374 928 \$	58 275 \$
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	352	8 442 896 \$	15 197 \$
Sainte-Famille	P	893	53 871 636 \$	96 969 \$
Sainte-Félicité	M	1 327	27 357 390 \$	49 243 \$
Sainte-Félicité	M	460	9 601 085 \$	17 282 \$
Sainte-Flavie	P	962	28 718 035 \$	51 692 \$
Sainte-Florence	M	511	11 059 988 \$	19 908 \$
Sainte-Françoise	M	494	16 888 667 \$	30 400 \$
Sainte-Françoise	P	442	9 597 134 \$	17 275 \$
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	1 023	38 626 853 \$	69 528 \$
Sainte-Geneviève-de-Berthier	P	2 545	96 833 826 \$	174 301 \$
Sainte-Germaine-Boulé	M	1 110	20 510 557 \$	36 919 \$
Sainte-Georgette-Manneville	M	839	13 466 684 \$	24 240 \$
Sainte-Hedwidge	M	861	20 404 041 \$	36 727 \$
Sainte-Hélène	P	931	23 903 660 \$	43 027 \$
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	1 522	78 344 300 \$	141 020 \$
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	421	7 344 402 \$	13 220 \$
Sainte-Hénédine	P	1 160	47 810 419 \$	86 059 \$
Sainte-Ilène	P	350	10 458 422 \$	18 825 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	352	9 128 228 \$	16 431 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	1 130	25 194 715 \$	45 350 \$
Sainte-Justine	M	1 946	61 169 097 \$	110 104 \$
Sainte-Justine-de-Newton	P	851	60 582 580 \$	109 049 \$
Saint-Éloi	P	322	11 320 320 \$	20 377 \$
Sainte-Louise	P	824	20 788 855 \$	37 420 \$
Saint-Elphège	P	313	18 109 278 \$	32 597 \$
Sainte-Luce	P	1 495	62 159 650 \$	111 887 \$
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	372	8 087 520 \$	14 558 \$
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	1 046	56 542 266 \$	101 776 \$
Saint-Elzéar	M	523	12 626 006 \$	22 727 \$
Saint-Elzéar	M	363	6 169 982 \$	11 106 \$
Saint-Elzéar	M	1 670	77 338 821 \$	139 210 \$
Sainte-Madeleine	VL	2 078	62 845 497 \$	113 122 \$
Sainte-Marceline-de-Kildare	M	1 325	57 860 687 \$	104 149 \$
Sainte-Marguerite	M	238	4 889 600 \$	8 801 \$
Sainte-Marguerite	P	971	50 741 548 \$	91 335 \$
Sainte-Marguerite/Lac-Masson	P	2 455	153 324 845 \$	275 985 \$
Sainte-Marie-de-Blandford	M	501	18 151 505 \$	32 673 \$
Sainte-Marie-Madeleine	P	2 357	114 222 700 \$	205 601 \$
Sainte-Marie-Salomé	P	1 229	37 445 603 \$	67 402 \$
Sainte-Marthe	M	1 125	71 374 992 \$	128 475 \$
Sainte-Martine	M	3 791	169 736 625 \$	305 524 \$
Saint-Émile-de-Suffolk	M	495	20 876 296 \$	37 577 \$
Sainte-Monique	M	606	31 864 375 \$	57 325 \$
Sainte-Odile-sur-Rimouski	M	983	33 215 384 \$	59 788 \$
Sainte-Paule	P	1 422	45 211 783 \$	81 381 \$
Sainte-Perpétue	M	228	8 811 560 \$	15 861 \$
Sainte-Perpétue	M	2 041	46 156 854 \$	83 082 \$
Sainte-Perpétue	P	1 006	52 494 599 \$	94 490 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Sainte-Pétronille	VL	1 106	66 553 446 \$	119 796 \$
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	2 654	85 046 953 \$	153 085 \$
Saint-Épiphanie	M	894	20 524 913 \$	36 945 \$
Sainte-Praxède	P	350	25 741 436 \$	46 335 \$
Sainte-Rita	M	383	9 937 368 \$	17 887 \$
Sainte-Rosalie	P	1 583	87 910 600 \$	158 239 \$
Sainte-Rosalie	VL	4 184	139 901 300 \$	345 556 \$
Sainte-Rose-de-Watford	M	777	21 404 838 \$	38 529 \$
Sainte-Rose-du-Nord	P	430	13 458 712 \$	24 226 \$
Sainte-Sabine	P	411	10 574 700 \$	19 034 \$
Sainte-Sabine	P	1 064	48 693 211 \$	87 648 \$
Sainte-Séraphine	P	427	19 922 700 \$	35 861 \$
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	828	25 678 896 \$	46 222 \$
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	644	22 535 524 \$	40 564 \$
Saint-Esprit	M	1 933	88 098 021 \$	158 576 \$
Sainte-Thècle	M	2 558	78 703 715 \$	141 667 \$
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	1 257	24 565 065 \$	44 217 \$
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	443	31 054 788 \$	55 899 \$
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	819	46 463 784 \$	83 635 \$
Saint-Étienne-de-Beaumont	M	2 139	97 425 052 \$	175 365 \$
Saint-Étienne-des-Grès	P	423	36 070 534 \$	64 927 \$
Saint-Eugène	M	3 784	106 331 929 \$	242 437 \$
Saint-Eugène-d'Argenteau	M	1 026	46 608 110 \$	83 895 \$
Saint-Eugène-de-Guigues	M	645	10 489 582 \$	18 881 \$
Saint-Eugène-de-Ladrière	M	436	14 042 813 \$	25 277 \$
Sainte-Ursule	P	466	17 421 872 \$	31 359 \$
Saint-Eusèbe	P	1 514	46 123 700 \$	83 023 \$
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	668	14 300 108 \$	25 740 \$
Sainte-Véronique	VL	654	25 742 115 \$	46 336 \$
Sainte-Victoire-de-Sorel	P	1 073	45 683 847 \$	82 231 \$
Saint-Fabien	P	2 360	85 586 967 \$	154 057 \$
Saint-Fabien-de-Panet	P	1 892	51 710 794 \$	93 079 \$
Saint-Fauslin-Lac-Carré	M	1 004	25 626 760 \$	46 128 \$
Saint-Félix-de-Dalquier	M	2 955	171 108 265 \$	307 973 \$
Saint-Félix-de-Valois	M	978	21 823 464 \$	39 282 \$
Saint-Félix-d'Otis	M	5 668	210 243 666 \$	458 322 \$
Saint-Ferdinand	M	815	30 878 756 \$	55 582 \$
Saint-Ferréol-Les-Neiges	M	2 660	103 109 597 \$	185 597 \$
Saint-Flavien	M	2 490	173 352 750 \$	312 035 \$
Saint-Fortunat	M	1 479	49 860 673 \$	89 749 \$
Saint-François	P	305	12 488 300 \$	22 479 \$
Saint-François du Lac	M	521	35 782 421 \$	64 408 \$
Saint-François/Rivière-du-Sud	M	2 050	63 770 652 \$	114 787 \$
Saint-François-d'Assise	M	1 596	61 684 639 \$	111 032 \$
Saint-François-de-Pabos	P	886	15 670 877 \$	28 208 \$
Saint-François-de-Sales	M	687	8 002 566 \$	14 405 \$
Saint-François-Xavier-Brompton	M	726	16 063 475 \$	28 914 \$
Saint-François-Xavier-de-Viger	P	2 257	63 006 871 \$	113 412 \$
Saint-Frédéric	M	291	7 153 272 \$	12 876 \$
Saint-Fulgence	P	1 036	32 753 110 \$	58 956 \$
Saint-Gabriel	M	2 031	57 827 343 \$	104 089 \$
Saint-Gabriel	M	1 215	27 640 929 \$	49 754 \$
Saint-Gabriel-de-Brandon	V	3 003	84 234 045 \$	154 991 \$
Saint-Gabriel-Lalemant	P	2 733	112 288 425 \$	202 119 \$
Saint-Gédéon	M	857	15 621 559 \$	28 119 \$
Saint-Gédéon	M	1 936	68 056 214 \$	122 501 \$
Saint-Gédéon-de-Beauce	P	574	23 220 800 \$	41 797 \$
Saint-Georges-de-Cacouna	M	1 755	46 260 891 \$	83 270 \$
Saint-Georges-de-Cacouna	P	705	39 003 063 \$	70 206 \$
Saint-Georges-de-Clarenceville	VL	1 123	36 528 139 \$	65 751 \$
Saint-Georges-de-Windsor	M	1 029	62 188 175 \$	111 939 \$
Saint-Georges-Est	M	988	32 670 874 \$	58 808 \$
Saint-Gérard-Majella	P	3 534	121 431 345 \$	263 506 \$
	P	272	16 463 811 \$	29 635 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Saint-Germain	P	292	8 901 744 \$	16 023 \$
Saint-Germain-de-Grantham	M	3 709	138 357 433 \$	240 951 \$
Saint-Gervais	M	1 974	69 794 130 \$	125 629 \$
Saint-Gilbert	P	315	9 655 095 \$	17 379 \$
Saint-Gilles	P	1 828	64 401 455 \$	115 923 \$
Saint-Godetroi	CT	466	9 384 055 \$	16 891 \$
Saint-Guillaume	M	1 635	65 486 734 \$	117 876 \$
Saint-Guy	M	126	4 073 174 \$	7 332 \$
Saint-Henri-de-Tailion	M	743	31 741 678 \$	57 135 \$
Saint-Herménégilde	M	615	38 077 088 \$	68 539 \$
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	116	14 270 716 \$	25 687 \$
Saint-Hilarion	P	1 216	33 279 172 \$	59 903 \$
Saint-Honoré	M	3 889	101 707 898 \$	236 979 \$
Saint-Honoré-de-Shenley	M	1 683	57 920 859 \$	104 258 \$
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	814	19 318 765 \$	34 774 \$
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	1 316	44 106 450 \$	79 392 \$
Saint-Hugues	M	1 295	74 523 127 \$	134 142 \$
Saint-Hyacinthe-le-Confesseur	P	1 173	49 593 684 \$	89 269 \$
Saint-Ignace-de-Loyola	P	1 984	60 092 800 \$	108 167 \$
Saint-Ignace-de-Stanbridge	P	688	42 268 226 \$	76 083 \$
Saint-Irénée	P	599	42 932 495 \$	77 278 \$
Saint-Isidore	M	2 608	101 650 070 \$	182 860 \$
Saint-Isidore-de-Clifton	P	2 377	100 171 396 \$	180 309 \$
Saint-Jacques	M	845	35 617 374 \$	64 111 \$
Saint-Jacques-de-Clifton	M	3 810	134 104 970 \$	241 388 \$
Saint-Jacques/Moilestown	P	187	8 143 530 \$	14 658 \$
Saint-Jacques-de-Leeds	M	775	29 318 105 \$	52 773 \$
Saint-Jacques-le-Mineur	P	1 594	69 553 341 \$	125 196 \$
Saint-Janvier-de-Joly	M	944	27 301 379 \$	49 142 \$
Saint-Jean	P	851	77 501 874 \$	139 503 \$
Saint-Jean-Baptiste	M	725	18 780 248 \$	33 804 \$
Saint-Jean-Baptiste	P	2 978	134 028 708 \$	241 252 \$
Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet	P	3 350	127 733 602 \$	261 854 \$
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	397	17 717 729 \$	31 892 \$
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	228	2 965 620 \$	5 338 \$
Saint-Jean-de-Dieu	M	1 817	36 662 202 \$	65 992 \$
Saint-Jean-de-la-Lande	M	300	8 576 339 \$	15 437 \$
Saint-Jean-de-la-Lande	P	823	22 993 868 \$	41 389 \$
Saint-Jean-de-Matha	M	3 849	166 204 523 \$	387 257 \$
Saint-Jean-Port-Joli	M	3 397	128 264 253 \$	262 942 \$
Saint-Jérôme-de-Matane	P	1 113	37 054 640 \$	66 698 \$
Saint-Joachim	P	1 533	49 935 755 \$	89 884 \$
Saint-Joachim-de-Courval	P	724	22 645 040 \$	40 761 \$
Saint-Joachim-de-Shefford	P	1 165	54 337 975 \$	97 808 \$
Saint-Joseph-de-Beauce	V	4 461	143 548 679 \$	276 889 \$
Saint-Joseph-de-Cléricky	M	502	17 376 469 \$	31 278 \$
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	1 750	84 952 000 \$	152 914 \$
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	P	243	15 354 951 \$	27 639 \$
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	380	13 293 887 \$	23 929 \$
Saint-Joseph-de-la-Rive	VL	190	15 894 495 \$	28 610 \$
Saint-Joseph-de-Lepage	P	544	16 132 670 \$	29 039 \$
Saint-Joseph-de-Maskinongé	M	1 168	46 041 400 \$	82 875 \$
Saint-Joseph-des-Érables	P	462	16 927 226 \$	30 469 \$
Saint-Jovite	M	1 838	132 872 772 \$	239 171 \$
Saint-Jude	M	1 111	53 122 519 \$	95 621 \$
Saint-Jules	P	550	17 948 540 \$	32 307 \$
Saint-Julien	P	411	13 407 984 \$	24 134 \$
Saint-Just-de-Bretenières	M	836	23 836 362 \$	42 905 \$
Saint-Juste-du-Lac	M	677	14 872 186 \$	26 770 \$
Saint-Justin	P	1 148	42 900 684 \$	77 180 \$
Saint-Lambert	P	260	2 674 188 \$	4 814 \$
Saint-Laurent	M	1 628	101 480 908 \$	182 666 \$
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	1 221	35 792 807 \$	64 427 \$
Saint-Léandre	P	391	10 458 826 \$	18 826 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 : A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Saint-Léonard-d'Aston	M	2 300	77 737 808 \$	139 928 \$
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	1 022	46 170 891 \$	83 108 \$
Saint-Léon-de-Standon	P	1 192	38 148 702 \$	68 668 \$
Saint-Léon-le-Grand	P	1 146	23 750 220 \$	42 750 \$
Saint-Léon-le-Grand	P	993	37 534 400 \$	67 562 \$
Saint-Liboire	M	2 783	115 924 960 \$	208 665 \$
Saint-Liguori	P	1 907	68 193 463 \$	122 748 \$
Saint-Louis	P	709	33 320 122 \$	59 976 \$
Saint-Louis-de-Blandford	P	961	24 564 500 \$	44 216 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	M	479	14 938 364 \$	26 889 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	P	1 402	70 019 252 \$	126 035 \$
Saint-Louis-du-Hal Hal	P	1 465	31 181 334 \$	56 126 \$
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	538	15 224 121 \$	27 403 \$
Saint-Luc-de-Matane	M	865	23 147 996 \$	41 666 \$
Saint-Luc-de-Vincennes	M	627	17 610 057 \$	31 698 \$
Saint-Lucien	P	1 248	43 895 218 \$	79 011 \$
Saint-Ludger	M	1 217	43 029 853 \$	77 454 \$
Saint-Ludger-de-Milot	M	777	16 566 750 \$	29 820 \$
Saint-Magloire	M	754	23 943 610 \$	43 098 \$
Saint-Majorique-de-Grantham	P	872	31 616 151 \$	56 909 \$
Saint-Malachie	P	1 367	53 370 544 \$	96 067 \$
Saint-Malo	M	531	29 401 925 \$	52 923 \$
Saint-Marc-de-Figuery	P	621	17 273 904 \$	31 093 \$
Saint-Marc-des-Carrières	VL	2 938	101 401 369 \$	182 522 \$
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	462	13 113 600 \$	23 604 \$
Saint-Marcel	M	568	14 807 206 \$	26 663 \$
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	627	26 606 550 \$	47 892 \$
Saint-Marcellin	P	321	12 658 190 \$	22 785 \$
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	1 996	100 419 050 \$	180 754 \$
Saint-Martin	P	2 682	74 951 637 \$	134 913 \$
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	4 298	157 754 713 \$	395 964 \$
Saint-Mathieu	M	1 945	71 791 527 \$	129 225 \$
Saint-Mathieu-de-Beloeil	M	2 255	136 528 770 \$	245 752 \$
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	547	24 010 250 \$	43 218 \$
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	728	20 479 253 \$	36 863 \$
Saint-Maurice	P	2 326	70 892 351 \$	127 606 \$
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	1 379	24 334 953 \$	43 803 \$
Saint-Médard	M	291	4 637 266 \$	8 347 \$
Saint-Méthode-de-Frontenac	M	1 620	74 045 291 \$	133 282 \$
Saint-Michel	P	2 679	108 405 495 \$	195 130 \$
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	1 685	77 029 988 \$	138 654 \$
Saint-Michel-des-Saints	M	2 565	131 802 398 \$	237 244 \$
Saint-Michel-du-Squatec	P	1 356	31 788 990 \$	57 220 \$
Saint-Michel-d'Yamaska	P	1 034	40 965 953 \$	73 739 \$
Saint-Modeste	P	912	30 597 559 \$	55 076 \$
Saint-Moise	P	620	14 811 212 \$	26 660 \$
Saint-Narcisse	P	1 874	53 292 566 \$	95 927 \$
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	1 101	61 262 432 \$	110 272 \$
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	1 024	28 325 935 \$	50 987 \$
Saint-Nazaire	M	2 045	42 064 576 \$	75 716 \$
Saint-Nazaire-d'Acton	P	915	40 299 429 \$	72 539 \$
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	415	11 900 328 \$	21 421 \$
Saint-Nérée	P	790	24 861 315 \$	44 750 \$
Saint-Noël	VL	474	8 823 870 \$	15 883 \$
Saint-Norbert	P	1 132	41 674 344 \$	75 014 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	883	37 149 719 \$	66 862 \$
Saint-Octave-de-Métis	P	522	11 284 866 \$	20 313 \$
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	1 479	49 135 853 \$	88 445 \$
Saint-Omer	M	400	8 593 725 \$	15 469 \$
Saint-Onésime-d'Ixworth	P	665	15 250 175 \$	27 450 \$
Saint-Ours	V	1 649	74 979 704 \$	134 963 \$
Saint-Pacôme	M	1 759	40 019 053 \$	72 034 \$
Saint-Pamphile	V	2 936	80 191 465 \$	144 345 \$
Saint-Pascal	M	3 614	119 625 572 \$	215 173 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	1 096	51 327 624 \$	92 390 \$
Saint-Patrice-de-Sherrington	P	2 010	99 219 193 \$	178 595 \$
Saint-Paul-d'Abbotsford	P	2 869	133 299 799 \$	239 940 \$
Saint-Paul-de-la-Croix	P	370	7 690 656 \$	13 843 \$
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	P	1 954	90 381 532 \$	162 687 \$
Saint-Paul-de-Montminy	M	868	29 687 508 \$	53 438 \$
Saint-Paulin	M	1 579	54 995 200 \$	98 991 \$
Saint-Philémon	P	867	30 253 557 \$	54 456 \$
Saint-Philibert	M	385	11 369 500 \$	20 465 \$
Saint-Philippe	M	3 881	138 107 945 \$	321 792 \$
Saint-Philippe-de-Néri	P	957	22 633 646 \$	40 741 \$
Saint-Pie	P	2 534	139 780 822 \$	251 605 \$
Saint-Pie	V	2 378	81 097 275 \$	145 975 \$
Saint-Pie-de-Guire	P	445	23 270 396 \$	41 887 \$
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	833	32 181 853 \$	57 927 \$
Saint-Pierre-Baptiste	P	482	24 399 232 \$	43 919 \$
Saint-Pierre-de-Broughton	M	865	34 403 723 \$	61 927 \$
Saint-Pierre-de-Lamy	M	160	5 124 199 \$	9 224 \$
Saint-Pierre-de-L'Île-d'Orléan	M	2 064	85 246 600 \$	153 444 \$
Saint-Pierre-les-Bequets	M	1 310	45 375 209 \$	81 675 \$
Saint-Placide	M	1 587	69 839 700 \$	125 660 \$
Saint-Polycarpe	M	1 672	79 908 498 \$	143 835 \$
Saint-Prime	M	2 726	78 929 964 \$	142 074 \$
Saint-Prosper	M	3 863	89 100 887 \$	207 605 \$
Saint-Prosper	P	508	25 371 252 \$	45 668 \$
Saint-Raphaël	M	2 197	71 596 666 \$	128 874 \$
Saint-Raymond	V	9 013	310 325 649 \$	625 519 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	P	480	20 013 352 \$	36 024 \$
Saint-René	P	589	13 678 897 \$	24 622 \$
Saint-René-de-Matane	M	1 006	20 149 525 \$	36 269 \$
Saint-Robert	P	1 846	60 499 925 \$	108 900 \$
Saint-Robert-Bellarmin	M	773	21 009 010 \$	37 816 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	P	4 554	173 165 344 \$	453 693 \$
Saint-Roch-de-Mékinac	P	303	20 610 909 \$	37 100 \$
Saint-Roch-de-Richelieu	M	1 836	61 500 591 \$	110 701 \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	986	41 372 426 \$	74 470 \$
Saint-Roch-Ouest	M	323	22 935 116 \$	41 283 \$
Saint-Romain	M	669	37 562 955 \$	67 613 \$
Saint-Rosaire	P	744	28 888 379 \$	51 999 \$
Saint-Samuel	P	712	20 082 871 \$	36 149 \$
Saints-Anges	P	953	40 271 547 \$	72 489 \$
Saint-Sauveur	P	4 713	414 949 003 \$	1 112 063 \$
Saint-Sébastien	M	837	35 604 069 \$	64 087 \$
Saint-Sébastien	P	699	47 346 148 \$	85 223 \$
Saint-Sévère	P	342	13 651 723 \$	24 573 \$
Saint-Séverin	P	281	11 293 140 \$	20 328 \$
Saint-Siméon	P	932	32 945 250 \$	59 301 \$
Saint-Siméon	P	1 222	27 443 375 \$	49 398 \$
Saint-Siméon	P	462	17 781 510 \$	32 007 \$
Saint-Simon	VL	993	27 175 819 \$	48 916 \$
Saint-Simon	P	494	14 584 577 \$	26 252 \$
Saint-Simon	P	1 156	69 732 759 \$	125 519 \$
Saint-Simon-les-Mines	M	407	15 283 385 \$	27 510 \$
Saint-Sixte	M	455	15 223 124 \$	27 402 \$
Saints-Martyrs-Canadiens	P	209	29 789 793 \$	53 622 \$
Saint-Stanislas	M	1 114	37 196 600 \$	66 954 \$
Saint-Stanislas	M	277	7 131 652 \$	12 837 \$
Saint-Stanislas-de-Kostka	P	1 642	78 084 624 \$	140 552 \$
Saint-Sulpice	P	3 495	145 076 852 \$	306 112 \$
Saint-Sylvestre	M	914	32 652 018 \$	58 774 \$
Saint-Sylvestre	M	962	48 520 706 \$	87 337 \$
Saint-Télesphore	P	762	52 275 951 \$	94 097 \$
Saint-Tharcisius	P	529	8 459 091 \$	15 226 \$
Saint-Théodore-d'Acton	P	1 629	56 308 975 \$	101 356 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ETUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 : A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Saint-Théophile	M	823	37 611 509 \$	67 701 \$
Saint-Thomas-d'Aquin	P	4 171	181 596 808 \$	448 544 \$
Saint-Thomas-de-Pierreville	P	599	26 569 125 \$	47 824 \$
Saint-Thomas-Didyme	M	820	23 227 542 \$	41 810 \$
Saint-Thuribe	P	373	10 892 500 \$	19 607 \$
Saint-Tite	V	4 000	132 726 216 \$	238 907 \$
Saint-Tite-des-Caps	M	1 562	52 879 999 \$	95 184 \$
Saint-Ubalde	M	1 500	67 039 897 \$	120 672 \$
Saint-Ulric	M	1 606	43 971 625 \$	79 149 \$
Saint-Urbain	P	1 472	47 100 234 \$	84 780 \$
Saint-Urbain-Premier	M	1 213	62 901 925 \$	113 223 \$
Saint-Valentin	P	482	26 960 900 \$	48 530 \$
Saint-Valère	M	1 373	44 343 707 \$	79 819 \$
Saint-Valérien	P	850	24 974 576 \$	44 954 \$
Saint-Valérien-de-Milton	CT	1 756	92 028 025 \$	165 650 \$
Saint-Vallier	M	1 059	42 796 320 \$	77 033 \$
Saint-Venant-de-Paquette	M	109	5 997 456 \$	10 795 \$
Saint-Vianney	M	567	9 831 975 \$	17 698 \$
Saint-Victor	M	2 485	91 278 915 \$	164 302 \$
Saint-Wenceslas	M	1 113	46 137 925 \$	83 023 \$
Saint-Zacharie	M	2 134	59 954 950 \$	107 919 \$
Saint-Zénon	P	1 254	63 645 554 \$	114 562 \$
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	446	9 719 496 \$	17 495 \$
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	814	41 474 554 \$	74 654 \$
Saint-Zotique	VL	4 155	162 202 975 \$	400 641 \$
Sawyerville	VL	863	18 479 116 \$	33 262 \$
Sayabec	M	1 951	59 922 437 \$	107 860 \$
Schefferville	V	299	1 832 174 \$	3 298 \$
Scotstown	V	706	12 865 059 \$	23 157 \$
Scott	M	1 650	58 629 835 \$	105 485 \$
Senneterre	P	1 157	30 000 688 \$	54 001 \$
Senneterre	V	3 516	98 745 827 \$	214 278 \$
Sept-Îles	V	25 172	1 198 377 261 \$	149 387 \$
Sept-Rivières	TR	96	6 051 400 \$	10 893 \$
Shawville	VL	1 582	75 549 424 \$	135 989 \$
Sheen-Esher-Aberdeen-et-Malako	CU	133	20 852 558 \$	37 535 \$
Shefford	CT	5 139	218 092 436 \$	621 563 \$
Shigawake	M	360	6 171 238 \$	11 108 \$
Shipshaw	M	2 938	84 793 057 \$	152 628 \$
Stanbridge East	M	900	34 934 264 \$	62 882 \$
Stanbridge Station	M	376	18 161 166 \$	32 690 \$
Stanstead	V	3 188	83 905 360 \$	135 700 \$
Stanstead	CT	974	158 873 852 \$	285 973 \$
Stanstead-Est	M	626	39 695 872 \$	71 453 \$
St-Armand	VL	1 319	77 820 378 \$	140 077 \$
St-Cyprien-de-Napierville	P	1 327	80 923 200 \$	145 662 \$
Ste-Anne-des-Monts -- Tourelle	M	7 097	183 852 704 \$	533 069 \$
Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin	P	1 543	62 506 889 \$	112 512 \$
Ste-Germaine-l'Anse-aux-Gascon	P	1 254	23 134 573 \$	41 642 \$
Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	458	10 410 630 \$	18 739 \$
St-Lambert-de-Lauzon	P	4 814	153 148 086 \$	416 563 \$
Stoke	M	2 492	91 075 615 \$	163 936 \$
Stornoway	M	590	27 144 290 \$	48 860 \$
St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	M	605	34 173 672 \$	61 513 \$
Stratford	CT	796	73 702 982 \$	132 665 \$
Stukely	M	498	70 089 810 \$	126 162 \$
Stukely-Sud	VL	897	35 312 882 \$	63 563 \$
Sullivan	M	3 675	110 484 906 \$	246 381 \$
Sutton	V	1 756	70 076 790 \$	126 138 \$
Sutton	CT	1 833	246 341 672 \$	443 415 \$
Tadoussac	VL	922	44 864 532 \$	80 756 \$
Taschereau	M	505	5 926 226 \$	10 667 \$
Taschereau	VL	607	9 845 475 \$	17 722 \$
Témiscaming	V	3 167	168 562 612 \$	321 955 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 : A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités
en 2001 ventilées par catégories d'intervention

Municipalité	Des	Pop 2001	RFU 1999	Facture 2001
Témiscamingue	TR	92	26 832 496 \$	48 298 \$
Thetford-Partie-Sud	CT	3 052	99 908 942 \$	183 832 \$
Thorne	CT	397	40 789 224 \$	73 421 \$
Thurso	V	2 514	142 626 333 \$	256 727 \$
Tingwick	P	1 342	54 974 100 \$	98 953 \$
Tourville	M	770	14 118 038 \$	25 412 \$
Trécesson	CT	1 131	35 706 692 \$	64 272 \$
Tremblay	CT	3 903	87 670 745 \$	208 656 \$
Très-Saint-Rédempteur	P	634	25 435 437 \$	45 784 \$
Très-Saint-Sacrement	P	1 328	68 335 800 \$	123 004 \$
Tring-Jonction	VL	1 435	38 052 885 \$	68 495 \$
Trois-Pistoles	V	3 811	99 684 098 \$	232 264 \$
Ulverton	M	287	15 374 500 \$	27 674 \$
Upton	M	2 084	74 850 225 \$	134 730 \$
Val-Alain	M	951	25 531 891 \$	45 957 \$
Val-Barrette	VL	594	17 460 901 \$	31 430 \$
Val-Brillant	M	1 023	26 438 931 \$	47 590 \$
Valcourt	CT	972	46 638 378 \$	83 949 \$
Valcourt	V	2 411	99 806 088 \$	146 182 \$
Val-David	VL	3 791	195 844 050 \$	446 524 \$
Val-des-Bois	M	723	45 982 836 \$	82 769 \$
Val-des-Lacs	M	770	54 406 700 \$	97 932 \$
Val-Joli	M	1 618	61 754 500 \$	111 158 \$
Vallée-de-l'Or	TR	375	7 396 839 \$	13 314 \$
Vallée-Jonction	M	1 923	61 194 991 \$	110 151 \$
Val-Morin	M	2 286	147 627 018 \$	265 729 \$
Val-Racine	P	118	8 192 793 \$	14 747 \$
Val-Saint-Gilles	M	168	2 445 311 \$	4 402 \$
Val-Senneville	M	2 673	78 867 636 \$	141 962 \$
Vassan	M	1 052	24 233 066 \$	43 620 \$
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	960	47 336 949 \$	85 207 \$
Venise-en-Québec	M	1 187	76 111 301 \$	137 000 \$
Ville-Marie	V	2 947	110 980 785 \$	199 765 \$
Villeroi	M	547	17 830 757 \$	32 095 \$
Waltham	M	474	19 783 782 \$	35 611 \$
Warden	VL	370	8 918 520 \$	16 053 \$
Warwick	M	5 017	190 964 764 \$	343 491 \$
Waterloo	V	4 300	128 169 306 \$	321 705 \$
Weedon	M	2 774	100 199 235 \$	180 359 \$
Wentworth	CT	403	72 058 848 \$	129 706 \$
Wentworth-Nord	M	1 103	129 609 542 \$	233 297 \$
Westbury	CT	967	35 748 651 \$	32 791 \$
Wickham	M	2 492	94 087 462 \$	169 357 \$
Windsor	V	5 645	255 117 285 \$	47 179 \$
Wotton	M	1 578	47 970 698 \$	86 345 \$
Wright	CT	1 296	49 111 400 \$	88 401 \$
Yamachiche	M	2 773	103 798 571 \$	186 837 \$
Yamaska	VL	462	12 315 050 \$	22 167 \$
Yamaska-Est	VL	264	5 518 315 \$	9 933 \$
		1 548 098	60 748 213 179 \$	114 460 608 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Abercorn	VL	331	28 357 400 \$	51 043 \$
Abitibi	TR	271	7 015 662 \$	12 628 \$
Abitibi-Ouest	TR	105	964 241 \$	1 736 \$
Action Vale	V	7 568	268 434 330 \$	647 574 \$
Adstock	M	2 350	125 063 400 \$	225 114 \$
Aguanish	M	362	5 033 379 \$	9 060 \$
Albanel	M	2 529	58 798 362 \$	105 837 \$
Albertville	M	357	7 807 712 \$	14 054 \$
Alleyn-et-Cawood	CU	187	19 274 699 \$	34 694 \$
Amherst	CT	1 292	91 035 845 \$	163 865 \$
Amqui	V	6 704	209 381 545 \$	651 967 \$
Ange-Gardien	M	1 966	123 580 760 \$	222 445 \$
Angliers	VL	328	10 078 011 \$	18 140 \$
Antoine-Labelle	TR	10	22 246 200 \$	40 043 \$
Armagh	M	1 598	44 141 125 \$	79 454 \$
Arundel	CT	458	31 929 233 \$	57 473 \$
Ascot Corner	M	2 625	76 857 416 \$	138 343 \$
Aston-Jonction	M	417	16 347 911 \$	29 415 \$
Aucclair	M	546	12 562 560 \$	22 613 \$
Audet	M	766	27 978 910 \$	50 362 \$
Aumond	CT	636	27 242 875 \$	49 037 \$
Authier	M	303	4 989 848 \$	8 982 \$
Authier-Nord	M	350	6 797 663 \$	12 236 \$
Avignon	TR	0	162 947 \$	293 \$
Ayer's Cliff	VL	1 051	56 321 265 \$	101 378 \$
Baie-des-Sables	M	636	16 020 925 \$	28 838 \$
Baie-du-Febvre	M	1 195	53 403 625 \$	96 127 \$
Baie-James	M	2 153	262 484 509 \$	472 472 \$
Baie-Johan-Beetz	M	82	2 433 750 \$	4 381 \$
Baie-Sainte-Catherine	M	279	9 486 120 \$	17 075 \$
Baie-Saint-Paul	V	7 428	304 602 675 \$	437 318 \$
Baie-Trinité	VL	622	19 173 576 \$	34 512 \$
Barkmere	V	42	16 224 390 \$	29 204 \$
Barnston-Ouest	M	558	35 301 280 \$	63 542 \$
Barrute	M	2 056	50 141 675 \$	90 255 \$
Batiscan	M	889	37 043 325 \$	66 678 \$
Béarn	M	944	24 836 125 \$	44 705 \$
Beauceville	V	6 373	214 270 610 \$	446 377 \$
Beaulac-Garthby	M	818	51 274 775 \$	92 295 \$
Beaumont	M	2 142	99 160 923 \$	178 490 \$
Beaupré*	V	2 791	226 870 328 \$	408 367 \$
Beaux-Rivages	M	1 199	46 689 350 \$	84 041 \$
Bécancour	V	11 195	868 558 366 \$	1 500 000 \$
Bedford	V	2 765	97 322 800 \$	175 181 \$
Bedford	CT	801	35 095 884 \$	63 173 \$
Bégin	M	923	19 308 663 \$	34 756 \$
Belcourt	M	267	4 503 520 \$	8 106 \$
Belleterre	V	419	8 025 040 \$	14 445 \$
Berry	M	477	11 590 255 \$	20 862 \$
Berthier-sur-Mer	P	1 330	62 202 693 \$	111 965 \$
Berthierville	V	4 098	149 297 780 \$	361 301 \$
Béthanie	M	345	13 998 947 \$	25 198 \$
Biencourt	M	618	15 844 585 \$	28 520 \$
Blanc-Sablon	M	1 267	42 478 400 \$	76 461 \$
Blue Sea	M	663	52 784 436 \$	95 012 \$
Boileau	M	225	22 375 968 \$	40 277 \$
Bois-Franc	M	450	22 899 566 \$	41 219 \$
Bolton-Est	M	652	57 256 185 \$	103 061 \$
Bolton-Ouest	M	583	78 782 950 \$	141 809 \$
Bonaventure	V	2 805	94 020 625 \$	169 237 \$
Bonaventure	TR	0	2 186 970 \$	3 937 \$
Bonne-Espérance	M	922	12 623 059 \$	22 722 \$
Bonsecours	M	498	27 488 300 \$	49 479 \$
Bouchette	M	761	46 448 935 \$	83 608 \$
Bowman	M	510	34 257 697 \$	61 664 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Brébeuf	P	804	30 203 100 \$	54 366 \$
Brigham	M	2 397	95 976 728 \$	172 758 \$
Bristol	CT	1 070	75 147 325 \$	135 265 \$
Brome	VL	293	16 221 150 \$	29 198 \$
Bryson	VL	733	18 979 382 \$	34 163 \$
Buckingham	V	11 673	386 360 331 \$	1 352 261 \$
Bury	M	1 155	48 002 144 \$	86 404 \$
Cabano	V	3 226	105 748 459 \$	209 382 \$
Calumet	VL	528	14 928 480 \$	26 871 \$
Campbell's Bay	VL	848	23 173 048 \$	41 711 \$
Cap-Chat	V	2 903	63 608 250 \$	114 495 \$
Caplan	M	2 142	56 305 736 \$	101 350 \$
Cap-Saint-Ignace	M	3 179	107 744 219 \$	205 791 \$
Cap-Santé	V	2 664	98 495 612 \$	177 292 \$
Carleton-Saint-Omer	V	4 194	130 240 761 \$	234 433 \$
Cascapédia-Saint-Jules	M	693	19 513 806 \$	35 125 \$
Causapscale	V	2 623	60 202 267 \$	108 364 \$
Cayamant	M	742	48 712 563 \$	87 683 \$
Chambord	M	1 649	85 351 350 \$	153 632 \$
Champlain	M	1 508	71 676 930 \$	129 018 \$
Champneuf	M	149	4 304 196 \$	7 748 \$
Chapais	V	1 857	33 073 183 \$	59 532 \$
Charlevoix	TR	0	7 611 800 \$	13 701 \$
Charlevoix-Est	TR	187	24 015 212 \$	43 227 \$
Chartierville	M	367	24 781 640 \$	44 607 \$
Château-Richer	V	3 481	112 266 020 \$	236 881 \$
Chazel	M	414	6 475 991 \$	11 657 \$
Chénéville	M	799	27 439 887 \$	49 392 \$
Chertsey	M	4 122	219 013 379 \$	529 657 \$
Chester-Est	CT	331	15 316 070 \$	27 569 \$
Chesterville	M	759	34 681 743 \$	62 427 \$
Chibougamau	V	8 331	244 227 687 \$	854 797 \$
Chichester	CT	442	14 721 168 \$	26 498 \$
Chute-aux-Outardes	VL	2 110	44 954 325 \$	80 918 \$
Chute-Saint-Philippe	M	861	38 432 010 \$	69 178 \$
Clarendon	CT	1 393	71 776 900 \$	129 198 \$
Clermont	CT	625	11 969 212 \$	21 545 \$
Clerval	M	347	8 216 663 \$	14 790 \$
Cleveland	CT	1 555	55 521 730 \$	99 939 \$
Cloridorme	CT	1 002	15 806 856 \$	28 452 \$
Colombier	M	929	17 018 777 \$	30 634 \$
Colombourg	M	692	20 164 159 \$	36 295 \$
Compton	M	2 971	137 776 919 \$	247 998 \$
Cookshire	V	1 484	48 976 741 \$	88 158 \$
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	1 236	25 226 099 \$	45 407 \$
Courcelles	P	994	35 429 303 \$	63 773 \$
Danville	V	4 425	132 115 454 \$	237 808 \$
Daveluyville	V	1 034	29 891 745 \$	53 805 \$
Dégelis	V	3 413	93 515 910 \$	197 319 \$
Délagé	M	2 103	53 441 495 \$	96 195 \$
Denholm	CT	554	37 948 932 \$	68 308 \$
Des Ruisseaux	M	5 627	178 876 378 \$	556 306 \$
Desbiens	V	1 162	31 114 476 \$	56 006 \$
Deschallions-sur-Saint-Laurent	M	1 047	39 902 690 \$	71 825 \$
Deschambault	M	1 227	240 634 705 \$	433 142 \$
Disraeli	V	2 626	69 727 317 \$	125 509 \$
Disraeli	P	1 047	44 856 055 \$	80 741 \$
Dixville	M	732	31 762 920 \$	57 173 \$
Donnacona	V	5 576	239 457 246 \$	735 134 \$
Dosquet	M	944	24 581 259 \$	44 246 \$
Dudswell	M	1 588	76 796 789 \$	138 234 \$
Duhamel	M	354	64 017 954 \$	115 232 \$
Duhamel-Ouest	M	681	43 690 307 \$	78 643 \$
Dundee	CT	382	29 465 222 \$	53 037 \$
Dunham	V	3 613	176 271 891 \$	393 086 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Duparquet	V	673	20 988 350 \$	37 779 \$
Dupuy	M	1 059	22 479 756 \$	40 464 \$
Durham-Sud	M	965	34 628 552 \$	62 331 \$
East Angus	V	3 596	103 247 629 \$	224 047 \$
East Broughton	M	2 412	54 169 810 \$	97 506 \$
East Famham	VL	650	21 188 588 \$	38 139 \$
East Hereford	M	310	18 839 250 \$	33 911 \$
Eastman	M	1 365	121 012 455 \$	217 822 \$
Eaton	M	3 821	144 304 294 \$	264 860 \$
Egan-Sud	M	581	21 168 200 \$	38 103 \$
Elgin	CT	449	21 812 692 \$	39 263 \$
Entrelacs	M	766	68 638 970 \$	123 550 \$
Escuminac	M	656	15 357 528 \$	27 644 \$
Esprit-Saint	M	451	8 878 915 \$	15 982 \$
Fassett	M	509	18 668 523 \$	33 603 \$
Ferland-et-Boilleau	M	649	18 283 509 \$	32 910 \$
Ferme-Neuve	M	3 043	105 814 212 \$	171 003 \$
Forestville	V	3 801	103 115 590 \$	240 259 \$
Fort-Coulonge	VL	1 794	33 038 726 \$	59 470 \$
Forterville	M	705	20 684 264 \$	37 232 \$
Frampton	M	1 283	59 479 938 \$	107 064 \$
Franklin	M	1 642	82 216 874 \$	147 990 \$
Franquelin	M	408	10 361 403 \$	18 651 \$
Freilighsburg	M	1 052	80 798 000 \$	145 436 \$
Frontenac	M	1 469	80 300 850 \$	144 542 \$
Fugèreville	M	369	10 770 890 \$	19 388 \$
Gallichan	M	462	11 600 438 \$	20 881 \$
Gallix	M	679	22 755 626 \$	40 960 \$
Gaspé	V	15 753	499 523 012 \$	1 500 000 \$
Girardville	M	1 330	33 340 656 \$	60 013 \$
Godbout	VL	351	12 357 950 \$	22 244 \$
Godmanchester	CT	1 518	69 281 379 \$	124 706 \$
Gore	CT	1 271	87 318 682 \$	157 174 \$
Gracefield	VL	714	22 486 157 \$	40 475 \$
Grand-Calumet	CT	747	29 407 203 \$	52 933 \$
Grande-Rivière	V	3 719	91 335 723 \$	208 245 \$
Grandes-Piles	VL	352	22 711 808 \$	40 881 \$
Grande-Vallée	P	1 393	29 944 048 \$	53 899 \$
Grand-Méris	M	260	10 471 740 \$	18 849 \$
Grand-Remous	CT	1 308	43 439 469 \$	78 191 \$
Grand-Saint-Esprit	M	494	21 917 500 \$	39 452 \$
Grenville	VL	1 368	47 517 072 \$	85 531 \$
Grenville	CT	1 903	129 269 858 \$	232 686 \$
Grondines	M	700	28 690 764 \$	51 643 \$
Gros-Mécatina	M	613	13 198 508 \$	23 757 \$
Grosses-Roches	M	441	9 506 616 \$	17 112 \$
Guérin	CT	297	10 010 563 \$	18 019 \$
Ham-Nord	CT	906	33 137 199 \$	59 647 \$
Hampden	CT	153	10 888 452 \$	19 599 \$
Harrington	CT	817	81 992 558 \$	147 587 \$
Hailey	M	731	60 947 828 \$	109 706 \$
Hailey	CT	1 545	94 523 600 \$	170 142 \$
Havelock	CT	853	41 692 144 \$	75 046 \$
Have-Saint-Pierre	M	3 383	125 252 020 \$	256 767 \$
Hébertville	M	2 487	72 414 219 \$	130 346 \$
Hébertville-Station	VL	1 370	28 000 033 \$	50 400 \$
Hemmingford	VL	724	26 298 578 \$	47 337 \$
Hemmingford	CT	1 697	103 168 100 \$	185 703 \$
Henryville	M	1 519	78 992 706 \$	142 187 \$
Hérouxville	P	1 368	37 929 210 \$	68 273 \$
Hinchinbrooke	CT	2 462	91 186 375 \$	164 135 \$
Honfleur	M	878	40 704 333 \$	73 268 \$
Hope	CT	761	15 292 073 \$	27 526 \$
Hope Town	M	333	9 241 348 \$	16 634 \$
Howick	VL	624	18 998 675 \$	34 198 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Dés	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Huberdeau	M	958	33 422 423 \$	60 160 \$
Huntingdon	V	2 605	82 956 830 \$	149 322 \$
Inverness	M	806	44 437 910 \$	79 986 \$
Irlande	M	950	36 832 914 \$	66 299 \$
Ivry-sur-le-Lac	M	369	74 195 212 \$	133 551 \$
Kamouraska	M	674	32 910 801 \$	59 239 \$
Kamouraska	TR	0	2 088 450 \$	3 759 \$
Kazabazua	M	764	54 115 922 \$	97 409 \$
Kiamika	M	716	31 099 725 \$	55 980 \$
Kingsbury	VL	155	3 576 120 \$	6 437 \$
Kingsey Falls	V	2 088	116 750 645 \$	210 151 \$
Kinear's Mills	M	345	19 375 234 \$	34 875 \$
Kipawa	M	604	29 370 390 \$	52 867 \$
La Bostonnais	M	530	18 317 793 \$	32 972 \$
La Conception	M	1 192	80 281 000 \$	144 506 \$
La Corne	M	617	16 946 306 \$	30 503 \$
La Côte-de-Beaupré	TR	0	43 154 500 \$	77 678 \$
La Côte-de-Gaspé	TR	0	1 029 710 \$	1 853 \$
La Croche	M	542	15 635 342 \$	28 144 \$
La Doré	P	1 602	40 961 055 \$	73 730 \$
La Durantaye	P	748	26 683 682 \$	48 031 \$
La Gadeloupe	VL	1 705	55 540 867 \$	99 974 \$
La Haute-Côte-Nord	TR	3	18 990 323 \$	34 183 \$
La Haute-Gaspésie	TR	0	11 898 215 \$	21 417 \$
La Jacques-Cartier	TR	0	1 936 960 \$	3 487 \$
La Macaza	M	1 013	71 725 767 \$	129 106 \$
La Martre	M	286	3 612 800 \$	6 503 \$
La Matapédia	TR	24	33 401 048 \$	60 122 \$
La Minerve	M	1 077	106 768 075 \$	192 183 \$
La Mitis	TR	0	9 729 184 \$	17 513 \$
La Morandière	M	273	4 756 777 \$	8 562 \$
La Motte	M	401	11 598 971 \$	20 878 \$
La Patrie	M	810	39 936 590 \$	71 886 \$
La Pocatière	V	4 992	207 561 787 \$	570 795 \$
La Présentation	P	1 951	110 890 075 \$	199 602 \$
La Rédemption	P	557	8 984 074 \$	16 171 \$
La Reine	M	432	6 241 711 \$	11 235 \$
La Sarre	V	8 115	276 435 625 \$	967 525 \$
La Trinité-des-Monts	P	284	6 856 075 \$	12 341 \$
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	0	10 696 602 \$	19 254 \$
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	579	22 386 960 \$	40 297 \$
La Visitation-de-Yamaska	M	387	24 825 500 \$	44 686 \$
Labelle	M	2 379	113 241 165 \$	203 834 \$
Labrecque	M	1 341	29 631 378 \$	53 336 \$
Lac-au-Saumon	M	1 588	40 066 829 \$	72 120 \$
Lac-aux-Sables	P	1 432	65 476 034 \$	117 857 \$
Lac-Bouchette	M	1 335	40 329 244 \$	72 593 \$
Lac-des-Aigles	M	652	13 990 752 \$	25 183 \$
Lac-des-Écorces	VL	1 066	22 266 629 \$	40 080 \$
Lac-des-Plages	M	415	38 864 475 \$	69 956 \$
Lac-des-Seize-Îles	M	200	28 473 835 \$	51 253 \$
Lac-Drolet	M	1 178	46 357 839 \$	83 444 \$
Lac-du-Cerf	M	443	30 752 250 \$	55 354 \$
Lac-Édouard	M	145	9 658 560 \$	17 385 \$
Lac-Échemin	M	3 986	146 813 978 \$	264 265 \$
Lac-Frontière	M	157	6 139 271 \$	11 051 \$
Lac-Kénogami	M	1 498	79 478 621 \$	143 062 \$
Lacolle	M	2 442	104 849 559 \$	188 729 \$
Lac-Poulin	VL	64	18 582 224 \$	33 448 \$
Lac-Sagunay	VL	390	23 361 765 \$	42 051 \$
Lac-Sainte-Marie	M	489	82 717 889 \$	148 892 \$
Lac-Saint-Jean-Est	TR	0	16 334 490 \$	29 402 \$
Lac-Saint-Paul	M	457	18 939 264 \$	34 091 \$
Lac-Sergeant	V	173	25 153 722 \$	45 277 \$
Lac-Simon	M	733	105 250 563 \$	189 451 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Lac-Supérieur	M	1 271	134 141 095 \$	241 454 \$
Laforce	M	485	2 786 853 \$	5 016 \$
Lamarche	M	568	9 378 025 \$	16 880 \$
Lambion	M	1 495	97 359 670 \$	175 247 \$
Landrienne	CT	1 030	25 831 100 \$	46 496 \$
L'Ange-Gardien	P	2 811	104 996 238 \$	188 993 \$
L'Annonciation	VL	2 157	70 993 965 \$	127 789 \$
Lanoraie	M	3 960	155 699 399 \$	280 258 \$
L'Anse-Saint-Jean	M	1 221	33 965 148 \$	61 137 \$
Lantier	M	707	68 756 058 \$	123 761 \$
Larouche	M	1 143	35 098 804 \$	63 178 \$
L'Ascension	M	835	39 669 865 \$	71 406 \$
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	2 016	50 314 797 \$	90 567 \$
L'Ascension-de-Patapédia	M	256	4 701 332 \$	8 462 \$
Latulipe-et-Gaboury	CU	338	10 058 850 \$	18 106 \$
Launay	CT	258	8 572 830 \$	15 431 \$
Laurier-Station	VL	2 560	99 060 225 \$	178 308 \$
Laurierville	M	1 501	52 017 601 \$	93 493 \$
Lavaltrie	V	11 345	369 983 236 \$	1 146 437 \$
L'Avenir	M	1 322	43 090 617 \$	77 563 \$
Laverlochère	P	787	23 128 949 \$	41 632 \$
Lawrenceville	VL	713	19 914 875 \$	35 847 \$
Le Bic	M	2 871	94 128 800 \$	169 432 \$
Le Domaine-du-Roy	TR	0	31 413 200 \$	56 544 \$
Le Fjord-du-Saguenay	TR	2	169 968 132 \$	305 943 \$
Le Haut-Saint-Maurice	TR	262	116 186 160 \$	209 135 \$
Le Rocher-Percé	TR	0	365 328 \$	658 \$
Lebel-sur-Quévillon	V	3 259	183 103 612 \$	362 545 \$
Leclercville	M	620	22 960 184 \$	41 328 \$
Lefebvre	M	801	22 468 992 \$	40 444 \$
Lejeune	M	392	8 760 154 \$	15 768 \$
Lemieux	M	340	10 699 892 \$	19 260 \$
L'Épiphanie	V	4 282	109 101 326 \$	273 844 \$
L'Épiphanie	P	2 925	101 127 552 \$	182 030 \$
Les Basques	TR	0	199 185 \$	359 \$
Les Bergeronnes	M	710	23 036 995 \$	41 467 \$
Les Boules	M	398	10 574 740 \$	19 035 \$
Les Coteaux	M	3 297	90 939 440 \$	180 056 \$
Les Éboulements	M	1 242	71 883 140 \$	129 390 \$
Les Escourmints	M	2 142	64 498 785 \$	116 098 \$
Les Hauteurs	M	629	13 859 378 \$	24 947 \$
Les Méchins	M	1 232	33 582 600 \$	60 449 \$
Leslie-Clapham-et-Huddersfield	CU	962	53 816 697 \$	96 870 \$
L'Île-Cadieux	V	125	21 067 600 \$	37 922 \$
L'Île-d'Anticosti	M	280	26 991 846 \$	48 585 \$
L'Île-du-Havre-Aubert	M	13 213	372 284 614 \$	673 506 \$
Lingwick	CT	443	29 675 825 \$	53 416 \$
L'Isle-aux-Allumettes	M	1 421	88 664 566 \$	159 596 \$
L'Isle-aux-Coudres	M	1 314	59 411 095 \$	106 940 \$
L'Islet	M	3 923	125 040 075 \$	224 994 \$
L'Isle-Verte	M	1 504	48 963 058 \$	88 134 \$
Litchfield	CT	474	69 356 436 \$	124 842 \$
Lochaber	CT	506	20 151 847 \$	36 273 \$
Lochaber-Partie-Ouest	CT	470	28 255 194 \$	50 859 \$
Longue-Pointe-de-Mingan	M	544	11 995 785 \$	21 592 \$
Longue-Rive	M	1 440	24 995 150 \$	44 966 \$
Lorrainville	M	1 451	41 715 501 \$	75 088 \$
Lotbinière	M	942	38 611 316 \$	69 500 \$
Louiseville	V	7 791	268 454 673 \$	939 591 \$
Low	CT	817	62 054 115 \$	111 697 \$
Lyster	M	1 576	58 635 128 \$	105 543 \$
Macamic	V	2 104	55 279 525 \$	99 503 \$
Maddington	CT	420	10 472 300 \$	18 850 \$
Malartic	V	3 853	101 297 674 \$	236 024 \$
Mandeville	M	1 889	86 749 900 \$	156 150 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

<p>Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention</p>
--

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Manicouagan	TR	43	42 626 616 \$	76 728 \$
Maniwaki	V	4 316	138 757 143 \$	352 443 \$
Manseau	M	937	25 882 753 \$	46 589 \$
Mansfield-et-Pontefract	CU	2 216	79 133 003 \$	142 439 \$
Maplegrove	V	2 656	88 081 998 \$	158 548 \$
Marchand	M	1 476	73 139 935 \$	131 652 \$
Maria	M	2 616	89 281 614 \$	160 707 \$
Maria-Chapelaine	TR	205	43 542 135 \$	78 376 \$
Maricourt	M	512	21 338 700 \$	38 410 \$
Marsoui	VL	403	6 444 621 \$	11 600 \$
Marston	CT	629	29 105 510 \$	52 390 \$
Martinville	M	475	16 844 840 \$	30 321 \$
Maskinongé*	M	2 185	79 298 761 \$	142 738 \$
Massueville	VL	591	16 168 340 \$	29 103 \$
Matagami	V	1 994	55 192 305 \$	99 346 \$
Matane	TR	0	1 488 200 \$	2 679 \$
Matapédia	P	666	28 166 577 \$	50 700 \$
Matawinje	TR	98	19 657 879 \$	35 384 \$
Mayo	M	396	32 432 313 \$	58 378 \$
Mékinac	TR	3	20 429 535 \$	36 773 \$
Melbourne	CT	961	49 144 001 \$	88 459 \$
Messines	M	1 552	78 085 425 \$	140 554 \$
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	4 431	143 002 096 \$	291 724 \$
Métis-sur-Mer	VL	207	21 675 333 \$	39 016 \$
Milan	M	332	13 560 192 \$	24 408 \$
Mille-Isles	M	1 309	64 685 800 \$	116 434 \$
Moffet	M	241	6 460 680 \$	11 629 \$
Moisie	V	984	25 463 300 \$	45 834 \$
Montcalm	M	509	43 483 200 \$	78 270 \$
Mont-Carmel	M	1 218	34 859 175 \$	62 747 \$
Montcerf-Lytton	M	726	22 191 944 \$	39 945 \$
Montebello	VL	1 091	55 665 480 \$	100 198 \$
Mont-Laurier	V	7 918	301 230 256 \$	1 054 306 \$
Mont-Lebel	M	361	9 049 976 \$	16 290 \$
Montpeller	M	873	43 620 580 \$	78 517 \$
Mont-Saint-Gégoire	M	3 151	145 290 700 \$	266 857 \$
Mont-Saint-Michel	M	615	20 937 290 \$	37 667 \$
Mont-Saint-Pierre	VL	269	5 638 764 \$	10 150 \$
Mulgrave-et-Derry	CU	253	37 100 644 \$	66 781 \$
Murdochville	V	1 093	58 007 839 \$	104 414 \$
N.-D.-de-Bon-Secours-Pte-Nord	P	280	29 247 508 \$	52 646 \$
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	830	27 638 634 \$	49 750 \$
Namur	M	583	18 479 188 \$	33 263 \$
Nantes	M	1 525	44 982 255 \$	80 968 \$
Napierville	VL	3 117	109 119 983 \$	208 419 \$
Natashquan	CT	399	7 354 875 \$	13 239 \$
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	818	29 322 962 \$	52 781 \$
Nédélec	CT	442	10 103 625 \$	18 187 \$
Neuville	V	3 532	139 277 007 \$	257 861 \$
New Carlisle	M	1 444	42 500 769 \$	76 501 \$
New Richmond	V	3 863	181 041 492 \$	421 827 \$
Newport	CT	705	51 950 373 \$	93 511 \$
Nicolet	V	8 040	293 067 919 \$	783 869 \$
Nominigue	M	2 169	132 445 180 \$	238 401 \$
Norbertville	VL	252	7 375 475 \$	13 276 \$
Normandin	V	3 565	114 536 225 \$	248 544 \$
Normétal	M	1 052	13 501 115 \$	24 302 \$
North Hatley	VL	823	66 693 000 \$	120 047 \$
Northfield	M	516	73 564 109 \$	132 415 \$
Noire-Dame-de-Ham	M	375	9 875 992 \$	17 777 \$
Noire-Dame-de-la-Merci	M	832	72 551 365 \$	130 592 \$
Noire-Dame-de-la-Paix	P	687	27 796 782 \$	50 034 \$
Noire-Dame-de-Lorette	M	224	3 787 654 \$	6 818 \$
Noire-Dame-de-Lourdes	P	696	21 379 237 \$	38 483 \$
Noire-Dame-de-Montauban	M	876	34 384 425 \$	61 892 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Notre-Dame-de-Pontmain	M	606	36 870 020 \$	66 366 \$
Notre-Dame-de-Portneuf	P	1 675	51 224 108 \$	92 203 \$
Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe	P	862	52 072 986 \$	93 731 \$
Notre-Dame-des-Bois	M	757	31 179 937 \$	56 124 \$
Notre-Dame-des-Monts	M	916	18 725 374 \$	33 706 \$
Notre-Dame-des-Neiges	M	1 339	54 152 490 \$	97 474 \$
Notre-Dame-des-Pins	P	1 041	35 292 400 \$	63 526 \$
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs*	P	40	5 559 684 \$	10 007 \$
Notre-Dame-de-Starbridge	P	769	35 353 636 \$	63 637 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	1 393	46 436 332 \$	83 585 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	987	44 293 674 \$	79 729 \$
Notre-Dame-du-Lac	V	2 157	84 441 775 \$	151 995 \$
Notre-Dame-du-Laus	M	1 470	95 301 660 \$	171 543 \$
Notre-Dame-du-Nord	M	1 225	37 190 031 \$	66 942 \$
Notre-Dame-du-Portage	P	1 337	75 913 443 \$	136 644 \$
Notre-Dame-du-Rosaire	M	400	12 823 480 \$	23 082 \$
Nouvelle	M	2 012	54 412 538 \$	97 943 \$
Noyan	M	1 046	58 582 965 \$	105 449 \$
Ogden	M	778	73 615 870 \$	132 509 \$
Oka	M	4 360	185 961 940 \$	338 732 \$
Ormstown	M	3 754	136 699 832 \$	246 060 \$
Pabos	V	8 667	263 769 560 \$	510 646 \$
Packington	P	648	19 063 215 \$	34 314 \$
Padoue	M	281	5 737 729 \$	10 328 \$
Palmarolle	M	1 534	36 893 512 \$	66 408 \$
Papineauville	M	2 373	93 152 396 \$	167 674 \$
Parent	VL	391	8 898 760 \$	16 018 \$
Parisville	P	549	20 906 555 \$	37 632 \$
Paspébiac	V	3 508	96 222 598 \$	173 200 \$
Percé	V	3 646	96 512 600 \$	215 223 \$
Pérignonka	M	545	35 894 242 \$	64 610 \$
Petite-Rivière-Saint-François	M	728	41 018 780 \$	73 834 \$
Petite-Vallée	M	214	4 000 458 \$	7 201 \$
Petit-Saguenay	M	916	16 584 537 \$	29 852 \$
Pierreville	M	2 410	76 581 394 \$	137 847 \$
Piopolis	M	344	28 351 410 \$	51 033 \$
Plaisance	M	1 013	31 504 250 \$	56 708 \$
Plessisville	V	6 743	202 128 524 \$	707 450 \$
Plessisville	P	2 628	87 894 997 \$	158 211 \$
Pothénégamook	V	3 170	86 248 885 \$	164 735 \$
Pointe-à-la-Croix	M	1 651	37 428 326 \$	67 371 \$
Pointe-au-Père	V	4 312	129 041 895 \$	327 766 \$
Pointe-aux-Outardes	VL	1 533	68 104 071 \$	122 587 \$
Pointe-des-Cascades	VL	981	32 240 084 \$	58 032 \$
Pointe-Fortune	VL	429	17 267 566 \$	31 082 \$
Pointe-Lebel	VL	2 033	68 299 730 \$	122 940 \$
Pontiac	TR	0	6 765 408 \$	12 178 \$
Pont-Rouge	V	7 096	223 443 753 \$	440 265 \$
Portage-du-Fort	VL	271	6 792 390 \$	12 226 \$
Port-Cartier	V	6 772	411 615 379 \$	1 440 654 \$
Port-Daniel-Gascons	M	2 833	54 829 382 \$	98 693 \$
Portneuf	V	1 416	59 895 135 \$	107 811 \$
Portneuf	TR	0	11 589 869 \$	20 862 \$
Potton	CT	1 762	201 776 706 \$	363 198 \$
Pouliaries	M	740	14 670 692 \$	26 407 \$
Preissac	M	659	55 774 801 \$	100 395 \$
Pricé	VL	1 811	34 980 620 \$	62 965 \$
Princeville	V	6 261	190 463 897 \$	433 661 \$
Racine	M	1 218	66 334 100 \$	119 401 \$
Ragueneau	P	1 575	38 252 628 \$	68 855 \$
Rapide-Daniseur	M	264	6 360 443 \$	11 449 \$
Rapides-des-Joachims	M	192	6 666 325 \$	11 999 \$
Rawdon	M	9 171	324 468 117 \$	792 744 \$
Rémigny	M	352	8 731 107 \$	15 716 \$
Richelieu	V	4 981	192 367 765 \$	375 709 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Norm de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Richmond	V	3 536	95 568 710 \$	175 368 \$
Rigaud	M	6 316	314 333 732 \$	528 436 \$
Rimouski-Est	VL	2 069	62 214 296 \$	111 986 \$
Ripon	M	1 327	55 219 383 \$	99 395 \$
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	145	4 747 207 \$	8 545 \$
Rivière-à-Claude	M	172	3 862 005 \$	6 952 \$
Rivière-à-Pierre	M	700	34 406 362 \$	61 931 \$
Rivière-au-Tonnerre	M	441	9 764 107 \$	17 575 \$
Rivière-Beaudette	M	1 450	70 865 025 \$	127 557 \$
Rivière-Bloue	M	1 474	36 112 167 \$	65 002 \$
Rivière-Éternité	M	539	12 716 622 \$	22 890 \$
Rivière-Héva	M	1 009	32 483 039 \$	58 469 \$
Rivière-Ouelle	M	1 214	48 199 154 \$	86 758 \$
Rivière-Pentecôte	M	598	12 625 768 \$	22 726 \$
Rivière-Saint-Jean	M	306	5 053 796 \$	9 097 \$
Roberval	V	11 292	354 778 715 \$	1 241 726 \$
Rochebaucourt	M	205	2 578 458 \$	4 641 \$
Roquemare	M	438	8 070 959 \$	14 528 \$
Rougemont	M	2 684	136 520 485 \$	245 737 \$
Rouyn-Noranda	TR	7	1 564 160 \$	2 815 \$
Roxton	CT	1 091	48 825 133 \$	87 885 \$
Roxton Falls	VL	1 309	38 550 648 \$	69 391 \$
Roxton Pond	M	3 372	158 907 995 \$	296 153 \$
Sacré-Coeur	M	2 072	53 906 372 \$	97 031 \$
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	579	27 009 138 \$	48 616 \$
Saint-Adalbert	M	677	20 612 282 \$	37 102 \$
Saint-Adelme	P	538	11 522 383 \$	20 740 \$
Saint-Adelphe	P	1 007	34 534 149 \$	62 161 \$
Saint-Adrien	M	538	16 679 923 \$	30 024 \$
Saint-Adrien-d'Irlande	M	359	16 656 188 \$	29 981 \$
Saint-Agapit	M	2 959	88 521 214 \$	159 338 \$
Saint-Aimé	P	559	34 621 506 \$	62 319 \$
Saint-Aimé-des-Lacs	M	951	38 736 724 \$	69 726 \$
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	814	38 183 808 \$	68 731 \$
Saint-Alban	M	1 147	41 425 014 \$	74 565 \$
Saint-Albert	M	1 535	53 089 957 \$	95 562 \$
Saint-Alexandre	M	2 388	105 901 530 \$	190 623 \$
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	1 879	56 364 283 \$	101 456 \$
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	347	5 563 600 \$	10 014 \$
Saint-Alexis	VL	532	17 492 619 \$	31 487 \$
Saint-Alexis-de-Matapédia	P	796	36 385 336 \$	65 494 \$
Saint-Alexis-des-Monts	P	648	14 708 948 \$	26 476 \$
Saint-Alfred	P	2 796	118 491 000 \$	213 284 \$
Saint-Alphonse	M	437	15 517 640 \$	27 932 \$
Saint-Alphonse	M	807	20 542 322 \$	36 976 \$
Saint-Alphonse-Rodriguez	P	2 964	123 231 735 \$	221 817 \$
Saint-Ambroise	M	2 680	132 097 050 \$	237 775 \$
Saint-Anaclet-de-Lessard	M	3 623	83 359 931 \$	185 893 \$
Saint-André	P	2 655	75 403 490 \$	135 726 \$
Saint-André-Avellin	M	638	20 956 675 \$	37 722 \$
Saint-André-d'Argenteuil	M	3 504	121 708 305 \$	240 097 \$
Saint-André-de-Restigouche	M	2 865	117 792 435 \$	212 026 \$
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	M	203	4 887 250 \$	8 797 \$
Saint-Anicet	VL	550	13 156 052 \$	23 681 \$
Saint-Anselme	P	2 607	158 534 350 \$	285 362 \$
Saint-Antoine/Île-aux-Grues	M	3 264	133 438 399 \$	240 078 \$
Saint-Antoine-de-Tilly	M	171	13 505 052 \$	24 309 \$
Saint-Antoine-sur-Richelieu	P	1 429	80 633 193 \$	145 140 \$
Saint-Antoine	M	1 548	83 480 875 \$	150 266 \$
Saint-Apollinaire	M	3 368	102 676 969 \$	210 488 \$
Saint-Armand	M	3 983	148 040 710 \$	352 337 \$
Saint-Arsène	P	1 269	82 052 090 \$	147 694 \$
Saint-Athanasie	M	1 121	36 722 242 \$	66 100 \$
Saint-Aubert	M	356	8 171 531 \$	14 709 \$
	M	1 399	63 186 960 \$	113 737 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Saint-Augustin	P	464	9 943 122 \$	17 898 \$
Saint-Augustin	M	876	15 141 811 \$	27 255 \$
Saint-Augustin-de-Woburn	P	717	34 050 711 \$	61 291 \$
Saint-Barnabé	P	1 366	40 017 350 \$	72 031 \$
Saint-Barnabé-Sud	M	951	50 223 996 \$	90 403 \$
Saint-Bartélémy	P	2 053	74 238 732 \$	133 630 \$
Saint-Basile	V	2 599	98 210 075 \$	176 778 \$
Saint-Benjamin	M	854	24 043 252 \$	43 278 \$
Saint-Benoît-Labre	M	1 577	64 150 049 \$	115 470 \$
Saint-Bernard	M	2 080	105 645 748 \$	190 162 \$
Saint-Bernard-de-Lacolle	P	1 520	96 072 066 \$	172 930 \$
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	567	30 123 881 \$	54 223 \$
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	2 198	89 428 046 \$	160 970 \$
Saint-Bonaventure	M	1 026	48 611 178 \$	87 500 \$
Saint-Bruno	M	2 304	64 664 795 \$	116 397 \$
Saint-Bruno-de-Guigues	M	1 175	38 984 816 \$	70 173 \$
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	542	19 635 704 \$	35 344 \$
Saint-Camille	CT	463	19 013 764 \$	34 225 \$
Saint-Camille-de-Lellis	P	930	26 983 638 \$	48 571 \$
Saint-Casimir	M	1 559	48 969 556 \$	88 145 \$
Saint-Célestin	VL	727	22 341 570 \$	40 215 \$
Saint-Célestin	M	645	36 150 246 \$	65 070 \$
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	2 231	90 409 018 \$	162 736 \$
Saint-Charles-de-Bourget	M	722	16 845 705 \$	30 322 \$
Saint-Charles-de-Drummond	M	5 820	195 273 866 \$	626 829 \$
Saint-Charles-Garnier	P	325	5 533 710 \$	9 961 \$
Saint-Christophe-d'Arthabaska	M	1 863	106 024 920 \$	190 845 \$
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	2 402	82 001 800 \$	147 603 \$
Saint-Chrysostome	M	2 593	88 483 798 \$	159 271 \$
Saint-Claude	M	1 028	40 798 900 \$	73 438 \$
Saint-Clément	P	554	11 722 666 \$	21 101 \$
Saint-Clément	P	410	7 299 040 \$	13 138 \$
Saint-Cléophas	M	278	6 934 512 \$	12 482 \$
Saint-Cléophas-de-Brandon	P	1 993	93 881 289 \$	168 986 \$
Saint-Côme	M	3 207	94 813 295 \$	169 121 \$
Saint-Côme-Linière	M	2 048	78 696 825 \$	141 654 \$
Saint-Cuthbert	M	1 193	36 521 447 \$	65 739 \$
Saint-Cyprien	P	593	18 659 349 \$	33 587 \$
Saint-Cyprien	P	805	27 267 576 \$	49 082 \$
Saint-Cyrille-de-Lessard	M	3 878	117 220 958 \$	273 125 \$
Saint-Cyrille-de-Wendover	P	464	11 868 763 \$	21 400 \$
Saint-Damase	M	2 451	152 882 998 \$	275 189 \$
Saint-Damase-de-L'Islet	M	647	19 040 400 \$	34 273 \$
Saint-Damien	P	2 084	93 271 475 \$	167 889 \$
Saint-Damien-de-Buckland	P	2 252	76 721 852 \$	138 099 \$
Saint-David	P	827	55 468 096 \$	99 843 \$
Saint-David-de-Falardeau	M	2 361	192 192 335 \$	345 946 \$
Saint-Denis	P	468	24 891 071 \$	44 804 \$
Saint-Denis-de-Brompton	P	2 513	136 217 011 \$	245 191 \$
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	2 184	115 541 961 \$	207 976 \$
Saint-Didace	P	616	37 563 735 \$	67 651 \$
Saint-Dominique	M	2 267	104 802 650 \$	188 645 \$
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	490	10 079 302 \$	18 143 \$
Saint-Donat	P	790	27 858 195 \$	50 145 \$
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	1 192	47 880 969 \$	86 186 \$
Sainte-Agathe-Nord	M	1 564	118 570 200 \$	213 426 \$
Sainte-Angèle-de-Méridi	M	1 118	23 380 109 \$	42 084 \$
Sainte-Angèle-de-Monnoir	P	1 493	57 745 082 \$	103 941 \$
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	637	22 207 215 \$	39 973 \$
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	2 951	106 538 230 \$	191 769 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	2 156	69 622 980 \$	125 321 \$
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	1 895	57 415 162 \$	103 347 \$
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	640	24 810 613 \$	44 659 \$
Sainte-Anne-de-Portneuf	M	915	18 461 350 \$	33 230 \$
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	1 936	76 834 361 \$	138 302 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Sainte-Anne-des-Monts	V	6 900	180 372 504 \$	522 978 \$
Sainte-Anne-de-Sorel	P	2 727	96 960 631 \$	174 529 \$
Sainte-Anne-du-Lac	M	612	25 517 445 \$	45 931 \$
Sainte-Anne-du-Sault	M	1 370	39 068 484 \$	70 323 \$
Sainte-Apoloine-de-Patton	P	661	19 138 061 \$	34 449 \$
Sainte-Aurèle	M	893	31 912 155 \$	57 442 \$
Sainte-Barbe	P	1 310	75 260 000 \$	135 468 \$
Sainte-Béatrix	M	1 699	71 022 013 \$	127 840 \$
Sainte-Blandine	P	2 162	57 518 651 \$	103 534 \$
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	1 277	72 589 300 \$	130 661 \$
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	670	30 407 606 \$	54 734 \$
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	424	13 156 083 \$	23 681 \$
Sainte-Cécile-de-Milton	CT	2 014	77 555 450 \$	139 600 \$
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	845	35 905 250 \$	64 629 \$
Sainte-Christine	P	806	33 782 249 \$	60 808 \$
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	338	25 894 434 \$	46 610 \$
Sainte-Claire	M	3 225	131 742 255 \$	260 850 \$
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	578	23 652 907 \$	42 575 \$
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	P	1 539	83 541 125 \$	150 374 \$
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	1 444	48 248 591 \$	86 647 \$
Sainte-Croix	M	2 440	104 771 344 \$	188 588 \$
Saint-Edmond	M	534	10 737 419 \$	19 327 \$
Saint-Edmond-de-Grantham	P	586	21 700 002 \$	39 060 \$
Saint-Édouard	P	1 252	59 285 205 \$	106 713 \$
Saint-Édouard-de-Fabre	P	702	24 487 450 \$	44 077 \$
Saint-Édouard-de-Lothbinière	P	1 304	50 433 157 \$	90 780 \$
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	683	20 629 917 \$	37 134 \$
Sainte-Édwidge-de-Clifton	CT	565	30 944 400 \$	55 700 \$
Sainte-Élisabeth	P	1 455	67 696 891 \$	121 854 \$
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	P	478	18 259 164 \$	32 866 \$
Sainte-Émêlie-de-l'Énergie	M	1 561	59 528 775 \$	107 152 \$
Sainte-Eulalie*	M	968	32 374 928 \$	58 275 \$
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	355	8 571 222 \$	15 428 \$
Sainte-Famille	P	887	53 094 478 \$	95 570 \$
Sainte-Félicité	M	1 256	28 093 070 \$	50 568 \$
Sainte-Félicité	M	439	9 684 006 \$	17 431 \$
Sainte-Flavie	P	997	30 705 550 \$	55 270 \$
Sainte-Florence	M	486	10 728 754 \$	19 312 \$
Sainte-Françoise	P	433	12 125 050 \$	21 825 \$
Sainte-Françoise	M	482	18 871 158 \$	33 968 \$
Sainte-Genevève-de-Batiscan	P	1 053	40 200 607 \$	72 361 \$
Sainte-Genevève-de-Berthier	P	2 482	96 509 175 \$	173 717 \$
Sainte-Germaine-Boulé	M	1 097	20 019 326 \$	36 035 \$
Sainte-Gertrude-Manneville	M	824	14 792 809 \$	26 627 \$
Sainte-Hedwidge	M	845	21 032 105 \$	37 858 \$
Sainte-Hélène	P	921	24 365 440 \$	43 858 \$
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	1 489	75 014 280 \$	135 026 \$
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	411	8 396 109 \$	15 113 \$
Sainte-Hérédine	P	1 157	52 186 816 \$	93 936 \$
Sainte-Irène	P	337	9 796 176 \$	17 633 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	350	8 948 817 \$	16 108 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	1 130	25 535 624 \$	45 964 \$
Sainte-Justine	M	1 914	65 045 898 \$	117 083 \$
Sainte-Justine-de-Newton	P	843	63 477 397 \$	114 259 \$
Saint-Éloi	P	326	11 251 654 \$	20 253 \$
Sainte-Louise	P	799	21 709 349 \$	39 077 \$
Saint-Elphège	P	302	19 023 552 \$	34 242 \$
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	382	8 312 752 \$	14 963 \$
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	1 061	58 254 325 \$	104 858 \$
Saint-Elzéar	M	528	13 688 048 \$	24 638 \$
Saint-Elzéar	M	355	5 934 408 \$	10 682 \$
Saint-Elzéar	M	1 692	78 988 359 \$	142 179 \$
Sainte-Madeleine	VL	2 087	64 334 556 \$	115 802 \$
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	1 303	56 430 130 \$	101 574 \$
Sainte-Marguerite	M	238	4 090 900 \$	7 364 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Sainte-Marguerite	P	1 000	51 984 188 \$	93 572 \$
Sainte-Marguerite--Estérel	V	2 581	253 822 295 \$	456 880 \$
Sainte-Marie-de-Blandford	M	502	19 436 899 \$	34 986 \$
Sainte-Marie-Madeleine	P	2 367	112 553 950 \$	202 597 \$
Sainte-Marie-Salomé	P	1 240	37 616 759 \$	67 710 \$
Sainte-Marthe	M	1 131	80 139 250 \$	144 251 \$
Sainte-Martine	M	3 786	172 916 425 \$	311 248 \$
Saint-Émile-de-Suffolk	M	507	20 934 100 \$	37 681 \$
Sainte-Monique	M	603	32 385 275 \$	58 263 \$
Sainte-Odile-sur-Rimouski	M	962	35 704 254 \$	64 268 \$
Sainte-Paule	P	1 432	45 445 536 \$	81 802 \$
Sainte-Perpétue	M	219	9 791 898 \$	17 625 \$
Sainte-Perpétue	M	2 014	46 628 855 \$	83 932 \$
Sainte-Perpétue	P	998	53 484 399 \$	96 272 \$
Sainte-Pétronille	VL	1 077	66 520 191 \$	119 736 \$
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	2 600	92 074 893 \$	165 735 \$
Saint-Épiphanie	M	881	21 340 603 \$	38 413 \$
Sainte-Praxède	P	335	26 862 091 \$	48 352 \$
Sainte-Rita	M	382	9 808 598 \$	17 655 \$
Sainte-Rosalie	V	4 233	143 739 362 \$	360 786 \$
Sainte-Rosalie	P	1 601	96 267 744 \$	173 282 \$
Sainte-Rose-de-Watford	M	786	24 041 156 \$	43 274 \$
Sainte-Rose-du-Nord	P	408	13 702 046 \$	24 664 \$
Sainte-Sabine	P	415	12 257 735 \$	22 064 \$
Sainte-Sabine	P	1 039	51 870 337 \$	93 367 \$
Sainte-Séraphine	P	425	21 284 655 \$	38 312 \$
Sainte-Sophie-de-Lévard	P	822	26 431 976 \$	47 578 \$
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	644	25 479 328 \$	45 863 \$
Saint-Esprit	M	1 903	101 312 600 \$	182 363 \$
Sainte-Thècle	M	2 501	83 280 451 \$	149 905 \$
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	1 231	24 295 050 \$	43 731 \$
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	429	30 470 229 \$	54 846 \$
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	799	54 872 136 \$	98 770 \$
Saint-Étienne-de-Bolton	M	420	39 186 630 \$	70 536 \$
Saint-Étienne-des-Grès	P	3 786	107 834 055 \$	245 862 \$
Saint-Eugène	M	1 084	46 718 989 \$	84 094 \$
Saint-Eugène-d'Argenteau	M	623	11 610 073 \$	20 898 \$
Saint-Eugène-de-Guigues	M	424	14 227 368 \$	25 609 \$
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	467	17 903 930 \$	32 227 \$
Sainte-Ursule	P	1 498	45 983 941 \$	82 771 \$
Saint-Eusèbe	P	645	13 988 601 \$	25 179 \$
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	620	26 967 799 \$	48 542 \$
Sainte-Véronique	VL	1 079	41 763 347 \$	75 174 \$
Sainte-Victoire-de-Sorel	P	2 365	93 894 182 \$	169 010 \$
Saint-Fabien	P	1 852	55 133 026 \$	99 239 \$
Saint-Fabien-de-Panet	P	1 003	26 654 638 \$	47 978 \$
Saint-Faustin-Lac-Carré	M	3 159	176 872 100 \$	337 802 \$
Saint-Félix-de-Dalquier	M	981	22 524 375 \$	40 544 \$
Saint-Félix-de-Kingsey	M	1 521	57 549 726 \$	103 590 \$
Saint-Félix-de-Valois	M	1 521	57 549 726 \$	103 590 \$
Saint-Félix-d'Otis	M	5 723	203 928 180 \$	451 701 \$
Saint-Ferdinand	M	800	31 923 450 \$	57 462 \$
Saint-Feréol-les-Neiges	M	2 629	103 746 616 \$	186 744 \$
Saint-Flavien	M	2 459	174 127 850 \$	313 430 \$
Saint-Fortunat	M	1 509	49 129 475 \$	88 433 \$
Saint-François	M	303	13 496 220 \$	24 293 \$
Saint-François/Rivière-du-Sud	P	493	37 699 916 \$	67 860 \$
Saint-François-d'Assise	M	1 609	66 994 344 \$	120 590 \$
Saint-François-de-Sales	P	861	15 600 766 \$	28 081 \$
Saint-François-du-Lac	M	751	18 171 145 \$	32 708 \$
Saint-François-Xavier-Brompton	P	1 963	65 262 362 \$	117 472 \$
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	2 226	63 862 884 \$	114 953 \$
Saint-Frédéric	P	288	7 462 447 \$	13 432 \$
Saint-Fulgence	M	1 056	37 850 299 \$	68 131 \$
Saint-Gabriel	V	2 017	57 354 466 \$	103 238 \$
		2 905	84 383 345 \$	151 890 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Saint-Gabriel-de-Brandon	P	2 646	113 501 125 \$	204 302 \$
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	1 140	28 047 807 \$	50 486 \$
Saint-Gabriel-Lalemant	M	834	17 178 420 \$	30 921 \$
Saint-Gédéon	P	559	24 227 248 \$	43 609 \$
Saint-Gédéon	M	1 993	71 389 905 \$	128 502 \$
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	1 712	52 572 513 \$	94 631 \$
Saint-Georges-de-Cacouna	VL	1 098	36 562 358 \$	65 812 \$
Saint-Georges-de-Cacouna	P	685	40 287 205 \$	72 517 \$
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	1 014	63 457 275 \$	114 223 \$
Saint-Georges-de-Windsor*	M	938	32 670 874 \$	58 808 \$
Saint-Gérard-Majella	P	266	17 364 182 \$	31 256 \$
Saint-Germain	P	285	9 393 398 \$	16 908 \$
Saint-Germain-de-Grantham	M	3 667	141 846 788 \$	241 610 \$
Saint-Gervais	M	1 982	71 067 035 \$	127 921 \$
Saint-Gilbert	P	309	9 606 212 \$	17 291 \$
Saint-Gilles	P	1 837	68 533 222 \$	123 360 \$
Saint-Godefroi	CT	442	10 950 735 \$	19 711 \$
Saint-Guillaume	M	1 584	76 199 298 \$	137 159 \$
Saint-Guy	M	124	4 275 738 \$	7 696 \$
Saint-Henri-de-Lévis	V	3 958	171 281 399 \$	407 650 \$
Saint-Henri-de-Taillon*	M	772	31 741 678 \$	57 135 \$
Saint-Herménégilde	M	596	40 154 483 \$	72 278 \$
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	115	14 978 232 \$	26 961 \$
Saint-Hilarion	P	1 199	37 328 767 \$	67 192 \$
Saint-Honoré	M	3 836	113 213 727 \$	263 788 \$
Saint-Honoré-de-Shenley	M	1 674	58 498 771 \$	105 298 \$
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	784	19 193 353 \$	34 548 \$
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	1 282	46 551 856 \$	83 793 \$
Saint-Hugues	M	1 306	72 939 130 \$	131 290 \$
Saint-Hyacinthe-le-Confesseur	P	1 187	47 425 816 \$	85 366 \$
Saint-Ignace-de-Loyola	P	1 959	60 906 582 \$	109 632 \$
Saint-Ignace-de-Stanbridge	P	668	43 652 765 \$	78 575 \$
Saint-Irénée	P	601	41 284 011 \$	74 311 \$
Saint-Isidore	M	2 590	94 668 215 \$	170 301 \$
Saint-Isidore	P	2 420	106 845 975 \$	192 323 \$
Saint-Isidore-de-Clifton	M	807	42 423 762 \$	76 363 \$
Saint-Jacques	M	3 713	142 059 089 \$	255 705 \$
Saint-Jacques/Wolfestown	P	182	8 685 636 \$	15 634 \$
Saint-Jacques-de-Leeds	M	759	30 841 850 \$	55 515 \$
Saint-Jacques-le-Mineur	P	1 665	70 756 211 \$	127 361 \$
Saint-Janvier-de-Joly	M	934	28 893 250 \$	52 008 \$
Saint-Jean	P	864	84 411 800 \$	151 941 \$
Saint-Jean-Baptiste	P	2 924	133 066 480 \$	239 520 \$
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	382	18 208 008 \$	32 774 \$
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	218	3 257 295 \$	5 863 \$
Saint-Jean-de-Dieu	M	1 750	38 706 802 \$	69 672 \$
Saint-Jean-de-la-Lande	M	304	8 101 342 \$	14 582 \$
Saint-Jean-de-Matha	M	3 833	165 348 595 \$	385 262 \$
Saint-Jean-Port-Joli	M	3 417	128 842 295 \$	271 857 \$
Saint-Joachim	P	1 511	49 865 958 \$	89 759 \$
Saint-Joachim-de-Courval	P	719	23 940 428 \$	43 093 \$
Saint-Joachim-de-Shefford	P	1 179	54 133 027 \$	97 439 \$
Saint-Joseph-de-Beauce	V	4 436	167 894 550 \$	323 849 \$
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	1 708	84 636 700 \$	152 346 \$
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	P	230	16 536 828 \$	29 766 \$
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	398	13 390 383 \$	24 103 \$
Saint-Joseph-de-Lepage	P	501	16 269 435 \$	29 285 \$
Saint-Joseph-des-Érables	M	462	22 161 447 \$	39 891 \$
Saint-Jude	M	1 102	54 475 282 \$	98 056 \$
Saint-Jules	P	554	22 136 907 \$	39 846 \$
Saint-Julien	P	426	14 014 800 \$	25 227 \$
Saint-Just-de-Bretenières	M	826	24 713 172 \$	44 484 \$
Saint-Juste-du-Lac	M	653	15 178 867 \$	27 322 \$
Saint-Justin	P	1 094	43 709 825 \$	78 678 \$
Saint-Lambert	P	260	2 788 725 \$	5 020 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	1 568	106 531 215 \$	191 756 \$
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	1 198	36 462 713 \$	65 633 \$
Saint-Léandre	P	381	11 327 800 \$	20 390 \$
Saint-Léonard-d'Aston	M	2 269	89 371 416 \$	160 869 \$
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	1 006	44 747 525 \$	80 546 \$
Saint-Léon-de-Standon	P	1 219	40 509 168 \$	72 917 \$
Saint-Léon-le-Grand	P	1 105	25 139 862 \$	45 252 \$
Saint-Léon-le-Grand	P	985	40 034 768 \$	72 063 \$
Saint-Liboire	M	2 825	119 667 241 \$	215 401 \$
Saint-Liguori	P	1 862	73 286 705 \$	131 916 \$
Saint-Louis	P	709	31 695 890 \$	57 053 \$
Saint-Louis-de-Blandford	P	900	30 322 099 \$	54 580 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	M	462	15 701 268 \$	28 262 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	P	1 390	87 848 425 \$	158 127 \$
Saint-Louis-du-Hai-Hai	P	1 456	35 200 741 \$	63 361 \$
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	526	16 903 502 \$	30 426 \$
Saint-Luc-de-Vincennes	M	613	18 454 400 \$	33 218 \$
Saint-Luce-Luceville	M	2 845	101 705 432 \$	183 070 \$
Saint-Lucien	P	1 296	46 023 153 \$	82 842 \$
Saint-Ludger	M	1 232	45 976 150 \$	82 757 \$
Saint-Ludger-de-Milot	M	784	17 538 813 \$	31 570 \$
Saint-Magloire	M	733	25 735 088 \$	46 323 \$
Saint-Majorique-de-Grantham	P	878	36 170 360 \$	65 107 \$
Saint-Malachie	P	1 370	57 828 372 \$	104 091 \$
Saint-Malo	M	508	29 505 425 \$	53 110 \$
Saint-Marc-de-Figuery	P	614	18 442 475 \$	33 196 \$
Saint-Marc-des-Carières	VL	2 974	99 242 885 \$	178 637 \$
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	464	13 196 574 \$	23 754 \$
Saint-Marcel	M	560	15 965 119 \$	28 737 \$
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	619	39 568 725 \$	71 224 \$
Saint-Marcellin	P	323	12 351 350 \$	22 232 \$
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	2 009	105 276 352 \$	189 497 \$
Saint-Martin	P	2 605	73 529 665 \$	132 353 \$
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	4 296	168 348 625 \$	422 555 \$
Saint-Mathieu	M	1 997	72 379 863 \$	130 284 \$
Saint-Mathieu-de-Beloil	M	2 240	138 557 000 \$	249 403 \$
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	541	25 335 896 \$	45 605 \$
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	709	21 375 725 \$	38 476 \$
Saint-Maurice	P	2 287	70 836 922 \$	127 506 \$
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	1 342	23 266 833 \$	41 880 \$
Saint-Médard	M	275	5 000 920 \$	9 002 \$
Saint-Michel	P	2 645	113 005 025 \$	203 409 \$
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	1 677	81 560 186 \$	146 844 \$
Saint-Michel-des-Saints	M	2 594	145 040 674 \$	261 073 \$
Saint-Michel-du-Squatec	P	1 337	31 897 819 \$	57 416 \$
Saint-Modeste	P	901	33 950 039 \$	61 110 \$
Saint-Moise	P	605	13 796 051 \$	24 833 \$
Saint-Narcisse	P	1 876	57 728 091 \$	103 911 \$
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	1 063	63 424 950 \$	114 165 \$
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	1 012	29 704 673 \$	53 468 \$
Saint-Nazaire	M	2 030	48 884 010 \$	87 991 \$
Saint-Nazaire-d'Acton	P	878	42 534 450 \$	76 562 \$
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	408	12 073 206 \$	21 732 \$
Saint-Nérée	P	806	24 296 065 \$	43 733 \$
Saint-Noël	VL	475	8 320 127 \$	14 976 \$
Saint-Norbert	P	1 099	41 246 100 \$	74 243 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	871	38 295 915 \$	68 925 \$
Saint-Octave-de-Métis	P	526	11 565 342 \$	20 818 \$
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	1 479	49 977 625 \$	89 960 \$
Saint-Omer	M	401	9 216 680 \$	16 590 \$
Saint-Onésime-d'Ixworth	P	648	15 920 478 \$	28 657 \$
Saint-Ours	V	1 639	73 098 961 \$	131 578 \$
Saint-Pacôme	M	1 699	46 207 350 \$	83 173 \$
Saint-Pamphile	V	2 913	83 257 127 \$	149 863 \$
Saint-Pascal	V	3 552	122 510 947 \$	220 520 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	1 111	52 692 792 \$	94 847 \$
Saint-Patrice-de-Sherrington	P	2 009	101 469 422 \$	182 645 \$
Saint-Paul-d'Abbotsford	P	2 788	138 128 032 \$	248 630 \$
Saint-Paul-de-la-Croix	P	367	7 721 376 \$	13 898 \$
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	P	1 987	94 168 575 \$	169 503 \$
Saint-Paul-de-Montminy	M	843	29 410 300 \$	52 939 \$
Saint-Paulin	M	1 563	56 833 340 \$	102 300 \$
Saint-Philémon	P	846	30 515 187 \$	54 927 \$
Saint-Philibert	M	389	12 387 492 \$	22 297 \$
Saint-Philippe	M	3 917	142 018 340 \$	338 004 \$
Saint-Philippe-de-Néri	P	975	23 372 194 \$	42 070 \$
Saint-Pie	V	2 377	84 756 467 \$	152 562 \$
Saint-Pie	P	2 535	152 175 978 \$	273 917 \$
Saint-Pie-de-Guire	P	446	25 551 936 \$	45 993 \$
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	854	35 439 236 \$	63 791 \$
Saint-Pierre-Baptiste	P	469	26 203 403 \$	47 166 \$
Saint-Pierre-de-Broughton	M	852	39 685 784 \$	71 434 \$
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	156	5 086 295 \$	9 155 \$
Saint-Pierre-les-Becquets	M	1 997	90 826 126 \$	163 487 \$
Saint-Polycarpe	M	1 297	47 718 153 \$	85 893 \$
Saint-Prime	M	1 660	82 924 946 \$	149 265 \$
Saint-Prosper	M	2 810	81 975 542 \$	147 556 \$
Saint-Prosper	M	3 863	98 832 282 \$	230 279 \$
Saint-Prosper	P	504	24 850 035 \$	44 730 \$
Saint-Raphaël	M	2 250	75 790 065 \$	136 422 \$
Saint-Raymond	V	9 016	315 549 825 \$	636 049 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	P	491	20 062 449 \$	36 112 \$
Saint-René	P	586	15 456 023 \$	27 821 \$
Saint-René-de-Matane	M	978	19 807 001 \$	35 653 \$
Saint-Robert	P	1 838	65 014 578 \$	117 026 \$
Saint-Robert-Bellarmin	M	805	23 393 923 \$	42 109 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	P	4 498	181 650 850 \$	468 659 \$
Saint-Roch-de-Mékinac	P	301	21 673 200 \$	39 012 \$
Saint-Roch-de-Richelieu	M	1 817	60 044 316 \$	108 080 \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	980	37 186 272 \$	66 935 \$
Saint-Roch-Ouest	M	319	28 231 419 \$	50 817 \$
Saint-Romain	M	676	35 422 299 \$	63 760 \$
Saint-Rosaire	P	756	34 882 774 \$	62 789 \$
Saint-Samuel	P	696	19 692 770 \$	35 447 \$
Saints-Anges	P	954	45 397 108 \$	81 715 \$
Saint-Sauveur	P	4 823	436 889 250 \$	1 188 339 \$
Saint-Sébastien	M	838	34 164 138 \$	61 495 \$
Saint-Sébastien	P	709	48 647 280 \$	87 565 \$
Saint-Sévère	P	345	13 879 899 \$	24 984 \$
Saint-Sévère	P	268	16 267 800 \$	29 282 \$
Saint-Séverin	P	917	31 744 025 \$	57 139 \$
Saint-Siméon	P	1 220	27 981 725 \$	50 367 \$
Saint-Siméon	M	1 487	47 413 627 \$	85 345 \$
Saint-Simon	P	482	15 244 398 \$	27 440 \$
Saint-Simon	P	1 181	75 201 995 \$	135 364 \$
Saint-Simon-les-Mines	M	415	15 751 860 \$	28 353 \$
Saints-Martyrs-Canadiens	M	430	15 834 312 \$	28 502 \$
Saint-Stanislas	P	213	32 762 268 \$	58 972 \$
Saint-Stanislas	M	1 120	38 088 110 \$	68 559 \$
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	295	7 480 623 \$	13 465 \$
Saint-Sulpice	P	1 607	90 480 803 \$	162 865 \$
Saint-Sulpice	M	3 497	125 354 422 \$	264 498 \$
Saint-Syèvre	M	862	33 997 419 \$	61 195 \$
Saint-Syvestre	M	922	51 008 854 \$	91 816 \$
Saint-Télesphore	P	809	49 218 700 \$	88 594 \$
Saint-Tharcisius	P	511	9 351 394 \$	16 833 \$
Saint-Théodore-d'Acton	P	1 649	59 806 526 \$	107 652 \$
Saint-Théophile	M	822	38 658 480 \$	69 585 \$
Saint-Thomas-d'Aquin	P	4 178	184 104 664 \$	445 533 \$
Saint-Thomas-Didyme	M	785	22 428 623 \$	40 372 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Saint-Thurbe	P	361	11 051 800 \$	19 893 \$
Saint-Tite	V	3 959	132 921 771 \$	239 259 \$
Saint-Tite-des-Caps	M	1 527	51 094 933 \$	91 971 \$
Saint-Ubalde	M	1 480	68 777 479 \$	123 799 \$
Saint-Ulric	M	1 624	44 637 925 \$	80 348 \$
Saint-Urbain	P	1 487	48 611 680 \$	87 501 \$
Saint-Urbain-Premier	M	1 164	65 988 521 \$	118 779 \$
Saint-Valentin	P	472	27 674 909 \$	49 815 \$
Saint-Valère	M	1 343	44 906 241 \$	80 831 \$
Saint-Valérien	P	847	25 424 175 \$	45 764 \$
Saint-Valérien-de-Milton	CT	1 767	96 024 356 \$	172 844 \$
Saint-Vallier	M	1 049	44 660 958 \$	80 390 \$
Saint-Venant-de-Paquette	M	105	6 121 113 \$	11 018 \$
Saint-Vianney	M	563	9 980 275 \$	17 964 \$
Saint-Victor	M	2 486	96 858 344 \$	174 345 \$
Saint-Wenceslas	M	1 087	51 088 111 \$	91 930 \$
Saint-Zacharie	M	2 130	64 280 138 \$	115 704 \$
Saint-Zénon	M	1 237	63 533 052 \$	114 359 \$
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	435	9 905 151 \$	17 829 \$
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	782	43 962 750 \$	79 133 \$
Saint-Zotique	VL	4 288	167 927 120 \$	421 497 \$
Sayabec	M	1 910	65 279 283 \$	117 503 \$
Schefferville	V	281	2 401 834 \$	4 323 \$
Scotstown	V	687	12 103 083 \$	21 786 \$
Scott	M	1 714	61 787 964 \$	111 167 \$
Senneterre	V	3 376	99 108 306 \$	203 172 \$
Senneterre	P	1 108	32 589 089 \$	58 660 \$
Sept-Îles	V	24 235	1 282 154 095 \$	1 500 000 \$
Sept-Rivières	TR	109	6 694 900 \$	12 051 \$
Shawville	VL	1 543	72 838 041 \$	131 108 \$
Sheen-Esher-Aberdeen-et-Malakoff	CU	139	18 832 864 \$	33 899 \$
Shefford	CT	5 129	229 228 490 \$	653 301 \$
Shigawake	M	353	6 918 262 \$	12 453 \$
Shipshaw	M	2 922	88 247 032 \$	158 845 \$
Stanbridge East	M	874	34 831 000 \$	62 696 \$
Stanbridge Station	M	363	20 848 757 \$	37 528 \$
Stanstead	V	3 291	93 526 340 \$	156 803 \$
Stanstead	CT	1 006	157 231 533 \$	283 017 \$
Stanstead-Est	M	617	39 567 996 \$	71 222 \$
St-Cyprien-de-Napierville	P	1 353	84 648 387 \$	152 367 \$
Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	441	10 120 460 \$	18 217 \$
St-Lambert-de-Lauzon	P	4 841	160 470 739 \$	436 480 \$
Stoke	M	2 712	94 233 327 \$	169 620 \$
Stornoway	M	581	27 162 146 \$	48 892 \$
St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	M	575	37 762 755 \$	67 973 \$
Stratford	CT	818	72 989 656 \$	131 381 \$
Stukely-Sud	VL	954	37 907 820 \$	68 234 \$
Sutton	V	1 800	70 653 370 \$	127 176 \$
Sutton	CT	1 877	247 705 100 \$	445 869 \$
Tadoussac	VL	917	48 430 992 \$	87 176 \$
Taschereau	VL	590	10 151 551 \$	18 273 \$
Taschereau	M	494	6 233 396 \$	11 220 \$
Témiscaming	V	3 127	175 435 702 \$	335 082 \$
Témiscamingue	TR	91	27 460 587 \$	49 429 \$
Thorne	CT	389	41 274 916 \$	74 295 \$
Thurso	V	2 498	133 792 550 \$	240 827 \$
Tingwick	P	1 307	58 308 810 \$	104 956 \$
Tourville	M	731	14 000 430 \$	25 201 \$
Trécesson	CT	1 108	36 022 136 \$	64 840 \$
Tremblay	CT	3 899	86 064 400 \$	200 530 \$
Très-Saint-Rédempteur	P	643	27 040 563 \$	48 673 \$
Très-Saint-Sacrement	P	1 305	68 505 320 \$	123 310 \$
Tring-Jonction	VL	1 449	45 698 925 \$	82 258 \$
Trois-Pistoles	V	3 739	96 533 205 \$	220 096 \$
Trois-Rives	M	435	33 927 712 \$	61 070 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

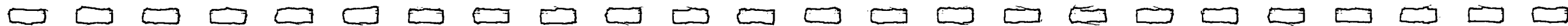
Question 41: B) Les prévisions de factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités pour 2002 ventilées par catégories d'intervention

Nom de la municipalité	Des	Pop 2002	RFU 2000	Facture 2002
Uiverton	M	270	17 784 928 \$	32 013 \$
Upton	M	2 173	75 769 925 \$	136 386 \$
Val-Alain	M	932	26 509 218 \$	47 717 \$
Val-Barrette	VL	617	16 235 977 \$	29 225 \$
Val-Brillant	M	998	24 932 482 \$	44 878 \$
Valcourt	V	2 382	101 373 321 \$	182 472 \$
Valcourt	CT	970	47 918 500 \$	86 253 \$
Val-David	VL	3 988	191 515 950 \$	455 808 \$
Val-des-Bois	M	738	48 528 666 \$	87 352 \$
Val-des-Lacs	M	717	54 924 000 \$	98 863 \$
Val-Joli	M	1 544	64 963 503 \$	116 934 \$
Valée-de-l'Or	TR	364	8 484 735 \$	15 273 \$
Valée-Jonction	M	1 914	62 248 500 \$	112 047 \$
Val-Morin*	M	2 351	147 627 018 \$	265 729 \$
Val-Racine	P	130	9 411 370 \$	16 940 \$
Val-Saint-Gilles	M	166	2 328 388 \$	4 191 \$
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	964	50 561 473 \$	90 993 \$
Venise-en-Québec	M	1 227	78 203 795 \$	140 767 \$
Ville-Marie	V	2 924	111 067 377 \$	199 921 \$
Villeroiy	M	532	17 367 926 \$	31 262 \$
Waltham	M	457	19 400 254 \$	34 920 \$
Warden	VL	368	8 979 399 \$	16 163 \$
Warwick	V	4 981	196 395 574 \$	353 512 \$
Waterloo	V	4 381	125 888 432 \$	319 757 \$
Waterville	V	1 793	73 258 308 \$	131 865 \$
Weedon	M	2 738	96 384 844 \$	173 493 \$
Wentworth	CT	419	72 386 300 \$	130 295 \$
Wentworth-Nord	M	1 129	132 759 505 \$	238 967 \$
Westbury	CT	951	35 620 696 \$	64 117 \$
Wickham	M	2 514	89 573 455 \$	161 232 \$
Windsor	V	5 465	261 185 196 \$	706 324 \$
Wotton	M	1 623	53 882 236 \$	96 985 \$
Wright	CT	1 260	48 669 072 \$	87 604 \$
Yamachiche	M	2 659	101 452 433 \$	182 614 \$
Yamaska	M	1 731	63 355 227 \$	114 039 \$

1 508 738 61 048 024 345 \$ 120 569 552 \$

Facturation manuelle (desserte après le 01 janvier 2002)				
Asbestos	V	6599	257 609 954 \$	805 296 \$
Amos	V	13475	505 722 527 \$	1 483 915 \$
Saint-Rémi	V	5833	231 637 591 \$	672 257 \$

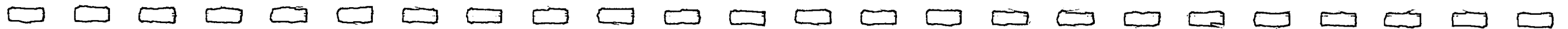
1 534 645 62 042 994 417 123 531 020 \$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

42. LA LISTE DES PROGRAMMES D'AIDE POUR LA SÉCURITÉ CIVILE, AVEC UN BILAN PAR PROGRAMMES, INCLUANT LE BUDGET DU PROGRAMME, SES EFFECTIFS, L'ÉTAT DE SES DÉPENSES, LE NOMBRE ET LA NATURE DES RÉCLAMATIONS DEMANDÉES ET LES RÉSULTATS DE CHAQUE RÉCLAMATION



Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 42 : La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile, avec un bilan par programmes, incluant le budget du programme, ses effectifs, l'état de ses dépenses, le nombre et la nature des réclamations demandées et les résultats de chaque réclamation

Programmes	NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES	MONTANTS VERSÉS (\$)	
		DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2001	DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME
<u>PROGRAMME DES INONDATIONS ET DES PLUIES DILUVIENNES</u>			
Pluies abondantes survenues à Rivière-Pentecôte le 25 mai 1999 (1593-01)	1	0,00	0,00
Inondations et embâcles survenus les 17 et 18 décembre 2000 et lors de l'hiver et printemps 2001 (1192-01)	94	142 000,00	142 000,00
Pluies abondantes dans le municipalité de Destor (556-01)	1	1 602,35	1 602,35
Grandes marées et pluies abondantes survenues au Québec (557-01)	33	14 790,39	14 790,39
Pluies abondantes août 2000 (1339-00)	33	127 708,34	148 326,06
Pluies abondantes juin 2000 (1119-00)	121	230 981,60	952 168,95
Inondations hiver et printemps 2000 (1021-00)	22	93 689,63	134 611,89
Pluies abondantes juin et juillet 1999 (1080-99)	67	139 617,81	337 951,73
Inondations de l'hiver 98-99 (276-99)	45	98 221,72	373 640,31
Pluies abondantes mai, été et automne 1998 (1418-98)	157	1 951,95	1 290 321,83
Inondations décembre 1997, hiver et printemps 1998 (452-98)	2 054	258 316,31	18 416 779,48
Pluies abondantes juin et juillet 1997 (1359-97)	554	10 315,92	3 757 305,15
Inondations décembre 1996, hiver et printemps 1997 (1356-97)	154	54 140,10	610 997,92
Pluies abondantes des 8 et 9 novembre 1996 (1446-96)	1 971	15 773,53	9 168 634,42
Pluies abondantes des 8 et 9 août 1996 (1023-96)	661	0,00	2 629 432,01
Inondations février et mars 1996 (404-96)	68	0,00	281 751,66
Inondations janvier 1996 (177-96)	818	362,33	3 661 741,77
<u>AUTRE PROGRAMME MAJEUR</u>			
Incendie BPC St-Basile (1286-88, 1444-88, 1797-88)	3 844	8 071,76	14 462 859,29
<u>PROGRAMMES DE SAUVETAGE</u>			
Glissement de terrain survenu dans la municipalité de Piedmont (1594-01)	1	0,00	0,00
Glissement de terrain survenu dans la municipalité Le Bic le 6 juin 2001 (1193-01)	1	23 075,00	23 075,00
Manque d'eau potable à Saint-Pie (999-01)	1	775 000,00	775 000,00
Glissement de terrain à l'Assomption (976-01)	1	30 140,00	30 140,00
Glissement de terrain à Saint-Césaire (140-01)	1	210 660,63	210 660,63

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 42 : La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile, avec un bilan par programmes, incluant le budget du programme, ses effectifs, l'état de ses dépenses, le nombre et la nature des réclamations demandées et les résultats de chaque réclamation

Programmes	NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES	MONTANTS VERSÉS (\$)	
		DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2001	DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME
Stabilisation des berges à Pointe-Lebel (139-01)	1	771 353,53	771 353,53
Glissement de terrain à Saint-Césaire (1399-00)	2	45 880,34	47 335,34
Sauvetage Nunavik et Basse-Côte-Nord (832-01)	10	5 772 477,78	5 787 946,54
Sauvetage Piedmont (796-98)	1	0,00	25 480,83
<u>PROGRAMMES DIVERS</u>			
Conflit survenu à Listuguj à l'été 1998 (1029-98, 1377-98)	275	94 452,41	2 089 126,02
<u>PLUIES DILUVIENNES DE SAGUENAY</u>			
Inondations du Saguenay juillet 1996	7 650	1 835 585,75	136 107 631,23
<u>TEMPÊTE DE VERGLAS 1998</u>			
Tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 (27-98)	1 013	35 493 533,64	249 326 871,09
TOTAUX	19 658	45 332 702,82	450 662 535,42

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2001-2002
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 42 : LA LISTE DES PROGRAMMES D'AIDE POUR LA SÉCURITÉ CIVILE, AVEC UN BILAN PAR PROGRAMMES, INCLUANT LE BUDGET DU PROGRAMME, SES EFFECTIFS, L'ÉTAT DE SES DÉPENSES, LE NOMBRE ET LA NATURE DES RECLAMATIONS DEMANDÉES ET LES RÉSULTATS DE CHAQUE RECLAMATION

Effectifs et budget		(\$)	
PROGRAMMES	EFFECTIFS ¹	BUDGET ²	
Verglas	12	45 838 300	
Saguenay	2	2 336 800	
Autres programmes	11	9 346 083	
¹ : Comprend les effectifs permanents (6) et occasionnels affectés à la gestion des programmes ² : Comprend l'aide financière versée aux victimes de sinistres			



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

43. LA LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA SÉCURITÉ CIVILE EN PRÉCISANT
POUR CHACUN, L'EFFECTIF ET LE BUDGET ALLOUÉ



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 43 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant pour chacun, l'effectif et le budget alloué

Identification	Effectifs réguliers 2001-2002	Personnel occasionnel 2001-2002	Budget (\$) 2001-2002
Direction régionale du Bas Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine			381 464
-70, rue Saint-Germain Est, bureau 110, Rimouski (Québec) G5L 7J9	6	0	
-96, Montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé (Québec) G4X 2W4	1	0	
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik			775 901
-1122, chemin St-Louis, bureau 200, Sillery (Québec) G1S 1E5	11	0	
-4, rue Place de l'Église, C.P. 3700, Baie-Saint-Paul (Québec) G3Z 3B6	1	0	
Direction régionale du Saguenay- Lac Saint-Jean-et de la Côte Nord			315 125
-3950, boulevard Harvey, RC-01, Jonquièrre (Québec) G7X 8L6	4	0	
-625, boulevard Lafleche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	1	2	
Direction régionale de la Mauricie et du Centre du Québec			507 482
-1300, rue Sainte-Marguerite, bureau 201, Trois-Rivières (Québec) G8Z 1V7	9	1	
Direction régionale de Montréal			417 675
-35, rue Port-Royal Est, 5 ^e étage, Montréal (Québec) H3L 3T1	9	0	
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie			539 705
-200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9	2	1	
-165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	7	2	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME :Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 43 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué			
Direction régionale de Laval, de Lanaudière et des Laurentides			385 259
-35, rue Port-Royal Est, bureau, 5.08, Montréal (Québec) H3L 3T1	1	0	
-5100, rue Sherbrooke Est, RC-23, Montréal (Québec) H1V 3R9	4	0	
-85, rue de Martigny, local 4.39, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 3R8	2	0	
-150, rue Saint-Paul, Rez-de-chaussée, Joliette (Québec) J6E 5G3	1	0	
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec			<u>506 854</u>
-170, rue de l'Hôtel de Ville, bureau 3.220, Gatineau (Hull) (Québec) J8X 4C2	5	1	
-170, avenue Principale, bureau 205, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	<u>2</u>	<u>0</u>	
	<u>66</u>	<u>7</u>	<u>3 829 465</u>



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 44. LA LISTE DES LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION OU DE MODIFICATION
AVEC LA DATE DU DÉBUT DU PROCESSUS ET UNE DESCRIPTION DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT**

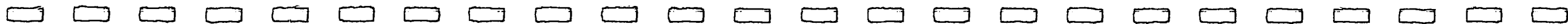


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 44 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification au Ministère, avec la date du début du processus et l'état d'avancement

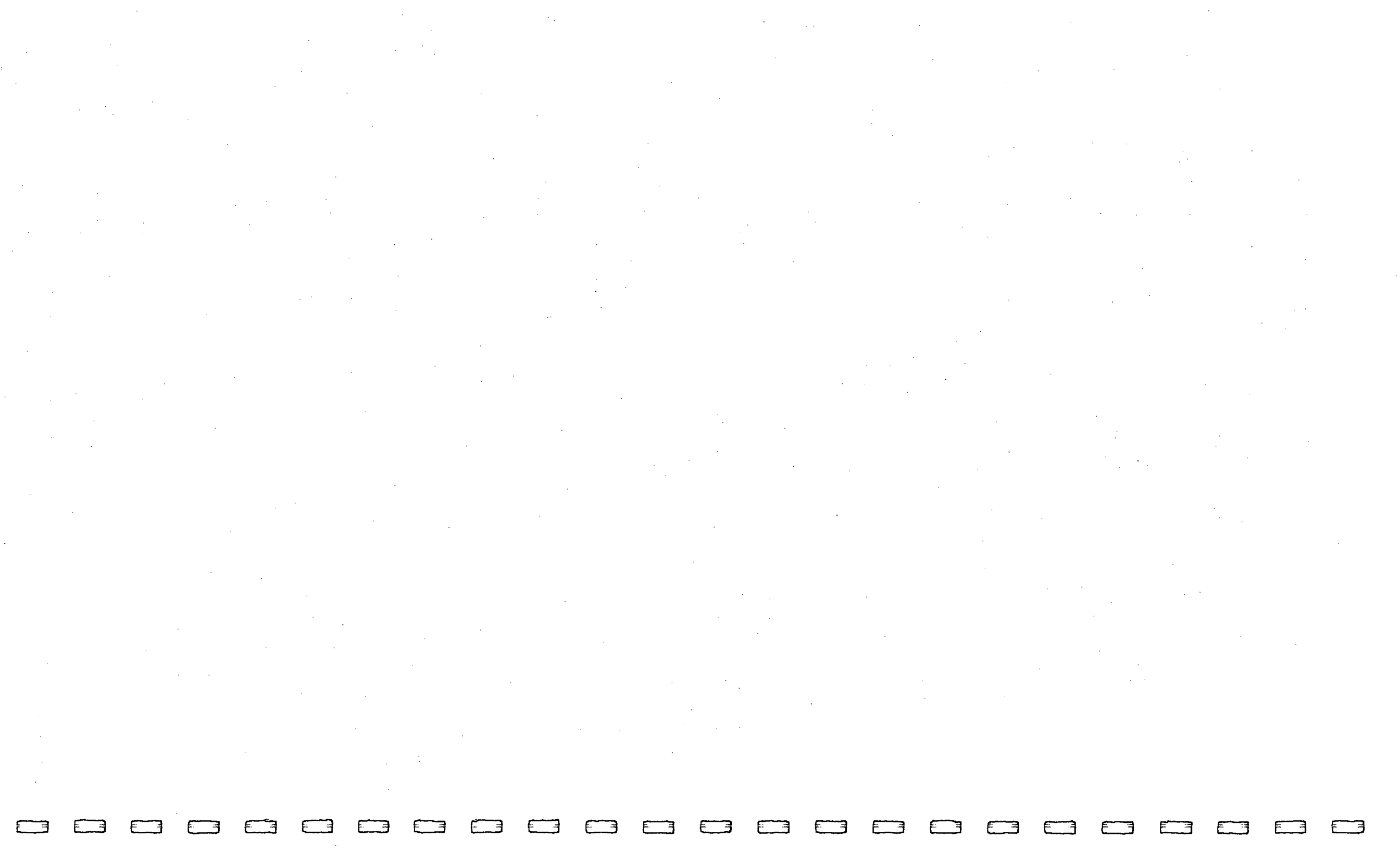
TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX
Loi sur le système correctionnel	Été 2001	Mémoire et projet de loi transmis au Secrétariat général du Conseil exécutif au printemps 2002.
Livre blanc sur la sécurité privée	Automne 2001	Élaboration des orientations et d'un Livre blanc en 2002-2003
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques	Automne 2001	Mémoire et projet de loi transmis au Secrétariat général du Conseil exécutif au printemps 2002.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

45. LA LISTE DE TOUS LES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS
POUR DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES, DES PROJETS LOCAUX OU DES PROJETS-PILOTES,
LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME
QUI EN A LA GESTION, LE NOM DES ORGANISMES OU PROJETS QUI ONT OBTENU
UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION, LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ
POUR LA PÉRIODE 2001-2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REÇUS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions pour des organismes communautaires, des projets locaux ou des projets-pilotes, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2001-2002.

Le Service de la prévention de la criminalité de la Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité gère l'ensemble de tous les programmes de financement ayant comme objectif commun de subventionner des projets ponctuels en prévention de la criminalité.

Trois (3) programmes de financement sont gérés par le Service : le Programme sur le partage des produits de la criminalité (budget pour l'année 2001-2002 : 713 421 \$, le budget de transfert (budget pour l'année 2001-2002 : 148 300 \$) et un Programme de financement cogéré par le Bureau des assurances du Canada (BAC) (budget pour l'année 2001-2002 : 25 000 \$). Ce dernier programme consiste à subventionner, à parts égales, des projets spécifiques en prévention de la criminalité en fonction de certaines problématiques.

Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité
Projets subventionnés (année financière 2001-2002)

Organisme	Titre du projet	Financement
Action Communautaire Jeunesse (Région de Québec) inc.	La prévention du taxage auprès des jeunes : une histoire de complicité!	19 120,00 \$
Action Jeunesse Roussillon	Pas de taxage dans mon école s'il-vous-plait	18 154,00 \$
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	Outil de diagnostic et formation	20 000,00 \$
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	Projet Focus (Trousse)	20 000,00 \$
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	Focus (volet 2)	20 000,00 \$
Bureau de la Communauté Chrétienne des Haïtiens de Montréal	Prévention du taxage auprès des jeunes	20 000,00 \$
Carrefour Jeunesse Desjardins	Faut qu'on s'en parle	15 185,00 \$
Carrefour-Jeunesse D'Iberville	La prévention du taxage auprès des jeunes	20 000,00 \$
Centre d'Aide aux Victimes d'Actes Criminels des Laurentides	La taxe du silence	20 000,00 \$
Centre de prévention de la violence familiale Générations	Tel-jeunes pour contrer le taxage : s'attaquer d'abord à l'intimidation et au rejet	20 000,00 \$
Centre d'Initiatives pour le développement communautaire, l'Unité	Maison des jeunes 6-12 ans	20 000,00 \$
Centre régional de Prévention de la Criminalité de Maurice-Centre-du-Québec	Prévention du taxage auprès des jeunes	40 000,00 \$
Défi-Jeunesse du Haut St-Maurice Inc.	Taxe non incluse	11 550,00 \$
Fondation Carrefour Nouveau-Monde	Taxer c'est pas jouer	20 000,00 \$
Forum-Jeunesse Charlevoix-Ouest	La prévention du taxage auprès des jeunes	20 000,00 \$
Groupe Jeunesse 2000 inc.	Programme de sensibilisation et d'information portant sur le taxage dans les écoles	22 000,00 \$
La Maison des Jeunes (La Barak) de Granby inc.	Focus Granby	19 400,00 \$
La Table de Concertation Jeunesse Villeray-La Petite Patrie	Le phénomène du taxage dans la localité de Villeray/La Petite Patrie : état de situation et actions de prévention	19 385,00 \$
Le Centre Option-Prévention T.V.D.S.	Étude de besoins et diagnostic sur le taxage à Lachine	19 922,00 \$
Le Comité régional de prévention du crime Saguenay-Lac-Saint-Jean	Action - prévention - taxage (excluant Roberval)	20 000,00 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

Le Comité régional de prévention du crime Saguénay-Lac-Saint-Jean	Action - prévention - taxage Saguénay	20 000,00 \$
Les Œuvres de la maison Dauphine Inc.	Le taxage dans Québec-Centre, mythe ou réalité	20 000,00 \$
Lévaison St-Pie X	Donne-moi ton appui, brisons le silence!	20 000,00 \$
Maison de jeunes Laser Le S.O.B.B.S. de Roberval	Le taxage, un crime grave	9 988,00 \$
Maison des jeunes de Carleton	Enquête sur la réalité du taxage à Carleton-St-Omer	20 000,00 \$
Maison des jeunes Le Carrousel	La Passerelle	20 000,00 \$
Maison des jeunes patriotes de Saint-Jean-Port-Joli	Les Patriotes préviennent le taxage	20 000,00 \$
Mouvement de la relève d'Amos-région	Freiner ou éviter le phénomène du taxage dans la MRC Abitibi	20 000,00 \$
Objectif Sécurité Action (OSA ANJOU)	Projet de prévention du taxage	20 000,00 \$
Pacte Bois-Francis inc.	Le taxage une action concertée	20 000,00 \$
Patro Laval inc.	Romp le silence	20 000,00 \$
Prévention Sud-Ouest	Taxage (analyse et intervention dans le sud-ouest de Montréal)	19 850,00 \$
Sablier	Taxer, c'est Voler en CRIME	19 000,00 \$
Table de concertation jeunesse d'Ahuntsic	Projet taxados	20 000,00 \$
Trajet jeunesse inc.	Le taxage : stop man	19 867,00 \$
Unité d'information et d'action en toxicomanie des Moulins (UNIATOX)	Je me prends en main	20 000,00 \$
TOTAL		713 421,00 \$

Budget de transfert
Projets subventionnés (année financière 2001-2002)

Organisme	Titre du projet	Financement
Association des directeurs de police du Québec	Contribution à la mission du MSP et à l'amélioration de la sécurité publique	20 000,00 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	Maintien d'un Centre international à Montréal	90 000,00 \$
Centre régional de Prévention de la Criminalité de Maurice-Centre-du-Québec	Journée de la Sécurité et de la Prévention, édition 2001	1 800,00 \$
Organisation du Forum sur le leadership québécois policier	Forum sur le leadership québécois policier 2001 à Montréal	2 000,00 \$
Programme du BAC/MSP	Projets spécifiques en prévention de la criminalité en fonction de certaines problématiques (vandalisme, vol par effractions, taxage, etc.)	25 000,00 \$
Séminaire Intersection	Séminaire de travail Intersection (approche de police communautaire)	5 000,00 \$
Société des jeux mondiaux des policiers et pompiers Québec 2005 inc.	Jeux internationaux d'Indianapolis 2001 des policiers et pompiers	3 000,00 \$
Institut québécois de la déficience intellectuelle	Colloque interpellant les corps policiers dans l'adaptation des interventions auprès de la clientèle à déficience intellectuelle	1 500,00 \$
TOTAL		148 300,00 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions pour des organismes communautaires, des projets locaux ou des projets-pilotes; le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2001-2002

Consortium Ouranos

Création et déploiement d'un consortium en climatologie et en adaptation, doté d'un cadre budgétaire très largement autofinancé par six ministères membres du Comité interministériel sur les changements climatiques (CICC), par Hydro-Québec, par Valorisation recherche Québec (VRQ) et par le Service météorologique canadien (SMC), et doté d'un horizon temporel de court terme (2001-2004) correspondant au temps nécessaire pour amorcer le démarrage des mesures du plan d'action gouvernemental en *Climatologie et en Adaptation*.

Ministères impliqués : Min. de la Recherche, de la science et de la technologie, Min. des Ressources naturelles, Min. des Affaires municipales et de la Métropole, Min. de l'Environnement, Min. des Transports, Min. de la Sécurité publique, Min. de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

Subvention : 150 000 \$ Direction responsable : Coordination interministérielle mission reconstruction.

Musée des enfants de Laval (La Grande fête des enfants de Laval)

Subvention : 2 500 \$ Direction responsable : Direction des opérations territoriales de la sécurité civile

Festival des pompiers

Subvention : 2 500 \$ Direction responsable : Direction de la sécurité incendie

Institut national de recherche scientifique

Contribution ministérielle au projet d'évaluation de la production de monoxyde de carbone suite à des travaux à l'explosif.

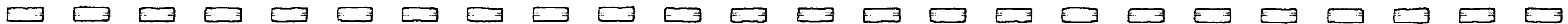
Subvention : 20 000 \$ Direction responsable : Direction des orientations en sécurité civile



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**46. POUR CHAQUE PROGRAMME DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION,
LA LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS
QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS
POUR LA PÉRIODE 2001-2002**



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 46 : Pour chaque programme de financement ou de subvention, la liste des organismes communautaires ou des projets qui se sont vu refuser un financement ainsi que les motifs de refus pour la période 2001-2002.

**Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité
Projets refusés (année financière 2001-2002)**

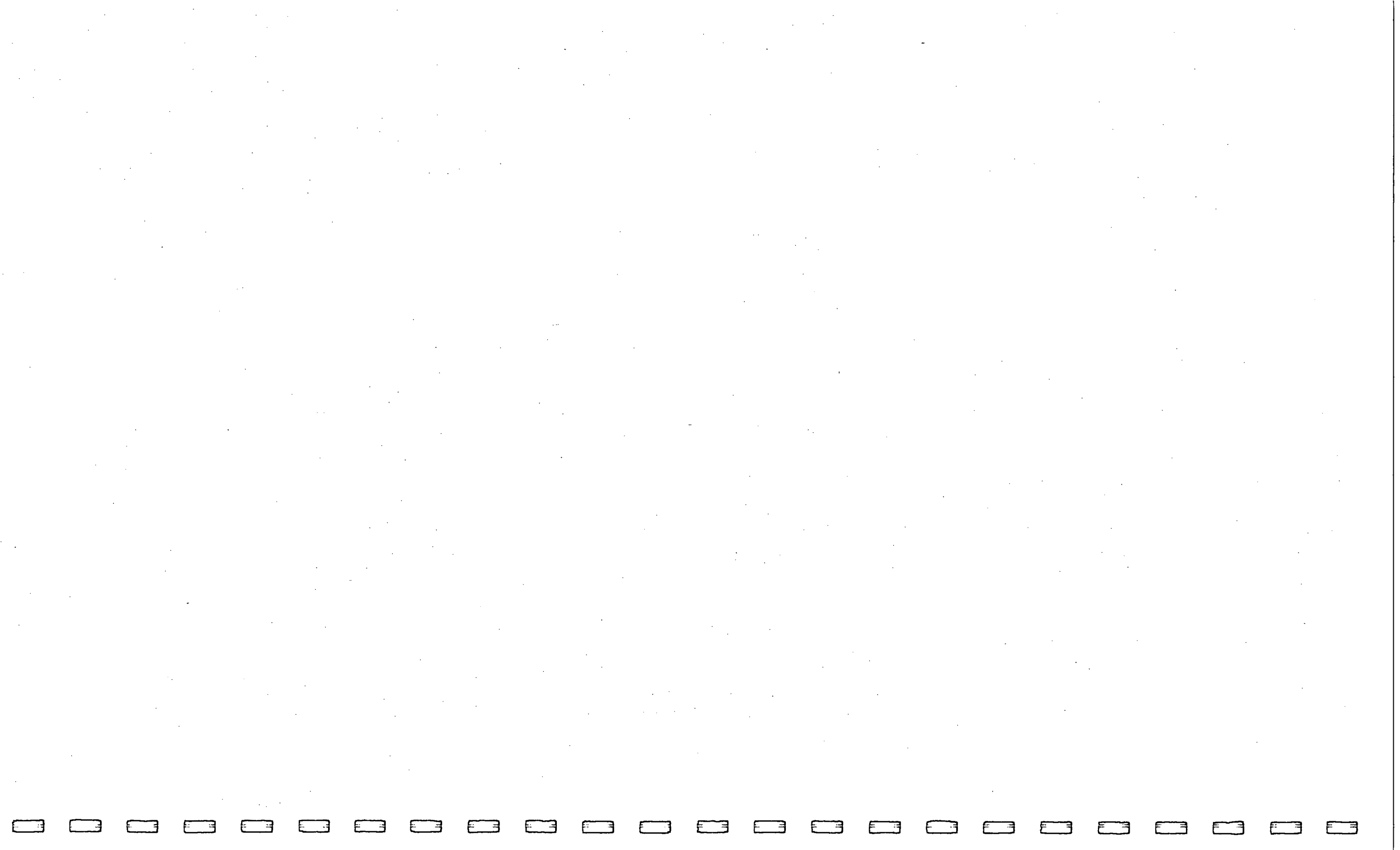
Organisme	Titre du projet
Carrefour communautaire St-Paul, secteur Ste-Thérèse	Augmentons notre sécurité
Club des jeunes de Longueuil	Le taxage moi j'en parle
Club Intergénération La Petite Patrie	Agir
École Jean Lemonde	Midi-Jeux
La Maison des jeunes de Farnham inc.	Implic'taxons
Le Centre Option-Prévention T.V.D.S.	Gue's-Apens (phase II)
Maison des jeunes de Bellefeuille	Prévention de la criminalité dans les parcs de Bellefeuille
Service Action Communautaire Outaouais inc.	Grenier du petit sportif
Société de criminologie du Québec	Trousse de sensibilisation au taxage : version anglaise
Société d'information Lac St-Jean TVLDM 9	Taxage chez les jeunes
SOS Predelt / Montérégie	Jeu de prévention "Dédale de la vie"
SOS Predelt / Haut-Richelieu	Jeu de prévention "Dédale de la vie"
SOS Predelt / Rive-Sud	Jeu de prévention "Dédale de la vie"
SOS Predelt / Yamaska Bas-Richelieu	Jeu de prévention "Dédale de la vie"

Motifs de refus : les projets ne s'inscrivaient pas dans les priorités du programme à savoir, la prévention du « taxage » auprès des jeunes ou n'étaient pas suffisamment développés pour pouvoir juger de leur utilité.

**Budget de transfert
Projets non subventionnés (année financière 2001-2002)**

Organisme	Titre du projet
Après-Coup	Ligne 24hres/24hres
Centre d'action bénévole de la région de Matane inc.	Au nom de la loi, je m'arrête ...
Consortium Adrenaline	Adrenaline
Fondation Ordina-Cœur	Demande d'aide financière
Info-Crime	Demande d'appui d'Info-Crime au MSP pour élargir champ d'action
Jeunesse au Soleil	Patrouille à bicyclette pour l'été 2001
La Fondation Internationale de Recherche et d'information sur les Drogues	Achat d'affiches sur conséquences de la drogue
L'Association des parents d'ados de Jonquière	Programme de développement des habiletés sociales
Le Centre Lanaudois d'information sur les Psychotropes (Le C.L.I.P.)	Campagne de financement annuelle
Le Centre Option-Prévention T.V.D.S.	Jeu "Gue's-Apens"
Les Productions les Bonheurs de Sophie inc.	Pièce de théâtre "La fin d'un rêve"
L'Unité Domrémy	Hommes et femmes ayant problèmes alcool, drogue et autres
Prométhée Haut-Richelieu	Délinquance chez les adolescents
Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale	Mise à jour du site Web
Résidence La Colombière	Demande d'aide financière
Saharas, Service d'aide aux hommes du littoral exerçant de la violence conjugale	Demande d'aide financière
Tandem-Jeunesse	Service d'Écoute, d'Intégration et de Support dans le Milieu (SEISM)
Théâtre contre violence	Pourtant, quand je rêve ...

Motif de refus : Les budgets ayant été épuisés, ces projets n'ont pu être financés mais ils ont été référés vers d'autres programmes.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 47. LA LISTE DES SOMMES DÉPENSÉES EN VERTU DU PROGRAMME DE PARTENARIAT
AINSI QUE LE PROJET QUI EN A BÉNÉFICIÉ POUR LA PÉRIODE 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05

QUESTION 47: La liste des sommes dépensées en vertu du programme de partenariat ainsi que le projet qui en a bénéficié pour la période 2001-2002

Projet en partenariat avec Hydro-Québec – Plan de mesures d'urgence nucléaire externe Gentilly 2

	Dépenses réelles 2000-2001 (\$)	Dépenses prévues* 2001-2002 (\$)
Ministère de la Sécurité publique	283 169	206 603

*Compilation finale non complétée



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 48. LA LISTE DES PROCUREURS AYANT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE
POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LEUR RÉMUNÉRATION POUR LA PÉRIODE 2001-2002,
AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES**

(Voir le Cahier de la Sûreté du Québec)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

49. VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR COMBATTRE LES JEUX DE HASARD ILLÉGAUX



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 49 : Ventilation des budgets accordés pour combattre les jeux de hasard illégaux

Il s'agit principalement de dépenses reliées à la rémunération et à la location d'un entrepôt où sont conservés les appareils illégaux saisis par les corps policiers.

Rémunération	6 800
Location	124 700
Autres dépenses de fonctionnement	9 000

Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 50. VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR MESURER ET DIMINUER LES COÛTS SOCIAUX
CAUSÉS PAR LES JEUX DE HASARD DEPUIS 1997**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 50 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 1997

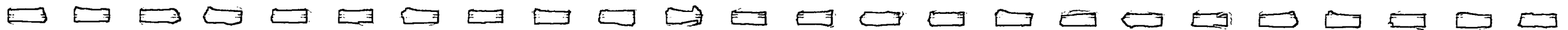
Lors de l'adoption du budget 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer un compte à fin déterminée au montant de 2 M \$

Gestion des licences

1 200 000,00 \$

Contrôle et impacts

800 000,00 \$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

51. POUR 2002-2003, INDIQUER LES SOMMES PRÉVUES POUR LA MISE EN ŒUVRE
DE LA POLITIQUE, PARTICULIÈREMENT À L'ÉGARD DE L'INTERVENTION
ET DU TRAITEMENT DES AGRESSEURS

(La réponse sera fournie par le ministère de la Justice)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

52. COPIE DES RECOMMANDATIONS ÉMISES PAR LES CORONERS, EN 2001-2002
CONCERNANT SPÉCIFIQUEMENT LE GOUVERNEMENT,
SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES



1. ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

1.1 VÉHICULES À MOTEUR - CONDUCTEURS

Avis / Dossiers :	A-122802	102372
	A-122803	102373
	A-122806	102374
	A-122805	102375

Événement :

Enquête publique sur le carambolage survenu sur l'autoroute 20 à St-Michel-de-Bellechasse le 24 juillet 1999, faisant 4 victimes.

Recommandations :

Que le ministère de l'Éducation et le ministère des Transports :

- rendent obligatoire pour tous les nouveaux chauffeurs le cours de formation de base, en vue de l'obtention d'un permis de conduire pour les classes I, II et III;
- portent la durée du cours de base de 615 heures (17 semaines) à 735 heures (20 semaines) incluant le stage, par l'ajout de trois semaines de formation à l'école visant à raffiner les techniques de conduite et développer des habitudes sécuritaires;
- mettent sur pied un programme de formation permanente d'une journée par année ou l'équivalent et rendent ce programme de formation permanente minimal obligatoire pour tous les détenteurs d'un permis de conduire de classe I, II ou III. Au moment de demander le renouvellement de son permis de conduire, le chauffeur devra faire la preuve qu'il a bénéficié de cette formation permanente;

Que le ministère de l'Éducation, en collaboration avec les écoles de formation reconnues, rende obligatoire pour tous les jeunes aspirants chauffeurs, une formation permanente dispensée par les écoles reconnues, à raison de deux sessions de trois jours par année sur une période de deux ans.

Que le ministère de l'Éducation étudie la possibilité, avec ses homologues des autres provinces environnantes, de mettre sur pied un centre de formation sur simulateur destiné aux routiers;

Que l'Association du camionnage, de concert avec l'Association québécoise du transport routier, la Société de l'Assurance automobile du Québec et le Groupement des Assureurs automobiles mettent au point un système universel de points de mérite visant à reconnaître le nombre d'heures de conduite sans accident et l'absence de points de démerite et assortissent des bénéfices tangibles à cette reconnaissance dont, notamment, une diminution proportionnelle du coût du permis de conduire et de la prime d'assurance;

Que la Société de l'assurance automobile du Québec et le ministère des Transports mettent à la disposition des routiers étrangers des exemplaires de leurs avis dans les haltes routières, restaurants et garages où s'arrêtent en général les camionneurs, de façon à assurer une plus large diffusion de ces avis;

Que le ministère des Transports :

- rende obligatoire l'élaboration d'un plan de gestion de la circulation préalablement à la mise en marche de tout chantier de construction important et vise à l'uniformité;
- convienne avec la Sûreté du Québec et les corps de police municipaux ou régionaux concernés, d'un protocole d'entente relativement à la gestion de la circulation aux abords des chantiers de construction;
- émette une directive afin qu'aucun changement ne soit apporté aux planches de signalisation, soit au moment de la conception du plan de circulation en cours d'exécution du contrat, en vue de juxtaposer ou d'ajouter à la planche de signalisation déjà prévue, à moins d'avoir préparé et

soumis pour approbation au directeur régional du ministère des Transports une demande écrite justifiant le changement ou l'ajout;

- abolisse le panneau «risque de congestion» et le remplace sur les chantiers importants et lorsque la sécurité l'exige par une signalisation réalisée grâce à des panneaux à message variable et que ceux-ci soient bilingues lorsque nécessaire afin de faire passer le message à transmettre. Pour les chantiers de moindre importance, et lorsque applicable, le panneau comportant des signaux lumineux devrait être utilisé;

- choisisse entre le panneau T 100 et D 220 afin d'utiliser un seul et unique panneau pour indiquer une perte de voie, soit en signalisation temporaire ou permanente;
- adopte la notion de visibilité d'anticipation par rapport à la visibilité à l'arrêt pour s'assurer de la visibilité suffisante du chantier de construction;

Que le Gouvernement du Québec :

- soumette la signalisation sur les chantiers de construction à l'application de l'article 328 du Code de sécurité routière et ce, dans les plus brefs délais;
- double le mandat des amendes et le nombre de points de démerite pour toute infraction au Code de la sécurité routière commise sur les chantiers de construction.
- mette en place sur les chantiers de construction un système de surveillance électronique (cinémomètre avec photo en vue d'assurer l'application rigoureuse du Code de la sécurité routière et afin de mieux protéger les vies humaines autant celles des travailleurs qui œuvrent sur ces chantiers que celles des usagers qui ont à y circuler;
- amende le Code de la sécurité routière afin de rendre responsable le propriétaire immatriculé du véhicule pour les infractions commises par le véhicule dans les zones de travaux routiers.

Organismes visés :

Ministère des Transports
Ministère de l'Éducation
Société de l'assurance automobile du Québec
Sûreté du Québec

Avis / Dossier : A-127695 102665

Événement :

Un jeune homme de 18 ans décède d'un polytraumatisme suite à une collision frontale survenue sur la route 55 à Saint-Nicéphore, lorsque le véhicule qu'il conduisait s'est retrouvé sur la voie de la circulation en sens inverse, probablement à cause de la fatigue ou de l'inattention de son conducteur.

Recommandation :

Que le ministère des Transports construise l'autoroute 55 à voies divisées d'une extrémité à l'autre et non seulement à son début et à sa fin.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-130771 106331

Événement :

Une femme de 23 ans est mortellement blessée suite à une collision survenue avec un camion remorque survenu à l'intersection des routes 116 et 265 à Plessisville.

Recommandation :

Que le ministère des Transports installe un feu de circulation à l'intersection des routes 116 et 265 à Plessisville, afin de protéger de nombreuses vies humaines et blessures éventuelles.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-132128 103938

Événement :

Un accident de la route fait une victime sur la route 104 à Sainte-Brigide d'Iberville lorsqu'un des conducteurs, en situation de dépassement d'une semi-remorque, fait un face à face avec le véhicule circulant en sens inverse.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- revoie la géographie de la route entre Farnham et Sainte-Sabine, théâtre de nombreux accidents;
- modifie le marquage des lignes sur la chaussée afin de limiter le dépassement.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-134355 107655

Événement :

Un jeune conducteur de 19 ans, circulant sur la route 225 à Noyan, omet de faire son arrêt obligatoire à l'intersection de la route 202. Il décèdera 18 jours plus tard des blessures subies lors de cet accident.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- rende ce signal lumineux;
- procède au marquage de la chaussée avec des lignes blanches bien visibles.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-132755 103815

A-132756 103893

Événement :

Un accident de la route fait deux victimes sur le pont Laviolette de Trois-Rivières.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- appose à chaque entrée du pont, des indications claires sur le danger d'éblouissement par le soleil levant ou couchant et les plages horaires où ce danger existe dans chacune des directions;
- effectue la pose, sur la ligne centrale, d'une séparation empêchant les véhicules circulant dans une direction de dévier accidentellement sur les voies opposées, soit par perte de contrôle ou à la suite d'un impact.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-120976 104286

Événement :

Une jeune femme de 19 ans est mortellement blessée dans un accident de la route survenu dans une courbe prononcée, à l'entrée sud de Saint-Félicien.

Recommandations :

Que le Comité Tripartite :

- voie à solutionner le problème de visibilité en approche de la courbe Hamel, par un remodelage de la courbe et de son devers, incluant l'élimination d'un garage situé à l'intérieur de la courbe ainsi qu'un certain nombre d'arbres situés à l'extérieur de la courbe côté est près de la voie ferrée bordant le terrain de la résidence Hamel;
- voie à ce qu'un renforcement de la signalisation soit effectué afin de mettre en évidence le danger que représente cette courbe;
- voie à ce que la limite de vitesse soit abaissée à 50 km à l'heure;
- voie à ce que l'entente, liant le ministère des Transports et la municipalité de Saint-Félicien pour l'entretien de cette portion de route, soit révisée et appliquée avec plus de rigueur, surtout l'hiver;
- voie à étudier la possibilité qu'un feu de signalisation soit installé près de l'entrée de la voie de contournement, si elle se réalise, afin de ralentir la circulation qui entre ou qui sort de la ville;
- voie à ce qu'un échéancier précis soit fourni au Bureau du coroner, sur les décisions et travaux projetés;
- voie à présenter au Bureau du coroner, toutes autres propositions rencontrant les objectifs précités, mais différentes de celles qui précèdent;
- voie à réaliser son mandat dans les plus brefs délais, pose les bonnes actions et fasse en sorte que les solutions adoptées soient définitives et durables.

Organismes visés :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-134903 105373

Événement :

Un accident de la circulation fait une victime sur la route 125, à Chertsey.

Recommandation :

Que le ministère des Transports revole les dangers inhérents au site et considère la possibilité d'y mettre un panneau avertisseur ou encore un feu clignotant pour signaler les dangers environnementaux.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-132901 103561

Événement :

Une jeune conductrice de 19 ans perd le contrôle de son véhicule suite à un phénomène d'aquaplanage survenu sur l'autoroute 15 à La Prairie.

Recommandation :

Que le ministère des Transports entreprenne une étude approfondie des conditions de sécurité routière de l'autoroute 15 dans le secteur situé entre le boulevard Montcalm à Candiac et le boulevard Matte à La Prairie, afin d'apporter le plus tôt possible les correctifs appropriés pour éviter les accidents favorisés par les situations d'aquaplanage sur cette autoroute.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-124843 103113

Événement :

La victime s'était arrêtée pour porter assistance au conducteur d'un camion de la compagnie Transport Baie-Comeau, dont la remorque s'était détachée. Elle a été mortellement blessée par le chargement de bois qui s'est déversé d'un camion remorque arrivant sur les lieux et dont le conducteur, dû à l'effet de surprise, a essayé une manœuvre d'évitement. Cet accident est survenu sur la route 389, en territoire non organisé, à 74 km de Baie-Comeau.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec assure un suivi auprès de la compagnie Transport Baie-Comeau quant à l'état et au programme d'entretien de la flotte des véhicules sous sa responsabilité.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-130345 104465

Événement :

Un homme de 77 ans décède des blessures subies cinq jours auparavant lors d'un accident de la route survenu sur le boulevard Henri IV, à la sortie du boulevard Hamel à Québec.

Recommandation :

Que le ministère des Transports étudie la problématique du site et y apporte, s'il y a lieu, les correctifs nécessaires afin de rendre cette intersection plus sécuritaire.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-124850 104050

Événement :

Le conducteur d'un véhicule automobile circulant sur la route 138 dans une courbe à la hauteur du Lac Long et de la pourvoirie du Lac Jimmy, est mortellement blessé par le versement d'un chargement de bois provenant d'un tracteur routier circulant en sens inverse.

Recommandation :

Que le ministère des Transports procède à une étude de la géométrie routière de la courbe du Lac Long et corrige les éléments susceptibles d'avoir contribué à l'accident.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-127205 98965

Événement :

Le conducteur d'un véhicule automobile, âgé de 79 ans, est mortellement blessé lorsqu'il est heurté par un camion lourd alors qu'il traversait les deux voies est du boulevard Desjardins à Maniwaki, pour atteindre la voie ouest.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- définisse un plan d'action pour rendre cet accès conforme à ses règlements en ce qui concerne l'accessibilité aux commerces cités plus haut;
- priorise ce site dans sa programmation de régulariser les accès non conformes à ses règlements dans la zone urbaine de Maniwaki.

Que la Sûreté du Québec et tous ceux qui s'intéressent à la sécurité routière dans le secteur de Maniwaki soient vigilants dans l'attente de la définition du plan d'action et la programmation de régularisation des accès non conformes du ministère des Transports.

Organismes visés :

Ministère des Transports du Québec
Sûreté du Québec

Avis / Dossier : A-120698 104078

Événement :

Une conductrice de 20 ans, circulant sur le chemin Shefford à Bromont, perd le contrôle de son véhicule automobile pour se retrouver sur la voie inverse et être trappée de plein fouet par une fourgonnette qui y circule.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- procède au pavage de l'accotement dans la courbe située près du 1398 rue Shefford à Bromont, sur une largeur minimale de un mètre;
- considère modifier la vitesse permise à cet endroit.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-132449 104249

Événement :

Un homme de 85 ans est mortellement blessé sur l'autoroute 20, à Saint-Michel-de-Bellechasse, après avoir perdu le contrôle de son véhicule, dérapé, fait un tête-à-queue, capoté et s'être retrouvé à nouveau sur ses roues sur le terre-plein.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- revoie les indications pour activer les signaux lumineux aux abords de la rivière Boyer (Saint-Vallier);
- considère la possibilité que ces signaux puissent aussi servir à aviser les automobilistes lorsque le secteur de l'autoroute 20 est dangereux pour des raisons autres que le brouillard (neige, glace, etc.).

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-128400 101141

Événement :

Un accident de la route fait une victime sur le rang Saint-Léon, à Saint-Tite-des-Caps.

Recommandation :

Que le ministère des Transports s'assure avec l'arrivée de la prochaine saison, que le rang Saint-Léon soit bien nettoyé et que les lignes latérales blanches soient facilement apparentes. Ce qui inclue des vérifications régulières afin de pouvoir intervenir rapidement pour nettoyer la chaussée.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-112676 103186

Événement :

Le conducteur d'un véhicule automobile décède six jours après avoir été victime d'un accident survenu au kilomètre 47,2 de l'autoroute 15, à La Prairie.

Recommandation :

Que le ministère des Transports examine les risques associés aux facteurs favorisant l'aquaplanage par accumulation d'eau lors de fortes pluies et à la situation créée par l'absence de

frontière (glissière New Jersey ou autre) dans le terre-plein séparant les deux voies de l'autoroute 15, entre le virage en « U », au sud de boulevard Matte et le viaduc de Salaberry.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-120667 102073

Événement :

Le conducteur d'une fourgonnette décède après être entré en collision avec l'arrière d'un camion semi-remorque immobilisé sur l'accotement de l'autoroute 10, à Granby Canton.

Recommandations :

Que le ministère des Transports envisage la construction de quelques haltes routières le long de l'autoroute des Cantons de l'Est, pour permettre aux conducteurs de stationner leurs véhicules de façon sécuritaire, en dehors des voies de circulation, pour leurs besoins de repos, leurs besoins physiologiques et les nécessités de vérification de leurs véhicules.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec continue et intensifie ses campagnes d'information et de sensibilisation auprès des conducteurs de véhicules pour les amener à transporter leurs petits passagers, de la façon la plus sécuritaire possible.

Organismes visés :

Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-133357 102927

Événement :

Une dame de 65 ans décède des blessures subies lors d'un accident survenu à l'intersection de la route 158 et Grande-Ligne, à Saint-Alexis-de-Montcalm.

Recommandations :

Que le ministère des Transports s'assure que les boîtes électriques des panneaux de signalisations soient verrouillées ou, pour le moins, soient à l'épreuve du vandalisme et qu'elles soient munies de panneaux d'appoint rapidement utilisables en cas de pannes électriques.

Que le ministère des Transports et la Sûreté du Québec s'assurent que les plans de communication soient clairs et connus de tous.

Organismes visés :

Ministère des Transports du Québec
Ministère de la Santé publique
Sûreté du Québec

Avis / Dossier : A-131707 104947

Événement :

Le conducteur d'un véhicule automobile décède des blessures subies suite à un accident survenu dans une courbe de la route 148 à Chatham, lorsqu'il quitte sa voie et percute un camion lourd semi-remorque circulant en sens inverse.

Recommandation :

Que le ministère des Transports réduise la limite de vitesse à 70km/h pour les deux voies dans cette section de la route 148.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-134515 106895

Événement :

Un homme de 32 ans, circulant sur la route 277 à St-Anselme de Dorchester, est mortellement blessé lorsque le conducteur d'un camion 6 roues de la compagnie Alfred Couture Limitée de St-Anselme perd le contrôle de son véhicule et frappe de plein fouet celui de la victime circulant en sens inverse.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- s'assure le plus tôt possible de l'application stricte et effective du programme d'entretien préventif de la compagnie Alfred Couture Limitée et constate les résultats de l'application de ce programme sur l'état de la flotte de véhicules. Un accident particulier devrait être mis dans la qualification des mécaniciens de la compagnie et dans la tenue des dossiers véhicules ;
- s'assure que sa surveillance à l'égard de la compagnie Alfred Couture Limitée soit permanente ;
- fasse rapport à la Commission des Transports du Québec, au moindre accroç de la compagnie Alfred Couture Limitée, afin de voir à retirer celle-ci du programme d'entretien préventif et, de ce fait, à l'obliger à soumettre tous ses véhicules à la vérification mécanique périodique obligatoire.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

1.2 VÉHICULES À MOTEUR - PASSAGERS

Avis / Dossiers :	A-132786	105546	A-132790	105550
	A-132787	105547	A-132791	105551
	A-132788	105548	A-122792	105552
	A-132789	105549.	A-132793	105553

Événement :

Un accident survenu sur la route du Port à Nicolet fait 8 petites victimes parmi les enfants d'une garderie en sortie pour une activité sociale.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec et le ministère des Transports du Québec exercent un leadership en matière de législation et de réglementation et tentent de lever les ambiguïtés de la législation actuelle.

Que le ministère de la Sécurité publique donne une formation minimale aux policiers sur la réglementation et les dispositifs de retenue des enfants à bord des véhicules à moteur, afin de faire respecter la loi et donner des avis éclairés aux citoyens.

Que l'Association des CLSC et des CHSLD :

- exerce un certain leadership pour renseigner la population sur la sélection, l'emploi et l'entretien des dispositifs de retenue pour les enfants. Il devrait toujours y avoir au moins une personne ressource disponible dans chaque CLSC qui soit en mesure de répondre aux questions des parents sur la configuration, l'installation et l'entretien de ces dispositifs de retenue;
- rende accessible un service d'inspection des dispositifs existants et de conseil pour les parents qui en font la demande.

Que la ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance :

- inclut dans leurs normes ou barèmes d'agrément, une connaissance ou une formation minimale sur la loi et les dispositifs adéquats pour le transport sécuritaire des enfants selon leur taille et leur poids;
- voit à la possibilité que les garderies exigent que les parents des enfants qui leur sont confiés disposent de systèmes de retenue adéquats, lesquels pourraient être laissés à la garderie lors de certaine activités particulière impliquant le transport de leurs enfants dans un véhicule autre que le leur.

Organismes visés :

Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère des Transports du Québec
Ministère de la Sécurité publique
Ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance

Avis / Dossier :	A-136707	106167
	A-136708	106168
	A-136709	106169

Événement :

Un accident de la route fait trois victimes sur le chemin Milton (route 137) dans le Canton de Granby, lorsque la fourgonnette occupée par celles-ci entre en collision face à face avec une autre fourgonnette surgissant subitement dans leur voie, après avoir dépassé un véhicule arrêté pour procéder à un virage à gauche.

Recommandation :

Que le ministère des Transports étudie cette portion de route et propose une solution pour diminuer les risques que représentent ces courbes.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-128168 107194

Événement :

Une femme de 78 ans, passagère avant d'un véhicule automobile, est mortellement blessée lorsque le conducteur de la voiture qu'elle occupe procède à un virage à gauche et omet de céder le passage au véhicule circulant en sens inverse. Cet accident est survenu à l'intersection des routes 173 et 276 à Saint-Joseph de Beauce.

Recommandation :

Que le ministère des Transports étudie cette intersection et envisage, soit un prolongement du délai de clignotement actuellement trop court ou mieux, l'installation d'un feu, sous forme de flèche verte, indiquant le virage à gauche ou encore toute autre amélioration jugée nécessaire.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-135715 107391

Événement :

Une jeune femme de 21 ans, passagère d'un véhicule automobile croisant l'intersection du boulevard des Laurentides et de la sortie de l'autoroute 440 à Laval, est mortellement blessée lorsque le conducteur d'un autre véhicule brûle son feu rouge et la heurte de plein fouet du côté passager.

Recommandation :

Que le ministre des Transports amende le Code de la Sécurité routière à l'effet que celui qui est condamné de négligence criminelle, de conduite dangereuse, de délit de fuite ou de conduite avec facultés affaiblies et d'avoir causé la mort, ne puisse plus obtenir de permis de conduire. Cette même mesure devrait également s'appliquer aux récidivistes.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossiers : A-130826 104833

Événement :

Une passagère d'un véhicule automobile, conduit par son mari, décède le lendemain d'un accident de la route survenu sur l'autoroute 25, à la hauteur de la voie d'accès Moody, à Terrebonne.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec réduise immédiatement la limite de vitesse permise à 70 km/h à l'approche de la courbe Moody de l'autoroute 25, jusqu'à la fin de la courbe, dans les deux directions.

Que la Sûreté du Québec, poste autoroutier de Lanaudière, prenne les mesures nécessaires afin que les limites de vitesse soient respectées sur son réseau et poursuive même ceux qui dépassent de 10 à 15 km/h la limite permise.

Organismes visés :

Ministère des Transports du Québec
Sûreté du Québec

Avis / Dossiers :	A-124481	100521
	A-124473	100523

Événement :

Un accident de la route fait trois victimes sur le boulevard Pierre-Laporte, à Granby. Le dérapage d'un des véhicules, dû à une chaussée glissante, est l'élément déclencheur de cet accident.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive ses campagnes d'information et de sensibilisation auprès du grand public en général et auprès des parents, en particulier, concernant l'utilisation des sièges d'enfant;
- distribue dans les départements d'obstétrique des centres hospitaliers du Québec, le dépliant « Un siège d'auto pour enfants – mal installé. Danger! »;

Que tous les CLSC du Québec, lors des cliniques de vaccination, fassent un rappel sur la sécurité des enfants en auto, quitte à redistribuer une copie du dépliant cité à la recommandation précédente.

Organismes visés :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossiers :	A-132723	105813
	A-132727	105927

Événement :

Un accident fait deux victimes sur la route 185, à Notre-Dame du Lac, lorsque la conductrice du véhicule automobile, voulant effectuer un virage en « U », s'est fait emboutir par un camion-remorque circulant sur la voie de gauche.

Recommandation :

Que le ministère des Transports, dans son plan de réfection de la route 185, prévoie suffisamment de voies de dégagement pour la rendre plus sécuritaire et interdire les virages en « U » aux endroits où ceux-ci ne peuvent pas se faire dans des conditions sécuritaires.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier :	A-127844	104676
-------------------------	----------	--------

Événement :

Une jeune femme de 19 ans est mortellement blessée lorsque le véhicule automobile dans lequel elle prend place heurte de plein fouet une remorque artisanale qui s'est détachée du camion qui la tirait.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- réglemente l'immatriculation des véhicules de type remorque artisanale de moins de 900 kg de façon à ce que les propriétaires soumettent leurs remorques à une inspection mécanique lors de l'immatriculation et subséquemment lors de son renouvellement ou selon un échéancier précis;

- publicise l'entretien général annuel à faire sur ce type de véhicule de même que la façon d'utiliser les chaînes, les câbles ou autres dispositifs pour que la remorque soit supportée et qu'elle garde la même trajectoire que le véhicule remorqueur en cas de bris du dispositif d'attelage reliant les deux véhicules.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-124488 100928

Événement :

Le passager arrière d'un véhicule automobile décède des blessures subies lorsque le véhicule dans lequel il prenait place se retrouve dans un fossé, quatre à cinq mètres plus bas que la route.

Recommandation :

Que le ministère des Transports procède à l'amélioration de cette section de la route 235, en procédant à la pose de glissière de sécurité dans cette portion de route où les fossés sont très profonds.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

1.3 VÉHICULES À MOTEUR - MOTOCYCLISTES

Avis / Dossier : A-135161 105971

Événement :

Le conducteur d'une motocyclette Suzuki perd le contrôle de son véhicule, emboute l'arrière de la voiture qui le précède, avant d'être projeté sur un autre véhicule circulant dans l'autre voie. Cet accident est survenu sur le viaduc du boulevard Sauvé, surplombant l'autoroute 15 à Montréal.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- fasse subir un test de conduite au renouvellement de l'immatriculation du motocycliste, sur une fréquence prescrite par règlement;
- mette en place un mécanisme afin que les motocyclettes soient inspectées, sur une fréquence prescrite par règlement, afin d'éviter des modifications, tel un pneu plus grand que les spécifications du fabricant, pour des performances de vitesse.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-129688 102001

Événement :

Le conducteur d'une motocyclette de marque Kawasaki, modèle ZX600MC, est mortellement blessé lorsqu'il perd le contrôle de son véhicule, frappe la chaîne de trottoir, s'éjecte et poursuit sa course dans les airs pour aller violemment heurter un lampadaire sur la route 117, à Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- se questionne sérieusement sur la place qu'ont les motocyclettes de ce type sur les routes, lesquelles ne sont pas des pistes de course;
- révise à la hausse les critères de compétence pour piloter de tels véhicules

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-124346 101246

Événement :

Une jeune femme de 23 ans, ayant peu d'expérience dans la conduite de la motocyclette, heurte un garde-fou dans une courbe de l'autoroute du Vallon Sud, à la hauteur de la sortie du chemin Sainte-Foy, à Sainte-Foy.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- fasse une étude afin de déterminer, s'il y a lieu, de réintroduire une formation complète obligatoire afin d'obtenir un permis de classe 6A;
- institue l'obligation, lors de l'essai sur route, qu'un contact radio entre les motocyclistes (instructeur et apprenti) soit présent afin de conseiller les apprentis-conducteurs dans l'obtention de leur permis 6A.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-131918 102798

Événement :

Un motocycliste entre en collision avec une automobile qui initiait un virage à gauche en lui coupant le chemin, à l'intersection des rues Atwater et Sherbrooke, à Montréal.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec sensibilise les conducteurs de motocyclettes à la nécessité de porter des casques homologués.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-126771 102436

Événement :

La passagère d'une motocyclette circulant sur la route 132, à Contrecoeur, est mortellement blessée lorsqu'elle est éjectée après que la moto sur laquelle elle prend place heurte un véhicule automobile qui s'apprêtait à tourner à gauche bloquant ainsi la voie.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec étudie la possibilité de resserrer les législations concernant l'obligation du port du casque protecteur afin d'encourager le port du casque de sécurité dûment approuvé et décourage le port d'imitation.

Que l'Office de la protection du consommateur étudie les moyens de décourager la vente et l'achat des casques de sécurité qui ne rencontrent par les normes.

Organismes visés :

Société de l'assurance automobile du Québec
Office de la protection du consommateur

1.4 VÉHICULES À MOTEUR - MOTONEIGES

Avis / Dossier : A-129102 . 99735

Événement :

Une collision frontale entre deux motoneiges fait une victime sur le sentier 365, dans le parc des Laurentides. L'accident serait dû à de la vitesse de la part d'un des deux véhicules.

Recommandations :

Que la Sûreté du Québec donne les consignes à tous les postes de la Sûreté du Québec à l'effet de faire appel à des appareils de compagnies privées, advenant que leur hélicoptère ou celui des Forces armées canadiennes ne soit pas disponible.

Que les instances gouvernementales statuent sur l'organisme payeur dans le cas où une évacuation médicale par hélicoptère serait effectuée par une entreprise privée.

Organismes visés :

Ministère de la Sécurité publique
Sûreté du Québec

1.5 PIÉTONS

Avis / Dossier : A-131665 107835

Événement :

Un enfant de 6 ans, revenant à pieds de la maternelle, est mortellement blessé en traversant la route 169 à St-Félicien pour se rendre à son domicile.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- avance d'une centaine de mètres, le ou les panneaux de signalisation de vitesse de 50km/h à l'entrée du village, avant la zone habitée ;
- installe un feu clignotant à l'entrée du village et un panneau indiquant une zone scolaire et les heures de classe.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-121751 95321

Événement :

Un homme de 61 ans est frappé mortellement par une souffleuse à neige à l'intersection des rues Sherbrooke et Cadillac, à Montréal.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- forme un comité afin de revoir les normes des souffleurs à neige (véhicule lourd) pour ainsi tenter d'améliorer le problème de visibilité relié à l'utilisation de ces engins;
- amende l'article 497 du Code de la sécurité routière de la façon suivante :
« *Tout véhicule routier d'une masse nette de plus de 900 kg, muni d'un engin de déblaiement mécanique servant à souffler la neige, soit escorté d'un véhicule de surveillance transportant un signaleur qui aura la possibilité d'autoriser tous les déplacements par un contact visuel direct avec le conducteur.* »

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

2. AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS

2.1 ACCIDENTS AÉRIENS

Avis / Dossier : A-124968 96960
 A-124969 96959

Événement :

Un Cessna s'écrase après avoir accroché un fil parafoudre à l'aéroport Laval Aviation, à St-François-de-Laval, communément appelé piste Contant, faisant deux victimes.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- se questionne sur la présence de lignes à haute tension situées sur une piste d'atterrissage, même si cette piste est privée et ne rencontre pas les normes de sécurité;
- s'assure de la distribution du fascicule rappelant la sécurité dans le vol près des lignes à haute tension;
- se questionne sur la réglementation minimale en ce qui concerne les pistes privées afin que les propriétaires de telles pistes n'installent pas ces dernières n'importe où et au moins, que les sources de danger évidentes soient éliminées par des règlements minimaux.

Que Hydro-Québec procède à l'installation de balises sur les fils parafoudres des lignes à haute tension situées sur la piste Contant et ce, même si cette piste n'a pas à respecter les normes de sécurité parce qu'il s'agit d'une piste privée.

Organismes visés :

Hydro-Québec

Avis / Dossiers :	A-124808	99168	A-124812	99172
	A-124809	99169	A-124813	99173
	A-124810	99170	A-124815	99174
	A-124811	99171		

Événement :

Enquête publique portant sur la recherche des causes et des circonstances des décès de sept personnes survenus lors de l'écrasement d'un « Islander » dans le fleuve Saint-Laurent en bout de piste de l'aéroport de Pointe-Lebel.

Recommandation :

Que la Défense nationale, le Centre de coordination de recherche et de sauvetage de Halifax, la Garde côtière canadienne, le Centre de coordination de recherche et de sauvetage de Québec, la MRC Manicouagan et la Sûreté du Québec, district Côte-Nord :

- se concertent pour défrayer en commun les coûts d'acquisition et/ou construction et/ou location et d'entretien d'un hélicoptère muni d'un treuil pouvant se rendre rapidement sur le fleuve à la hauteur de Pointe-Lebel, d'un hangar chauffé situé près de ladite embarcation;
- se concertent pour défrayer en commun les coûts du personnel qui devra voler, naviguer et plonger, ainsi que les coûts de leur entraînement et de leur équipement pour faire de la recherche et du sauvetage.

Organismes visés :

Sûreté du Québec, district Côte-Nord

2.2 ASPHYXIES

Avis / Dossier : A-134870 105234

Événement :

Un homme de 68 ans décède d'un arrêt cardio-respiratoire à la suite d'une asphyxie par un corps étranger (carotte).

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux prenne ses responsabilités et clarifie par règlement ou législation l'instauration du premier répondant.

Organisme visé :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

2.3 INTOXICATIONS

Avs / Dossier : A-123141 98428

Événement :

Une femme de 33 ans, devenue dépendante aux narcotiques qu'elle prenait afin de soigner plusieurs problèmes physiques, dont des douleurs lombaires chroniques dues à l'obésité, décède d'une intoxication médicamenteuse.

Recommandations:

Que la Régie de l'assurance-maladie du Québec :

- examine la possibilité d'instaurer, à l'intérieur des limites imposées par la loi, et de gérer un système permettant de détecter la surconsommation de médicaments et de la contrôler;
- examine la possibilité d'offrir aux personnes ne bénéficiant pas d'un régime collectif d'assurance-maladie, la possibilité de recourir, sur prescription, à des traitements, tels la physiothérapie.

Organisme visé:

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Avs / Dossier : A-132630 107560

Événement :

Une femme de 33 ans, ayant une dépendance psychologique (toxicomanie, accoutumance) et une dépendance physique (syndrome de sevrage) aux substances psychotropes, décède d'asphyxie par arrêt respiratoire suite à une intoxication médicamenteuse.

Recommandations:

Que la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministère Emploi et de la Solidarité :

- mettent sur pied un groupe de travail à partir de la réalité observable de consommation inappropriée de médicaments, dont le mandat sera de permettre de faire de la prévention par des solutions d'accès facile à l'information sur la consommation réelle que fait un usager identifié par une consommation inappropriée ;
- modifient le texte de la lettre type transmise aux prestataires lors d'une fin de contrôle de la carte médicament, en modifiant le texte de la façon suivante : «...*Nous espérons que vous conserverez vos nouvelles habitudes de consommation...*».

Organismes visés:

Régie de l'assurance maladie du Québec
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Avis / Dossier : A-127425 97678

Événement :

Un homme de 43 ans, décrit comme ayant un trouble de personnalité avec anxiété grave et chronique sur une possible maladie bipolaire et des accès de dépression majeure, décède d'une intoxication médicamenteuse au Méthotriméprazine (Nozinan).

Recommandations:

Que la Régie de l'assurance maladie du Québec revoie ce cas sur les mêmes critères que ceux cités précédemment au Syndic de l'Ordre des pharmaciens du Québec.

Organisme visé:

Régie de l'assurance maladie du Québec

Avis / Dossier : A-124818 100408

Événement :

Une femme de 49 ans décède d'une asphyxie par arrêt respiratoire suite à une intoxication médicamenteuse.

Recommandation :

Que la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité renvoient leur programme conjoint de « mise sous contrôle du dossier médicaments », lorsqu'il s'agit d'un prestataire de la sécurité du revenu.

Organismes visés:

Régie de l'assurance maladie du Québec
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

2.4 NOYADES

Avis / Dossier : A-120966 101693

Événement :

Un homme de 50 ans, en voyage de pêche, se noie dans les eaux du lac Albanel, près de Chibougamau.

Recommandations :

Que la Société des établissements de plein air du Québec :

- se dote de chaloupes style « freighter » d'une longueur minimale de 18 ou 20 pieds, pour les usagers;
- remette une copie des règlements avec explications aux locuteurs des chaloupes;
- tienne un registre de tous les usagers inscrits à la SEPAQ en mentionnant l'heure du départ, l'endroit de leur destination, le temps de leur séjour, le nombre de personnes, les équipements emportés, la date et l'heure prévues du retour;
- développe un système afin de connaître les conditions météorologiques et de navigation qui prévalent sur le lac à toute heure du jour et que ces informations soient disponibles aux usagers ainsi que les recommandations appropriées par le responsable local;
- vérifie les charges et les équipements se retrouvant à bord des chaloupes afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux recommandations du fabricant, en s'assurant que les équipements de sécurité et de survie recommandés par Transports Canada y sont disponibles;
- prévoit un système de communication sur ondes FM pour les usagers;
- élabore un programme de vérification et de maintenance afin de s'assurer que les chaloupes seraient en tout temps en parfait état d'utilisation et sécuritaires pour les usagers;
- équipe et entraîne le personnel responsable sur place à porter assistance en tout temps aux usagers qui pourraient, malgré ces mesures, se retrouver en difficulté sur le lac.

Organisme visé :

Société des établissements de plein air du Québec

2.5 AUTRES ACCIDENTS

Avis / Dossier : A-130707 103257

Événement :

Un adepte de la course automobile, participant à une course de « stock car » à l'Autodrome Drummond de Drummondville, décède d'asphyxie et carbonisation après que son véhicule, ayant chuté dans un fossé, prenait feu.

Recommandations :

Que le Gouvernement du Québec légifère pour modifier le statut du Secrétariat aux loisirs et aux sports afin de leur permettre d'établir des normes dans quelque sport que ce soit, y compris le sport de la course automobile et voie à ce que les règles et règlements soient respectés.

Organisme visé :

Gouvernement du Québec

Avis / Dossiers :	A-129059	99444	A-129053	99445
	A-129051	99446	A-129052	99447
	A-129054	99448	A-129055	99449
	A-129056	99450	A-129058	99451
	A-129059	99452		

Événement :

Enquête publique portant sur les décès de neuf personnes survenus à la suite d'une avalanche qui a dévasté le gymnase de l'école de Saturnavik située dans le village de Kangisualujuaq, au Nouveau-Québec, dans la nuit du premier janvier 1999.

Recommandations :

Que le Gouvernement du Québec se dote d'une politique de sécurité civile priorisant la prévention, la préparation et la planification, au lieu de la réparation.

Que le ministre de la Sécurité publique :

- identifie les risques et le potentiel que surviennent des avalanches sur le territoire du Québec en faisant la tournée des sites jugés problématiques ou hasardeux et fasse le nécessaire pour qu'il y ait intervention lorsque la vie humaine est menacée;
- développe une expertise en la matière auprès d'institutions ou de consultants reconnus mondialement et voie à ce que les intervenants soient formés et aptes à agir sur le terrain lorsque des événements de ce genre surviennent;
- établisse à l'échelle provinciale des standards concernant les plans de zonage de toute construction future et ce, en s'inspirant du modèle suisse fourni au ministre de la Sécurité publique par l'expert Bruce Jamieson;

- mette en œuvre l'application de l'entente intervenue en 1999 entre le ministre de la Sécurité publique, le ministre délégué aux Affaires autochtones et l'Administration régionale Kativik, entente concernant la sécurité civile et la sécurité incendie dans le Nunavik;
- mette en œuvre l'application du rapport conjoint de la Sécurité publique et de l'administration régionale Kativik, préparé en octobre 1995 et révisé en novembre 1997 et plus particulièrement, de verser à l'ARK le financement prévu et lui fournir le support et l'expertise nécessaires à la mise en œuvre de l'entente;

- assiste l'ARK dans la construction, la rénovation de casernes d'incendie, s'il y a lieu, l'achat d'équipements et de véhicules pour combattre l'incendie dans les 14 villages du Nunavik;
- fournisse à l'ARK toutes les ressources nécessaires pour former du personnel compétent en matière d'incendie et de sécurité civile;
- assiste l'ARK sur le plan financier, technique ou autre dans la préparation régionale d'un plan d'urgence régional pour le Nunavik;
- assiste chacune des municipalités du Nunavik sur le plan financier, technique ou autre dans la préparation d'un plan d'urgence, pragmatique et facile d'application;
- voie à ce que les municipalités de ce territoire soient munies des équipements nécessaires pour combattre l'incendie, porter assistance aux personnes disparues et que du personnel compétent soit formé pour répondre aux mesures d'urgences terrestres et aquatiques;
- fasse l'installation de lignes téléphoniques dédiées à l'urgence (mairie, police, dispensaire) dans chacun des villages.

Que le ministre de la Santé et des services sociaux :

- engage une infirmière ou un infirmier licencié(e) pour œuvrer au dispensaire du Kangisualuujuaq, la population le justifiant;
- pourvoie les villages du Nunavik de fourgonnettes avec civières (deux) à l'arrière pour transporter les malades et les blessés;
- pourvoie les villages du Nunavik de civières que l'on peut arrimer à l'arrière d'un VTT l'été ou d'une motoneige en hiver, afin de conduire à l'abri des intempéries les malades ou les blessés de la toundra jusqu'au dispensaire;
- équipe les dispensaires, se trouvant sur le territoire du Nunavik, de moniteurs défibrillateurs cardiaques et d'un nombre suffisant de civières;
- remplace l'ambulance désuète du village de Kuujuaq;
- fasse en sorte que les infirmières et infirmiers œuvrant dans les dispensaires reçoivent une formation continue et qu'ils aient à leur disposition un ordinateur, une radio portative leur permettant de recevoir et de logger des appels aux secouristes se trouvant au chevet d'un blessé ou d'un malade dans la toundra;
- voie à ce que le personnel infirmier des dispensaires reçoive une certification en ATLS (Advance Traumatic Life Support), en ACLS (Advance Care Life Support) et une meilleure formation en ce qui touche le triage des patients, en cas d'urgence;

- voie à ce que l'on règle le problème de transport des blessés ou malades par avion (medevac) puisqu'il existe un sérieux problème à ce sujet dans tout le Nunavik;
- permette aux autorités de Centre de santé Tulattavik de Kuujuaq de faire appel, en cas de nécessité, à du personnel supplémentaire (infirmiers et/ou médecins) via l'avion gouvernemental.

Organismes visés :

Gouvernement du Québec
Ministère de la Sécurité publique
Ministère de la Santé et des Services sociaux

3. ACCIDENTS DE TRAVAIL

3.1 ACCIDENTS AVEC MACHINE

Avis / Dossier : A-130622 105102

Événement :

Un travailleur de la Scierie Gallichan inc. d'Amos est mortellement blessé par une raboteuse lorsqu'il est grimpé sur une poutre pour aider l'opérateur à débloquer un madrier pris dans l'engrenage de l'empileuse. Il s'est introduit sous l'appareil pour enlever la pièce de bois alors que l'opérateur, croyant la manœuvre de déblocage terminée, a reparti l'empileuse.

Recommandations :

Que la Régie régionale de la santé et des services sociaux conclue des ententes de partenariat avec des entreprises de transport et avec des compagnies ambulancières permettant de doter la région de l'Abitibi-Témiscamingue d'un service d'ambulance par hélicoptère, selon des modèles ontariens et américains.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux révise sa politique de rémunération des services ambulanciers afin de reconnaître de nouveaux modes de fonctionnement et permettre ainsi à la population des régions éloignées d'avoir accès aussi rapidement que possible à des services ambulanciers efficaces.

Organismes visés :

Régie régionale de l'Abitibi-Témiscamingue
Ministère de la santé et des services sociaux

3.2 ACCIDENTS DE VÉHICULES MOTEURS

Avis / Dossier : A-126766 102356

Événement :

Un conducteur de camion de livraison de courrier, employé par un sous-traitant, est mortellement blessé lorsqu'il emboutit un train routier lourdement chargé de graver, lequel gravitait péniblement une côte sur l'autoroute 55, à Sherbrooke.

Recommandation :

Que société de l'assurance automobile du Québec exerce une surveillance accrue auprès des camionneurs et des entreprises qui les emploient, pour assurer le respect des cycles d'heures maximales de conduite que prescrit le Code de sécurité routière.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-124841 103021

Événement :

Le conducteur d'un camion-remorque perd le contrôle de son véhicule dans une courbe de la route 138, à Les Escoumins. Il s'incline, verse sur le côté et tombe dans un fossé. L'homme est trouvé décédé sous le camion-remorque.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec, dans le cadre d'un programme de recherche en collaboration avec le ministère des Transports, réalise une enquête sur la conduite d'un véhicule sous l'influence du cannabis et ses conséquences et diffuse les résultats à tous les intéressés en matière de sécurité automobile.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-124830 101846

Événement :

Le conducteur d'un camion-remorque, âgé de 22 ans, perd le contrôle de son véhicule, tangue à quelques reprises dans une courbe à 90 degrés sur la route 389, près de Baie-Comeau et se renverse dans le fossé du côté gauche de la voie publique.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- dans le cadre d'un programme de recherche en collaboration avec le ministère des Transports, réalise une enquête sur la conduite d'un véhicule sous l'influence du cannabis et ses conséquences et diffuse les résultats à tous les intéressés en matière de sécurité automobile;
- à cause des particularités de la route à l'est de Saint-Anne-de-Beaupré, pour tout conducteur de véhicules lourds roulant sur les routes 138, 362, 381, 385, 389, 170 et 172, établisse un permis

de conduire. Ladite certification devrait porter sur le nombre raisonnable d'années d'expérience de conduite et de voyages au cours desquels il agit comme assistant conducteur sur lesdites routes.

- implante un cours de conduite de véhicules lourds reconnu et validé par la SAAQ et une obligation de mise à jour après un nombre raisonnable d'années.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère des Transports du Québec

3.3 PIÉTONS

Avis / Dossier : A-126282 100482

Événement :

Un jeune éboueur à temps partiel âgé de 17 ans, employé de la compagnie Matrec Bessette de Saint-Joachim-de-Shefford, décède sept jours après avoir été frappé par une camionnette sur le rang XI, à Laurenceville.

Recommandation :

Que la Commission de la santé et sécurité du travail étudie la pertinence de mettre en place des normes de sécurité plus rigides pour protéger les éboueurs et fasse les recommandations qui s'imposent aux organismes concernés.

Organisme visé :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

3.4 CHOCS ACCIDENTELS

Avis / Dossier : A-126798 102898

Événement :

Un employé de la compagnie Acier CMC inc. de Longueuil est mortellement écrasé par le renversement d'une pile de paquets de fer-angles d'acier.

Recommandation :

Que la CSST informe, par le biais des ententes internationales, le fournisseur Bayou Steel que la charpente incorrecte du paquet de fer-angles a causé la mort d'un travailleur.

Organisme visé :

Commission de la Santé et de la Sécurité du travail

4. SUICIDES

Avis / Dossier : A-135701 106762

Événement :

Un joueur compulsif, habitué des casinos de Montréal et de Hull, se suicide par monoxyde de carbone.

Recommandations:

Que Loto-Québec :

- installe, à l'intérieur de tous les casinos et à la vue du public, des affiches portant des messages sur les méfaits des jeux de hasard et ses dangers inhérents et sur lesquelles sera inscrit le numéro de téléphone de la ligne d'écoute et de référence;
- installe sur tous les vidéo-pokers ou appareils à sous, y incluant ceux qu'on retrouve dans les casinos, une étiquette bien en vue à cet effet;
- oblige les détenteurs de permis de vidéo-pokers ou d'appareils à sous de s'assurer de la présence de l'étiquette en tout temps, sous peine de retrait du permis.

Organisme visé :

Loto-Québec

Avis / Dossier : A-130946 104506

Événement :

Un jeune homme de 18 ans se suicide par arme à feu dans son foyer d'accueil où il demeure depuis l'âge de neuf ans.

Recommandations:

Que le ministre de la Jeunesse prenne connaissance de ce cas et harmonise les différents programmes gouvernementaux afin de s'assurer que d'avoir 18 ans ne sera plus un drame.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux établisse un protocole «d'urgence» de la sécurité du revenu pour les personnes atteignant 18 ans et un jour que les centres Jeunesse laissent s'envoler et qui désirent poursuivre leurs études afin de ne pas les désorganiser et perturber leur année scolaire et leur vie.

Que la Direction de la Sécurité du Revenu prenne connaissance de ce rapport et établisse un protocole d'urgence.

Organismes visés :

Ministre de la Jeunesse
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Direction de la Sécurité du Revenu

Avis / Dossier : A-134866 104966

Événement :

Un détenu, du Centre de détention Rivières-des-Prairies, placé en cellule d'isolement pour des gestes de violence et un langage menaçant commis à répétition, se suicide par pendaison en utilisant les draps de son lit qu'il avait déchirés.

Recommandation :

Que le Centre de détention de Rivière-des-Prairies voie à l'utilisation systématique de draps anti-suicide dans les cellules d'isolement.

Organisme visé :

Centre de détention de Rivière-des-Prairies

Avis / Dossier : A-133789 106039

Événement :

Un détenu du centre de détention Rivières-des-Prairies se suicide par pendaison dans sa cellule, en utilisant un barreau de son échelle avec la ceinture de son colocataire.

Recommandations :

Que les services correctionnels du Québec encouragent activement l'élaboration, le développement et le design de cellules communes sécuritaires (anti-pendaison) et placent de telles exigences dans leurs appels d'offre lors de construction et de rénovation.

Que le ministère de la Sécurité publique encourage les intervenants de juridiction québécoise ou municipale d'aller dans la même direction ainsi que partager le souci de cette réflexion avec les intervenants fédéraux.

Organisme visé :

Ministère de la Sécurité publique

5. DÉCÈS NATURELS

Avis / Dossier : A-131262 101662

Événement :

Un enfant âgé d'un an et 10 mois décède d'asphyxie par pneumonie d'aspiration aiguë, bronchiectasie et encéphalopathie anoxique néo-natale.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- mandate le Conseil d'évaluation des technologies de la santé du Québec (CÉTS) à étudier les cas de réanimation pour documenter et élaborer des recommandations appropriées;
- favorise les collaborations concrètes interdisciplinaires entre sages-femmes et médecins omnipraticiens, obstétriciens et pédiatres;
- explore la possibilité d'intégrer les sages-femmes en milieu hospitalier;
- s'assure que le programme de formation des sages-femmes les prépare à donner des soins pour les cas sans complication, mais aussi à reconnaître les anomalies de la grossesse, du travail et de la naissance. Ce programme devrait aussi leur permettre d'apprendre à travailler en équipe avec les médecins.

Organisme visé :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Avis / Dossier : A-118082. 98210

Événement :

Un homme de 65 ans, recruté pour faire partie d'une recherche effectuée par l'équipe du Dr Fernand Labrie du Centre de dépistage précoce du cancer de la prostate à Sainte-Foy, décède sept ans plus tard d'un cancer de la prostate.

Recommandations :

Que le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie mette sur pied un organisme de vérification des recherches impliquant des sujets humains ou confie le mandat au Vérificateur général du Québec afin d'assurer tant le respect des participants que les règles régissant la recherche impliquant des sujets humains.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de la Recherche et de la Technologie travaillent en collaboration à la mise sur pied d'un mécanisme de protection des sujets de recherche qui ferait en sorte qu'un sujet qui se croit lésé lors d'une recherche ait un recours simple, pratique et efficace auprès d'un organisme afin d'obtenir justice.

Organismes visés :

Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Avis / Dossier : A-133819 105821

Événement :

Une dame de 69 ans, atteinte d'une pneumonie et d'un néoplasie pulmonaire, décède au Château Rosemont, résidence d'hébergement pour personnes autonomes.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- réglemente la notion d'autonomie de la personne et uniformise l'outil d'évaluation dans tout le réseau de la santé, qui inclurait une grille avec indicateurs semblables au profil des besoins présenté au Tableau I;
 - responsabilise les propriétaires-gestionnaires envers la sélection de leur clientèle en créant une infraction pénale à leur égard;
 - crée l'exigence légale ou réglementaire d'un enregistrement auprès des régies régionales;
 - légifère pour conférer aux organismes du réseau de réels pouvoirs d'intervention dans les cas d'illégalité;
 - insiste auprès des propriétaires sur l'importance d'embaucher du personnel ayant une formation adéquate.
- Que le ministère des Affaires municipales :
- crée l'exigence légale ou réglementaire pour ce genre de « résidence supervisée », tel que défini par le Code du bâtiment 95, un permis municipal, pour toute ressource d'habitation privée qui accueille et dispense des services à cinq personnes et plus;
 - délivre ce permis municipal qu'après l'obtention d'une accréditation réalisée par la Régie régionale du territoire ou un organisme accréditeur reconnu par la Régie régionale du territoire.

Organismes visés :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère des Affaires municipales

Avls / Dossier : A-120659 102827

Événement :

Un travailleur forestier (contremaitre), à l'emploi d'une firme spécialisée dans l'émondage et l'abattage des arbres, décède d'une arythmie maligne secondaire à un infarctus du myocarde alors qu'il travaillait seul.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- insiste auprès des émondeurs d'arbres le long des lignes électriques sur la nécessité d'apporter tout le sérieux nécessaire à une bonne formation sur les manœuvres de réanimation; (1)
- insiste auprès des travailleurs forestiers en général et aux émondeurs d'arbres le long des lignes électriques en particulier sur le danger de travailler seul, en quelque circonstance que se soit.

Organisme visé :

Commission de la Santé et de la Sécurité au travail

Avis / Dossier : A-132752 103614

Événement :

Un homme de 46 ans décède d'une fibrillation cardiaque après qu'il se soit effondré à son travail.

Recommandations :

Que la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie :

- fasse ou fasse procéder à une vérification périodique des livres de bord (log books) de chacun des appareils;
- veille à donner annuellement un cours de rafraichissement sur la manipulation et l'usage sécuritaire des moniteurs-défibrillateurs semi-automatiques.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Conférence des régies régionales se penchent sur ce dossier en s'assurant que tous les services ambulanciers du Québec soient mis au fait de cette problématique et soient formés en conséquence.

Organismes visés :

Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie
Ministère de la Santé et des Services sociaux

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

53. LES EFFECTIFS DU BUREAU DU CORONER, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES POUR LA PÉRIODE 2000-2001 ET 2001-2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 53: Les effectifs du Bureau du coroner par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2000-2001 et 2001-2002

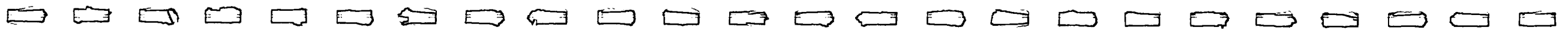
Catégories d'emploi	2000-2001 Effectifs autorisés	2000-2001 Masse salariale	2001-2002 Effectifs autorisés	2001-2002 Masse salariale
Coroners	10	1 082 700	10	1 561 500
Cadres supérieurs	2	158 600	2	183 300
Professionnels	9	758 700	10	670 800
Techniciens et employés de bureau	20	487 100	19	669 300
Ouvriers	7	210 500	7	252 200
	48	2 697 600	48	3 337 100



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

54. LA LISTE DES CORONERS-INVESTIGATEURS ET DES CORONERS-ENQUÊTEURS,
LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2001-2002
AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 54 : La liste des coroners-investigateurs et des coroners-enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues.

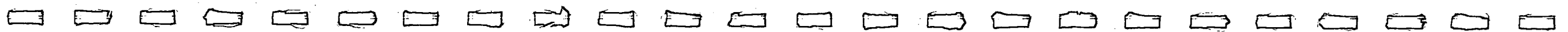
	Rémunération	Augmentations prévues
Coroners-investigateurs :		
Turmel, Serge		
Bellemare, Danielle		
David, Anne-Marie		
Couillard, Bernard		
Dionne, Paul		
Michaud, Roger		
Morin, Pierre		
Nolet, Louise		
Paquin, Claude		
Duchesne, Line		
Total	1 073 952 \$	Aucune
Coroners-enquêteurs		
Kronstrom, Andrée		
Rudel Tessier, Catherine		
Malouin, Luc		
Boulianne, Marc-André		
Total	353 966 \$	Aucune



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

55. L'ÉTAT DES RAPPORTS D'INVESTIGATION (TERMINÉS OU NON) SUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2001
AINSI QUE LE DÉLAI MOYEN ENTRE LE SIGNALEMENT DU DÉCÈS ET LE DÉPÔT DU RAPPORT



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner-03.03

QUESTION 55 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2001 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports :

Au total 4351 décès ont été signalés aux coroners en 2001. En date du 26 mars 2002, 2615 rapports (60%) sont terminés et déposés au Bureau du coroner et 1736 rapports (40%) sont à venir.

Délai moyen :

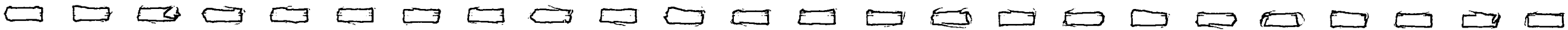
Le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport est de 6,4 mois, basé sur les rapports déposés en date du 26 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**56. LA LISTE DES ENQUÊTES PENDANTES AU 31 MARS 2002
(INCLUANT LA DATE D'ORDONNANCE, LA NATURE DE L'ÉVÉNEMENT,
LE CORONER ENQUÊTEUR, LA DATE DU DÉCÈS, L'ENDROIT)
AINSI QUE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ENQUÊTE**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 56 : Liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2002 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le coroner enquêteur, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.						
Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur et Procureur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête
2000-01-12	Plasse-Salvail, A.	Chute dans le puit d'un monte charge	Me Luc Malouin Me Cathie Halpenny	1999-08-31	Résidence personnes âgées à Tracy	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2000-03-03	Dubé, Jonathan	Étouffé – chaise de contention	Me Michel Ferland Me Nathalie Gagnon	2000-01-23	CH Antoine Labelle à L'Annonciation	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2000-03-23	Desjardins, Mélina	Chute - ascenseur	Me Luc Malouin Me Cathie Halpenny	1994-07-05	C.H.H.D. Sherbrooke	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2000-03-23	Girard, Ida	Chute - ascenseur	Me Luc Malouin Me Cathie Halpenny	1994-07-16	C.H.H.D. Sherbrooke	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
	Boivin, Alicia	Chute - ascenseur	Me Luc Malouin Me Cathie Halpenny	1997-07-16	Résidence personnes âgées à Alma	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2000-03-24	Sargent, Yvan	Trouvé dans la neige près de sa résidence	Me Michel Ferland Me Bruno Leclerc	2000-01-12	St-Calixte	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2000-06-19	Vinson, Gilbert	Effondrement d'un viaduc	Me Gilles Perron Me. C. Gagnon	2000-06-18	Autoroute des Laurentides à Laval	Date d'audiences à déterminer
2001-07-13	Brogan, Francine	Décès dans un – CHSLD	Me Andrée Kronström Me Cathie Halpenny	2001-04-24	Centre d'hébergement à Rivière Bleue	Date d'audiences à déterminer
2001-07-20	Grant, Hervé	Collision avec un fardier	Me Luc Malouin Me Christian Hacquin	2001-06-14	Baie-Comeau	Audiences prévues en avril 2002

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

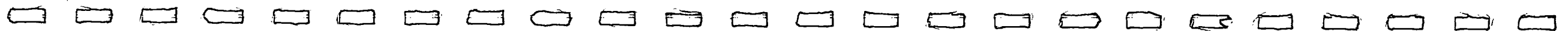
QUESTION 56 : Liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2002 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le coroner enquêteur, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur et Procureur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête
2001-07-20	Simard, Marie-Paule	Collision avec un fardier	Me Luc Malouin Me Christian Hacquin	2001-06-14	Baie-Comeau	Audiences prévues en avril 2002
2001-09-14	Gélinas, Martin	Décès dans un centre de désintoxication	Me Andrée Kronström Me Christian Hacquin	2001-06-20	St-Hippolyte	Audiences prévues en mai 2002
2001-10-02	Lambert, Christopher	Décès relié à un monte-charge	Me Luc Malouin Me Cathie Halpenny	2001-09-08	Joliette	Audiences terminées, rédaction du rapport en cours
2001-11-12	Diabo, Shane	Décès relié à un but de soccer	Me Luc Malouin	2001-09-07	Montréal	Audiences prévues en avril 2002
2001-12-06	Vaillancourt, A.	Intoxication par l'alcool	Me Andrée Kronström Me Christian Hacquin	2001-02-23	Québec	Date d'audiences à déterminer
2002-02-28	Brunard, Marie-Louise	Décès dans un centre d'hébergement	Me Luc Malouin Me Cathie Halpenny	2001-06-26	Québec	Date d'audiences à déterminer
2002-02-28	Pereira, Robert	Décès dans un centre de désintoxication	Me Andrée Kronström Me Christian Hacquin	2002-01-04	Montréal	Audiences prévues en mai 2002

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**57. LES EFFECTIFS DE BUREAU DU COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE,
PAR CATÉGORIES D'EMPLOI AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE
DE CES CATÉGORIES POUR LA PÉRIODE 2000-2001 ET 2001-2002**

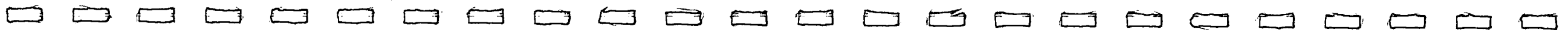


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière 03-04

QUESTION 57 : Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2000-2001 et 2001-2002.

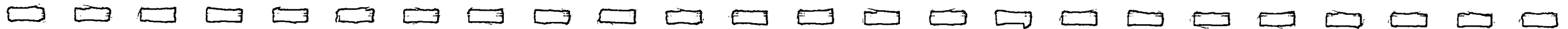
Catégories d'emploi	Effectifs	Masse salariale	Effectifs	Masse salariale
	2000-2001		2001-2002	
Dirigeant et membre	2	205 435	2	210 571
Cadres supérieurs	2	69 285	2	156 411
Professionnels	26	1 432 591	23	1 498 238
Techniciens	2	86 371	2	88 523
Personnel de bureau	11	358 291	13	433 396
Total	43	2 151 973	42	2 387 139



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 58. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE LA COMMISSION, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE
POUR LA PÉRIODE 2001-2002 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES**

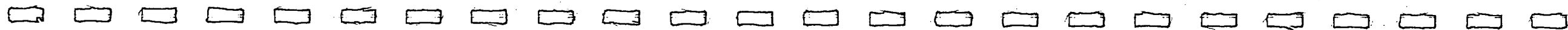


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : 03.04 – Commissaire à la déontologie policière

QUESTION 58: La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2000-2001 ainsi que les augmentations prévues.

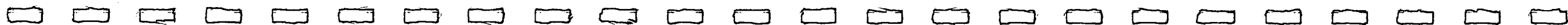
		<u>Rémunération</u>	<u>Augmentation prévue</u>
Le Commissaire à la déontologie policière :	Me Paul Monty		Non disponible
Le Commissaire adjoint :	Me Yves-Albert Paquette	<hr/>	Non disponible
		210 571 \$	



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**59. LES FRAIS REMBOURSABLES POUR LA PÉRIODE 2001-2002
RÉPARTIS PAR CONCILIATIONS ET ENQUÊTES**



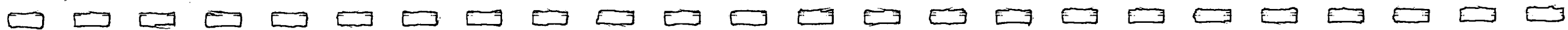
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière 03.04

QUESTION 59: Les frais remboursables pour la période 2001-2002 répartis par conciliations et enquêtes.

Frais remboursables 2001-2002	
Conciliations	159 239
Enquêtes	568 708
Total	727 947

* Au 28 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

60. LA RÉPARTITION DES PLAINTES ADRESSÉES AU COMMISSAIRE PAR CORPS POLICIERS ET CONSTABLES SPÉCIAUX
POUR LA PÉRIODE 2001-2002 (INCLUANT LE NOMBRE DE PLAINTES, LE TOTAL DES POLICIERS EN CAUSE)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03.04

QUESTION 60 : La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policiers et constables spéciaux pour la période 2001-2002 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause).

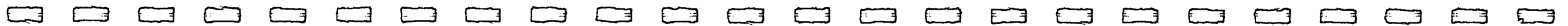
	<u>Nombre de plaintes</u>	<u>Nombre de policiers</u>
Nombre de plaintes reçues entre le 1 ^{er} avril 2001 et le 27 mars 2002	1 174	1 830
• Répartition par corps policier:		
- Sûreté du Québec:	292	394
- Service de police de la Ville de Montréal:	366	593
- Corps de police municipaux:	501	789
- Constables spéciaux:	29	43
- Autres:	11	11
• Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police		



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

61. LA RÉPARTITION DES DOSSIERS SELON DÉCISIONS PRISES À LA RÉCEPTION DES PLAINTES PAR LE COMMISSAIRE POUR LA PÉRIODE 2001-2002 (CONCILIATION/ENQUÊTE/REFUS/DÉSISTEMENT) OU SI LE DOSSIER EST EN SUSPENS, LES MOTIFS POUR LESQUELS AUCUNE DÉCISION N'A ÉTÉ PRISE (À L'ÉTUDE, EN ATTENTE DE RENSEIGNEMENTS OU AUTRES)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03-04

QUESTION 61 : La répartition des dossiers selon décisions prises à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2001-2002 (conciliation/enquête/refus/désistement) ou si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise (à l'étude, en attente de renseignements ou autres).

Traitement apporté et décisions à la réception:

- Désistements:	20
- Plaintes refusées:	563
- Enquêtes:	182
- Conciliations:	368
- En attente de renseignements additionnels:	69
- À l'étude:	54



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

62. LA RÉPARTITION DES ENQUÊTES EFFECTUÉES OU EN COURS, PAR CORPS DE POLICE



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03-04

QUESTION 62 : La répartition des enquêtes effectuées ou en cours, par corps de police.

Traitement des dossiers en enquête

Répartition par corps policier

Nombre de dossiers

– Sûreté du Québec	43
– Service de police de la Ville de Montréal	54
– Corps de police municipaux	85



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

63. LA RÉPARTITION DES DOSSIERS SELON LES DÉCISIONS PRISES SUITE À UNE ENQUÊTE
PAR LE COMMISSAIRE POUR LA PÉRIODE 2001-2002
(CITATION DU POLICIER/CONCILIATION/REJET/DÉSISTEMENT) OU SI LE DOSSIER EST EN SUSPENS,
LES MOTIFS POUR LESQUELS AUCUNE DÉCISION N'A ÉTÉ PRISE
(À L'ÉTUDE, EN ATTENTE DE RENSEIGNEMENTS OU AUTRES)



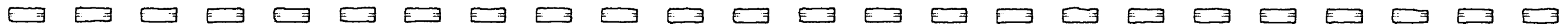
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03-04

QUESTION 63 : La répartition des dossiers selon les décisions prises suite à une enquête par le Commissaire pour la période 2001-2002 (citation du policier/ conciliation/ rejet/ désistement) ou si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise (à l'étude, en attente de renseignement ou autres).

Traitement apporté et décisions prises suite à une enquête:

- Désistements:	1
- Plaintes rejetées:	118
- Conciliations:	20
- Citations:	49
- À l'étude:	63



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

64. NOMBRE DE DOSSIERS PORTÉS EN APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2001-2002,
PAR CORPS DE POLICE AINSI QUE LA PROVENANCE DES APPELS INSCRITS
POUR LA PÉRIODE 2001-2002 (COMMISSAIRE OU POLICIERS)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03-04

QUESTION 64 : Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec pour la période 2001-2002, par corps de police ainsi que la provenance des appels inscrits pour la période 2001-2002 (Commissaire ou policiers)

<u>Corps policiers</u>	<u>Nombre de dossiers</u>
– Sûreté du Québec	8
– Service de police de la Ville de Montréal	11
– Corps policiers municipaux	8
– Constables spéciaux	1
<u>Origine des citation portées en appel</u>	<u>Nombre de dossiers</u>
– Par le Commissaire à la déontologie policière	3
– Par les policiers	25



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

65. LA RÉPARTITION DES DOSSIERS EN CONCILIATIONS OBLIGATOIRES (SANS OPPOSITION, MALGRÉ OPPOSITION, APRÈS DEMANDE DE RÉVISION ACCUEILLIE, SUITE À UN REJET INITIAL DE LA PLAINTÉ) POUR LA PÉRIODE 2001-2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03-04

QUESTION 65 : La répartition des dossiers en conciliations obligatoires (sans opposition, malgré opposition, après demande de révision accueillie, suite à un rejet initial de la plainte) pour la période 2001-2002.

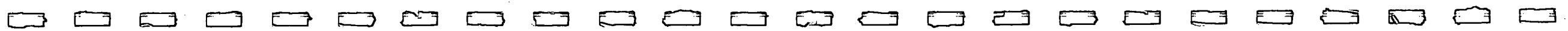
Traitement des dossiers en conciliation obligatoire

	<u>Nombre de dossiers</u>
– Conciliation sans opposition	356
– Malgré opposition à la conciliation	12
– Après demande de révision suite à un rejet initial	13

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 66. LES EFFECTIFS DU COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI
AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES
POUR LA PÉRIODE 2000-2001 ET 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 66 : Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2000-2001 et 2001-2002

Catégories d'emploi	Effectifs		Masse salariale	
	2000-2001	2001-2002	2000-2001	2001-2002
Présidente et membres	8	8	663 760	626 901
Professionnels	2	3	184 620	209 642
Techniciens	2	2	71 520	80 211
Employés de bureau	9	9	201 400	257 246
TOTAL	21	22	1 121 300	1 174 000



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 67. LA LISTE DES DIRIGEANTS DU COMITÉ, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE
POUR LA PÉRIODE 2001-2002 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES**

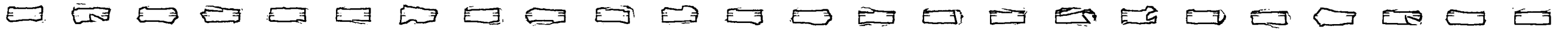


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 67 : La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues

		<u>Rémunération</u>	<u>Augmentation prévue</u>
M ^e Suzanne Levesque	Présidente		Non disponible
M ^e Gilles Mignault	Vice-président		Non disponible
		<hr/> 210 571 \$	



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

68. LE NOMBRE DE DOSSIERS REÇUS POUR LA PÉRIODE 2001-2002, PAR CATÉGORIES (CITATIONS/RÉVISIONS) ET PAR ORIGINES (SQ, SPCUM, CORPS MUNICIPAUX)



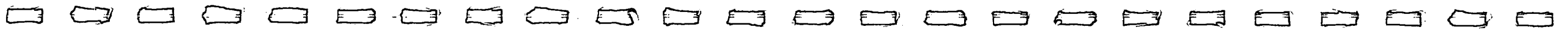
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 68 : Le nombre de dossiers reçus pour la période 2001-2002, par catégorie (citations / révisions) et par origine (SQ, SPCUM, corps municipaux et polices amérindiennes)

Dossiers reçus en 2001-2002 au 31 mars 2002

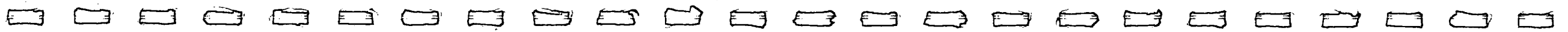
Origine	Citations	Révisions
Sûreté du Québec	22	9
Corps municipaux	31	14
SPVM	33	13
Polices amérindiennes	2	1



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

69. LE NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR CATÉGORIES (DÉROGATOIRES, NON DÉROGATOIRES, ACCEPTÉES OU REJETÉES) ET PAR ORIGINES (SQ, SPCUM, CORPS MUNICIPAUX), DURANT LA PÉRIODE 2001-2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 69 : Le nombre de décisions rendues par catégorie (dérogatoires, non dérogatoires, accueillies ou rejetées) et par origine (SQ, SPCUM, corps municipaux et polices amérindiennes), durant la période 2001-2002

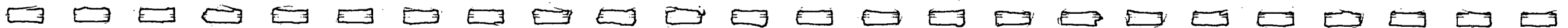
Citations

Au 31 mars 2002

Origine	Dérogatoires	Non dérogatoires	Retraits autorisés	Rejets
Sûreté du Québec	14	10	7	1
Corps municipaux	23	18	19	3
SPVM	23	26	4	2
Polices amérindiennes	0	0	0	0

Révisions

Origine	Accueillies	Rejetées
Sûreté du Québec	3	5
Corps municipaux	7	6
SPVM	8	6
Polices amérindiennes	1	0



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

70. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN SUSPENS AU 31 MARS 2002, PAR CATÉGORIES ET PAR ORIGINES



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 70 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2002, par catégorie et par origine

Les dossiers présentement en suspens font l'objet de recours devant les tribunaux supérieurs.

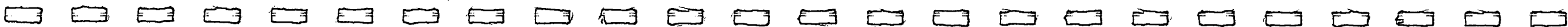
Origine	Citations	Révisions
Sûreté du Québec	10	0
Corps municipaux	2	0
SPVM	3	0



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

71. LE DÉLAI MOYEN POUR LE TRAITEMENT D'UN DOSSIER



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 71 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier

Le délai moyen global d'un dossier de citation pour l'année 2001-2002 est de 19,2 mois en date du 31 mars 2002.

Il s'agit du délai entre le dépôt au greffe de la citation et la signification de la décision finale, peu importe l'année du dépôt du dossier au greffe.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

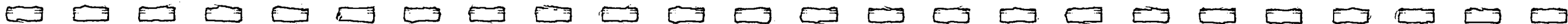
- 72. LES EFFECTIFS DE LA COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHAQUE CATÉGORIE POUR LA PÉRIODE 2000 2001 ET 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

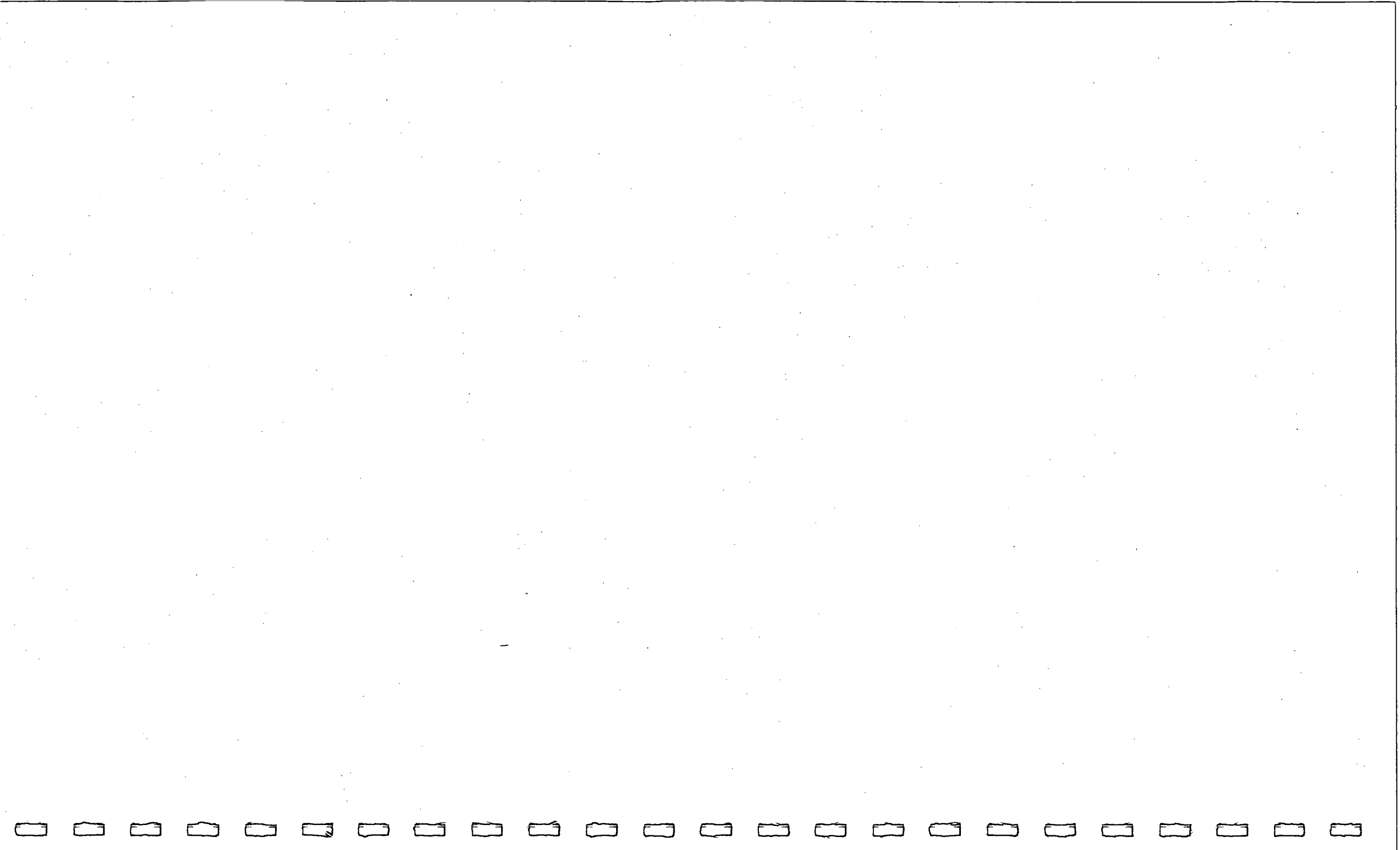
QUESTION 72 : Les effectifs de la Commission par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2000-2001 et 2001-2002				
Catégorie d'emploi	2000-2001		2001-2002	
	Nombre	Masse salariale	Nombre	Masse salariale
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	10	914 100	10	979 900
Professionnels	10	570 800	10	583 000
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	13	401 900	13	416 400



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 73. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE LA COMMISSION, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE
POUR LA PÉRIODE 2001-2002 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 73 : La liste des dirigeants de la Commission, leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues

		<u>Rémunération</u>	<u>Augmentation prévue</u>
Isabelle Demers	Présidente		Non disponible
David Sultan	Vice-président		Non disponible
		<hr/>	
		203 581 \$	



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 74. LA RÉPARTITION DES DÉCISIONS PRISES PAR LA COMMISSION POUR LA PÉRIODE 2001-2002
(LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES AVEC OU SANS AUDIENCES, PROGRAMME
DE SEMI-LIBERTÉ ET PROGRAMME D'APPEL EN MATIÈRE D'ABSENCE TEMPORAIRE)**



Ministère de la Sécurité Publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 74 : La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2001-2002 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, et programme d'appel en matière d'absence temporaire)

Au cours de l'exercice 2001-2002, soit du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002, la Commission a pris en audience ¹ :

- | | |
|---|-------|
| ➤ Décisions en matière de libération conditionnelle : | 4 792 |
| ➤ Décisions en matière d'appel en absence temporaire: | 73 |

Sous-total (total des décisions prises en audience) :	4 865
--	--------------

En ce qui concerne les décisions prises hors audience, la répartition s'effectue comme suit :

- | | |
|--|-----|
| ➤ Autorisation de déplacements hors Québec et hors Canada : | 35 |
| ➤ Recevabilité des demandes de révision et de nouvel examen en libération conditionnelle : | 531 |
| ➤ Recevabilité des demandes d'appel en absence temporaire : | 90 |
| ➤ Cas particuliers (rapport d'événement, ajournement de décision) | 369 |

Sous-total (total des décisions prises hors audience)	1 025
--	--------------

GRAND TOTAL DES DÉCISIONS PRISES À LA COMMISSION	5 890
---	--------------

¹ Les données statistiques n'étant pas encore disponibles pour le mois de mars 2002, une estimation annuelle est effectuée en fonction de la moyenne mensuelle des 11 premiers mois de l'année.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

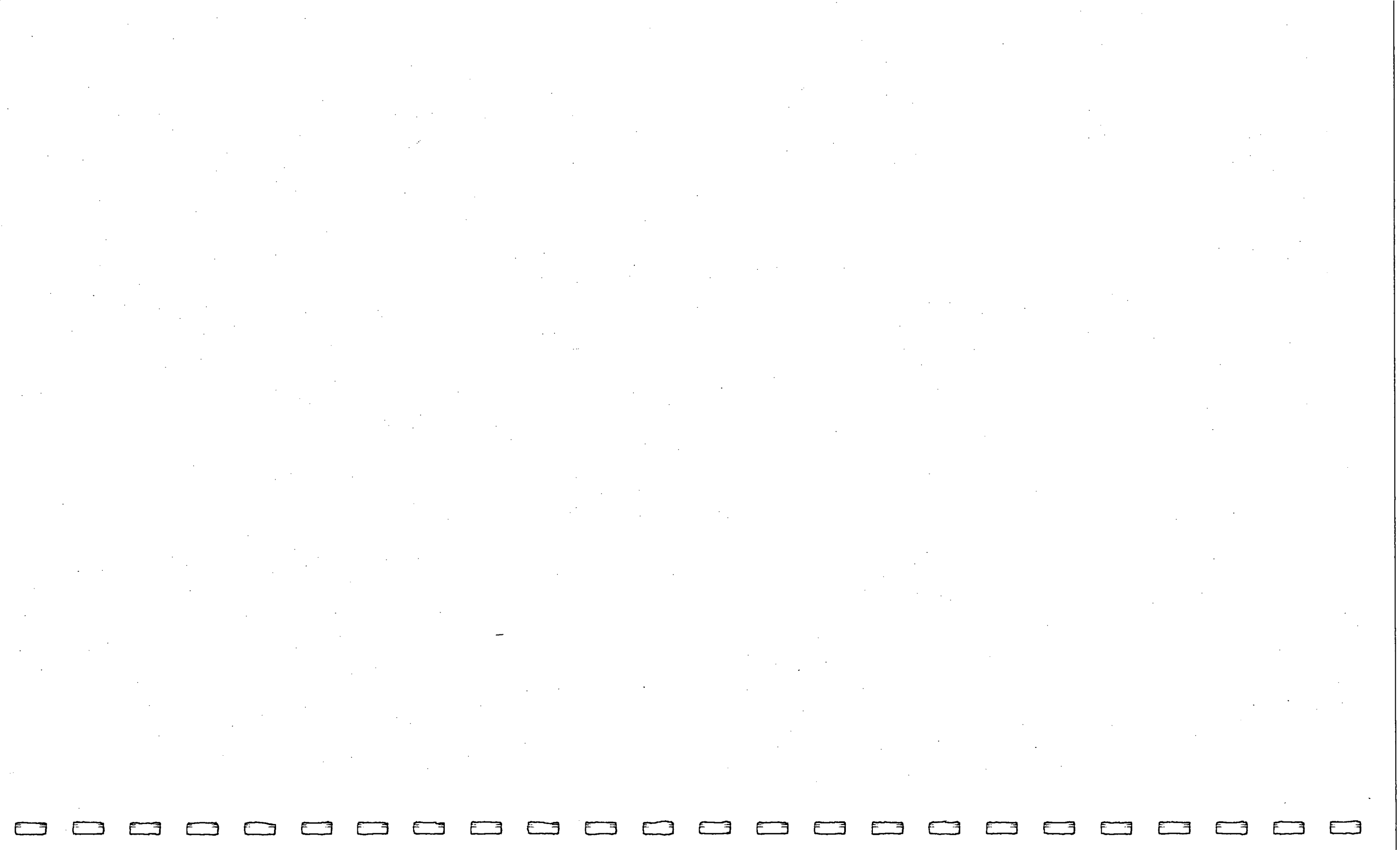
75. LA RÉPARTITION TERRITORIALE, PAR ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION, DES RENONCIATIONS
ET DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION POUR LA PÉRIODE 2001-2002

Ministère de la Sécurité Publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 75 : La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour l'exercice 2001-2002			
Pour la période du 1 ^{er} avril 2001 au 31 mars 2002 ¹ , la répartition du nombre de renonciations et du nombre de décision en matière de libération conditionnelle est la suivante :			
Direction territoriale	Établissement	Renonciations	Décisions
Est du Québec	Baie-Comeau	19	71
	Chicoutimi	20	73
	CQLC-Québec	0	235
	Détention Québec(F)	4	60
	Détention Québec(H)	60	739
	New-Carlisle	21	74
	Rimouski	17	98
	Roberval	21	41
	Sept-Iles	2	16
	Trois-Rivières	36	309
	Sous-Total	200	1 716
Ile de Montréal	CQLC-Montréal	0	267
	Détention Montréal	107	1 050
	Maison Tanguay	24	75
	Rivière - des - Prairies	12	152
	Sous-Total	143	1 544
Ouest du Québec	Amos	8	112
	Hull	41	248
	Saint-Jérôme	56	622
	Sherbrooke	33	307
	Sorel	7	161
	Valleyfield	3	82
	Sous-Total	148	1 532
TOTAL		491	4 792

¹ Les données statistiques n'étant pas encore disponibles pour le mois de mars 2002, une estimation annuelle est effectuée en fonction de la moyenne mensuelle des 11 premiers mois de l'année.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**76. LA RÉPARTITION DES DÉCISIONS SUR LES APPELS EN MATIÈRE D'ABSENCE
TEMPORAIRE POUR LA PÉRIODE 2001-2002**



Ministère de la Sécurité Publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

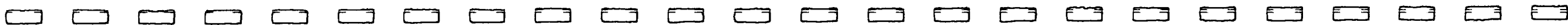
TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 76 : La répartition des décisions sur les appels en matière d'absence temporaire¹ pour la période 2001-2002

La Commission a statué en appel de 73 décisions rendues par les Services correctionnels, qui se répartissent ainsi :

- 64 refus en absence temporaire
- 9 révocations en absence temporaire.

¹ Les données statistiques n'étant pas encore disponibles pour le mois de mars 2002, une estimation annuelle est effectuée en fonction de la moyenne mensuelle des 11 premiers mois de l'année.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**77. LES EFFECTIFS DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI
AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHAQUE CATÉGORIE
POUR LA PÉRIODE 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 77 : Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2001-2002.

Catégories d'emploi	Nombre d'effectifs ETC	Masse salariale 2001-2002
Cadres et assimilés	19	1 401 985
Professionnels	26	1 591 971
Fonctionnaires *	66	2 662 442
Ouvriers	17	551 015
Policiers en prêt de service	21	1 695 340
Chargés de cours *	14	927 412
Personnes-ressources *	7	439 710
<p>* Ces catégories d'emploi contiennent un nombre important d'employés à temps partiel. L'ensemble des effectifs travaillant à l'École représente une équipe de 367 personnes.</p>		



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 78. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE L'ÉCOLE, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE
POUR LA PÉRIODE 2001-2002 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 78 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues

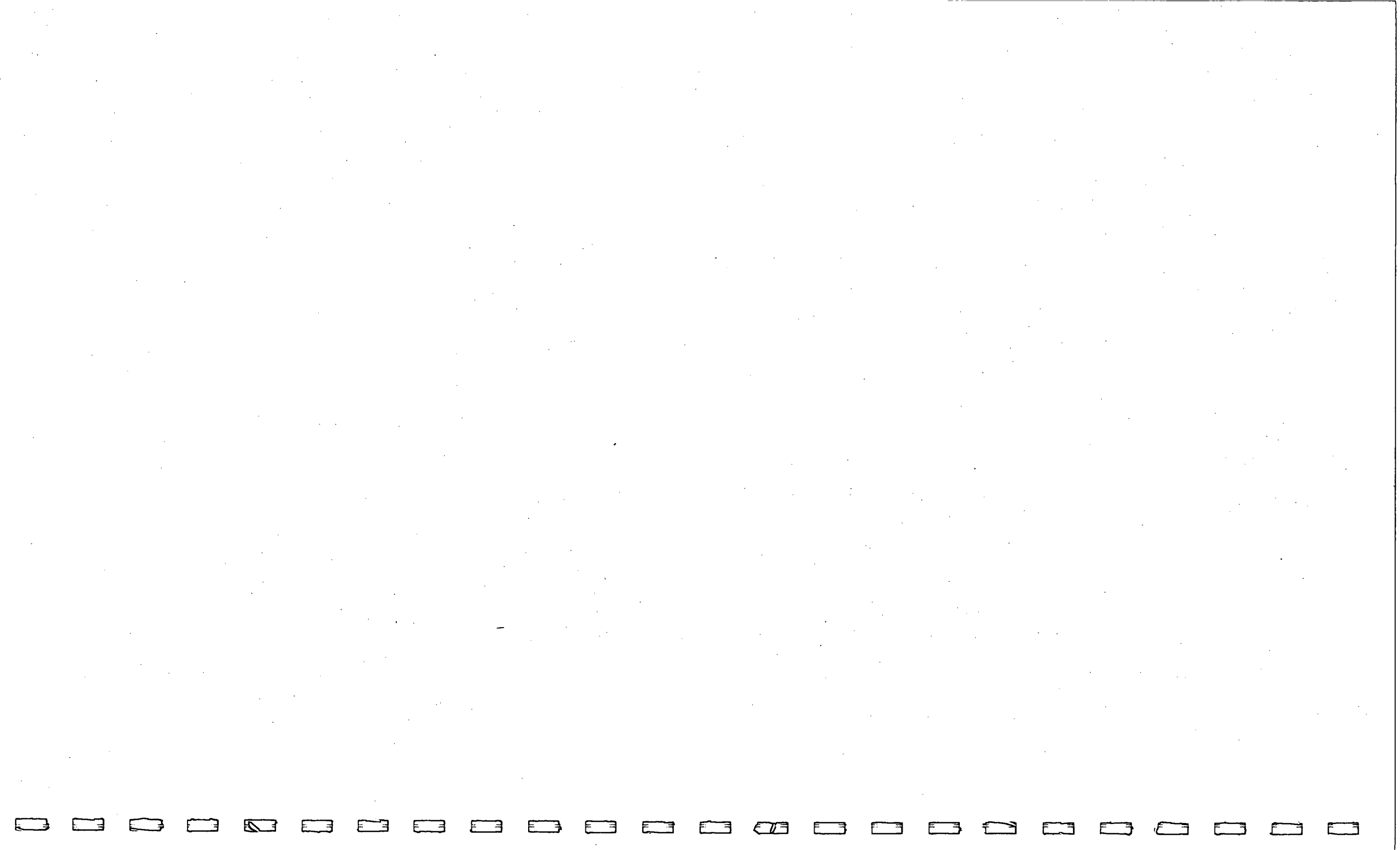
		<u>Rémunération</u>	<u>Augmentation prévue</u>
Louise Gagnon-Gaudreau	Directrice générale		Non disponible
Paul Girard	Directeur général adjoint		Non disponible
		<hr/> 203 095 \$	



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 79. LES EFFECTIFS DE LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI,
AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHAQUE CATÉGORIE
POUR LA PÉRIODE 2000-2001 ET 2001-2002**

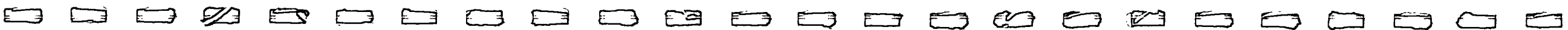


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 79 : Effectifs de la Régie, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2000-2001 et 2001-2002

	2000-2001		2001-2002		
	Nombre	Masse salariale (\$)	Nombre	Masse salariale (\$)	
Dirigeants et membres d'organismes	13	1 251 000	14	1 319 100	
Cadres supérieurs	4	322 100	6	509 300	
Cadres intermédiaires	4	222 800	2	112 200	
Professionnels	31	2 141 400	26	1 744 100	
Techniciens	55	2 207 900	54	2 191 800	
Personnel de bureau	63	1 985 600	69	2 229 400	
Ouvriers	0	0	0	0	
Sous-total	170	8 130 800	171	8 105 900	
Effectifs additionnels qui ont été octroyés pour diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard (CT 196950 du 21 août 2001)	0	0	36	1 261 000	
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie au noir dans le domaine des alcools - Projet ACCES (CT 196948 du 21 août 2001)	42	1 620 750	42	1 735 521	
En 2001-2002, 77 contractuels sont à l'emploi de la Régie afin de s'acquitter de sa mission en matière de contrôle de courses de chevaux et de combats de boxe (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)	86	1 155 879	77	1 140 758	
Total	298	10 907 429	326	12 243 179	
Données au 27 mars 2002					



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

80. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE LA RÉGIE, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE
POUR LA PÉRIODE 2001-2002 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 80 : Liste des dirigeants de la Régie, leur rémunération respective pour la période 2001-2002 ainsi que les augmentations prévues

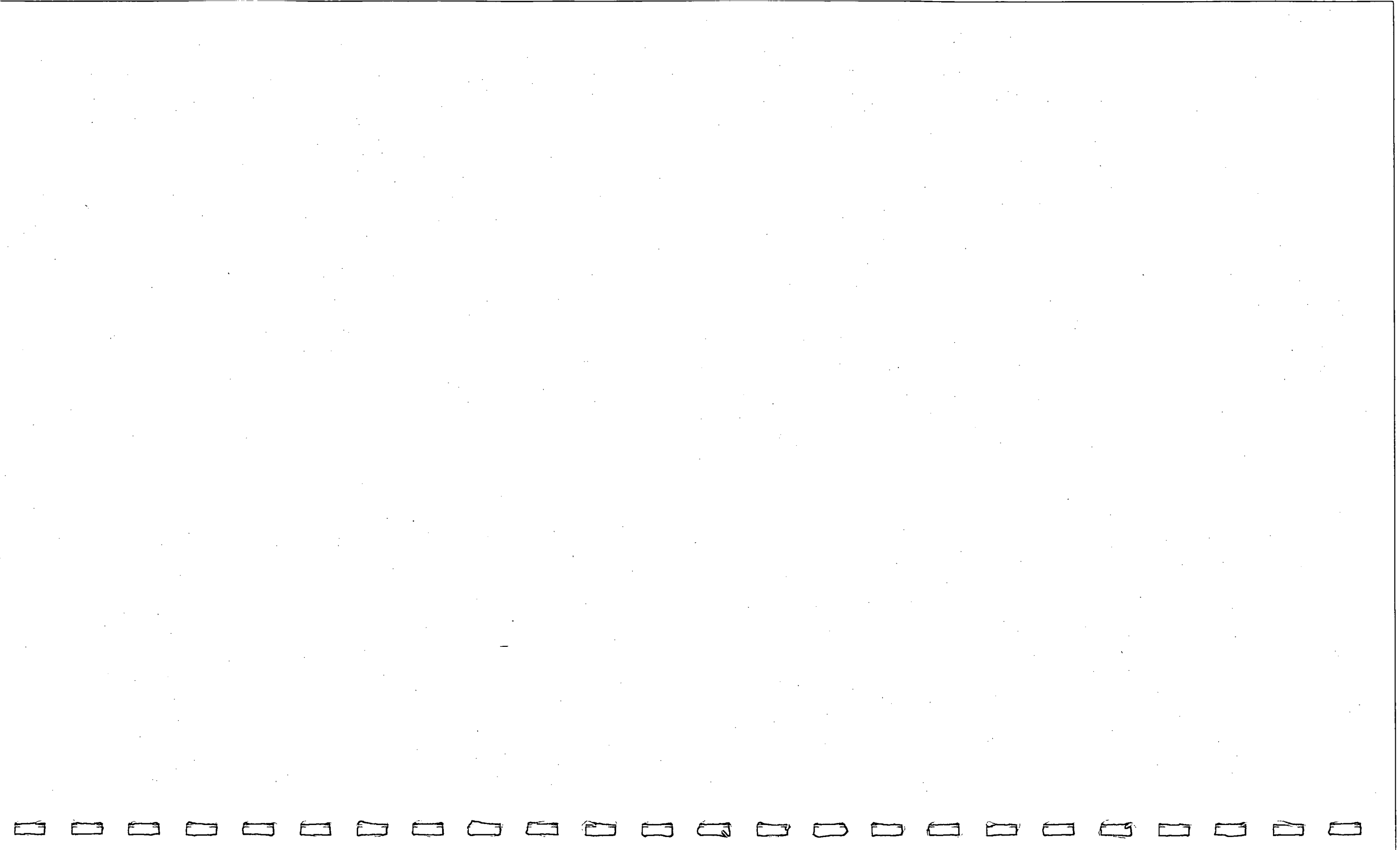
<u>TITRE</u>	<u>NOM</u>	<u>RÉMUNÉRATION</u>	<u>AUGMENTATION PRÉVUE</u>
Président	M. Charles Côté		non disponible
Vice-présidente à la fonction juridictionnelle	M ^e Carole Mc Murray		non disponible
Vice-présidente aux opérations	Mme Dell Dunn-Sénéchal	<hr/>	non disponible
		309 074 \$	



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**81. L'ÉTAT DU COMPTE EN FIDÉICOMMIS AU 31 MARS 2002, RÉPARTI PAR CATÉGORIES
(BINGOS, TIRAGES, CONCOURS PUBLICITAIRES)**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 81 : Etat du compte en fidéicomis

La gestion de ce compte en fidéicomis a été transférée au ministère des Finances, à la Direction générale de la gestion de l'encaisse et de la dette publique.

Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 82. LE NOMBRE D'ENQUÊTES ET D'INSPECTIONS EFFECTUÉES PAR LA RÉGIE
ET LES CORPS DE POLICE MANDATÉS, POUR CHAQUE SECTEUR
D'ACTIVITÉS POUR LA PÉRIODE 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 82 : Nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la Régie et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2001-2002.

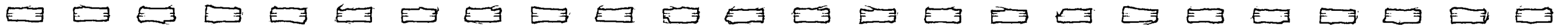
Par la Régie :

Bingos	63
Tirages	11
Concours publicitaire	2
Appareils d'amusement	15
Alcools	77
Appareils de loterie vidéo	261
Casino	3
Courses	57
Moûts	1
Autres (fabricant)	1
Transmis à un corps policiers	117
Révocation de plein droit	112

Par les corps de police mandatés au 28 février : Alcool – ACCES :

SPVM	1 374
Sûretés Municipales	3 307
SQ	3 304

Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 83. LE NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL ACCORDÉS, SUSPENDUS OU RÉVOQUÉS
POUR LA PÉRIODE 2001-2002, INCLUANT LES PRINCIPALES RAISONS
DE SUSPENSION OU DE RÉVOCATION**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 83: Nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour la période 2001 – 2002, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation

Nombre de permis d'alcool accordés	- nouveaux	776	
	- modifications	3 089	
Nombre de permis d'alcool suspendus		597	
Nombre de permis d'alcool révoqués	- volontairement	668	➤ à la demande des détenteurs
	- avec saisie des boissons alcooliques	1 754	➤ pour non paiement des droits ou suite à une décision des régisseurs
	- autres	186	➤ idem mais sans saisie des boissons alcooliques

Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**84. LE NOMBRE DE LICENCES ET DE VIGNETTES DÉLIVRÉES POUR LES APPAREILS
D'AMUSEMENT AU 31 MARS 2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

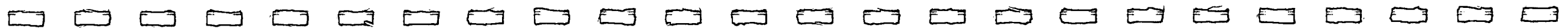
TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 84 : Nombre de licences et de vignettes délivrées pour les appareils d'amusement

Licences émises 1167

Vignettes d'immatriculation 18 835

Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**85. LE NOMBRE DE LICENCES D'APPAREILS DE LOTERIE VIDÉO, D'IMMATRICULATIONS,
D'AUTORISATIONS ET DE CERTIFICATIONS AU 31 MARS 2002**



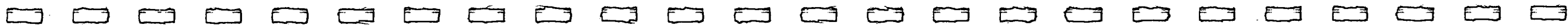
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 85: Nombre de licences d'appareils de loterie vidéo, d'immatriculations, d'autorisations et de certifications

Exploitant de site	4 148
Immatriculation	15 331
Certification d'appareil de loterie vidéo	6

Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

86. LE NOMBRE DE LICENCES D'APPAREILS DE LOTERIE VIDÉO ACCORDÉES, SUSPENDUES OU RÉVOQUÉES POUR LA PÉRIODE 2001-2002, INCLUANT LES PRINCIPALES RAISONS DE SUSPENSION OU DE RÉVOCATION



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 86 : Nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées pour la période 2001 = 2002, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

La Régie attribue des licences d'exploitant de site permettant d'obtenir auprès de la Société des loteries vidéo du Québec (SLVQ) un nombre d'appareils de loterie vidéo variant de 0 à 5 appareils par licence.

➤ Nombre de licences d'exploitant de site accordées	490
➤ Nombre de licences d'exploitant de site suspendues	15
➤ Nombre de licences d'exploitant de site révoquées	18

Données au 27 mars 2002

DÉCISIONS DE LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX RENDUES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE L'EXPLOITATION DES APPAREILS DE LOTERIE VIDÉO

Date	Numéro de dossier	Nom de l'établissement	Motifs de la convocation	Décision
15-03-2001	804-542	Salle de Quilles Le Forum	Un bar avec LLV et un bar dans centre sportif sont exploités dans cet établissement. Le bar avec LLV n'a pas d'équipements fonctionnels (comptoir sur roulettes avec lavabo sans eau ni renvoi, pas de vaisselle, aucune caisse enregistreuse, aucune table). Aucun employé n'est affecté à cette pièce. Lors de la 2 ^{ème} inspection, aucun employé n'est affecté à cette pièce, le réfrigérateur à bière est verrouillé avec un cadenas. Le remboursement des coupons gagnants se fait par l'entremise de la personne responsable du comptoir de la salle de quilles.	<u>Révogue</u> le permis de bar et la LLV, ordonne la saisie et confiscation du permis et la licence et des boissons alcooliques pouvant se trouver sur les lieux. Désistement du titulaire de son recours au TAQ.
10-04-2001	1225-317	Le Coq sportif enr.	Un restaurant pour vendre et deux bars avec LLV sont exploités dans cet établissement. Un des deux bars avec LLV n'a pas d'équipements fonctionnels (comptoir, évier, réfrigérateur), ni d'inventaire de boissons alcooliques, ni d'employé affecté à cette pièce, aucune comptabilité distincte, etc. Un seul comptoir de service est installé pour les deux permis de bar avec LLV.	<u>Suspend</u> pour une période de 60 jours un des deux bars et la LLV s'y rattachant, ordonne la mise sous scellés ainsi que la production d'un nouveau plan respectant les normes (1,2 m ² par personne excluant de la surface totale de chaque pièce, les espaces pour les aires de service). Le 25 avril 2001, le TAQ rejette la requête du requérant à l'effet que la durée de suspension causera un préjudice sérieux et irréparable. Le 29 mai 2001, le TAQ confirme la décision de la RACJ.
10-04-2001	956-821	Bar l'Interpool	Deux bars avec LLV et un bar dans centre sportif sont exploités dans cet établissement. Le bar avec LLV situé au <u>1^{er} étage avant</u> n'a pas d'équipements fonctionnels (comptoir, évier, réfrigérateur), ni d'inventaire de boissons alcooliques, ni d'employé affecté à cette pièce. Dans le bar avec LLV situé <u>au 1^{er} étage arrière</u> , le réfrigérateur est vide et n'est pas branché, l'évier n'est pas fonctionnel, il n'y a pas de vaisselle, ni de boissons alcooliques, ni d'employé affecté à cette pièce. Le remboursement des coupons gagnants se fait au bar dans centre sportif.	<u>Révogue</u> les deux permis de bar avec leurs LLV, ordonne la saisie et confiscation des boissons alcooliques. Le 9 juillet 2001, le TAQ infirme la décision de la RACJ et suspend les deux permis de bar et leurs LLV pour une période de 30 jours.
10-04-2001	952-044	Café Acropolis enr.	Deux bars avec LLV sont exploités dans cet établissement. Une seule serveuse dessert les 2 bars avec LLV.	<u>Suspend</u> la LLV pour 20 jours à compter de la désactivation par la SLVQ.

DÉCISIONS DE LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX RENDUES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE L'EXPLOITATION DES APPAREILS DE LOTERIE VIDÉO

Date	Numéro de dossier	Nom de l'établissement	Motifs de la convocation	Décision
30-04-2001	162-941	Salon de Quilles et Billards Ste-Adèle	Deux bars avec LLV et un bar dans centre sportif sont exploités dans cet établissement. Suite à une inspection faite le 19 juillet 2000, il a été constaté que le bar avec LLV situé au 1 ^{er} étage avant gauche n'avait aucun employé affecté à ce bar, ni aucun réfrigérateur, le comptoir de service est mitoyen au bar dans centre sportif et les coupons gagnants sont remboursés à même ce comptoir. Le bar avec LLV situé au 1 ^{er} étage avant droit n'avait aucun employé affecté au bar, aucun inventaire de boissons alcooliques, sauf quelques bouteilles vides sous clefs. Le 28 novembre 2000, la Régie a demandé au titulaire de lui fournir des documents (rapports d'achats et ventes des boissons alcooliques, pour chaque permis, pour les 12 derniers mois ainsi qu'un état financier en rapport avec les appareils de loterie vidéo). Le titulaire n'ayant donné aucune suite à cette demande, la Régie l'a convoqué.	Suspend pour une période de 7 jours les 2 bars et leurs LLV, ordonne la mise sous scellés et prend acte de l'engagement volontaire.
25-05-2001	805-333	Bar Chez Alex/Salon de billard Lac Mégantic	Trois permis de bar avec LLV sont existants dans cet établissement portant les numéros civiques 5423 et 5429, rue Frontenac, au Lac-Mégantic. Le mur séparant le bar spectacles avec LLV (no 8029050) situé au 1 ^{er} étage centre et arrière du bar avec LLV (no 9234261) situé au 1 ^{er} étage avant droit a été enlevé. Ce dernier bar n'offrait donc plus aucun service de bar, aucun inventaire de boissons, aucun équipements fonctionnels (évier, comptoir fixe, réfrigérateur) et les coupons gagnants étaient remboursés au bar avec LLV (no 8029050). Le bar avec LLV (no 9352758) situé au 1 ^{er} étage centre extrême arrière est situé à l'adresse civique 5423, rue Frontenac, alors que ce numéro civique sert à la sortie de secours à l'arrière du 5429, rue Frontenac, entrée principale de cet établissement.	Révogue deux permis de bar avec leurs LLV, ordonne la saisie et confiscation des boissons alcooliques.

DÉCISIONS DE LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX RENDUES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE L'EXPLOITATION DES APPAREILS DE LOTERIE VIDÉO

Date	Numéro de dossier	Nom de l'établissement	Motifs de la convocation	Décision
28-05-2001	1054-345	Salon de Quilles Volta	Un bar avec LLV, un bar avec danse et un bar dans centre sportif sont exploités dans cet établissement. La Régie convoque pour s'assurer que le titulaire remplit bien les conditions pour qu'elle accède à sa nouvelle demande de LLV et en même temps pour enquêter sur les allégations de faits suivantes : « Aucun employé n'était affecté au service de bar LLV (no 9142902) alors que 3 personnes jouaient aux ALV. La porte permettant l'accès au casse-croûte adjacent au bar avec LLV était ouverte. Une porte permettant l'accès directement à la pièce où sont situées les ALV à partir du centre sportif était aussi ouverte et rendait les ALV visibles du centre sportif. Lors d'une inspection, en janvier 2000, le titulaire s'était engagé à garder les portes fermées en tout temps ».	Rejette la demande de LLV et <u>suspend</u> la LLV pour 30 jours à compter de la désactivation par la SLVQ. Le 22 juin 2001, le TAQ ordonne la suspension de l'exécution de la décision de la RACJ, ordonne à la SLVQ de retourner les ALV et fixe l'audition sur le fond au 31 août 2001. Prolongation de sursis refusée par le TAQ. Le 16 janvier 2002, la corporation requérante, par l'entremise de ses procureurs, se désiste du recours introductif entrepris devant le TAQ.
6-06-2001	152-405	Salon de Quilles Laurentien Limitée	Un bar avec LLV et un bar dans centre sportif sont exploités dans cet établissement. Lors d'une première inspection, 54 bouteilles de bière ont été saisies, ne portant pas le code CSP. Lors d'une deuxième inspection, le bar avec LLV n'était pas opérationnel (aucune boisson alcoolique, aucun employé, aucune caisse enregistreuse) mais des clients jouaient aux appareils de loterie vidéo. De plus l'autre bar dans centre sportif était fermé.	<u>Suspend</u> le permis de bar dans centre sportif pour une période de 10 jours et le permis de bar avec LLV pour une période de 120 jours. Ordonne la mise sous scellés des boissons alcooliques et la mise à la disposition de la Régie d'une comptabilité distincte pour les deux permis. Le 12 juillet 2001, le TAQ suspend l'exécution de la décision de la RACJ jusqu'à sa décision finale sur le recours en contestation. L'audition au TAQ se poursuit en mars 2002.
18-06-2001	374-371	Bar Champlain 7880	Trois permis de bar avec LLV existent dans cet établissement. Le titulaire de cet établissement est convoqué parce qu'il exploite entre autres son établissement de manière à nuire à la tranquillité publique (stupéfiants, bagarre, mineurs, deux employés jouaient sur les ALV vers 3h54, une serveuse était en état d'ébriété avancé, etc.) et qu'à trois reprises, on a constaté qu'un ou deux bars avec LLV sur les trois étaient fonctionnels. Une serveuse assure le service au bar LLV dit « principal » (170 personnes) alors qu'une serveuse assure le service aux deux autres bars LLV dit « secondaires », (25 personnes de capacité pour chaque bar).	Prend acte de l'engagement volontaire, mais <u>révoque</u> un bar avec LLV, ordonne la saisie et confiscation des boissons alcooliques, du permis et de la LLV et <u>suspend</u> pour 60 jours deux autres permis de bar avec leurs LLV et ordonne la mise sous scellés des boissons alcooliques. Le 10 juillet 2001, le TAQ suspend l'exécution de la décision de la RACJ jusqu'à ce qu'il ait rendu sa décision finale dans le dossier. L'audition au TAQ se poursuit en avril 2002.

DÉCISIONS DE LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX RENDUES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE L'EXPLOITATION DES APPAREILS DE LOTERIE VIDÉO

Date	Numéro de dossier	Nom de l'établissement	Motifs de la convocation	Décision
21-06-2001	1183-474	Café Oggi	À la suite d'une vente, le nouveau titulaire exploite temporairement le permis de bar avec LLV et le permis de restaurant pour vendre qui existent dans cet établissement. Lors d'une inspection, le 21 août 2000, on constate qu'une seule employée effectue le service pour le bar et le restaurant. Il n'existe aucun bar de service fonctionnel dans la section du bar où sont exploités 5 appareils de loterie vidéo (ALV). Le remboursement des coupons gagnants des ALV se fait par l'entremise de l'employé de service du restaurant. Le 24 août 2000, on constate qu'aucune nourriture n'est servie dans le restaurant, la serveuse sert seulement des chips, qu'aucun système de four n'est installé pour la transformation de la nourriture, qu'aucun bar n'est exploité dans la section des ALV. Le 28 août 2000, deux policiers en civil ont consommé de la boisson alcoolique sans commander de repas afin de compléter l'enquête et ces derniers ont fait rapport à la Régie.	Révogue les permis de restaurant et de bar avec LLV et ordonne la saisie et confiscation des boissons alcooliques des permis et de la LLV. Le 5 juillet 2001, le TAQ rejette la requête du demandeur et refuse de suspendre l'exécution de la décision de la RACJ.
22-06-2001	384-248	Le Triple 7	Deux bars avec LLV sont exploités dans cet établissement. Une seule employée effectue le service dans les deux bars avec LLV. Lors d'une première inspection, il fut constaté qu'un des bars n'avait aucune boisson alcoolique et lors d'une deuxième inspection, il n'y avait presque pas de boissons alcooliques dans ce même bar. Des modifications ont été apportées à l'établissement sans que la Régie en soit informée et les capacités des deux bars ne sont plus conformes aux permis.	Suspend pour une période de 15 jours un des deux bars avec LLV, ordonne la mise sous scellés et autorise le changement de capacité des deux permis de bar avec LLV. Le 4 juillet 2001, le TAQ ordonne la suspension de l'exécution de la décision de la RACJ, et ce, jusqu'au 26 octobre 2001 à 17h00. Le 26 octobre 2001, le TAQ ordonne la suspension de l'exécution de la décision de la Régie, et ce, jusqu'à ce que la décision finale sur le mérite du recours soit rendue. Désistement du titulaire de son recours au TAQ.
13-07-2001	599-522	Club de Billard Le Patriote Inc.	Deux bars avec LLV et un bar dans centre sportif sont exploités dans cet établissement. Un seul employé est présent pour s'occuper des trois bars qui étaient tous accessibles aux clients. Cet employé était dans le centre sportif et servait la boisson alcoolique provenant de cet endroit. Un des deux bars avec LLV ne possède pas d'inventaire de boisson à l'exception de cinq bouteilles dans le réfrigérateur.	Révogue un des deux permis de bar avec LLV et ordonne la saisie des boissons alcooliques. Le 22 août 2001, le TAQ rejette la requête du demandeur et refuse de suspendre l'exécution de la décision de la RACJ. Décision de la Régie infirmée, suspend le permis pour 60 jours.

DÉCISIONS DE LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX RENDUES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE L'EXPLOITATION DES APPAREILS DE LOTERIE VIDÉO

Date	Numéro de dossier	Nom de l'établissement	Motifs de la convocation	Décision
14-09-2001	880-567	Salon de billard 755	<p>Un bar avec LLV un bar sur terrasse et 2 autres bars sont exploités au Salon de billard 755. Les établissements Salon de billard 755 et Majuscule sont exploités par des personnes morales aux actionnaires communs. Les établissements sont mitoyens. Une porte aménagée par les titulaires permet l'accès et la communication entre les deux exploitations <u>Salon de billard 755</u> - Lors d'une inspection, le 11 juillet 2000, une seule serveuse fait le service aux clients pour 2 bars (n° 9249400-001 et n° 8358491-002). Dans un des bars (n° 8358491-002), l'évier n'est pas fonctionnel, pas d'inventaire des boissons alcooliques, pas de remboursement des coupons gagnants à ce comptoir. Le 3^e bar (n°9293044-001) est fermé au public pour rénovation. Ces rénovations permettent l'accès au Majuscule. La porte d'un bar (n°8358491-002) permet aussi l'accès au Majuscule. La Régie n'a pas été avisée de ces modifications. Une nouvelle inspection, le 6 novembre 2000, permet de constater que «tous les correctifs mentionnés lors de l'audition du 30 octobre 2000 ont été apportés». La pièce arrière n'est pas exploitée. Cependant, les ALV semblent exploités. «Les ALV exploités dans les pièces avant de l'établissement sont situés près des fenêtres donnant sur l'extérieur de l'établissement». Contenu d'une décision projetée : lors d'une inspection, le 3 novembre 1997, un seul bar est en opération (n° 9249400), les deux autres bars (n° 9293044 et 8358491) « n'ont pas de bar opérant, ni de caisse enregistreuse ni de personnel affecté ; le 8 octobre 1997, une pétition officielle de 11 titulaires de permis d'alcool était reçue à la Régie dénonçant le fait que la titulaire opérait des ALV sans opérer de bar pour chaque permis». «Dans sa décision du 10 juin 1998, la Régie a pris acte de l'engagement verbal de la titulaire d'exercer la surveillance requise et d'installer une porte d'accès, afin d'empêcher toute personne de pénétrer dans un de ses bars qui n'est pas en opération. »...</p>	<p><u>Suspend</u> pour une période de 45 jours, le permis de bar n° 8358491 ainsi que la LLV y rattachée portant le n° 5199 à compter de la mise sous scellés des boissons alcooliques. Ordonne pendant la période de suspension, la mise sous scellés des boissons alcooliques se trouvant sur les lieux par un inspecteur de la Régie ou par le corps policier dûment mandaté à cette fin. Le 2 octobre 2001, le TAQ rejette la requête du demandeur et refuse de suspendre l'exécution de la décision de la RACJ. Désistement du titulaire de son recours au TAQ.</p>

DÉCISIONS DE LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX RENDUES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE L'EXPLOITATION DES APPAREILS DE LOTERIE VIDÉO

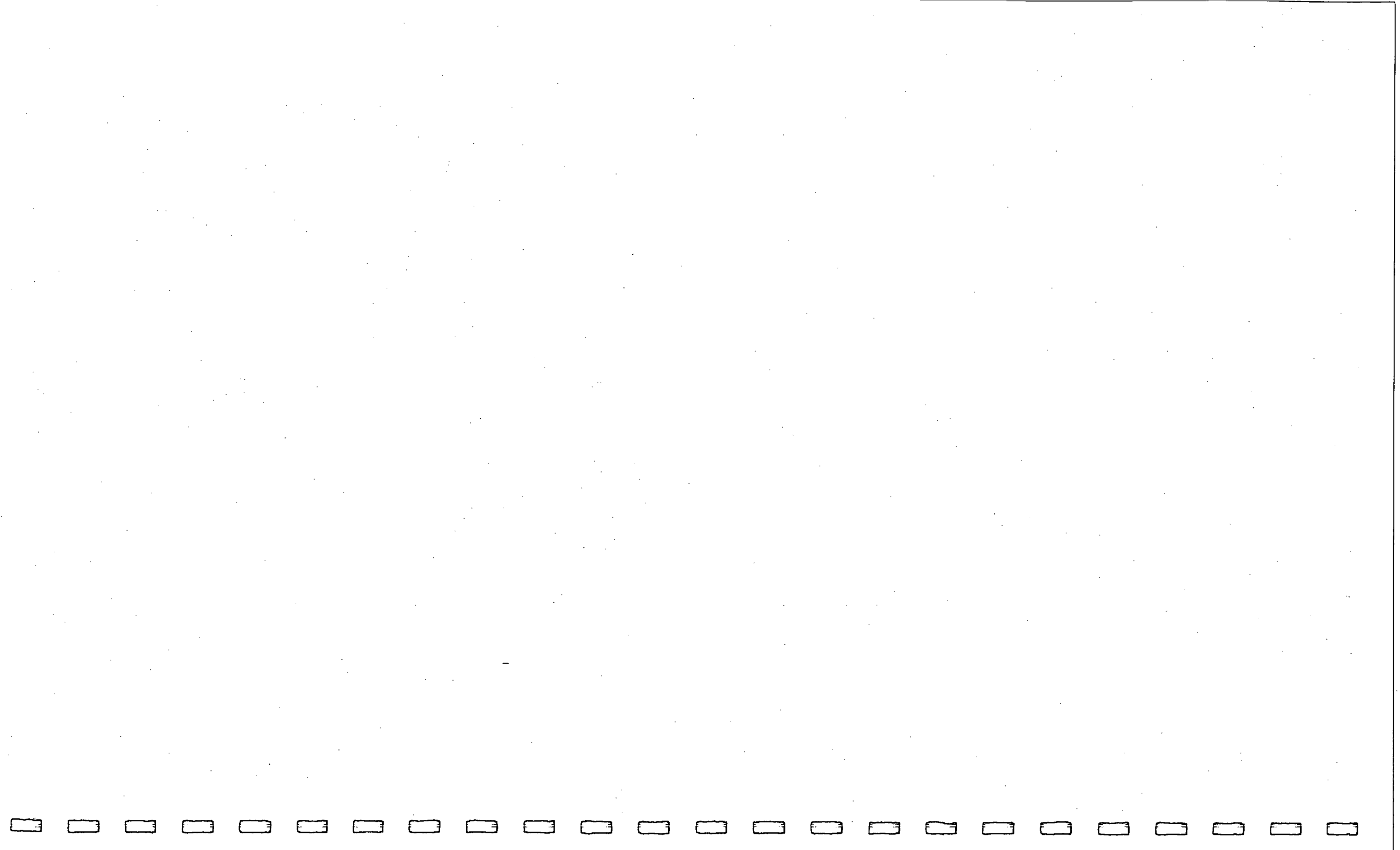
Date	Numéro de dossier	Nom de l'établissement	Motifs de la convocation	Décision
14-09-2001	1-488-964	Majuscule	Un bar avec LLV et un bar sur mezzanine sont exploités au Majuscule. Les établissements Salon de billard 755 et Majuscule sont exploités par des personnes morales aux actionnaires communs. Les établissements sont mitoyens. Une porte aménagée par les titulaires permet l'accès et la communication entre les deux exploitations. <u>Majuscule</u> - «5 ALV sont exploités au Majuscule. Ces appareils sont situés près des fenêtres donnant sur l'extérieur de l'établissement». Lors d'une inspection, le 6 novembre 2000, l'inspecteur constate « le permis de bar mezzanine n'est pas exploité. Une affiche portant la mention «section fermée» était apposée au bas de l'escalier menant à cette pièce ; ce permis n'est pas exploité car la titulaire attend la décision de la Régie portant sur sa demande de licence d'exploitant de site de loterie vidéo.» «Tous les correctifs mentionnés par la titulaire lors de l'audition du 30 octobre 2000 ont été apportés au Majuscule».	Suspend pour une période de 30 jours le permis de bar n° 9358854 ainsi que la LLV y rattachée portant le n° 73841 à compter de la mise sous scellés des boissons alcooliques. Ordonne pendant la période de suspension, la mise sous scellés des boissons alcooliques se trouvant sur les lieux par un inspecteur de la Régie ou par le corps policier dûment mandaté à cette fin. . Le 2 octobre 2001, le TAQ rejette la requête du demandeur et refuse de suspendre l'exécution de la décision de la RACJ. Désistement du titulaire de son recours au TAQ.
24/09/2001	927-541	Salon de Quilles Mascouche	Un bar avec LLV , capacité de 15 personnes n'est pas opérationnel, lors de l'inspection du 23 août 2001. Aucun employé est affecté à ce bar. Il n'y a aucun réfrigérateur ni de boisson alcoolique et la caisse enregistreuse n'est pas branchée. Le service de boissons alcooliques se fait à partir du comptoir du centre sportif. Une vitre transparente entre le bar de 15 pers. et le comptoir de service du centre sportif a été installée contrairement aux photos déposées par le titulaire en septembre 1998.	Suspend pour une période de 25 jours le permis de bar no 9331570 ainsi que la LLV y rattachée portant le no 75606 à compter de la mise sous scellés des boissons alcooliques. Ordonne pendant la période de suspension, la mise sous scellés des boissons alcooliques se trouvant sur les lieux par un inspecteur de la Régie ou par le corps policier dûment mandaté à cette fin. <u>Prend acte d'un engagement volontaire</u> de fermer la section encore ouverte entre le bar et le casse-croûte mitoyen à ce bar.
10/10/2001	295-022	Bar Salon Le Mousqueton	Un bar avec LLV, capacité de 22 personnes n'est pas opérationnel, lors des inspections faites les 13 juin 2000, 18 septembre 2000 et 13 mars 2001. Aucun employé est affecté à ce bar. Il n'y a aucune boisson alcoolique et le lavabo n'est pas fonctionnel.	<u>Révogue</u> la LLV et ordonne la saisie et confiscation des boissons alcooliques des permis et de la LLV.

DÉCISIONS DE LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX RENDUES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE L'EXPLOITATION DES APPAREILS DE LOTERIE VIDÉO

Date	Numéro de dossier	Nom de l'établissement	Motifs de la convocation	Décision
17/10/2001	1167-147	Amusements Isakaro	Un bar avec LLV est exploité dans un sous-sol de la résidence du titulaire lequel est adjacent à un club vidéo. Lors des inspections des 5 mai 1997, 21 décembre 1998 et 17 novembre 1999, il fut constaté que l'inventaire des boissons alcooliques était minime et que la préposée à la location de cassettes vidéo cumulait aussi les fonctions de préposé au service du bar. Le 4 décembre 2000, la Régie écrivait au titulaire pour lui demander de fournir un rapport des achats et ventes des boissons alcooliques pour le permis de bar ainsi qu'un état financier concernant les revenus générés par les appareils de loterie vidéo. Lors de l'inspection le 31 août 2000, le titulaire contrôlait l'arrivée des clients par un système sonore à la porte d'entrée et une caméra et dans le bar, il n'y avait pas d'évier fonctionnel.	<u>Révogue</u> le permis de bar et la LLV, ordonne la saisie et confiscation du permis et la licence et des boissons alcooliques pouvant se trouver sur les lieux. Audition au TAQ le 27 février 2002, cause prise en délibéré.
26/10/2001	1107-283	Boulevard des Quilles	Un bar avec LLV, capacité de 22 personnes n'est pas opérationnel, lors des inspections faites les 26 octobre 1998, 5 mai 1999, 18 août 2000. Lors de ces visites, les inspecteurs constatent qu'aucun employé est affecté à ce bar, l'inventaire des boissons alcooliques est très faible et le lavabo n'est pas fonctionnel. Le 5 mai, il fut constaté qu'un client jouait aux appareils de loterie vidéo sans qu'aucun employé soit affecté à ce bar.	<u>Révogue</u> le permis de Bar et la LLV et ordonne la saisie et confiscation des boissons alcooliques, des permis et de la LLV.
14/11/2001	1677-608	Pub St-Léon	Un bar avec LLV, capacité de 20 personnes n'est pas opérationnel. Lors des inspections faites les 21 février et 14 mars 2001, la porte d'entrée était verrouillée. Le Bar Salon La Causerie ainsi que le Pub St-Léon sont deux établissements adjacents qui communiquent entre eux par l'intérieur.	<u>Révogue</u> le permis de Bar et la LLV et ordonne la saisie et confiscation des boissons alcooliques, des permis et de la LLV.
15/11/2001	329-995	Bar Salon La Causerie	Un bar avec LLV, capacité de 37 personnes n'est pas opérationnel. Lors d'une inspection faite le 16 mars 2000, il fut constaté qu'aucun employé est affecté à ce bar, la caisse enregistreuse n'est pas fonctionnelle et le réfrigérateur à bière est verrouillé. Le Bar Salon La Causerie ainsi que le Pub St-Léon sont deux établissements adjacents qui communiquent entre eux par l'intérieur.	<u>Suspend</u> pour une période de 45 jours le permis de bar no 9258187 ainsi que la LLV y rattachée portant le no 58115-006 à compter de la mise sous scellés des boissons alcooliques. Ordonne pendant la période de suspension, la mise sous scellés des boissons alcooliques se trouvant sur les lieux par un inspecteur de la Régie ou par le corps policier dûment mandaté à cette fin.

DÉCISIONS DE LA RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX RENDUES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DE L'EXPLOITATION DES APPAREILS DE LOTERIE VIDÉO

Date	Numéro de dossier	Nom de l'établissement	Motifs de la convocation	Décision
17/12/2001	305-474	Bistro du Village	Un bar avec LLV, capacité de 50 personnes n'est pas opérationnel. Lors d'une inspection faite le 10 mai 2000, il n'y a aucun réfrigérateur, aucune boisson alcoolique, aucun évier, aucune caisse enregistreuse et pas de personnel affecté à cet endroit.	Révogue le permis de Bar et la LLV et ordonne la saisie et confiscation des boissons alcooliques, des permis et de la LLV.
07/01/2002	1045-616	Nickel's Deli & Bar	Un bar avec LLV, capacité de 20 personnes n'a pas de personnel pour assurer le service de boissons alcooliques. Lors de l'inspection du 27 juillet 2000, les inspecteurs de la Régie constate que les appareils de loterie des deux bars avec LLV no 9138868 (capacité de 50 personnes) et l'autre no 9337940 (capacité de 20 personnes) sont visibles par la clientèle du restaurant no 9138850 (capacité 204 personnes) par les portes et lorsque les clients se rendent aux toilettes. Il existe également dans cet établissement un bar sur mezzanine no 9427337 (capacité 40 personnes)	<u>Suspend</u> pour une période de 15 jours les deux bars nos 9138868 et 9337940 ainsi que les LLV y rattachée portant les nos 20941 et 76737 AINSI QUE 1 Restaurant no 9138868 et 1 Bar sur mezzanine no 9427337. Ordonne pendant la période de suspension, la mise sous scellés des boissons alcooliques se trouvant sur les lieux par un inspecteur de la Régie ou par le corps policier dûment mandaté à cette fin.
18/02/2002	809-194	Resto-Bar des Joueurs	Trois bars avec LLV et un restaurant pour vendre sont exploités dans cet établissement. Les permis de bars sont exploités comme un seul établissement. Deux des trois bars n'ont pas la capacité minimale. Le but de l'exploitation est d'exploiter des ALV. Il y a eu manquement à un engagement volontaire. La titulaire n'a pas pris les mesures efficaces pour empêcher toute infraction à la LPA (suspension en 1998, inspections en 2000).	<u>Révogue</u> les (4) permis et (3) LLV et ordonne la saisie et la confiscation desdits permis ainsi que des boissons alcooliques. Le 27 février 2002, le TAQ rejette la requête du demandeur et refuse de suspendre l'exécution de la décision de la RACJ.
20/02/2002	259-820	Hôtel Kénogami Enr.	Deux bars (5440 et 5424) avec LLV sont exploités dans cet établissement. Tous les ALV sont exploités dans le même bar. Un mur escamotable se trouve entre les 2 bars. À plusieurs reprises, la titulaire a été avisée d'apporter des correctifs.	<u>Révogue</u> la LLV rattachée au bar 5440, <u>suspend</u> ce permis 30 jours et <u>n'intervient</u> pas à l'égard du permis de bar 5424 et de la LLV y rattachée.
26 /02/2002	1408-673	Salon de Quilles Matawin	Un bar avec LLV est exploité avec un bar dans centre sportif. Les deux bars sont exploités par un seul employé. Lors de l'inspection, il fut constaté que cette employée joue aux quilles avec les clients. Aucune surveillance est faite dans les deux bars durant ce temps. Aucune visibilité des ALV à partir du comptoir de service, un mur obstrue la vue de l'employée.	Révogue un bar et la LLV ordonne la saisie et la confiscation desdits permis ainsi que des boissons alcooliques.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 87. LE NOMBRE D'ACTIVITÉS ACCORDÉES, AVEC OU SANS CONDITIONS, ET REFUSÉES
RELATIVEMENT À LA DÉLIVRANCE DE LICENCES D'APPAREILS
DE LOTERIE VIDÉO POUR LA PÉRIODE 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

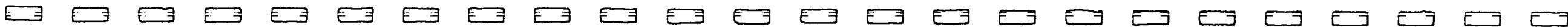
TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 87: Nombre d'activités accordées, avec ou sans conditions, et refusées relativement à la délivrance de licences d'appareils de loterie vidéo pour la période 2001 – 2002

La Régie ne détermine pas le nombre d'appareils accordés ou refusés.

Sans objet, référence voir question 86

Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

88. LE NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS DE BINGOS ET DE LICENCES,
SELON LA CATÉGORIE, POUR LA PÉRIODE 2001-2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 88 : Nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie pour la période 2001 – 2002

Nombre d'événements de bingo

<u>Catégorie de licence</u>	<u>Nombre d'événements</u>
Bingo en salle	20 207
Bingo média	3 021
Bingo billets surprise	27 323
Bingo annuel	1 128

Nombre de licences de bingo

<u>Catégorie de licence</u>	<u>Nombre de licences</u>
Bingo en salle	1 086
Bingo média	403
Bingo billets surprise	1 256
Bingo annuel	329

Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

89. LE NOMBRE D'ACTIVITÉS DE CONTRÔLE DES MACHINES À SOUS ET DES TABLES DE JEU,
POUR CHACUN DES CASINOS D'ÉTAT POUR LA PÉRIODE 2001-2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

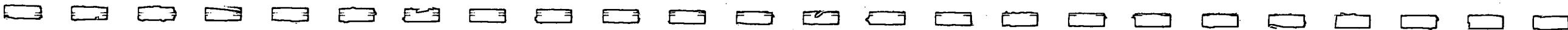
TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 89 : Le nombre d'activités de contrôle des machines à sous et des tables de jeu, pour chacun des casinos d'État pour la période 2001-2002

Ces activités sont effectuées par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale du ministère de la Sécurité publique.

Casino de Charlevoix	797
Casino de Hull	1 820
Casino de Montréal	3 067

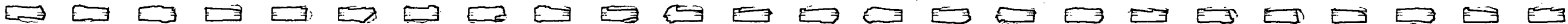
Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

90. LE NOMBRE DE LICENCES DE COURSES, DE PISTE DE COURSES, DE SALLES DE PARIS
ET DE DEMANDES DE RÉCIPROCITÉ ACCORDÉES POUR LA PÉRIODE 2001-2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 90 : Nombre de licences de courses, de pistes de courses, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2001 – 2002

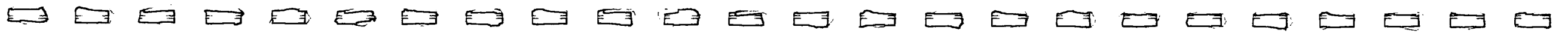
Nombre de licences de courses : 6 897
(accordées aux individus et/ ou des raisons sociales).

Nombre de licences de pistes de courses: 22

Nombre de licences de salles de paris : 18

Nombre de demandes selon l'entente de réciprocité: 1 175

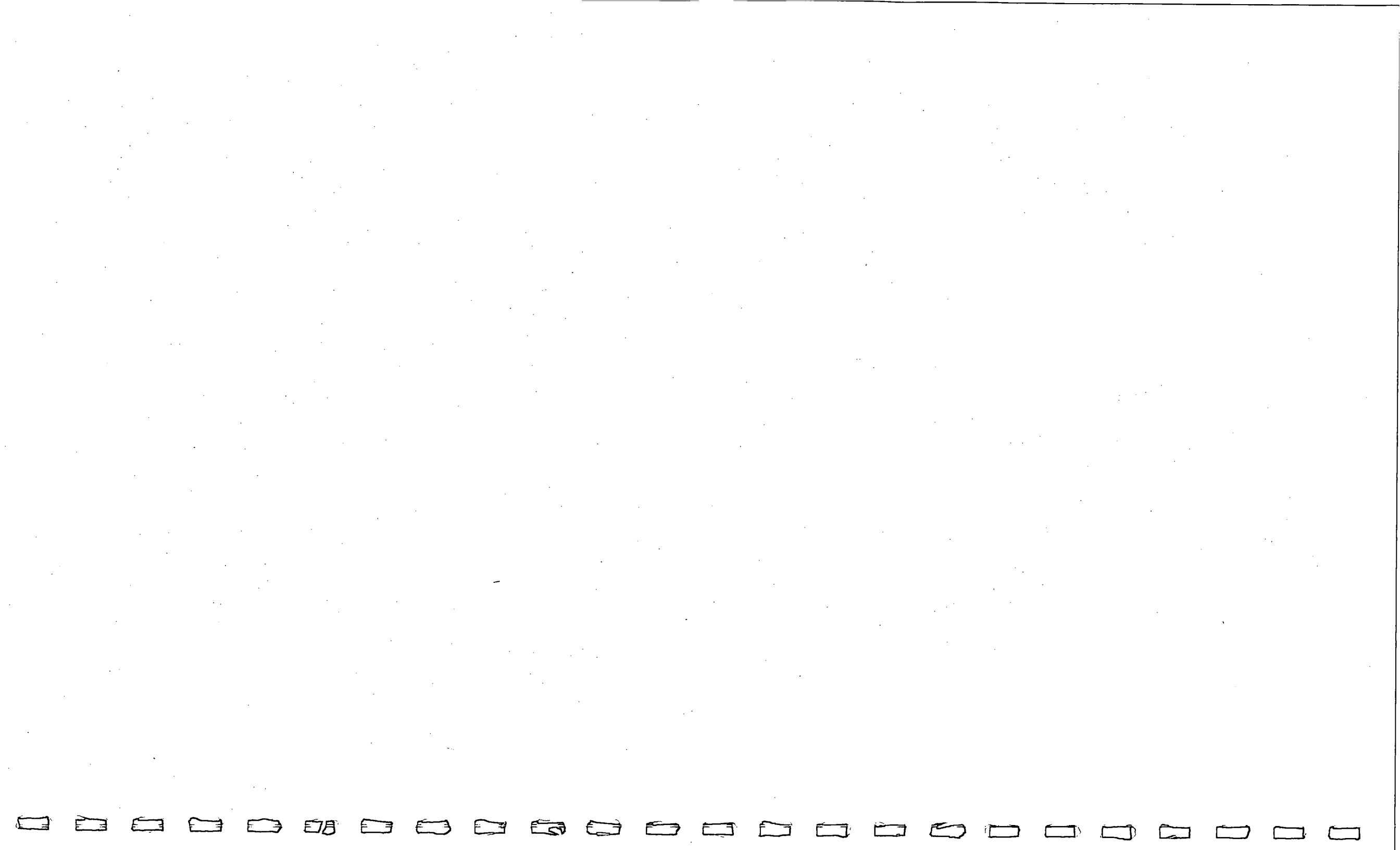
Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**91. LE NOMBRE D'ACTIVITÉS DE CONTRÔLE RELATIVES AUX COURSES
POUR LA PÉRIODE 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 91 : Nombre d'activités de contrôle relatives aux courses pour la période 2001 - 2002

Activités de contrôle relatives aux courses par la direction des enquêtes et de l'inspection

Nombre d'enquêtes exécutées	57
Nombre d'inspections effectuées sur les pistes de courses	260
Nombre de tests (urine) effectués sur les humains	76

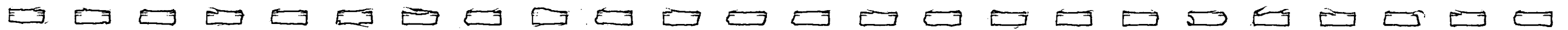
Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 92. LE NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LE PERSONNEL DÉSIGNÉ ET PAR LES RÉGISSEURS,
POUR CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR LA PÉRIODE 2001-2002
AINSI QUE LE RÉSULTAT DE LA DÉCISION**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 92: Nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2001 – 2002 ainsi que le résultat de la décision:

Permis d'alcools		Licences de Loterie-vidéo ¹		Licences de Tirages		Licences de Bingos ²		Vignettes d'appareils d'amusement		Concours publicitaires	
Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre
Accordée	9 667	Accordée	490	Accordée	2 349	Accordée	2 467	Accordée	1 165	Accordée	62
Refusée	324	Refusée	68	Refusée	20	Refusée	0	Refusée	0	Refusée	0
Conditionnelle	28										
Désistement	285										
Nul effet	55										
Extension de délai	1										
Révocation d'autorisation d'exploitation temporaire	125										
Révocation avec saisie	1 723										
Révocation autres	217										
Suspension	594										
Jours de suspension	6 336										

Données au 27 mars 2002

¹ Moratoire sur la délivrance de licences d'exploitant de site d'appareils de loterie vidéo pour la période du 15 mars 2002 au 14 mars 2003

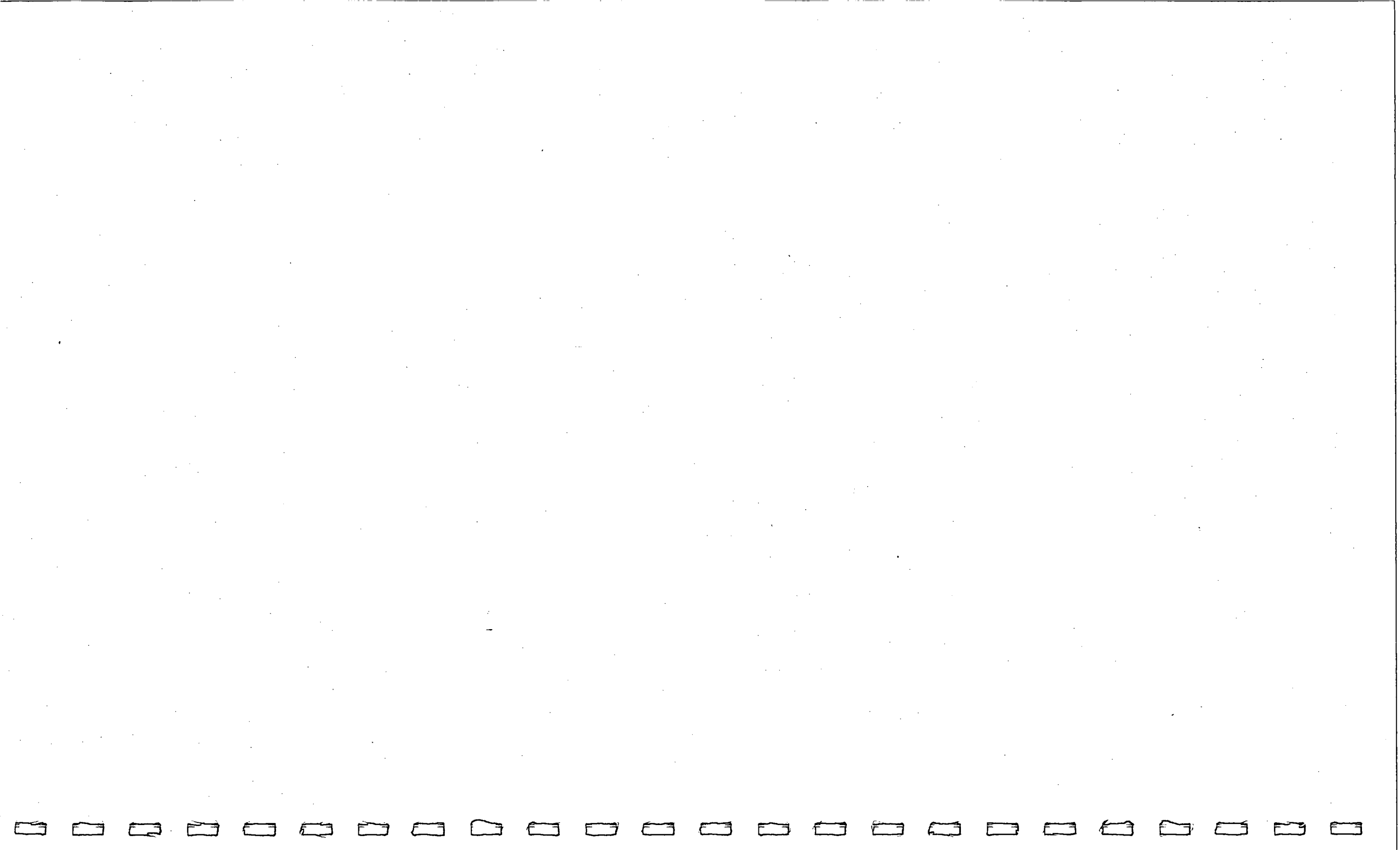
² Moratoire concernant la cessation de la délivrance de licences de bingo en date du 27 septembre 1997 et reconduit au 30 novembre 2002
SRFP/92 (2002-03)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

- 93. LE NOMBRE D'AFFAIRES ENTENDUES, RÉPARTIES PAR TERRITOIRES
ET PAR CATÉGORIES D'ACTIVITÉ (ALCOOLS, JEUX, COURSES)
POUR LA PÉRIODE 2001-2002**



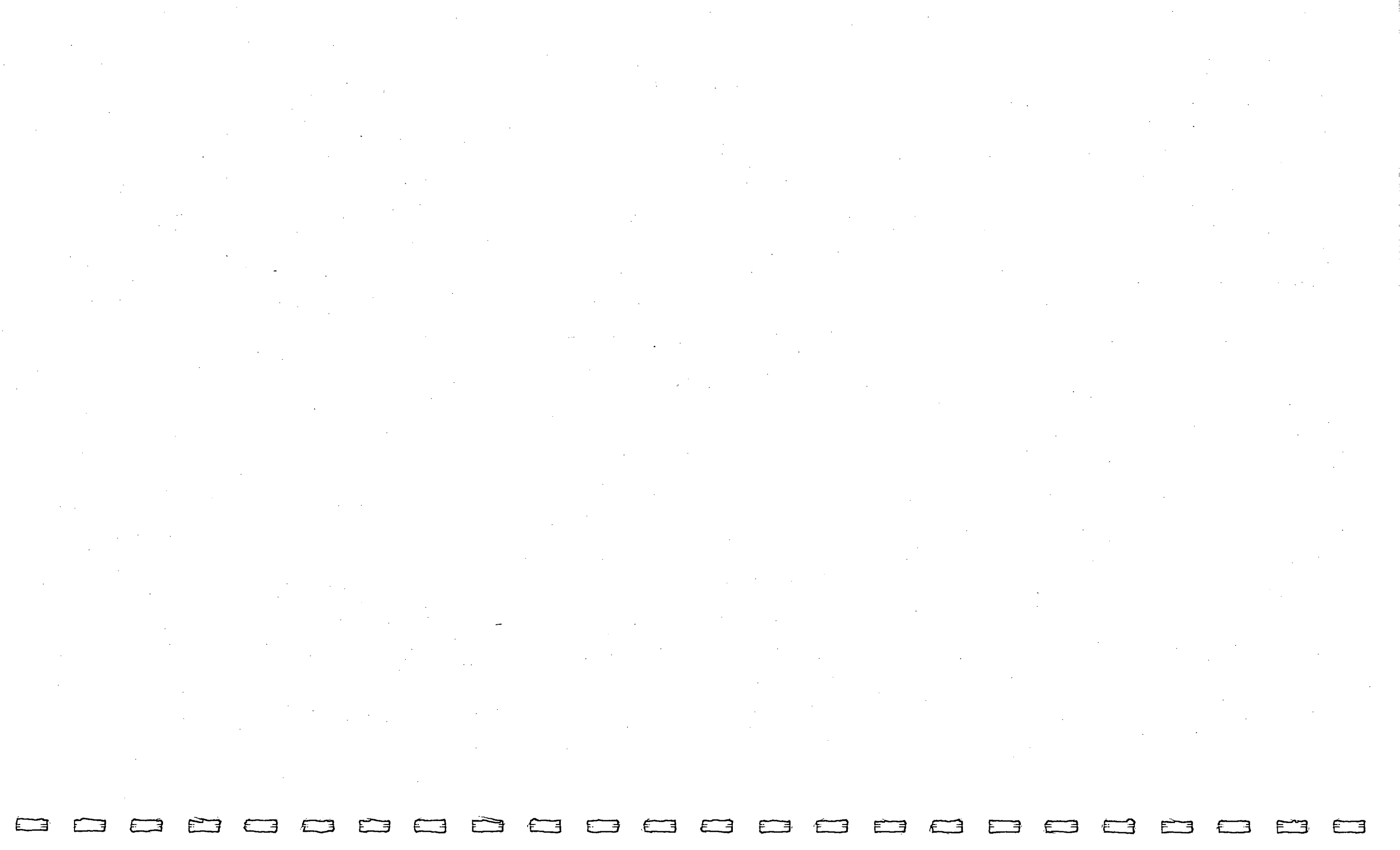
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 93 : Nombre d'affaires entendues, réparties par territoire et par catégorie d'activité (alcools, jeux, courses) pour la période 2001-2002

	Alcools	Jeux	Courses
Abitibi/Témiscamingue	4	15	—
Bas St-Laurent	16	1	—
Chicoutimi	38	1	—
Gaspésie	7	6	—
Mauricie/Bois-Francs	3	—	—
Montréal	707	125	56
Outaouais	2	10	—
Québec	292	44	18

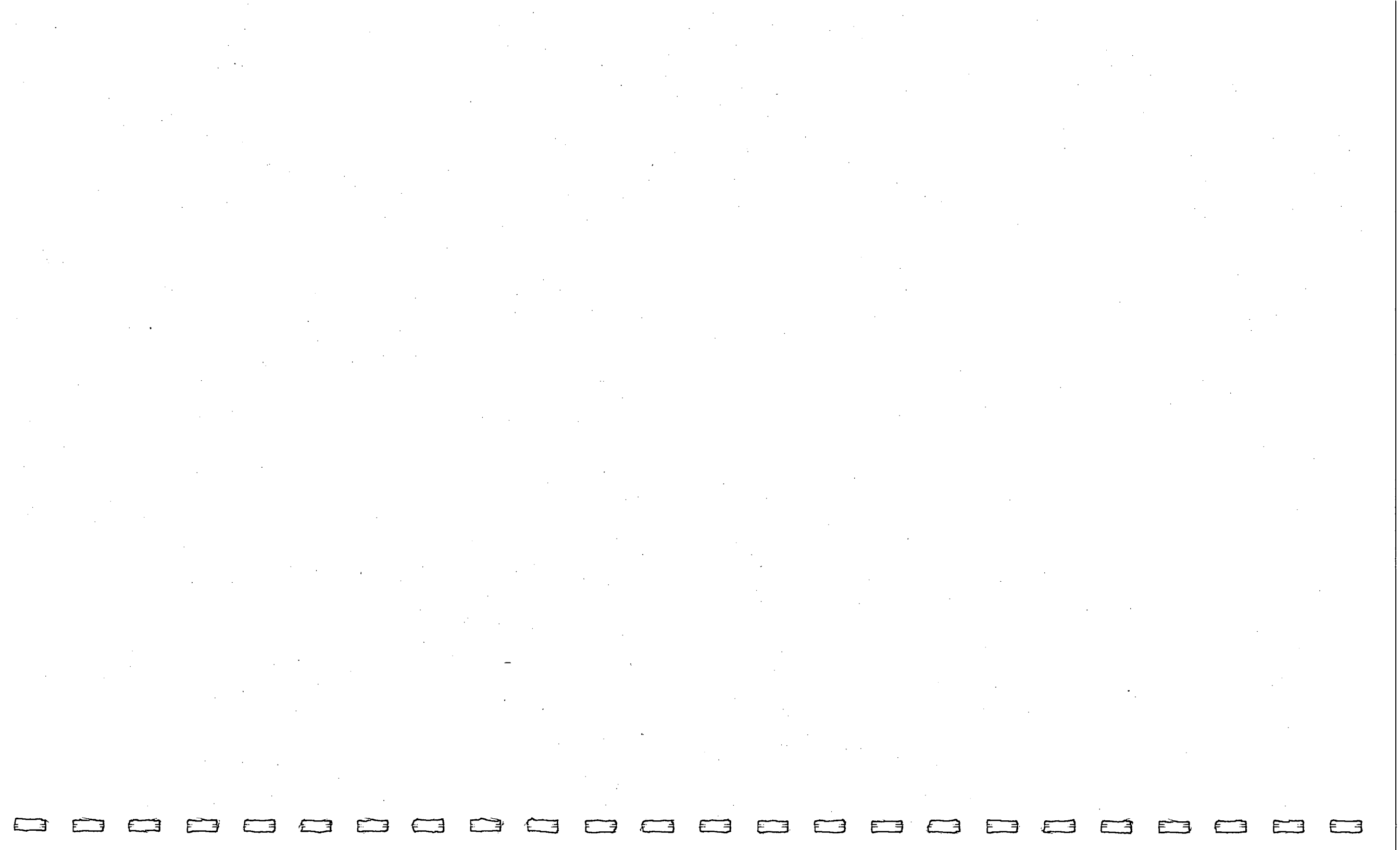
Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**94. LE NOMBRE DE RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ POUR LA PÉRIODE 2001-2002**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 94 : Nombre de recours devant le Tribunal administratif du Québec par secteur d'activité

Alcool – ACCES	27
Alcool – détaillants	14
Bingos	10
Courses	3
Appareils de loterie-vidéo	14
Casino	1
Fabricant	2

Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

95. LE NOMBRE DE PLAINTES ÉCRITES REÇUES ET TRAITÉES PAR LE SERVICE DES PLAINTES
PAR CATÉGORIES (ALCOOLS, CASINOS, BINGOS, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2001-2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 95 : Nombre de plaintes écrites, reçues et traitées par le service des plaintes, par catégorie

Le bureau des plaintes de la Régie a reçu 5 plaintes pour l'exercice 2001-2002.

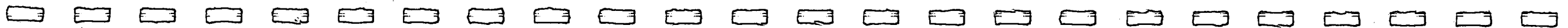
Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

96. LISTE DE TOUTES LES ÉTUDES ET ANALYSES FAITES À CE JOUR
SUR LE STATUT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Ministère de la Sécurité publique (incluant les organismes)

QUESTION 96 : Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec.

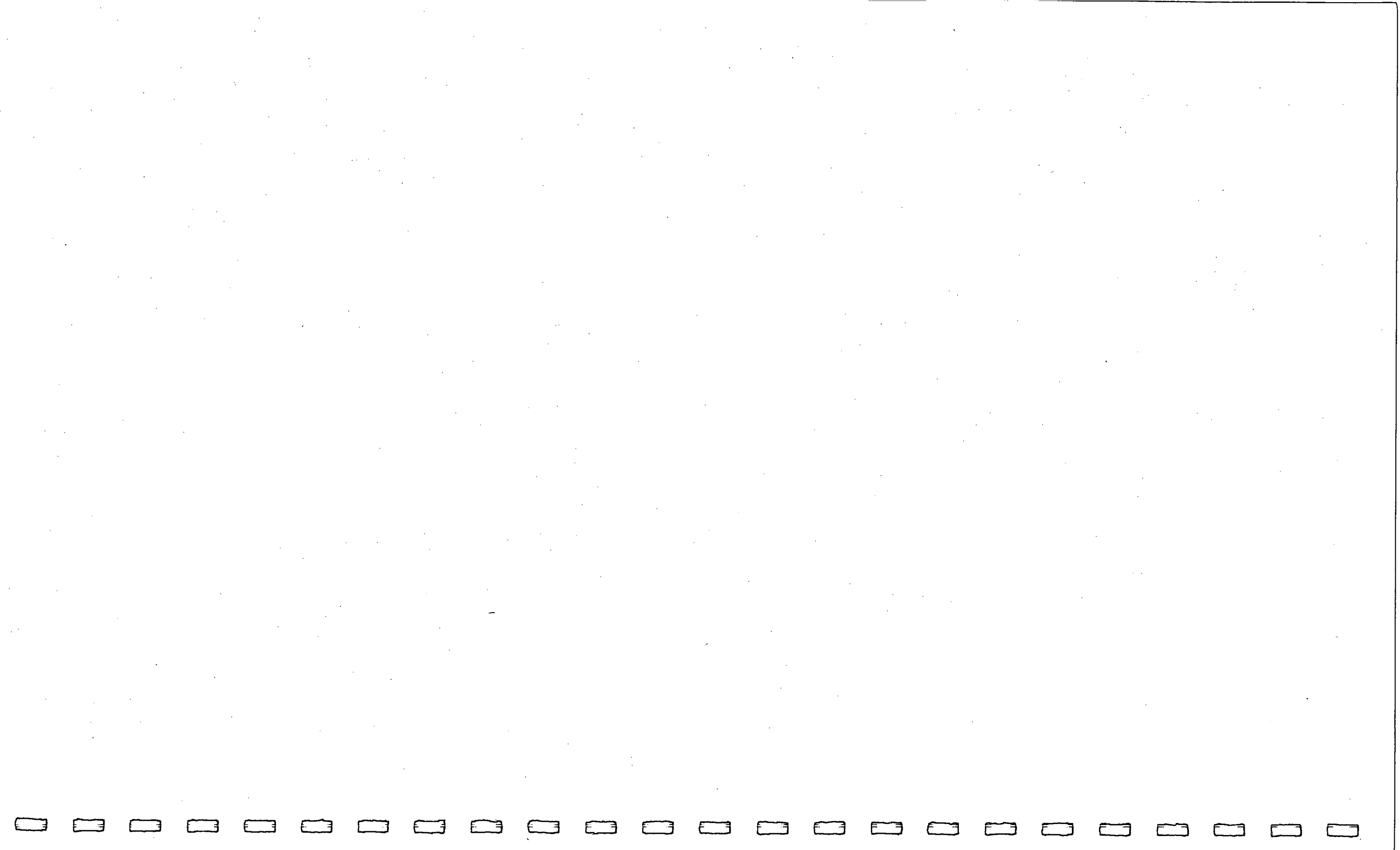
Aucune



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

**97. LA LISTE DE TOUTES LES SOCIÉTÉS SANS BUT LUCRATIF (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE
OU PAR UN OU DES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE
POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 97 : Liste de toutes les sociétés sans but lucratif (OBSL) créées par le ministère ou par un ou des employés du ministère ou d'un organisme relevant du ministère pour les cinq dernières années.

Dans le cadre de l'adoption par l'Assemblée nationale de la Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (Projet de loi 51), deux organismes de concertation ont été créés par l'article 8. Il s'agit du Forum des organismes de charité ou religieux titulaires de licence de bingo et du Secrétariat du bingo.

Données au 27 mars 2002



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

98. LES DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2001-2002 PAR LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES
DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION :
- A) TÉLÉPHONIE
 - B) MATÉRIEL INFORMATIQUE
 - C) LOGICIELS
 - D) PROGRAMMATION
 - E) FORMATION



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Le ministère et les organismes

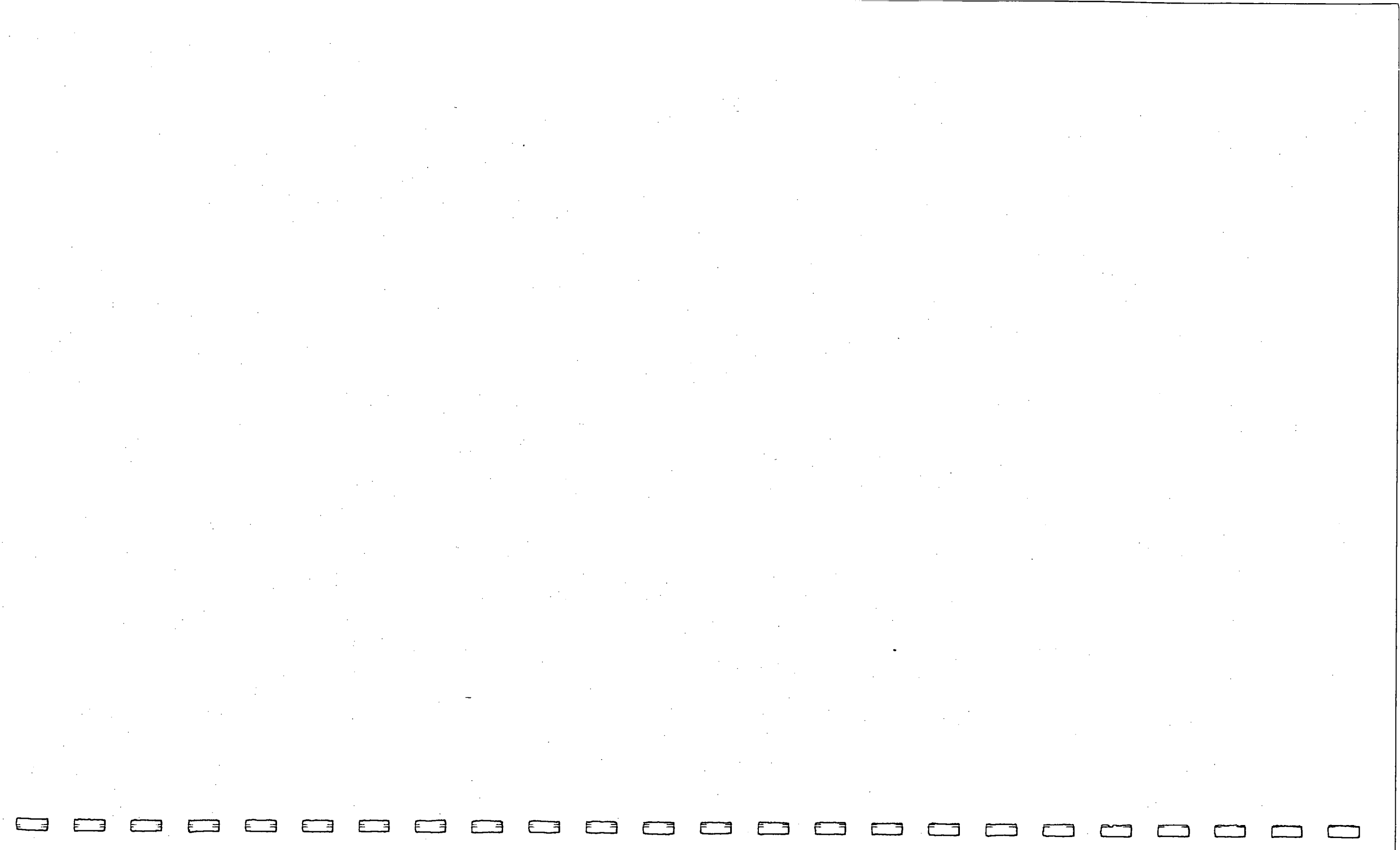
QUESTION 98 : Les dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'informations.

POUR LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES (À L'EXCEPTION DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

- | | |
|--------------------------|--|
| a) téléphonie | La réponse à cette question a été fournie à la question #10 des « Renseignements généraux » |
| b) matériel informatique | La réponse à cette question a été fournie à la question #27 des « Renseignements généraux » |
| c) logiciels | La réponse à cette question a été fournie à la question #27 des « Renseignements généraux » |
| d) programmation | 659 800 \$ Ce montant représente les coûts de développement des systèmes informatiques qui sont capitalisés conformément aux règles comptables actuelles |
| e) formation | La réponse à cette question a été fournie aux questions #8 et #10 des « Renseignements généraux » |

POUR L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE

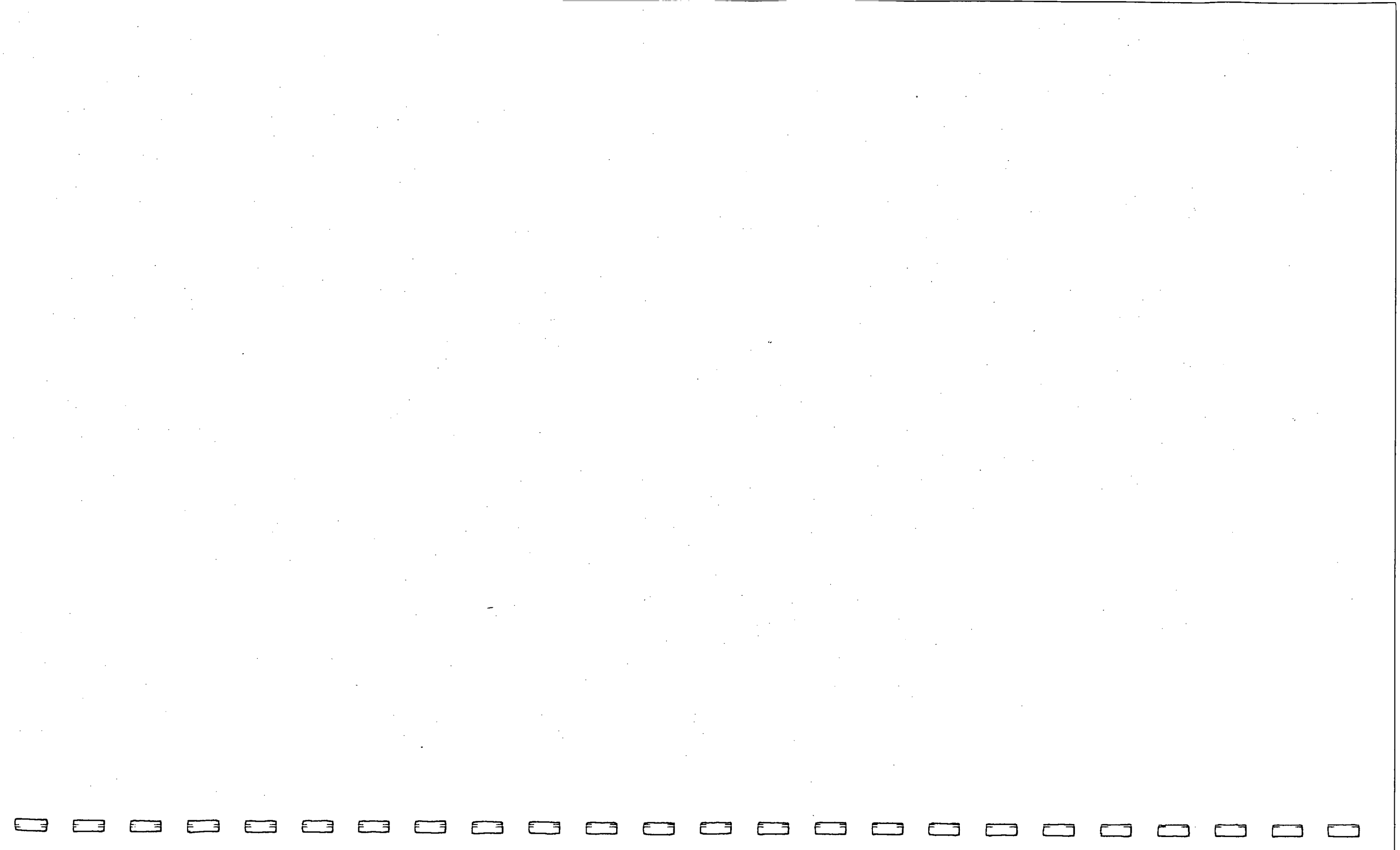
Téléphonie	6 300 \$
matériel informatique	313 050 \$
logiciels	22 431 \$
programmation	AUCUNE
formation	2 395 \$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

99. COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES
DANS VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME TEL QUE PRESCRIT PAR LA
LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET
SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (CHAPITRE A-2.1)



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Ministère de la Sécurité publique

Question 99 Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1)

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la liste de classement du ministère et des organismes relevant du ministre est disponible pour consultation sur place.



**QUESTIONS ADRESSÉES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
MAIS QUI CONCERNENT PLUTÔT
LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

2 M-10-1-1

ASSEMBLÉE NATIONALE
1991

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2002-2003
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

QUESTIONS ADRESSÉES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES MAIS QUI CONCERNENT PLUTÔT LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
16.	Liste des municipalités ou des villes de moins de 5000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.	3
17.	Liste des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elles pour 2001-2002.	5
18.	Liste des municipalités de plus de 5000 habitants qui n'ont pas de corps de police.	7
19.	Liste des municipalités qui ont un corps de police mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base.	9

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

16. LISTE DES MUNICIPALITÉS OU DES VILLES DE MOINS DE 5000 HABITANTS
QUI ONT CHOISI DE CONSERVER OU CRÉER UN CORPS POLICIER MUNICIPAL OU
QUI ONT SIGNÉ DE NOUVELLES ENTENTES INTERMUNICIPALES RELATIVES
AUX CORPS POLICIERS OU QUI ONT OPTÉ POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité – protection – 01.04

QUESTION 16 : Fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 5000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps de police municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes inter municipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

a) municipalités de moins de 5000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps de police municipal.

Le Ministère n'a reçu aucune demande de la part des municipalités de moins de 5 000 habitants à l'effet de créer leur propre corps de police puisque la *Loi sur la police* prévoit, depuis 1996, que ces municipalités sont desservies par la Sûreté du Québec via une entente avec la MRC.

b) municipalités de moins de 5000 habitants qui ont signé de nouvelles ententes inter municipales relatives aux corps policiers.

En ce qui a trait à ces municipalités qui devront renouveler des ententes existantes ou avoir recours à de nouvelles ententes au cours de la prochaine année, le Ministère n'est pas en mesure de fournir une telle liste puisque les ententes contiennent, pour la plupart, des clauses de renouvellement automatique et qu'il est de la responsabilité des municipalités de dénoncer les ententes existantes dans les délais prescrits (9 mois avant l'échéance) si elles veulent en revoir les conditions. Ainsi, le cas échéant, elles doivent soumettre à l'approbation du ministre les nouvelles ententes modifiées.

c) municipalités de moins de 5000 habitants qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

Les municipalités d'East Angus (3 596 hab.) et de Richmond (3 536 hab.) ont aboli leur corps de police pour être desservies par la Sûreté du Québec. Ces deux municipalités sont d'ailleurs prises en compte à la question 35.

Note : Depuis le 21 juin 2001, la *Loi concernant l'organisation des services policiers* est venu établir un partage plus précis des responsabilités et une répartition des services mieux adaptés aux besoins de la population de même qu'un accroissement de la capacité des corps de police à lutter contre la criminalité. Ainsi, à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de plus de 50 000 habitants auront l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal. Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, qui sont actuellement desservies par un corps de police municipal, elles pourront le maintenir dans la mesure où celui-ci sera apte à fournir le niveau de services requis au 1er juin 2002. Les autres municipalités sont desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

17. LISTE DES MUNICIPALITÉS OU DES VILLES DE 5 000 HABITANTS OU PLUS
QUI SE SONT DOTÉES DE CORPS POLICIERS MUNICIPAUX OU
QUI ONT SIGNÉ DE NOUVELLES ENTENTES INTERMUNICIPALES RELATIVES AUX CORPS POLICIERS
ET LISTE DE CELLES QUI DEVRONT AVOIR RECOURS À DE NOUVELLES ENTENTES
AU COURS DE LA PROCHAINE ANNÉE

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité – protection – 01.04

QUESTION 17 : Liste des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elles pour 2001-2002.

Réponse donnée à la question 41 des renseignements particuliers demandés au MSP.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

18. LISTE DES MUNICIPALITÉS DE PLUS DE 5000 HABITANTS QUI N'ONT PAS DE CORPS DE POLICE

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité – protection – 01.04

QUESTION 18 : Liste des municipalités de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas de corps de police.

Aucune municipalité ne répond à ce critère puisque depuis 1997, toutes les municipalités sont assujetties à la compétence, soit d'un corps de police municipal ou soit de la Sûreté du Québec.

Toutefois, depuis le 21 juin 2001, la *Loi concernant l'organisation des services policiers* est venu établir un partage plus précis des responsabilités et une répartition des services mieux adaptés aux besoins de la population de même qu'un accroissement de la capacité des corps de police à lutter contre la criminalité. Ainsi, à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de plus de 50 000 habitants auront l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal. Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, qui sont actuellement desservies par un corps de police municipal, elles pourront le maintenir dans la mesure où celui-ci sera apte à fournir le niveau de services requis au 1er juin 2002. Les autres municipalités sont desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

Au besoin, pour obtenir la liste des municipalités de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas de corps de police vous référer à la question 41.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

19. LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT UN CORPS DE POLICE
MAIS DONT LES SERVICES RENDUS NE SONT PAS CONFORMES
À CEUX PRESCRITS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES SERVICES POLICIERS

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité – protection – 01.04

QUESTION 19 : Liste des municipalités qui ont un corps de police mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base.

Tous les corps de police municipaux respecteraient, selon les informations à la disposition du ministère de la Sécurité publique, les exigences du *Règlement sur les services policiers de base*.

Toutefois, le 21 juin 2001, l'Assemblée nationale sanctionnait la *Loi concernant l'organisation des services policiers*. Cette loi vient établir des niveaux de services policiers en fonction du nombre d'habitants que comporte le territoire à desservir et préciser le rôle supplétif et complémentaire de la Sûreté du Québec, de même que sa mission à caractère national. Par ses dispositions, la loi stipule, sauf exception, que toute municipalité faisant partie d'une communauté métropolitaine ou d'une région métropolitaine de recensement soit desservie par un corps de police municipal et, pour toute autre municipalité, que le seuil de population en fonction duquel elle est dans l'obligation d'établir son propre corps de police soit de 50 000 habitants. Toutefois, une municipalité de moins de 50 000 habitants, qui est actuellement desservie par un corps de police municipal, peut continuer de bénéficier des services d'un tel corps, dans la mesure où celui-ci sera apte à fournir le niveau de services requis au 1^{er} juin 2002.

D'une façon générale, les municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières devront, sauf exception, être desservies par des corps de police municipaux capables de fournir le 2^e niveau de services ou plus, selon la population à desservir. Dans le cas des municipalités situées à l'extérieur de ces régions, seules celles de 50 000 habitants et plus auront désormais l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal, elles pourront le demeurer en autant qu'il soit apte à livrer le niveau de services requis. De plus, leur compétence pourra s'étendre aux autres municipalités de leur agglomération de recensement. Cette réorganisation établira un partage plus précis des responsabilités, favorisera une répartition des services mieux adaptés aux besoins de la population de même qu'un accroissement de la capacité des corps de police à lutter contre la criminalité.